

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017



Renseignements particuliers du 2^e groupe d'opposition

Justice
Québec 

Avril 2016
Document préparé par
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU 2^E GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2015-2016 INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P.2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L’ANNÉE 2015-2016. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.	8
P.3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 (ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL D’ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	58
P.4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2015-2016, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	61
P.5	NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEURS AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	78
P.6	COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D’OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUE PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016. FOURNIR L’ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJETS. FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L’ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015 ET 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	81
P.7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	82
P.8	NOMBRE TOTALE D’AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2015-2016 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L’ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L’AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.	84
P.9	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2015-2016. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	85

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.10	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELEVÉ POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2015-2016.	90
P.11	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, QUI EN RELEVÉNT, INDIQUER POUR 2015-2016 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	93
P.12	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELEVÉNT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2015-2016 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	94
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELEVÉNT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ALLOUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2015-2016 : A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION; B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES; C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.	96
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, QUI EN RELEVÉNT, INDIQUER POUR 2015-2016 : A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES; D. LE TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE, VENTILÉ PAR POSTE DE DÉPENSES (REVUE DE PRESSE, ANALYSE DE PRESSE, ETC.), LES FIRMES EXTERNES OU CONSULTANTS ENGAGÉS À CETTE FIN, AINSI QUE LES SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L'OBJET D'UNE VEILLE MÉDIATIQUE.	100
P.15	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELEVÉNT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).	103
P.16	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELEVÉNT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2010-2011 À 2015-2016, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	104
P.17	LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.	108
P.18	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2016-2017.	109
P.19	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2012-2013 ET 2013-2014.	112
P.20	POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2016, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 000 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.	113

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.21	POUR LES ANNÉES 2010 À 2016, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).	114
P.22	POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD'HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D'UN AN OU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.	115
P.23	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2015-2016. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	116
P.24	ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2015-2016. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.	121
P.25	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	122
P.26	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2016-2017.	124
P.27	CONCERNANT L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES : A. L'ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT; B. LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE; C. LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE; D. L'ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET; E. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET; F. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S'IL Y A LIEU.	125
P.28	CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDIQUER : A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE; B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN OEUVRE DE CE PROJET; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN «ETC» POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017; D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2015-2016, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	126
P.29	CONCERNANT LA CRÉATION DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (LOCAUX, IMMOBILISATION, SALAIRES, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-2016; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017; C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE; D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN OEUVRE.	127
P.30	VENTILATION DES BUDGETS 2014-2015 ET 2015-2016 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	128
P.31	VENTILATION DES BUDGETS 2014-2015 ET 2015-2016 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	129
P.32	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2016, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	130
P.33	DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2015 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	131

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.34	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2015. A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	132
P.35	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2014-2015 ET 2015-2016 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	133
P.36	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	134
P.37	POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL ; B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ; C. LES JURISTES DE L’ÉTAT.	135
P.38	POUR L’ANNÉE 2015-2016, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L’AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRE.	137
P.39	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2014-2015 ET 2015-2016, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.	138
P.40	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISIONS, ETC.).	142
P.41	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D’UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉES AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	157
P.42	POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.	159
P.43	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	160
P.44	EN 2015-2016, LE NOMBRE DE LOCAUX D’AUDIENCE DISPONIBLE.	161
P.45	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.	162
P.46	NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	166

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.47	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.	167
P.48	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE DE 2007 A 2016, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016.	168
P.49	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 A 2016 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	171
P.50	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DE 2007 A 2016 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	173
P.51	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 A 2016 : A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	175
P.52	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 A 2016 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	176
P.53	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 A 2016 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE	179
P.54	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 A 2016 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	181
P.55	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 A 2016 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.	182

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.56	<p>DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2007 :</p> <p>A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.</p>	184
P.57	DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	185
P.58	DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	186
P.59	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2016-2017.	187
P.60	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2016, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	188
P.61	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDiquer LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.	191
P.62	<p>CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDiquer :</p> <p>A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25 % D'UNE AMENDE VERSÉS AU FONDS D'AIDES AUX VICTIMES;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;</p> <p>D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.</p>	192
P.63	BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISION POUR 2016-2017.	193
P.64	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	194
P.65	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	195
P.66	<p>CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :</p> <p>A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS</p> <p>B. 2016-2017;</p> <p>C. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017;</p> <p>D. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;</p> <p>E. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;</p> <p>F. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;</p> <p>G. LA STRUCTURE DE CE FONDS.</p>	196
P.67	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	197
P.68	<p>CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE CONSTITUÉ EN AVRIL 2013, INDiquer :</p> <p>A. LE COÛT TOTAL DU PROJET JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL;</p> <p>B. LES COÛTS D'OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATION, INFORMATIQUES, ETC.);</p> <p>C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ;</p> <p>D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.</p>	198
P.69	POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	199

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.70	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;</p> <p>F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>	200
P.71	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISLES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016.	248
P.72	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.	250
P.73	<p>POUR 2014-2015 ET 2015-2016, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES:</p> <p>A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016, EN INDiquANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.</p>	251
P.74	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2014-2015 ET EN 2015-2016.	253
P.75	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	254
P.76	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	256
P.77	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	257
P.78	<p>PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT :</p> <p>A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;</p> <p>C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;</p> <p>D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.</p>	258
P.79	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	260
P.80	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2014-2015 ET 2015-2016 PAR RÉGION.	261

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.81	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	262
P.82	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	263
P.83	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.	264
P.84	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES).	265
P.85	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES).	266
P.86	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016.	267
P.87	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016.	268
P.88	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	269
P.89	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2016. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	271
P.90	POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	274
P.91	POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	275
P.92	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	276
P.93	NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	279
P.94	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.	280
P.95	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	283
P.96	EN 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	286
P.97	BILAN ET VENTILATION POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS 2016-2017 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE, ETC.).	288
P.98	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	289
P.99	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2014-2015 ET 2015-2016. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2016-2017.	290
P.100	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	291

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.101	BILAN POUR 2014-2015, 2015-2016 ET PRÉVISIONS 2016-2017 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.)	292
P.102	LE RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMITÉ SPÉCIAL, NOTAMMENT FORMÉ DE L'EX-JUGE PIERRE DALPHOND, CHARGÉ DE REVOIR LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE INDÉPENDANTE (DÉCISION DU DPCP) MENÉE SUR LA MORT D'UN GARÇON DE 5 ANS, LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL.	294
P.103	CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), INDIQUER : A. LE NOMBRE DE PERTE D'EMPLOI ET DE RELOCALISATION D'EMPLOI EN 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉ PAR TYPE D'EMPLOI (OCCASIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENTS, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; B. LE NOMBRE DE DÉMISSION POUR 2015-2016; C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS; D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE; E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS; F. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.	295
P.104	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	296
P.105	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	325
P.106	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	326
P.107	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	327
P.108	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDIQUER LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	329
P.109	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	330
P.110	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	331
P.111	BILAN AU 31 MARS 2016 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	333
P.112	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	334
P.113	LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D'UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2016 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES (770 M\$ EN 2009 ET 804,2 M\$ EN 2013).	335
P.114	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	336

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.115	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2016. INDiquer LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	337
P.116	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	338
P.117	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	339
P.118	EN 2014-2015 ET 2015-2016, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	340
P.119	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	344
P.120	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	345
P.121	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2014-2015 ET 2015-2016, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.	347
P.122	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D'HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L'ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2014-2015 ET 2015-2016, VENTILÉ PAR RÉGION.	349
P.123	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, INDiquer LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2016-2017.	350
P.124	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2014-2015 ET 2015-2016. INDiquer LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2016-2017.	351
P.125	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	352
P.126	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.	353
P.127	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2014-2015 ET 2015-2016.	354
P.128	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	355
P.129	POUR 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	356

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.130	CONCERNANT LE REISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : C. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-201; D. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; E. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; F. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017; G. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	357
P.131	CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE DEPUIS LE 1 ^{ER} OCTOBRE, INDIQUER : A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-201; B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE; C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE; D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017; LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.	358
P.132	CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDIQUER; A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES; B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES; C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017; D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).	359
P.133	CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC PRÉVUS POUR 2016-2017 POUR METTRE EN OEUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D'ACTION ET L'ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE.	360
P.134	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	361
P.135	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2014-2015 ET 2015-2016, ET SUIVI APPORTÉ.	364
P.136	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2014-2015 ET 2015-2016.	366
P.137	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2016 ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN EMPLOI À CE JOUR.	368
P.138	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.	388
P.139	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2014-2015 ET 2015-2016. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	389
P.140	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2015-2016.	391
P.141	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2014-2015 ET 2015-2016.	392
P.142	EFFECTIFS POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS 2016-2017 DES POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	393
P.143	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2011-2012 ET 2015-2016, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	395
P.144	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	396

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.145	<p>NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 :</p> <p>A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;</p> <p>B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;</p> <p>INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :</p> <p>C. L'OBJET DE LA POURSUITE;</p> <p>D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;</p> <p>E. LES SUITES ACCORDÉES.</p>	397

- P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2015-2016 INDiquer :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
 - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
 - C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. NORMAND BOLDUC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M^{ME} MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M. PIERRE D. DENAULT, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M^{ME} JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 6 MAI 2015);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015);
- M^E LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015);
- M^E ANNE MORIN, PRÉSIDENTE DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 3 JUILLET 2015);
- M^E LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M^E MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D’OFFICE (DEPUIS LE 17 JUILLET 2013);
- M^E PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013);

SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

M^{ME} NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- M^E NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- M^{ME} JOSÉE LANGLOIS, AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
- M^{ME} HELEN CANTIN , SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 NOVEMBRE 2014).

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	7 AVRIL 2015	8 AVRIL 2018	0,00 \$
NANCY CHAMBERLAND	NOTAIRE	7 AVRIL 2015	11 SEPTEMBRE 2015	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	7 avril 2015	8 avril 2018	0,00 \$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE CITOYEN	6 MAI 2015	7 MAI 2018	0,00 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CONSEIL NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- ARTICLE 58 « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE.
- ARTICLE 66 « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION.
- PRÉSIDENT : FRÉMONT, JACQUES, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
- VICE-PRÉSIDENT : PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
- VICE-PRÉSIDENTE : DUPUIS, RENÉE, NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011)

MEMBRES

- BLACKETT, ADÈLE
- DOUYON, EMERSON
- FORTIN, GILLES (DR)
- FOURNIER, PASCALE (ME)
- GIROUX, MARTIAL (ME)
- IASENZA, ISA
- MYRE, JOCELYNE
- OTTAWA, EVA
- SIMARD, HÉLÈNE (DÉMISSION LE 28 FÉVRIER 2016)
- SIOUI, BRUNO

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME PASCALE FOURNIER	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA PERSONNE	24 AVRIL 2015	23 AVRIL 2020	7 139,00 \$
MME EVA OTTAWA	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA PERSONNE	24 avril 2015	23 avril 2020	5 539,00 \$

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
DR GILLES FORTIN	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	6 339,00 \$
MME ISA IASENZA	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	7 339,00 \$
M. BRUNO SIOUI	MEMBRE À TEMPS PARTIEL, VOLET DROITS DE LA JEUNESSE	24 avril 2015	23 avril 2020	4 668,00 \$
LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA <i>LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS</i> . LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.				

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME YVAN NIQUETTE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREAULT (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	10 JUIN 2015	10 JUIN 2018	DÉCRET 496-2015

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME BEATRIZ CAROU, AVOCATE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME AIDA SHURDHA, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- ME JACQUES PARENT, ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- ME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- ME DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		16 940,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		16 400,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		16 000,00 \$

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
- ARIANE CHARBONNEAU
- PIERRE COUTURE
- CHRISTIAN FORTIN
- JOCELYNE LÉVESQUE
- GABRIELE ROEHL
- GENEVIÈVE SAUMIER
- LAURIER THIBAUT
- AUDREY VILLENEUVE

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A VU SON MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN 2015-2016.

Les membres du conseil d’administration demeurent en poste tant qu’ils n’ont pas été renouvelés. Ils ne sont pas rémunérés.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN MEMBRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE N’A ÉTÉ NOMMÉ EN 2015-2016.

Les membres du conseil d’administration demeurent en poste tant qu’ils n’ont pas été renouvelés. Ils ne sont pas rémunérés.

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
ADAM	JULIE	P	AVOCATE
BARRETTE	FRANÇOIS	F	PRÉPOSÉ AUX RENSEIGNEMENTS
BERNARD	GABRIELLE	P	AVOCATE
BISSON	MARC-OLIVIER	F	TECHNICIEN EN DROIT
BOISSONNEAULT	LUCIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
BOIVIN	STÉPHAN	P	AGENT D'INFORMATION
BOUCHER	CATHERINE-ÈVE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
BOULET	JACQUES	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
BRISSON	GENEVIÈVE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CARRÉ	NANCY	F	TECH. ADMINISTRATION
CARRIER	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
CHAILLEZ	UGO	P	AVOCAT
CHAUMEL	CHRISTINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
CHOUINARD	MARIE-ÈVE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
CORRIVEAU	MARIE-CHRISTINE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DÉSIR	MARIE-ADELINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
DESJARDINS	CAROLINE	P	AVOCATE
DOIRON	ANNIE	F	TECH. ADMINISTRATION
DUCHARME	MICHEL	P	AGENT DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
DUSABLON	DANIEL	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
FONTAINE	GABRIEL	P	AGENT DE RECHERCHE
FRENETTE	JOSÉE	F	TECH. ADMINISTRATION
GAGNON-HÉBERT	AMANDINE	F	AUXILIAIRE DE BUREAU
GARNIER	ANTOINE	P	AVOCAT
GUÉVIN	ROXANNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
HADIRI	MYRIAM	P	AGENTE DE RECHERCHE
HAMEL	GABRIELLE	F	TECHNICIENNE EN DROIT
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	P	AVOCAT
ISAMENE	M'BANZE ÉVELYNE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LAFLEUR	ISABELLE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LALONDE	FRANCINE	P	CONSEILLÈRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, CL. 1
LAROSE	CARMEN	F	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5
LAVOIE-SERGERIE	MARIE-FRANCE	P	AGENTE DE RECHERCHE
LEBLANC	GINA	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LEBREUX	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LÉONARD	SYLVIE	F	TECH. ADMINISTRATION
LESAGE	FRANCE	P	AVOCATE, NIVEAU EXPERT
LESSARD	DENIS	P	AGENT DE RECHERCHE
LÉTOURNEAU	SIMON-PIERRE	P	AGENT DE RECHERCHE
MARCOTTE	NADINE	P	AGENTE DE RECHERCHE
MARCOUX	CATHERINE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MICHAUD	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MORENCY	GEORGETTE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT
MOURA	CÉLINE	F	TECH. ADMINISTRATION
MOURA	DAVID	P	ANALYSTE DE L'INFORMATIQUE ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS
NOLIN	PATRICK	P	AVOCAT, NIVEAU EXPERT
OUELLETTE	MÉLANIE	P	AGENTE DE RECHERCHE, NIVEAU EXPERT
PLANTE	YVES	F	TECH. ADMINISTRATION

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
PLOURDE-DUCHAINE	CATHERINE	P	AVOCATE
RICHARD	ALEXANDRE	F	AGENT DE BUREAU
ROCHEFORT	LAURIANNE	P	AVOCATE
ROUSSEAU	JEAN	P	AGENT DE RECHERCHE
ROUZIER	RALPH	P	AGENT DE RECHERCHE
ROY	DANIELLE	F	TECH. ADMINISTRATION
VALLIÈRES	JOSÉE	F	AGENTE DE SECRÉTARIAT

LISTE DU PERSONNEL D’ENCADREMENT

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CORNEAU	ODETTE	CADRE	DIRECTRICE DE LA RECHERCHE ET DE L'ANALYSE
COUTURE	GUYLAINE	CADRE JURIDIQUE	DIRECTRICE DES AFFAIRES JURIDIQUES
GARIÉPY	ANDRÉ	CADRE	COMMISSAIRE AUX PLAINTES
LAFLAMME	JACQUES	CADRE	DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS

LISTE DES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR

NOM	PRÉNOM	CATÉGORIE	FONCTION
CHAMPAGNE	CAROLINE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CHARBONNEAU	JULIE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
CORRIVEAU	MARIE-JOSÉE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE EN CHEF DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
DUTRISAC	JEAN PAUL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GAGNON	CHRISTIANE	EMPLOI SUPÉRIEUR	VICE-PRÉSIDENTE DE L’OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
GIGUÈRE	GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LAVERGNE	LYNE	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LÉGARÉ	JEAN-GUY	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE
LORD	DANIEL Y.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
MILAZZO	LYDIA	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
PERREAULT	CHANTAL	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENTE DE CONSEIL DE DISCIPLINE
SICOTTE	PIERRE R.	EMPLOI SUPÉRIEUR	PRÉSIDENT DE CONSEIL DE DISCIPLINE

LISTE DES MEMBRES DE L’OFFICE (CONSEIL D’ADMINISTRATION) :

- JEAN PAUL DUTRISAC
- CHRISTIANE GAGNON
- JAMES ARCHIBALD
- CHRISTINE MONTAMAT
- ANDRÉ JACQUES (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2015)
- LOUISE POTVIN (FIN LE 2 DÉCEMBRE 2015)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ANDRÉ JACQUES	MEMBRE DE L'OFFICE	2 DÉCEMBRE 2015	5 FÉVRIER 2017	400,00 \$

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L’ANNÉE 2015-2016. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.

MINISTÈRE

VOIR PAGE SUIVANTE

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du ministère de la Justice entre le 1^e
avril 2015 et le 31 mars 2016

	coût total	Nombre de Participants
Accès au portail SOQUIJ pour les officiers de justice	13,5	1
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	13,5	1
Accès informatique	21,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21,4	1
Adapter la fiscalité québécoise	140,6	2
IGF Québec	140,6	2
Administration de windows server 2012	3 671,1	1
AFI Expertise	3 671,1	1
Administration et gestion de System Center 2012 R2	2 822,8	1
Technologia conseil / Technologia formation	2 822,8	1
Agent de bureau secteur pénal	535,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	535,5	1
Agilité et prise de décision (module 6)	340,9	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	340,9	1
Algorithmique et structures de données	281,2	1
TELUQ	281,2	1
Analyse de la sécurité de l'information et des systèmes	963,8	2
HEC (École des hautes études commerciales)	963,8	2
Application décisions et calculs peines avec sursis	258,4	5
Ministère de la sécurité publique	258,4	5
Approche d'audit en gestion de projets	91,3	2
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	91,3	2
Art oratoire et dossiers emblématiques	370,6	6
Barreau de Québec	370,6	6
Assemblée générale	41,4	1
ISACA Québec	41,4	1
Assignment	341,7	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	341,7	2
Atelier gestion du changement	161,0	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161,0	3
Atelier sur la civilité	1 227,1	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 227,1	12
Atelier sur la gestion du changement	2 151,7	26
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	340,9	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 810,8	25
Atelier sur les techniques de contrôle de qualité	2 484,6	2
Technologia conseil / Technologia formation	2 484,6	2
Audit et processus de gestion des incidents	124,3	1
ISACA Québec	124,3	1
Autorisations judiciaires	45,6	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	45,6	2
Baccalauréat en droit	4 062,1	1
Université du Québec à Montréal	4 062,1	1
Bien identifier le cautionnement de construction applicable	44,4	1
Jeune Barreau de Québec	44,4	1
Brefs de saisie, certificats et autorisation judiciaires	88,5	1

Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	88,5	1
Cadre de référence international des pratiques professionnelles (CRIPP)	119,2	1
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	119,2	1
CCNAX-CCNA BOOT CAMP V2.0 Routing and Swithing	2 859,4	1
Global Knowledge	2 859,4	1
CEO Concerns 2015 : Committing to Digital	103,6	1
Gartner	103,6	1
Cercle de la haute fonction publique	380,4	3
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	380,4	3
Certificat en administration	1 781,8	1
Université du Québec à Montréal	1 781,8	1
Certificat en criminologie	3 941,5	1
Université de Montréal	3 941,5	1
Certificat en droit	5 947,7	3
Université de Montréal	5 947,7	3
Chef d'équipe - Tout un art	433,9	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	433,9	2
Coaching d'une équipe gagnante	1 291,8	1
Technologia conseil / Technologia formation	1 291,8	1
Code de déontologie des juristes	25 445,4	137
Barreau de Québec	239,3	1
Barreau du Québec	25 206,1	136
Collaboration et Réseau sociaux d'entreprise	303,4	2
Réseau ACTION TI	303,4	2
Colloque - Gestion d'équipe	445,0	1
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	445,0	1
Colloque - Québec Versailles	66,7	1
Barreau de Québec	66,7	1
Colloque 2015 - Clé pour s'outiller, s'exprimer	829,1	3
Forum des jeunes	829,1	3
Colloque 2016 de droit du travail et de l'emploi	1 846,6	5
Langlois, Kronström, Desjardins avocats	1 846,6	5
Colloque des CPA du secteur public et parapublic	321,7	1
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	321,7	1
Colloque en droit de la jeunesse	413,9	2
Barreau de Québec	413,9	2
Colloque hommage à l'honorable Louis Lebel	730,4	1
Ass. du barreau Canadien (CBA)	730,4	1
Colloque nationale sur l'action collective	1 813,9	1
Barreau du Québec	1 813,9	1
Colloque Osez régler autrement	886,2	1
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	886,2	1
Colloque Québécois de la Sécurité de l'information CQSI	2 349,2	2
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	2 349,2	2
Colloque sur la sécurité civile et incendie	924,7	1
Ministère de la sécurité publique	924,7	1
Comité interm. Informel sur les droits de la personne	239,2	1
Min. Rel. intern. et Francophonie Qc (MRIF)	239,2	1
Comment aider de façon pratique votre client à se préparer à une Divi. P-C de la CQ	361,3	6
Barreau de Québec	361,3	6
Comment se démarquer parmi les meilleurs	385,0	2

IGF Québec	385,0	2
Communication avec la clientèle	588,0	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	588,0	6
Communication non verbale	483,1	4
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	483,1	4
Comptabilité de management I	1 021,6	1
Université du Québec à Montréal	1 021,6	1
Comptabilité par activité (calcul du prix de revient)	699,3	1
Contrôleur des finances	699,3	1
Conférence du chapitre Canadien - USA	343,2	1
Assoc. Intern. Academy matrimonial lawyers (IAML)	343,2	1
Conférence du Réseau d'échange en continuité des opérations du Québec	219,4	1
RECO Québec	219,4	1
Congrès 2015 - Notre couleur de la justice	378,4	1
Chambre des notaires du Québec	378,4	1
Congrès de l'Association des archivistes du Québec	1 447,2	1
Association des archivistes du Québec (AAQ)	1 447,2	1
Congrès du Barreau du Bas-St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	483,3	1
Barreau Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	483,3	1
Congrès du Barreau du Québec	2 641,0	1
Barreau du Québec	2 641,0	1
Cours d'anglais (2 cours)	584,0	1
Université McGill	584,0	1
Cours de français	2 389,6	1
Université Laval	2 389,6	1
Cours de secourisme	1 390,5	4
Secouriste Abitibi	1 390,5	4
Cours MS-Excel 2007 Intermédiaire	1 534,9	2
Versalys	1 534,9	2
Cours MS-Excel 2007 Débutant	767,7	1
Versalys	767,7	1
Créances douteuses et autres provisions	584,8	2
Contrôleur des finances	265,9	1
Min. des Finances Qc (MFQ)	318,9	1
Cycle budgétaire et budget de dépenses	240,7	1
Contrôleur des finances	240,7	1
DCNX5K-Implementing the CISCO Nexus 5000 and 2000 v2,0	3 195,3	1
Global Knowledge	3 195,3	1
Défis et innovations à l'ère du numérique	462,9	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	462,9	1
Développer son agilité et celle de son organisation	110,3	1
ACGRH (Ass. conseillers et conseillères en GRH)	110,3	1
Dossiers de la pyrrhotite - questions d'assurance.	171,8	2
Barreau de Québec	171,8	2
Droit carcéral : Survol des principes généraux des libérations conditionnelles	169,9	1
Barreau du Québec	169,9	1
Droit de l'organisation mondiale du commerce	5 004,6	2
Université Laval	5 004,6	2
Droit du travail	2 948,3	2

Université du Québec à Rimouski à Lévis	2 948,3	2
Ecole d'automne sur l'union européenne/ migrations et mobilité de la main-d'œuvre	509,6	1
Université Laval	509,6	1
Ecole d'été sur la Cyberjustice	4 145,8	4
Université de Montréal	4 145,8	4
EI - 06 Environnement informationnel et Discoverer Plus	1 355,3	2
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1 355,3	2
EI - 08 Elaboration de rapports PO/LSA	179,6	1
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	179,6	1
EI - 09 Elaboration de rapports CàP/LSCD	177,3	1
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	177,3	1
EI - 10 Elaboration de rapports GL	179,6	1
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	179,6	1
EI - 11 Elaboration de rapports FA	181,4	1
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	181,4	1
Elaboration des plans d'action de développement durable	684,0	2
Min. Dév.Durable, Environ., Lutte Chang. Clim(MDDELCC)	684,0	2
Encaissements et déboursés	319,8	5
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	319,8	5
Engagez et mobilisez vos employés	411,9	1
Affaires RH	411,9	1
Entraînement à la tâche	3 898,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 898,4	1
Environnement macroéconomique	421,8	1
HEC (École des hautes études commerciales)	421,8	1
Evaluation de programme et planification stratégique	214,5	1
GRAEP (Gr resp en analyse et évaluation de prog)	214,5	1
Evaluation des emplois d'encadrement	921,2	2
Secrétariat du Conseil du trésor	921,2	2
Examen sur la planification et la gestion stratégique	891,7	1
Alliance des cadres de l'État	891,7	1
Exécuter les tests logiciels : les bonnes pratiques	803,8	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	803,8	1
Faillite et insolvabilité	826,4	1
Université de Montréal	826,4	1
Familles en mouvance	754,2	1
INRS (urbanisation, culture et société)	754,2	1
FCO - Les nouveaux développements dans le secteur des contrats publics	283,1	1
Barreau du Québec	283,1	1
FCO - 12ième Conférence annuelle Claire L 'Heureux-Dubé	64,1	1
Université Laval	64,1	1
FCO - 4e Symposium sur la fiscalité	400,1	1
Université Laval	400,1	1
FCO - Colloque AliForm 2015	311,3	1
Wolters Kluwer CCH	311,3	1
FCO - Colloque Droit de la construction	653,5	1
Barreau de Québec	653,5	1
FCO - Colloque Québec-Versaille harcèlement psychologique	231,0	2

Barreau de Québec	231,0	2
FCO - Comptabilité et normes d'exercice	1 684,1	6
Barreau du Québec	1 684,1	6
FCO - Congrès du Barreau 2015	11 555,0	8
Barreau du Québec	11 555,0	8
FCO - Développement récent en droit de l'environnement	1 797,5	2
Barreau du Québec	1 797,5	2
FCO - Dix ans de Convention sur protection et promotion de la diversité des expressions culturelles	1 535,4	1
Université Laval	1 535,4	1
FCO - Introduction à la consultation en droit autochtone	17 474,4	118
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	17 474,4	118
FCO - Introduction au droit de l'immigration	455,1	1
Barreau du Québec	455,1	1
FCO - Journée de formation 2015 - Droit familial	497,1	1
Association des familialistes de Québec	497,1	1
FCO - La clé pour s'outiller, s'exprimer et briller	380,7	2
Université Laval	380,7	2
FCO - La communication électronique de la preuve	169,3	1
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	169,3	1
FCO - La justice instrumentalisée	1 741,1	14
Conférences des juristes de l'État	1 741,1	14
FCO - La rentrée judiciaire	1 015,8	3
Barreau de Québec	1 015,8	3
FCO - Le rôle de la Cour pénale internationale dans les conflits actifs	565,4	1
Université Laval	565,4	1
FCO - Les techniques de plaidoirie	1 973,2	1
Barreau du Québec	1 973,2	1
FCO - L'évolution récente jurisprudence Droit public	16 609,2	96
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	16 609,2	96
FCO - L'Honorable Louis LeBel ou l'art de juger	470,0	1
Université Laval	470,0	1
FCO - Loi anti-pourriel exposé sur une loi nouvelle	206,2	1
Barreau du Québec	206,2	1
FCO - Micro-programme en légistique	28 813,3	13
Université Laval	28 813,3	13
FCO - Naviguer en période de turbulence	102,5	1
Université Laval	102,5	1
FCO - Outil d'aide à la rédaction législative (OARL)	167 158,0	84
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	167 158,0	84
FCO - Outil d'aide à la rédaction législative (OARL) Partie 2		
Avancé	38 773,1	50
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	38 773,1	50
FCO - Outrage au tribunal, contestations des pouvoirs	508,2	3
Université Laval	508,2	3
FCO - Quoi de neuf en matière de protection des renseignements personnels	962,6	1
Wolters Kluwer CCH	962,6	1
FCO - Rencontre annuelle des évaluateurs 2015	4 068,4	4
Min. des Transports Qc	4 068,4	4

FCO - Rencontre des gestionnaires - DGAJL - Contrats publics	2 557,7	20
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 557,7	20
FCO - Revue annuelle Jurisprudence Droit administratif	442,6	3
Barreau de Québec	442,6	3
Fonctionnement aux services financiers	1 041,0	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 041,0	6
Fonctionnement des appareils de visio	136,7	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	136,7	5
Formation - Acomba	165,9	4
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	165,9	4
Formation - Adjointe à la direction	2 824,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 824,5	1
Formation - Agent de bureau civil	7 192,8	32
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 192,8	32
Formation - ETS	1 383,8	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 383,8	1
Formation - RCR Premiers soins	649,9	2
École de secourisme du Québec	649,9	2
Formation - SGIPA	108,1	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	108,1	2
Formation - V-1.2	551,6	7
DPCP (Directeur poursuites criminelles pénales)	551,6	7
Formation - Agent de bureau criminel et pénal	9 073,9	33
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 073,9	33
Formation - Agent de bureau jeunesse	654,5	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	654,5	1
Formation - Agilité	18 841,7	40
Agilia Solution	18 841,7	40
Formation - Aliform	1 143,0	22
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	222,5	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	920,4	19
Formation - Archivage (transfert d'expertise)	43,8	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	43,8	2
Formation - Archives judiciaires	258,4	3
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	258,4	3
Formation - ATAC	201,9	10
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	201,9	10
Formation - Attaché judiciaire	1 932,0	3
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 932,0	3
Formation - Audiovisuel	33,2	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33,2	1
Formation - B.E.A.D	331,1	9
Ministère de la Justice du Canada	331,1	9
Formation - Cadres	1 523,8	2
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	1 523,8	2
Formation - Catalogue CUBIQ	166,1	2
Réseau informatisé des biblio gouvern du Qc (RIBG)	166,1	2
Formation - Chef d'équipe	67,3	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67,3	1
Formation - Congrès du Barreau de Richelieu	215,5	1
Barreau de Richelieu	215,5	1
Formation - Cour des petites créances	33,2	1

Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	33,2	1
Formation - Demande de pardon	19,8	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	19,8	1
Formation - Des juges coordonnateurs et leurs adjointes	293,4	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	293,4	1
Formation - Développement des ressources humaines	2 943,1	2
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2 943,1	2
Formation - Ergonomie	886,1	12
APSSAP (Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov.)	886,1	12
Formation - Formateur	352,4	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	352,4	5
Formation - Formulaire électronique de demande d'accès	444,1	13
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	444,1	13
Formation - Gestion des créances	499,1	8
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	499,1	8
Formation - Gestion documentaire (archives)	1 998,4	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 998,4	2
Formation - Greffier audientier	662,7	3
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	662,7	3
Formation - Greffier audientier (jeunesse)	1 378,8	4
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 378,8	4
Formation - Greffier audientier civil Cour des petites créances	7 429,5	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 429,5	6
Formation - Greffier audientier cour du Québec	69,1	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	69,1	1
Formation - Greffier audientier Cour supérieure	148,1	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	148,1	1
Formation - Greffier audientier criminel	686,6	4
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	686,6	4
Formation - Greffier audientier criminel pénal	651,6	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	651,6	4
Formation - Greffier audientier et agent de bureau criminel/pénal	170,0	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	170,0	1
Formation - Greffier audientier pénal	571,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	571,5	1
Formation - Greffier criminel	138,3	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	138,3	1
Formation - Greffière	2 488,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 488,5	1
Formation - Huissier audientier	510,4	4
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	510,4	4
Formation - Initiation a l'aspect budgétaire	92,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	92,5	1
Formation - M303	140,5	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	140,5	2
Formation - Maître des rôles	67,3	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67,3	1
Formation - Mesures d'urgence	1 939,4	53
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	645,7	25
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 293,7	28

Formation - Non-contentieux et faillite	81,6	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	81,6	2
Formation - Nouveaux cadres	4 931,9	5
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	4 931,9	5
Formation - Officiers de justice Nouveau Code de procédure civile	66,8	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	66,8	1
Formation - Outil Doodle	72,3	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	72,3	4
Formation - Pensions alimentaires RPAL	53,3	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	53,3	1
Formation - Procédure d'évacuation	402,2	17
Société québécoise des infrastructures (SQI)	402,2	17
Formation - Radar photo et présentation du centre de traitement de la preuve	740,3	20
Sûreté du Québec	740,3	20
Formation - RoboHELP et aide en ligne	1 063,0	2
CGI	1 063,0	2
Formation - Saisie informatique	44,7	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	44,7	2
Formation - Santé psychologique	136,4	1
Secrétariat du Conseil du trésor	136,4	1
Formation - Séance parentalité	36,5	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	36,5	1
Formation - Secrétaire de direction	346,9	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	346,9	1
Formation - Services financiers	15 095,5	30
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	4 257,9	19
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 837,7	11
Formation - Shérif adjoint	84,2	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	84,2	1
Formation - Soutien à l'administration	110,7	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	110,7	1
Formation - Système de gestion DSJCNR volet officiers de justice	109,2	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	109,2	2
Formation - Tarif judiciaire en matière civile	1 007,3	33
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 007,3	33
Formation - Technicien en droit civil	1 040,5	6
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 040,5	6
Formation - Technicien en droit civil/ser.population	442,9	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	442,9	3
Formation - Tireur actif	2 220,3	31
Ministère de la sécurité publique	2 220,3	31
Formation - Tripeware	1 178,1	1
Tripwire inc.	1 178,1	1
Formation - Utilisation de la visioconférence	281,9	11
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	281,9	11
Formation adjointe à la magistrature	1 596,1	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 596,1	3
Formation annuelle - Equipe des mesures d'urgence	175,3	4
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	175,3	4
Formation- Audiovisuel	618,0	11

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	618,0	11
Formation- Azimut	332,8	8
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	332,8	8
Formation CF - Accès à l'information	279,9	2
Contrôleur des finances	279,9	2
Formation- Comptoir de la Cour petites créances	66,4	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	66,4	2
Formation des nouveaux cadres - Mobilisation des personnes	2 307,4	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	2 307,4	1
Formation obligatoire - Code de procédure civile notaire	496,4	1
Chambre des notaires du Québec	496,4	1
Formulaire électronique de demande d'accès	672,5	16
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	672,5	16
Fraude d'identité : connaissez-vous ?	136,2	1
Barreau du Québec	136,2	1
Functional English Grammar/Writing and Praticce	324,0	1
Université McGill	324,0	1
Gestion créances et dépôt volontaire	127,0	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	127,0	3
Gestion de crise et image de marque	190,4	1
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	190,4	1
Gestion de la documentation	231,3	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	69,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161,9	1
Gestion de l'instance, le protocole d'instance, le tri, la conférence	278,6	5
Barreau de Québec	278,6	5
Gestion de projet dans turbulence organisationnelle	4 839,3	9
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	4 839,3	9
Gestion des conflits de groupe	660,8	1
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	660,8	1
Gestion des créances, pension alimentaire et caisse	214,4	3
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	214,4	3
Gestion des opérations et performance organisationnelle / Relation avec la clientèle	663,2	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	663,2	1
Gestion des stratégies de groupe: préférences et registres	975,0	1
Technologia conseil / Technologia formation	975,0	1
Gestion des tableaux M303	70,3	2
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	70,3	2
Gestion hâtive d'instance	238,0	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	238,0	4
Greffière-audiencier (criminel et jeunesse)	948,4	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	948,4	1
Habiletés de négociation	686,7	2
Université Laval	686,7	2
Habiletés politiques (module 5)	649,5	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	649,5	1
Immigrants et réfugiés LGBTT - le parcours du combattant	96,8	1

Ass. du barreau Canadien (CBA)	96,8	1
Immigration et criminalité: L'Agence des services frontaliers du Canada frappe à votre porte	48,0	1
Barreau de Québec	48,0	1
Immobilisations au gouvernement - Particularités	132,2	1
Contrôleur des finances	132,2	1
Implementing CiscoWorks LMS 4,0 (Cisco Prime LMS 4,2)	4 745,1	1
Global Knowledge	4 745,1	1
Influence	1 111,1	7
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 111,1	7
Infonuagique	111,6	1
Secrétariat du Conseil du trésor	111,6	1
Information sur le Centre de justice de proximité	671,8	29
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	671,8	29
Informatique légal et privilège de confidentialité	41,4	1
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	41,4	1
Informatique secteur criminelle	723,8	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	723,8	1
Initiation à l'aspect budgétaire	96,9	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	96,9	2
Introduction à Java	227,3	1
TELUQ	227,3	1
Introduction à la consultation en droit autochtone	1 383,2	8
Direction du droit public	1 383,2	8
Introduction à l'intervention en cas de crises	113,0	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	113,0	1
Introduction à l'intervention en situation de crise	730,8	6
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	730,8	6
JIQ	4 672,3	8
Réseau ACTION TI	4 672,3	8
Journée de formation pour les juristes de L'Etat	45 504,8	102
Barreau de Québec	45 504,8	102
Journée de la femme - L'ambition au féminin	127,6	1
Barreau de Québec	127,6	1
Journée thématique Groupe d'expertise en gestion des documents du Gouvernement du Québec	490,1	2
Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	490,1	2
La Constitution canadienne	1 806,8	16
Université d'Ottawa	1 806,8	16
La démocratie référendaire dans les états plurinationaux	528,6	1
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	528,6	1
La gestion de l'instance le coeur du changement	15 441,1	97
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 441,1	97
La gestion de projet : de la théorie à la pratique	587,5	4
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	587,5	4
La langue des lois et des jugements	482,0	1
Barreau de Montréal	482,0	1
La Magna Carta et son impact	101,6	1
Cour d'appel	101,6	1
La magna et son impact au Québec	208,6	1
Commission internationale des juristes du Canada	208,6	1

La modernisation des autorisations gouvernementales - Défis et opp.	290,2	1
Université Laval	290,2	1
La personne et le changement	1 468,1	3
Université Laval	1 468,1	3
La pratique du rôle conseil	5 842,6	16
Réseau DOF inc.	5 842,6	16
La proportionnalité, les interrogatoire et l'expertise	277,2	5
Barreau de Québec	277,2	5
La recherche juridique: avez-vous la bonne technique?	42,9	1
Jeune Barreau de Québec	42,9	1
La reconnaissance au travail : des pratiques à visage humain	933,0	1
Ordre des conseillers en ress. hum. agréés (ORHRI)	933,0	1
L'abc du droit autochtone	2 827,1	28
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 827,1	28
L'accès à la justice au Canada : Un virage culturel aux multiples facettes	442,4	10
Université Laval	442,4	10
L'Assurabilité de l'emploi et l'assurance-emploi (1)	320,0	1
Wilson et Lafleur Ltée	320,0	1
Le leadership transformationnel - un atout pour les jeunes leaders	5 435,3	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	5 435,3	1
Le professionnel avec des tâches de gestion	1 874,2	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 874,2	1
Le tribunal des Droits de la personne 25 ans d'expérience en matière d'égalité	3 422,9	4
Barreau du Québec	3 422,9	4
Leader de performance	933,3	1
CFC, groupe conseil	933,3	1
Leadership en action pour gest. (LAGG)	6 641,1	11
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	6 641,1	11
Leadership et mobilisation	1 030,1	3
Université Laval	1 030,1	3
Les cinq chapeaux du gestionnaire pour assurer un milieu de travail sain et respectueux	475,2	1
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	475,2	1
Les développements récents Droit de la santé et sécurité au travail 2016	737,4	1
Barreau du Québec	737,4	1
Les moyens de défense - Partie 1 et 2	708,5	1
Barreau du Québec	708,5	1
Les moyens préliminaires, les incidents de l'instance et la communication des pièces	189,9	3
Barreau de Québec	189,9	3
Les nouvelles directives du juge en chef associé	456,1	8
Barreau du Québec	456,1	8
Les personnalités difficiles : qui sont-elles ?	172,1	1
Barreau du Québec	172,1	1
L'éthique dans la fonction publique québécoise	22,1	2
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	22,1	2
L'évolution de la jurisprudence en matière	562,0	3

Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	562,0	3
L'expert, la Cour suprême et le nouveau Code de procédure civile	687,1	2
Barreau du Québec	687,1	2
L'implication du procureur général du Québec dans les affaires criminelles et pénales	2 335,5	27
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 335,5	27
L'inconfort d'être libre : quelques réflexions sur la transformation de la liberté d'association par ses limites	145,5	1
Ass. du barreau Canadien (CBA)	145,5	1
L'interface politico-administrative	1 018,8	3
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	48,0	1
ENAP (école nationale d'administration publique)	452,2	1
Min. Conseil exécutif Qc (MCE)	518,6	1
Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP)	233,6	1
Secrétariat du Conseil du trésor	233,6	1
Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics	39,4	1
BCF avocats d'affaires	39,4	1
L'oralité et la déclaration commune de demande d'inscription pour jugement	223,6	4
Barreau de Québec	223,6	4
Maître des rôles civil	481,2	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	481,2	6
Maître en affaires	156,0	1
Barreau du Québec	156,0	1
Maîtrise en administration des affaires MBA gestion des entreprises	334,4	1
Université Laval	334,4	1
Maîtrise en administration publique	7 862,9	3
ENAP (école nationale d'administration publique)	7 862,9	3
Maîtrise en droit	1 298,4	1
Université de Montréal	1 298,4	1
Maîtrise en Droit avec mémoire	327,8	1
Université Laval	327,8	1
Mandats et pardon	225,8	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	225,8	1
Matinée thématique - GP Québec	137,3	1
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	137,3	1
Mentorat	350,2	3
Ministère de la culture et des communications Qc	105,0	1
Secrétariat du Conseil du trésor	245,1	2
Modification Loi V-1.2	365,2	12
DPCP (Directeur poursuites criminelles pénales)	365,2	12
Modifications au cadre légal et normatif dotation	1 699,8	7
Secrétariat du Conseil du trésor	1 699,8	7
Nouveau Code de procédure civile	371 441,3	3837
Barreau de Québec	1 667,0	14
Barreau de Richelieu	215,5	1
Barreau du Québec	1 817,1	11
Chambre des notaires du Québec	7 128,9	20
Contrôleur des finances	99,2	1
Cour d'appel	730,6	25
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	120 803,0	658
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	561,1	12

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	237 659,1	3092
Paquette et associés huissiers de justice	105,3	1
Université Laval	604,6	1
Barreau	50,0	1
Opportunités et risques liés au Big Data	289,9	1
ISACA Québec	289,9	1
Optimisation des ressources	447,1	3
Forum des responsables de la vérification interne	447,1	3
Optimisation des ressources - 2e partie	423,1	3
Forum des responsables de la vérification interne	423,1	3
Panier de gestion	738,4	1
Alliance des cadres de l'État	738,4	1
Perfectionnement en rédaction	550,6	1
Accent Formation	550,6	1
PGAGL	5 328,4	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	5 328,4	1
PGAGL - Communication persuasive et efficace	4 065,0	5
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	4 065,0	5
PGAGL - Conduite du changement	773,6	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	773,6	1
PGAGL - Lancement des ateliers - atelier 1	647,6	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	647,6	1
PGAGL - Mobilisation des personnes	418,5	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	418,5	1
PGAGL - Module 5	1 121,6	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	1 121,6	1
PGAGL - Niveau 1	9 740,4	6
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	9 740,4	6
Plaider en appel: de la préparation à l'audition	402,8	7
Barreau de Québec	402,8	7
Préparation à la retraite - PIPR	16 662,7	20
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	1 775,7	2
CEGEP Marie-Victorin	4 149,0	7
Centre Louis-Joliette	1 106,5	2
Commission scolaire de la Capitale	9 631,6	9
Présence d'une menace imminente par personne armée	459,1	9
Ministère de la sécurité publique	459,1	9
Présentation des outils de prise en compte des principes de développement durable	119,6	1
Min. Dév.Durable, Environ., Lutte Chang. Clim(MDDELCC)	119,6	1
Présentation grands thèmes et nouveautés Gartner	399,6	1
Gartner	399,6	1
Présentation sur la transformation de la justice	2 063,2	29
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 063,2	29
Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader	55 316,3	24
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	55 316,3	24
Programme développement des personnes handicapées	175,9	1
Centre des services partagés du Québec (CSPO)	175,9	1
Programme leadership stratégique (PLS) présentation de cas	179,1	1
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	179,1	1
Projet d'habilités sécuritaires à la DGSJ et nouvelles règles de dotatio	1 400,6	29
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 400,6	29
Protection de la jeunesse et LSJPA	278,5	2

Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	278,5	2
Protection des renseignements pers et les techn des médias sociaux	137,9	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	137,9	1
Qui assure ma sécurité pour accompagner ma croissance	52,2	1
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	52,2	1
Rapport financier	117,3	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	117,3	2
Recherche juridique en ligne	64,1	1
LexisNexis Canada	64,1	1
Recherche législative en droit fédéral	29,6	1
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	29,6	1
Recherche législative en droit québécois	59,2	1
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	59,2	1
Réforme du code de procédure civile	409,1	1
Chambre des notaires du Québec	409,1	1
Régimes de protection pour les personnes vulnérables	123,0	1
Barreau de Québec	123,0	1
Régistre des entreprises du Québec - Notions de base	388,3	1
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	388,3	1
Règlement sur diffusion des renseignements personnels	227,6	6
Dir. gén. des services à l'organisation (DGSO)	227,6	6
Rencontre annuelle de la relève	308,9	1
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	308,9	1
Rencontre d'accompagnement personnalisé	97,3	1
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	97,3	1
Rencontre interactive de la relève	578,2	4
Secrétariat aux emplois supérieurs Min.Cons.Ex.Qc	578,2	4
Rendez-vous matinal sur le thème des nouveaux risques sur le radar	80,8	1
GP Québec (Comm. pratique en gestion projets Qc)	80,8	1
Revue des concepts fondamentaux en gouvernance	1 109,1	3
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1 109,1	3
Revue des jugements marquants de la Commission des lésions profe:	886,2	5
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	886,2	5
SADE	70,9	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	70,9	2
SAGESSE	1 975,3	9
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	1 975,3	9
SAGIR - 3 - ATE-58 Démo Solution	149,6	1
DGSAGIR	149,6	1
SAGIR - 3 - ATE-59 Matériel d'implantation	149,6	1
DGSAGIR	149,6	1
SAGIR - 3 - ATE-61 Processus recrutement/promotion	796,1	3
DGSAGIR	796,1	3
SAGIR - CAP-15 Factures et blocages	641,7	1
DGSAGIR	641,7	1
SAGIR - EI-08 - Elaboration de rapports PO/LSA	234,8	1
DGSAGIR	234,8	1
SAGIR - EI-09 - Elaboration de rapports GAP/LSCD	131,4	1
DGSAGIR	131,4	1
SAGIR - GL-15 Interrogation et rapport du Grand Livre	209,9	1
DGSAGIR	209,9	1
SAGIR - PO -11 Les ententes d'achat permanentes	436,0	2
DGSAGIR	436,0	2

SAGIR - PO -12 Les bons de commande standard	592,5	1
DGSAGIR	592,5	1
SAGIR - RH - 05 Structure d'organisation administrative	133,5	1
DGSAGIR	133,5	1
SAGIR - RH - 21 - Temps et gains - Volet mandataire	357,2	2
DGSAGIR	357,2	2
SAGIR - RH - 22 - Dossier des personnes	844,9	1
DGSAGIR	844,9	1
SAGIR - RH -12 - Mode Date Track	100,1	1
DGSAGIR	100,1	1
SAGIR - RH -12 - Postes	403,8	1
DGSAGIR	403,8	1
SAGIR - RH -13 Web ADI	100,0	1
DGSAGIR	100,0	1
SAGIR -3 - ATE 56 - Processus de qualification - Personnel de bureau	1 726,4	5
DGSAGIR	1 726,4	5
SAGIR -3 - ATE 57 - Processus de qualification	4 214,9	5
DGSAGIR	4 214,9	5
SAGIR -3 - ATE-58 - Démonstration de la solution dotation en ligne	276,7	2
DGSAGIR	276,7	2
SAGIR -3 - ATE-65 - Repérage/Nomination	134,6	1
DGSAGIR	134,6	1
SAGIR -3 - DOT-11 - Offre d'emploi en affectation ou en mutation	1 760,0	9
DGSAGIR	1 760,0	9
SAGIR-3 - ATE-62 Processus affectation/mutation	649,8	3
DGSAGIR	649,8	3
SAGIR-3 ATE - 63 Stratégie de formation	411,8	1
DGSAGIR	411,8	1
Saisie en lot pouvoirs officiels de justice des employés dans le système DSJCNR	57,3	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	57,3	2
Saisie informatique des Petites créances	254,4	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	254,4	1
Santé mentale - Comprendre le DSM-5 - Les troubles d'adaptation	134,3	1
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	134,3	1
Savoir gérer son réseau	452,2	1
ÉNAP (école nationale d'administration publique)	452,2	1
SCC'S new freedom of association trilogy	260,5	1
York University	260,5	1
Secourisme en milieu de travail	2 463,1	13
Action secours inc.	376,6	1
Formation Prévention Secours Inc.	679,7	1
Santinel inc.	974,6	3
Société québécoise des infrastructures (SQI)	432,2	8
Secouriste en milieu de travail	703,2	2
Opti-Soins	703,2	2
Secteur de la santé - La gestion des grands changements : enjeux, dé	781,2	3
IGF Québec	781,2	3
Security Onion : Outil de surveillance et de détection d'intrusion	41,4	1
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	41,4	1
Séminaire sur la sécurité CISCO	82,8	1
CISCO	82,8	1

Services financiers	716,9	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	716,9	3
Shérif criminel	55,3	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	55,3	1
Shérif criminel	2 194,1	23
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	2 194,1	23
S'initier aux réseaux RE 101	1 141,7	1
Technologia conseil / Technologia formation	1 141,7	1
Surveillance de masse effectuée par nos gouvernements	60,3	1
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	60,3	1
Symposium sur la gestion des identités et des accès - GIA	1 925,1	2
ISACA Québec	1 925,1	2
Table de législation février 2016	335,9	2
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	335,9	2
Table d'échange et de perfectionnement en Droit autochtone	104,3	1
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	104,3	1
Table d'échange sur les contrats	597,0	3
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	597,0	3
Table d'échanges et de concertation en matière d'accès aux documer	363,7	2
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	363,7	2
Table ronde des responsables de la vérification interne	215,8	1
Forum des responsables de la vérification interne	215,8	1
Table sur la législation	3 384,3	18
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	3 384,3	18
Table sur la législation décembre 2015	362,6	2
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	362,6	2
Table sur la Législation octobre 2015	2 408,7	13
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	2 408,7	13
Tableau de bord et indicateurs des projets TI	809,7	2
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	809,7	2
Tandem sur les meilleures pratiques devant la Cour d'appel	688,3	5
Barreau de Québec	688,3	5
Tarif des témoins	1 038,9	16
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	1 038,9	16
Tarif en matière civile et droits de greffe	79,8	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	79,8	1
Tarif judiciaire en matière civile : Nouveau Code de procédure civile	47,8	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	47,8	2
Taxation des témoins	44,3	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	44,3	1
Technique juridique	437,3	2
Collège Ahuntsic	437,3	2
Techniques de sondages	464,5	1
SQÉP-Société québécoise d'évaluation de programme	464,5	1
Techniques d'interrogatoire et contre interrogatoire	652,7	4
Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	652,7	4
Téléconférence nationale des registraire de faillite	64,4	1
Bureau du Surintendant en faillite (Gouv.Féd.)	64,4	1
Transcription et expédition des jugements	46,3	1
Dir. gén. des services de justice (DGSJ)	46,3	1
Transformation organisationnelle et gestion du changement	2 843,2	2
Université Laval	2 843,2	2
Trousse des petites créances	38,5	1

ÉNAP (école nationale d'administration publique)	38,5	1
Unik par la pratique (niveau 2 - intermédiaire)	175,6	3
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	175,6	3
Utilisation du système de gestion des rôles infotrac	637,6	8
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	637,6	8
Validation du rapport annuel de gestion	137,9	1
Forum des responsables de la vérification interne	137,9	1
Visite de chantier Commission de la construction du Québec	498,6	3
Commission de la construction du Québec	498,6	3
Webinaire : S'adapter aux changements	46,0	1
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	46,0	1
WestlawNext Canada	220,5	5
CARSWELL	220,5	5
Why a pervasive approach is crucial in cyber-security	82,8	1
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	82,8	1
Wireshark et Observer	155,5	1
Altea Communications	155,5	1
WORD 2010 sur mesure	6 201,2	19
Académie Sylbert	6 201,2	19
Total général	1 205 508,8	6084

* Le coût des formations peut inclure le salaire des participants.

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
Forum interprovincial traitement judiciaire VC	1 117,8 \$	1
Trajetvi	1 117,8 \$	1
Introduction à la consultation en droit autochtone	205,1 \$	1
Direction du droit public	205,1 \$	1
La responsabilité des administrateurs d'OSBL	320,1 \$	1
Barreau de Québec	320,1 \$	1
Le nouveau Code de procédure civile	205,1 \$	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	205,1 \$	1
Mode de prévention et de règlement des différends	683,5 \$	1
Bureau du Fonds Accès Justice (BFAJ)	683,5 \$	1
Nouvelle charte des victimes	299,0 \$	1
Ass. du barreau Canadien (CBA)	299,0 \$	1
Rencontre et documentaire d'Éve Lamont (commerce du sexe)	133,3 \$	1
Éve Lamont documentariste et camérawoman	133,3 \$	1
Symposium national sur la justice réparatrice (SNJR 2015)	788,7 \$	1
Regr. organismes de justice alt. du Qc. (ROJAQ)	788,7 \$	1
Le trouble de stress post-traumatique - Reconnaître, comprendre.	484,4 \$	1
Évelyne Donnini psychologue (MPs)	484,4 \$	1
Total général	4 236,8 \$	9

Source: Systeme de suivi des activités de développement SADE, avril 2016
Service de soutien à l'administration - DRH

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds accès Justice
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
Act cliniques modes prévention règlement différend	1 748,2 \$	1
Université Laval	1 748,2 \$	1
Colloque des CPA du secteur public et parapublic	846,6 \$	1
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	846,6 \$	1
Colloque Osez régler autrement	653,2 \$	1
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	653,2 \$	1
Congrès 2015 - Notre couleur de la justice	528,7 \$	1
Chambre des notaires du Québec	528,7 \$	1
Cycle budgétaire et budget de dépenses	289,7 \$	1
Contrôleur des finances	289,7 \$	1
Innovation et accès à la justice	1 000,1 \$	1
Université de Montréal	1 000,1 \$	1
La médiation, un outil à la portée de tous	123,2 \$	1
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ)	123,2 \$	1
L'État du Québec et son fonctionnement	630,6 \$	1
Contrôleur des finances	630,6 \$	1
Normes comptables du secteur public - Principaux changements	142,5 \$	1
Contrôleur des finances	142,5 \$	1
Total général	5 962,8 \$	9

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2016
Service de soutien à l'administration - DRH

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Fonds des registres
entre le 1e avril 2015 et le 31 mars 2016

	Coût total	Nombre de participants
Cadre comptable gouvernemental	176,1 \$	1
Contrôleur des finances	176,1 \$	1
CISSP	1 013,9 \$	1
Asso. de la sécurité de l'information du Qc (ASIQ)	1 013,9 \$	1
Code de déontologie des avocats fait peau neuve	175,7 \$	1
Barreau de Québec	175,7 \$	1
Compétences en leadership au travail	31,8 \$	1
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières 2015	479,5 \$	1
DRC (Direction des registres et de la certificatio	479,5 \$	1
Connaissance du RCA - Juridique	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
Connaissance du RDPRM - Juridique	1 625,8 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 625,8 \$	2
Connaissance du RDPRM - Technique	1 169,8 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 169,8 \$	2
Connaissance du Registre des lobbyistes - Juridique	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
Connaissance du Registre des lobbyistes - Technique	1 023,6 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 023,6 \$	2
Connaissance du Registre des ventes	5 278,9 \$	18
DRC (Direction des registres et de la certificatio	5 278,9 \$	18
Connaissance du RL - Juridique	145,5 \$	1
DRC (Direction des registres et de la certificatio	145,5 \$	1
Connaissance du RLPF - Juridique	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
Connaissance du RLPF - Opérationnel	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
Connaissances du RDPRM - Juridique	1 001,3 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 001,3 \$	2
CRM - Gestion de la relation clientèle	146,2 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	146,2 \$	2
Différentes demandes en matière non contentieuse et les changements qui en découlent (NCPC)	300,1 \$	1
Chambre des notaires du Québec	300,1 \$	1
Droits des TI	1 285,8 \$	7
Université de Montréal	1 285,8 \$	7
Gestion de projets	1 496,2 \$	1
École de technologie supérieure (ÉTS)	1 496,2 \$	1
Implementing data warehouse with microsoft SQL Server	1 347,2 \$	1
Versalys	1 347,2 \$	1
Incidence du NCPC sur le registre des lobbyistes	840,6 \$	8
DRC (Direction des registres et de la certificatio	840,6 \$	8
Infonuagique: clauses contractuelles et garanties de sécurité exigée	473,7 \$	1
Éditions Yvon Blais, Les	473,7 \$	1
Introduction à la consultation en droit autochtone	965,2 \$	5

Dir. gén. affaires juridiques et législ. (DGAJL)	965,2 \$	5
Introduction à la réforme de la procédure civile et ses impacts (NCPC)	216,7 \$	1
Chambre des notaires du Québec	216,7 \$	1
ITIL	8 885,5 \$	19
CGI	8 885,5 \$	19
La responsabilité de la doctrine	1 529,9 \$	7
Université McGill	1 529,9 \$	7
Le code de déontologie fait peau neuve	162,7 \$	1
Barreau de Québec	162,7 \$	1
L'insaisissabilité, la vente sous contrôle de justice et le bornage (NCPC)	133,4 \$	1
Chambre des notaires du Québec	133,4 \$	1
Normes comptables du secteur public - Principaux changements	270,9 \$	2
Contrôleur des finances	270,9 \$	2
Objets connectés - Vision Amérique/Europe	236,3 \$	1
Wilson et Lafleur Ltée	236,3 \$	1
Pour un service à la clientèle impeccable	953,3 \$	6
DRC (Direction des registres et de la certificatio	953,3 \$	6
Radiations volontaires	1 326,4 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 326,4 \$	2
Radiations volontaires - Opérationnel	2 079,6 \$	3
DRC (Direction des registres et de la certificatio	2 079,6 \$	3
S'adapter aux changements imposés	31,8 \$	1
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
Successions	292,5 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	292,5 \$	2
Webdiffusion - Code de procédure civile	1 304,1 \$	1
Chambre des notaires du Québec	1 304,1 \$	1
Webinaire CPA	136,7 \$	2
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	136,7 \$	2
Webinaire CPA - Comment élaborer et animer des présentations convaincantes	31,8 \$	1
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
Webinaire CPA - Embauche et rémunération domaine de la comptabilité et finance	31,8 \$	1
Comptables professionnels agréés Can. - CPA Canada	31,8 \$	1
Formation - Juridique	1 023,6 \$	2
DRC (Direction des registres et de la certificatio	1 023,6 \$	2
Le nouveau code de procédure civile - Procédure contentieuse	165,5 \$	1
Barreau de Québec	165,5 \$	1
NCPC - vers une Cyberjustice	1 529,9 \$	7
Université de Montréal	1 529,9 \$	7
Total général	39 903,9 \$	127

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2016
Service de soutien à l'administration - DRH

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LIEU	COÛT DE LA FORMATION	DATE DE PARTICIPATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NOM DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
EN LIGNE	10,00 \$	25 JUIN 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE
QUÉBEC	0,00 \$	17 ET 18 AOÛT 2015	1	FORMATION URGENCE VIE	SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL (CSST)
QUÉBEC	377,00 \$	2 OCTOBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	SÉMINAIRE SUR LE NOUVEAU CPC
EN LIGNE	82,00 \$	28 JANVIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	PERSONNALITÉS DIFFICILES – QUI SONT-ELLES ?
EN LIGNE	69,00 \$	28 JANVIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	PARTIE NON REPRÉSENTÉES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
MONTRÉAL		
DE CHARYBDE ET SCYLLA : QUESTION DISCRIMINATOIRE EN EMBAUCHE		
08/04/2015	15	0 \$
DISCRIMINATION ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EN EMPLOI		
16/04/2015	21	0 \$
FORMATION SUR LA GESTION DES DÉPLACEMENTS ET DES DEMANDES DE FORMATIONS		
18/06/2015	8	0 \$
11/06/2015	12	0 \$
10/06/2015	9	0 \$
08/06/2015	12	0 \$
04/06/2015	8	0 \$
03/06/2015	5	0 \$
02/06/2015	18	0 \$
01/06/2015	5	0 \$
26/05/2015	16	0 \$
19/05/2015	3	0 \$
20/08/2015	2	0 \$
LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE EN EMPLOI		
30/04/2015	24	0 \$
L'ARTICLE 48 DE LA CHARTE : UNE PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES		
02/11/2015	28	0 \$
LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE		
04/12/2015	1	10 \$
25/01/2016	1	10 \$
07/03/2016	1	10 \$
LE PROFILAGE RACIAL		
02/04/2015	24	0 \$
RESPECT ET CIVILITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL / HARCÈLEMENT		
21/04/2015	10	0 \$
REVUE ANNUELLE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA EN MATIÈRE DE DROIT CONSTITUTIONNEL		
14/05/2015	1	99 \$
RÔLE DE LA CDPDJ EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LÉSION DE DROIT		
07/04/2015	10	0 \$
FONDEMENTS EN DOTATION		
22/06/2015	1	319 \$
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION		
22/06/2015	1	319 \$
HARCÈLEMENT SEXUEL : UNE DISCRIMINATION FONDÉE SUR LE SEXE		
17/06/2015	53	0 \$

ACTIVITÉS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
NOUVEAU CATALOGUE CUBIQ		
17/06/2015	1	0 \$
PÈRES GAIS ET GESTION POUR AUTRUI (CONFÉRENCE-MIDI)		
04/06/2015	1	0 \$
ÉTHIQUE APPLIQUÉE		
29/05/2015	1	312 \$
L'EXERCICE DES DROITS HUMAINS : IMPACTS ET AVENIR EN SANTÉ MENTALE		
27/05/2015	1	0 \$
EXPÉRIMENTATION ET CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS		
21/05/2015	1	0 \$
DIETMAR LOH, «PARTI OUVRIER» NATIONALISTE ET ISLAMOPHOB		
11/05/2015	1	0 \$
MÉDIATION INTERCULTURELLE		
08/05/2015	1	312 \$
APPROCHES PSYCHOSOCIALES EN COMMUNICATION		
01/05/2015	1	425 \$
FONDEMENTS TECHNOLOGIQUES DES SYSTÈMES D'INFORMATION		
01/05/2015	1	362 \$
ÉVÉNEMENT 40E ANNIVERSAIRE		
23/04/2015	1	40 \$
LES INÉGALITÉS AU QUÉBEC, RESTONS VIGILANTS		
22/04/2015	1	0 \$
PERSONNE-RESSOURCE EN ERGONOMIE (APSSAP)		
16/04/2015	1	0 \$
FONDEMENTS EN GESTION DE LA SÉCURITÉ/SANTÉ		
24/02/2015	1	362 \$
PSYCHOLOGIE ET MODES DE PRD		
23/01/2015	1	312 \$
MAÎTRISE EN PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS (RÉDACTION ESSAI)		
01/01/2015	1	1 758 \$
COMMUNICATION, DIVERSITÉ ET INTERVENTION INTERCULTURELLE		
19/06/2015	1	383 \$
TESTS DE DÉPISTAGE DE DROGUES ET D'ALCOOL EN EMPLOI		
08/04/2015	25	0 \$
PROTECTION CONTRE LA DISCRIMINATION FONDÉE SUR LES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES		
09/04/2015	15	0 \$
CLIC_MARC		
09/11/2015	2	0 \$
08/01/2016	2	0 \$
SAGIR-LIBRE COMPTE DE DÉPENSE		
28/10/2015	2	0 \$
CARRA		
06/10/2015	2	86 \$
19/11/2015	2	29 \$
OUTLOOK - L'AGENDA		
20/08/2015	8	0 \$
07/10/2015	13	0 \$
27/08/2015	8	0 \$
03/09/2015	16	0 \$
23/07/2015	8	0 \$
16/06/2015	7	0 \$
30/07/2015	10	0 \$
06/08/2015	8	0 \$
10/09/2015	14	0 \$
17/09/2015	13	0 \$
30/09/2015	6	0 \$
24/09/2015	14	0 \$

ACTIVITÉS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE - 25 ANS D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'ÉQUITÉ		
23/10/2015	10	3 750 \$
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE : LA PROCÉDURE CONTENTIEUSE		
14/10/2015	1	58 \$
01/09/2015	1	58 \$
PROGRAMME DE SANTÉ SPÉCIFIQUE À L'ÉTABLISSEMENT (RRSPT)		
01/10/2015	2	0 \$
GESTION DOCUMENTAIRE AIIM MONTRÉAL		
19/11/2015	1	60 \$
CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE		
21/09/2015	1	12 \$
CONFÉRENCE NATIONALE POUR METTRE FIN À L'ITINÉRANCE		
02/11/2015	1	650 \$
CONGRÈS INTERNATIONAL DES RECHERCHES FÉMINISTES DANS LA FRANCOPHONIE		
24/08/2015	2	290 \$
GLADUE REPORT TRAINING		
23/10/2015	1	0 \$
LA MAGNA CARTA ET SON IMPACT ICI		
05/11/2015	7	0 \$
WORD 2010 (BASE)		
10/11/2015	2	0 \$
OUTLOOK DE BASE		
10/11/2015	2	0 \$
ATELIER D'INTÉGRATION (ENAP)		
21/04/2015	1	371 \$
ÉTATS GÉNÉRAUX SUR L'ITINÉRANCE		
15/06/2015	1	229 \$
EXPÉRIMENTATIONS ET CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS		
22/05/2015	1	174 \$
WORD ET EXCEL		
10/12/2015	22	0 \$
SAVOIR MIEUX S'AFFIRMER DANS SES RELATIONS AU TRAVAIL ET DANS SON RÔLE CONSEIL		
19/01/2016	1	0 \$
APPELLATION DES DOCUMENTS		
06/01/2016	1	0 \$
08/01/2016	1	0 \$
EXPÉRIENCES DE PERSONNES ÂGÉES NOUVELLEMENT EN SITUATION D'URGENCE		
17/12/2015	1	0 \$
FORUM DE DISCUSSION - PROTECTION JURIDIQUE DES AÎNÉS		
27/11/2015	1	30 \$
PROJET DE TRANSPARENCE DE L'ÉTAT		
27/11/2015	1	0 \$
MAÎTRISE EN COMMUNICATIONS		
14/12/2015	1	0 \$
ACTIVITÉ D'INTÉGRATION (CONGÉ POUR ÉTUDE)		
26/10/2015	1	0 \$
INITIATION À LA RELATION D'AIDE (CONGÉ POUR ÉTUDE)		
27/10/2015	1	0 \$
INITIATION AU TRAVAIL EN PETIT GROUPE (CONGÉ POUR ÉTUDE)		
28/10/2015	1	0 \$
DÉLÉGATION EFFICADE		
03/02/2016	1	854 \$
ADMINISTRATION DES LOIS DU TRAVAIL		
01/09/2015	1	365 \$
CLIC_MARC 2		
19/02/2016	2	0 \$

ACTIVITÉS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coût
ÉQUITAS (FORMATION AVANCÉE)		
28/02/2016	1	0 \$
CONFÉRENCE : PARLONS D'AGISME, D'INTIMIDATION ET DE MALTRAITANCE		
19/03/2016	1	0 \$
INVOLUNTARY CONFINEMENT AND INVOLUNTARY TREATMENT		
25/01/2016	1	0 \$
LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES (2016)		
29/01/2016	1	0 \$
QUÉBEC		
FORUM : L'ÉTUDIANT AU CŒUR DE NOS PRATIQUES		
03/06/2015	1	317 \$
02/06/2015	1	0 \$
FORUM DES PARTENAIRES MALTRAITANCE AÎNÉS		
17/06/2015	1	27 \$
COLLOQUE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES ORGANISMES PUBLICS		
19/11/2015	1	205 \$
DROITS DE LA PERSONNE		
23/11/2015	1	76 \$
COLLOQUE DU FORUM DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX DES ORGANISMES DU GQ		
20/11/2015	1	150 \$
SASKATOON		
CASHRA CONFÉRENCE ANNUELLE		
22/06/2015	1	2 163 \$
20/06/2015	1	2 306 \$
ROYAUME UNI		
CONFÉRENCE : INTELLIGENCE, SECURITY AND PRIVACY		
14/05/2016	1	40 \$
CHINE		
FORUM "IMPLEMENTING THE CONVENTION OF THE RIGHT OF PERSONS WITH DISABILITIES : ISSUES AND CHALLENGES		
22/05/2015	1	186 \$
TERRE-NEUVE		
CONFÉRENCE ANNUELLE DU CCDEJ : MAKING A DIFFERENCE FOR CHILDREN AND YOUTH IN CANADA		
15/09/2015	1	1 292 \$
ÉGYPTE		
COLLOQUE INTERNATIONAL DU CAIRE INTITULÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : ENJEUX INTERNATIONAUX ET DÉFIS POUR L'ÉGYPTE		
23/10/2015	1	33 \$
ONTARIO		
CONFÉRENCE LEGALIZING PHYSICIAN ASSISTED DYING - AN OPEN CONVERSATION		
20/02/2016	1	649 \$
18E CONGRÈS NATIONAL MÉTROPOLIS		
03/03/2016	1	409 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LIEU	Coûts	DATE	Nb DE PARTICIPANTS	ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	400 \$	1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	1	C.I.E.M.M. INC.	DIVERS FORMATIONS.
MONTRÉAL	250 \$	22 AVRIL 2015	1	COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL	FORMATION "LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE. LE DÉMASQUER. AGIR. INNOVER.".
MONTRÉAL	57 \$	27 MAI 2015	1	BARREAU DE MONTRÉAL	COLLOQUE DE LA COUR SUPÉRIEURE EN MATIÈRE CIVILE.

LIEU	Coûts	DATE	Nb DE PARTICIPANTS	ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)	NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
LA MALBAIE	2 606 \$	10 AU 12 JUIN 2015	2	BARREAU DU QUÉBEC	CONGRÈS ANNUEL
MONTRÉAL	481 \$	30 JUIN 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE FAMILIAL 2015
MONTRÉAL	10 \$	22 JUILLET 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
QUÉBEC	525 \$	15 AOÛT 2015	105	CSPQ	LICENCE SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE
MONTRÉAL	47 \$	17 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "REGARDS NEUFS SUR LE NOUVEAU CODE CIVIL".
MONTRÉAL	37 \$	17 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "NOUVEAU CPC: POURVOIS".
MONTRÉAL	58 \$	17 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "NOUVEAU CPC: CONTEN...".
MONTRÉAL	37 \$	17 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "NOUVEAU CPC: ADMNINIST. PREUVE".
MONTRÉAL	47 \$	17 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "LES PREMIERS PAS DE LA PROCÉDURE".
DRUMMONDVILLE	790 \$	23 AU 26 SEPTEMBRE 2015	1	ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES DE PROVINCE	CONGRÈS 2015
MONTRÉAL	52 \$	29 SEPTEMBRE 2015	1	BARREAU DE MONTRÉAL	COLLOQUE DE LA COUR MUNICIPALE
MONTRÉAL	275 \$	8 OCTOBRE 2015	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION "ENCADRER LES MÉDIAS SOCIAUX".
LONGUEUIL	61 039 \$	4 AU 9 NOVEMBRE 2015	397	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.
MONTRÉAL	3 000 \$	26 NOVEMBRE 2015	31	BUREAU DE CONFÉRENCIERS ORIZON INC.	CONFÉRENCE "ADN DE LA SANTÉ AU TRAVAIL".
MONTRÉAL	85 \$	4 DÉCEMBRE 2015	1	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC	FORMATION "LA NOUVELLE CHARTE DES VICTIMES, ENTRE CONTINUITÉ ET CHANGEMENT...".
MONTRÉAL	10 \$	21 DÉCEMBRE 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
MONTRÉAL	70 \$	21 JANVIER 2016	1	AADM	CONFÉRENCE "ÉVALUATION EXIGÉES PAR LA SAAQ DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION DU RISQUE POUR UN CONDUCTEUR".
MONTRÉAL	12 \$	14 JANVIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
MONTRÉAL	95 \$	20 JANVIER 2016	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION "DÉFIS RÉSULTANT DE L'INTERNET".
MONTRÉAL	10 \$	25 JANVIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
MONTRÉAL	395 \$	26 JANVIER 2016	1	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	FORMATION "RENDEZ-VOUS RELATIONS DU TRAVAIL".
MONTRÉAL	12 \$	4 FÉVRIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
RIMOUSKI	4 025 \$	5 FÉVRIER 2016	891	PRODUCTIONS QUÉBEC MULTIMÉDIA INC.	FORMATION EN LIGNE POUR LOGICIEL ADMISSIBILITÉ.
MONTRÉAL	115 \$	26 FÉVRIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION "MÉDIAS SOCIAUX 3.0: POLITIQUE".
MONTRÉAL	10 \$	27 FÉVRIER 2016	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
MONTRÉAL	220 \$	27 FÉVRIER 2016	1	PROBONO QUÉBEC	ÉVÉNEMENT BÉNÉFICE

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du
Directeur des poursuites criminelles et pénales
du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016

	Participants	Coût
Extérieur du Québec (tableau 1)	6	19 059 \$
Au Québec (tableau 2)	3 900	808 946 \$
Total	3 906	828 005 \$

* LES COÛTS DE LA FORMATION INCLUENT LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT. PAR AILLEURS, DANS CERTAINS CAS, IL EST POSSIBLE QUE LA DÉPENSE DE RÉMUNÉRATION NE SOIT PAS COMPTABILISÉE DANS LES COÛTS DE LA FORMATION.

DIRECTEURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU 1 - EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
13 ^e CONFERENCE DU « HEADS OF PROSECUTIONS AGENCIES OF THE COMMONWEALTH » (HOPAC) *	LE MORNE (RÉPUBLIQUE DE MAURICE)	14 AU 21 AVRIL 2015	1	6 555 \$
« SUMMIT ON PROSECUTION INTEGRITY » DU « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA)	CHICAGO (ILLINOIS)	19 AU 22 JUILLET 2015	1	2 390 \$
CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	YELLOWKNIFE (TERRITOIRE DU NORD-OUEST)	8 AU 14 AOÛT 2015	1	2 479 \$
20 ^e CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP/IAP) ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF)	ZURICH (SUISSE)	7 AU 18 SEPTEMBRE 2015	2	6 527 \$
3 ^e SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE	YAOUNDÉ (CAMEROUN) **	28 SEPTEMBRE AU 4 OCTOBRE 2015	1	1 108 \$
TOTAL			6	19 059 \$

* LES COÛTS INCLUENT LA PARTICIPATION AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP) A MANAMA (BAHREIN) DU 6 AU 10 AVRIL 2015.

** LES DÉPENSES DU 3^e SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE EN AFRIQUE DE L'OUEST SERONT REMBOURSEES PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF).

DIRECTEURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU 2 - AU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
23 ^E colloque de formation annuelle du Regroupement des communicateurs d'urgence	Regroupement des communicateurs d'urgence	STE-ADÈLE	29 ET 30 AVRIL 2015	1	165 \$
24 ^E colloque annuel de la Société québécoise d'évaluation de programme et la formation précolloque	Société québécoise d'évaluation de programmes	QUÉBEC	16 OCTOBRE 2015	1	228 \$
37 ^E congrès de la Société de criminologie du Québec	Société de criminologie du Québec	BEAUPRÉ	28 AU 30 OCTOBRE 2015	1	1 503 \$
37 ^E session d'études de l'Association pour le développement des méthodologies d'évaluation en éducation	ADMEE-CANADA	GATINEAU	19 NOVEMBRE 2015	1	521 \$
4 ^E colloque Francopol sur la cybercriminalité	École nationale de police du Québec	NICOLET	9 AVRIL 2015	1	893 \$
Accompagnement des victimes	Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)	MONTREAL	6 NOVEMBRE 2015	10	1 507 \$
Analyse de la fiabilité des données financières	Contrôleur des finances	QUÉBEC	13 ET 14 MAI 2015	2	1 337 \$
Analyse des besoins de développement des compétences de gestion	Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	RIMOUSKI	24 NOVEMBRE 2015	5	1 288 \$
Analyse qualitative avec QDA Minor	Université Laval	QUÉBEC	24 NOVEMBRE 2015	1	46 \$
Après-midi Ressources informationnelles	Secrétariat du conseil du trésor	QUÉBEC	10 JUIN 2015	1	114 \$
Assemblée générale annuelle des membres de l'IAIQ	Institut des auditeurs internes - Section Québec (IAIQ)	QUÉBEC	21 MAI 2015	1	99 \$
Assemblée générale annuelle du Groupe des responsables en analyses et évaluation de programme	Groupe des responsables en analyses et évaluation de programme (GRAEP)	QUÉBEC	24 FÉVRIER 2016	1	77 \$
Assises criminelles	DPCP	MONTREAL	19 JUIN 2015	1	3 977 \$
Atelier choisis ton camp	DPCP	MONTREAL	27 AVRIL 2015	2	67 \$
Atelier de sensibilisation pour les procureurs en chef et les procureurs en chef adjoints : risques sur la santé psychologique	DPCP	GATINEAU	2 SEPTEMBRE 2015	1	105 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
		RIMOUSKI	24 NOVEMBRE 2015	5	996 \$
ATELIER SUR LA SANTÉ PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL (PAPP)	DPCP	QUÉBEC	1 ^{ER} JUIN 2015	1	276 \$
		RIMOUSKI	24 NOVEMBRE 2015	1	661 \$
		FORMATION EN LIGNE	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	7	1 423 \$
ATELIER SUR LE ROADRH - TRIMA	SOLUTIONS WEB PACO				
AU-DELA DE LA CONFORMITÉ AUX EXIGENCES GOUVERNEMENTALES, ÊTES-VOUS PERFORMANTS EN DÉVELOPPEMENT DURABLE?	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
BIENS INFRACTIONNELS, AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET AUX BIENS TEINTÉS PAR LA CRIMINALITÉ	DPCP	QUÉBEC	17 JUIN 2015	1	64 \$
		QUÉBEC	13 AVRIL 2015	1	3 247 \$
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES	LONGUEUIL	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	4	14 519 \$
CAPACITÉ DE CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES	DPCP	MONTREAL	30 AVRIL 2015	2	342 \$
FORMATIONS SUIVIES (CARTE POUR FORMATION : AVANTAGES-COMPÉTENCES POUR CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES) : RENDEZ-VOUS DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL PLANS DE DÉVELOPPEMENT POUR GESTIONNAIRES : PRATIQUES GAGNANTES POUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE CONSOLIDEZ VOTRE CRÉDIBILITÉ PROFESSIONNELLE	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉES DU QUÉBEC	QUÉBEC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	1	900 \$
CHEFS D'ACCUSATION AMENDÉS	DPCP	MONTREAL	7 OCTOBRE 2015	13	587 \$
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	DPCP	MONTREAL	14 FÉVRIER 2016	1	88 \$
	RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC	QUÉBEC	5 FÉVRIER 2016	1	18 \$
COLLABORATION DANS LES PROJETS DES ORGANISATIONS PUBLIQUES	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC	23 SEPTEMBRE 2015	1	363 \$
COLLOQUE ANNUEL DU GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSES ET ÉVALUATION DE PROGRAMME	GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMMES	QUÉBEC	24 FÉVRIER 2016	2	260 \$
COLLOQUE EN DROIT DE LA JEUNESSE	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	18 FÉVRIER 2016	1	505 \$
COLLOQUE EN DROIT DES SUCCESSIONS	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	MONTREAL	2 DÉCEMBRE 2015	1	702 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
COMITÉ DES REQUÊTES - BARREAU DE QUÉBEC	BARREAU DU QUÉBEC	MONTREAL	8 DÉCEMBRE 2015	1	205 \$
COMMUNICATION ET GESTION DE CONFLITS	DPCP	JOLIETTE	28 JANVIER 2016	8	2 494 \$
CONGRÈS DU BARREAU	BARREAU DU QUÉBEC	CARLETON	7 MAI 2015	3	2 396 \$
		LA MALBAIE	10 ET 11 JUIN 2015	2	641 \$
CONSOLIDATION D'ÉQUIPE DE GESTION	DPCP	RIMOUSKI	24 NOVEMBRE 2015	1	391 \$
COUR SUPÉRIEURE EN MATIÈRE CRIMINELLE	BARREAU DU QUÉBEC	QUÉBEC	13 MAI 2015	2	202 \$
COUR SUPRÊME DU CANADA : REVUE ANNUELLE DE LA JURISPRUDENCE	SERVICES DE POURSUITES PÉNALES DU CANADA	QUÉBEC	4 NOVEMBRE 2015	38	3 877 \$
COUR SUPRÊME DU CANADA : REVUE DE LA JURISPRUDENCE 2014-2015	SERVICES DE POURSUITES PÉNALES DU CANADA	MONTREAL	5 MAI 2015	51	9 453 \$
COUR SUPRÊME DU CANADA ET COUR D'APPEL DU QUÉBEC : REVUE DE LA JURISPRUDENCE 2015	SERVICES DE POURSUITES PÉNALES DU CANADA	MONTREAL	4 NOVEMBRE 2015	34	5 534 \$
CRIMES ÉCONOMIQUES	DPCP	BOUCHERVILLE	2 NOVEMBRE 2015	1	683 \$
		LORRAINE	2 FÉVRIER 2016	1	683 \$
CRIMINAL SOURCE	LEXISNEXIS CANADA	FORMATION EN LIGNE	11 MAI 2015	1	22 \$
CRIMINALITÉ EN MILIEU SCOLAIRE : CE QU'IL FAUT SAVOIR	DPCP	MONTREAL	1 ^{ER} MAI 2015	2	1 230 \$
DÉFIS DE L'ADMINISTRATION DE LA PREUVE LIÉS AUX LOGICIELS DE PARTAGE	DPCP	LONGUEUIL	5 NOVEMBRE 2015	26	2 277 \$
		SHERBROOKE	6 NOVEMBRE 2015	17	1 315 \$
DÉTERMINATION DE LA PEINE ET DILEMMES ÉTHIQUES	DPCP	JOLIETTE	16 JUILLET 2015	1	239 \$
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DE LA COUR SUPRÊME ET COUR D'APPEL 2014-2015	DPCP	LONGUEUIL	15 MAI 2015	35	3 859 \$
		SHERBROOKE	14 MAI 2015	22	2 427 \$
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DROIT CRIMINEL/APPELS ET REQUÊTES ÉVITABLES	DPCP	LONGUEUIL	5 NOVEMBRE 2015	37	4 627 \$
		SHERBROOKE	6 NOVEMBRE 2015	22	2 660 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
DISPOSITIONS DU CODE CRIMINEL RELATIVES A LA PROSTITUTION ET LA TRAITE DES PERSONNES	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA	QUÉBEC	17 SEPTEMBRE 2015	18	1 591 \$
DOCUMENTATION JURIDIQUE DU BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION : PRÉSENTATION DU DOSSIER « FICHE »	DPCP	MONTREAL	10 SEPTEMBRE 2015	23	3 900 \$
DOTATION EN LIGNE - OFFRE D'EMPLOI EN AFFECTATION OU EN MUTATION, ADMISSIBILITÉ ET NOMINATION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	26 OCTOBRE 2015	4	519 \$
DROGUES DE SYNTHÈSE	SANTÉ CANADA	LONGUEUIL	17 JUIN 2015	2	514 \$
ÉLABORATION DES PLANS D'ACTION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	QUÉBEC	7 JUILLET 2015	1	149 \$
EMPLOIS EN LIGNE - ASSISTANCE ET ACCOMPAGNEMENT DES UTILISATEURS	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	1 ^{ER} OCTOBRE 2015	1	131 \$
EMPLOIS EN LIGNE - PRÉSENTATION DU MATÉRIEL D'IMPLANTATION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	25 AOÛT 2015	5	476 \$
EMPLOIS EN LIGNE - PROCESSUS D'AFFECTATION/MUTATION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	QUÉBEC	27 AOÛT 2015	2	386 \$
ENQUÊTES DE COMMUNICATION POSTE-À-POSTE	SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE QUÉBEC	QUÉBEC	19 JUIN 2015	1	211 \$
ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE POUR LES NOUVEAUX EMPLOYÉS (FORMATION INTERNE)	DPCP	L'ENSEMBLE DES BUREAUX DU DPCP	19 OCTOBRE 2015 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	1 15	2 187 \$ 9 288 \$
ENTREVUE VIDÉO PRÉVUE À L'ARTICLE 715.1	DPCP	JOLIETTE	5 NOVEMBRE 2015	2	610 \$
ÉTUDE DE CAS PARTICULIERS RELIÉS AUX INFRACTIONS DE CONDUITES AUTOMOBILES	DPCP	LONGUEUIL	15 MAI 2015	37	3 053 \$
ÉVALUATION DES EMPLOIS DE CADRES DE LA FONCTION PUBLIQUE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	SHERBROOKE	14 MAI 2015	24	1 770 \$
		QUÉBEC	19 AU 21 OCTOBRE 2015	1	652 \$
			24 FÉVRIER 2016	1	539 \$
EXCEL 2007/2010/2013 BASE ET INTERMÉDIAIRE	AFI EXPERTISE	QUÉBEC	13 ET 14 JUILLET 2015	1	706 \$
			21 ET 22 SEPTEMBRE 2015	1	604 \$
EXPOSITION CONTECH BÂTIMENT	CONTECH INC.	QUÉBEC	29 OCTOBRE 2015	2	426 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
Facilitation pénale	DPCP	Montréal	5 novembre 2015	32	2 647 \$
		Québec	12 novembre 2015	16	1 099 \$
Formation en recherche juridique - Centre de documentation juridique	DPCP	Québec	4 mai 2015	19	509 \$
			5 mai 2015	17	368 \$
			6 mai 2015	17	395 \$
Formation SAGIR	Centre de services partagés du Québec	Québec	28 au 30 septembre 2015	3	1 736 \$
Formation sur la loi sur la protection des Canadiens contre la cybercriminalité	DPCP	Montréal	1 ^{er} avril 2015	25	3 029 \$
Formation sur le SARRAT et l'opération de révision des traitements du personnel d'encadrement et personnel assimilés	Secrétariat du conseil du trésor	Québec	10 avril 2015	1	153 \$
Formation sur les témoins experts	Service du renseignement criminel du Québec	St-Jean-sur-Richelieu	15 septembre 2015	4	6 324 \$
Forum des secrétaires de comité de sélection	Secrétariat du conseil du trésor	Québec	17 novembre 2015	1	20 \$
Forum international sur le traitement judiciaire	Université du Québec à Montréal	Montréal	11 mai 2015	1	1 095 \$
Forum interprovincial sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes	Montréal	11 et 12 mai 2015	2	443 \$
Gestion de l'information de source et la protection du renseignement	DPCP	Montréal	5 novembre 2015	30	5 553 \$
Gestion du stress	DPCP	Montréal	5 juin 2015	1	148 \$
Infractions d'ordre sexuel et de maltraitance	DPCP	Abitibi	31 juillet 2015	1	413 \$
		Amos	22 juillet 2015	1	961 \$
		Rouyn-Noranda	14 janvier 2016	1	449 \$
		St-Jean-sur-Richelieu	21 juillet 2015	1	624 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
Infractions sur la traite des personnes et de la prostitution	Ministère de la Justice du Canada	Gatineau	17 septembre 2015	1	103 \$
Intégration du système informatisé des poursuites publiques jeunesse	DPCP	Montréal	20 et 21 mai 2015	9	2 021 \$
			27 et 28 mai 2015	14	1 957 \$
Intimidation des personnes associées au système judiciaire - Une amorce	DPCP	L'ensemble des bureaux du DPCP	30 novembre 2015	13	868 \$
			2 décembre 2015	8	453 \$
			8 décembre 2015	14	804 \$
			10 décembre 2015	2	205 \$
			3 février 2016	1	277 \$
Intimidation et cybercriminalité présentées aux élèves du secondaire	DPCP	Matagami			
Jeu du pouvoir	L'Association de la sécurité de l'information du Québec (ASIQ)	Québec	20 octobre 2015	1	529 \$
Journée de formation des juristes de l'État	Barreau du Québec	Québec	24 septembre 2015	2	445 \$
Journée des juristes LSJPA 2015	Institut universitaire en santé mentale de Montréal	Sept-Îles	6 novembre 2015	2	360 \$
Justice et Couronne, les dilemmes?	DPCP	Montréal	2 novembre 2015	2	155 \$
La clientèle agressive	DPCP	Québec	26 mai 2015	25	1 241 \$
La confiscation en vertu du Code criminel et de la loi réglementant certaines drogues et autres substances	DPCP	Saint-Jérôme	18 juin 2015	12	3 665 \$
La justice ce n'est pas comme dans les films	DPCP	Montréal	6 mai 2015	1	278 \$
La loi sur les armes à feu et les dispositions de la partie III du Code criminel	Gendarmérie royale du Canada	Montréal	5 mai 2015	32	6 325 \$
La tenue d'un procès dans une cause d'agression sexuelle	DPCP	Montréal	23 juin 2015	14	1 907 \$
			14 septembre 2015	7	1 171 \$
L'art de motiver une décision	Clyde & cie Canada	Montréal	29 octobre 2015	1	205 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
LE TÉMOIGNAGE : LES RÈGLES PARTICULIÈRES SOULEVÉES DANS LES ARRÊTS KHAN ET KHELAWON AINSI QUE L'UTILITÉ DE L'ARTICLE 540(7) DU CODE CRIMINEL	DPCP	MONTREAL	4 MAI 2015	33	4 608 \$
LEADERSHIP D'INFLUENCE	GROUPE MP-PLUS	LAVAL	7 AVRIL 2015	1	708 \$
L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE ET LE PROJET DE LOI C-13	DPCP	QUÉBEC	22 MAI 2015	69	22 409 \$
LES DROGUES DE SYNTHÈSE : LA SITUATION AU QUÉBEC	SANTÉ CANADA ET SÛRETÉ DU QUÉBEC	SHERBROOKE	14 MAI 2015	52	4 301 \$
LES PRATIQUES D'EXCELLENCE EN ÉVALUATION DE LA FORMATION	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE	22 AVRIL 2015	1	95 \$
LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE EN MATIÈRE DE SUBSTANCES RÉGLEMENTÉES	DPCP	MONTREAL	4 MAI 2015	35	6 114 \$
L'ÉTAT DU QUÉBEC ET SON FONCTIONNEMENT	CONTRÔLEUR DES FINANCES	QUÉBEC	18 NOVEMBRE 2015	1	482 \$
LOGICIELS ACOMBA ET SERVICENTRE	DPCP	QUÉBEC	28 AVRIL 2015	1	927 \$
LOI 26 - PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	ASSOCIATION DES AVOCATS(ES) DE LA DÉFENSE	MONTREAL	24 NOVEMBRE 2015	10	1 289 \$
LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX (LOI P-42)	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC	QUÉBEC	26 NOVEMBRE 2015	1	23 \$
LSJPA, LRCDS, LOI ANASTASIA ET LES POUVOIRS DE FOUILLE EN MILIEU SCOLAIRE	DPCP	NICOLET	1 ^{ER} OCTOBRE 2015	1	239 \$
LUTTE AUX DROGUES DE SYNTHÈSE	SERVICE DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL DU QUÉBEC	LAVAL	7 AVRIL 2015	2	438 \$
MANDATS ET PERQUISITIONS	DPCP	BOUCHERVILLE	5 NOVEMBRE 2015	1	205 \$
			10 NOVEMBRE 2015	1	103 \$
		MONTREAL	30 AVRIL 2015	1	171 \$
MIEUX INTERVENIR EN VIOLENCE CONJUGALE : CRÉER DES PONTS ENTRE LE SOCIAL ET LE JUDICIAIRE	DPCP	MONTREAL	10 FÉVRIER 2016	3	376 \$
	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTREAL	MONTREAL	4 MAI 2015	5	985 \$
MISE À JOUR DU CADRE DE RÉFÉRENCE INTERNATIONAL DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES (CRIPP)	INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES - SECTION QUÉBEC	QUÉBEC	23 FÉVRIER 2016	1	128 \$
MISE EN PLACE DE LA GESTION DES RISQUES DANS UNE ORGANISATION ET L'APPROCHE PRÉCONISÉE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	QUÉBEC	10 JUIN 2015	2	152 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
MODIFICATION AU CADRE LÉGAL ET NORMATIF EN MATIÈRE DE DOTATION DES EMPLOIS	Secrétariat du Conseil du Trésor	QUÉBEC	5 JUIN 2015	2	40 \$
			11 JUIN 2015	2	39 \$
NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC : PRINCIPAUX CHANGEMENTS SURVENUS EN 2015	Contrôleur des finances	QUÉBEC	15 DÉCEMBRE 2015	3	466 \$
			1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	302	3 330 \$
NOUVEAU CODE DE DÉONTOLOGIE DU BARREAU	Barreau du Québec	FORMATION EN LIGNE			
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	Ministère de la Justice du Québec	QUÉBEC	19 NOVEMBRE 2015	1	205 \$
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET LES ENJEUX DE LA GESTION ÉLECTRONIQUE DE VOS DOSSIERS	Lafortune Groupe	QUÉBEC	29 MAI 2015	1	23 \$
NOUVEAUX OUTILS DE PRISE EN COMPTE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	Ministère du Développement durable, Environnement et lutte contre les changements climatiques	QUÉBEC	15 AVRIL 2015	1	85 \$
NOUVELLE PROCÉDURE RELATIVEMENT À L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (PROJET DE LOI C-32)	DPCP	LONGUEUIL	5 NOVEMBRE 2015	36	2 061 \$
		SHERBROOKE	6 NOVEMBRE 2015	17	801 \$
NOUVELLES SIGNIFICATIONS ET DEMANDES D'AJOUTS AU RÔLE	DPCP	LONGUEUIL	8 AVRIL 2015	11	199 \$
ORGANISEZ-VOUS : AMÉLIOREZ VOTRE PROPOSITION DE VALEUR	Ordre des Comptables Professionnels Agréés (CPA)	FORMATION EN LIGNE	20 JANVIER 2016	1	46 \$
PANEL INTERACTIF SUR LA PROMOTION DE L'AUDIT INTERNE DANS VOS ORGANISATIONS	Université Laval	QUÉBEC	2 DÉCEMBRE 2015	1	69 \$
PASSEPORT Société pour Comptables Professionnels Agréés (liste des formations suivies) :	Ordre des Comptables Professionnels Agréés (CPA)	QUÉBEC	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	3	2 488 \$
APPLICATION DU PROCESSUS BUDGÉTAIRE ET SUIVI DES PRÉVISIONS FISCALITÉ : NOUVEAUTÉS, ENJEUX ET CONSEILS PRATIQUES					
LES NOUVEAUTÉS, ENJEUX ET CONSEILS PRATIQUES CONCERNANT LES TAXES					
LES TAXES POUR LES ORGANISMES DU SECTEUR PUBLIC					
PEINES	DPCP	AMOS	31 MAI 2015	1	74 \$
		MONTREAL	30 AVRIL 2015	1	171 \$
POLITIQUE ET PROCESSUS BUDGÉTAIRES : ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ACTION GOUVERnementALE	Secrétariat des emplois supérieurs	QUÉBEC	19 JUIN 2015	1	16 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
PRATIQUES D'EXCELLENCE EN ÉVALUATION DE LA FORMATION	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES	MONTREAL	22 AVRIL 2015	1	84 \$
PRÉSENCE D'UNE MENACE PAR UNE PERSONNE ARMÉE	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	ROUYN-NORANDA	1 ^{ER} JUIN 2015	2	101 \$
			15 SEPTEMBRE 2015	4	340 \$
			17 SEPTEMBRE 2015	4	591 \$
PREUVE D'EXPERT	DPCP	MONTREAL	5 NOVEMBRE 2015	23	1 738 \$
		QUÉBEC	12 NOVEMBRE 2015	11	698 \$
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DE LANAUDIÈRE	JOLIETTE	22 OCTOBRE 2015	1	1 072 \$
PROCÉDURE D'ARCHIVAGE DES DOSSIERS JEUNESSE	DPCP	MONTREAL	6 MAI 2015	11	317 \$
PROCÉDURE DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET DÉTERMINATION DE L'ADMISSIBILITÉ DU JEUNE	DPCP	LONGUEUIL	8 JUILLET 2015	13	190 \$
PROCESSUS D'APPEL	DPCP	MONTREAL	13 JANVIER 2016	15	531 \$
PROCESSUS JUDICIAIRE	DPCP	LONGUEUIL	19 NOVEMBRE 2015	10	814 \$
			24 NOVEMBRE 2015	7	583 \$
PROCESSUS JUDICIAIRE À LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE	DPCP	MONTREAL	14 OCTOBRE 2015	10	613 \$
PROCESSUS JUDICIAIRE ET LE RÔLE DU PROCUREUR DE LA COURONNE PRÉSENTÉS AUX ÉLÈVES DU SECONDAIRE	DPCP	ROUYN-NORANDA	22 FÉVRIER 2016	1	302 \$
PROGRAMME DE MENTORAT	DPCP	BUREAU DU DPCP	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	29	4 207 \$
PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	MONTREAL	4 NOVEMBRE 2015	28	4 745 \$
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE-LEADER (PGAGL)	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	QUÉBEC ET MONTREAL	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	8	7 552 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
PROJET DE LOI C-13	DPCP	AMOS	8 MAI 2015	19	7 421 \$
		ROUYN-NORANDA	5 MAI 2015	7	491 \$
		VAL-D'OR	23 AVRIL 2015	1	9 \$
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET LES MÉDIAS SOCIAUX	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES	QUÉBEC	26 JANVIER 2016	1	125 \$
PSYCHIATRIE LÉGALE - PRÉSENTATION DES SERVICES DE L'IUSMQ	INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL (IUSMQ)	QUÉBEC	21 MAI 2015	27	4 655 \$
QUICKLAW	LEXISNEXIS CANADA	FORMATION EN LIGNE	6 JUILLET 2015	1	27 \$
			15 SEPTEMBRE 2015	1	17 \$
RAFRAÎCHISSEMENT DE PERSONNES-RESSOURCES EN ERGONOMIE	ASSOCIATION PARITAIRE SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL	MONTRÉAL	17 JUIN 2015	1	269 \$
RÉALISER UNE BONNE PRÉSENTATION : MISSION POSSIBLE	DPCP	QUÉBEC	10 DÉCEMBRE 2015	1	207 \$
RECONNAISSANCE DES FORMATIONS DU BARREAU DU QUÉBEC	BARREAU DU QUÉBEC	S.O.	1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	S.O.*	9 250 \$
RÉDACTION DE RAPPORTS, RÉDACTION DE DÉCLARATIONS ET TÉMOIGNAGES À LA COUR	DPCP	GATINEAU	22 OCTOBRE 2015	1	2 442 \$
REFORME DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	BARREAU DU QUÉBEC	MONTRÉAL	19 FÉVRIER 2016	1	478 \$
	CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	LONGUEUIL	19 OCTOBRE 2015	1	607 \$

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURES CRIMINELLES	DPCP	AMOS	20 JUILLET 2015	1	229 \$
			29 JUILLET 2015	1	98 \$
			31 JUILLET 2015	3	401 \$
		LAVAL	4 NOVEMBRE 2015	1	833 \$
		NICOLET	17 AVRIL 2015	1	599 \$
		ROUYN-NORANDA	13 JANVIER 2016	1	107 \$
			19 JANVIER 2016	1	111 \$
		VAL-D'OR	11 JANVIER 2016	1	91 \$
			28 JANVIER 2016	1	107 \$
RÈGLES PARTICULIÈRES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES PRIVILÈGES : RAPPORTS DE SOURCE	DPCP	MONTREAL	18 JUIN 2015	18	3 348 \$
REINVENTER LA JUSTICE PÉNALE : LE HUITIÈME SYMPOSIUM NATIONAL	ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE (CACP)	MONTREAL	22 ET 23 JANVIER 2016	1	2 013 \$
RENDEZ-VOUS JEUNES EN DIFFICULTÉ 2015	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL	MONTREAL	3 ET 4 JUIN 2015	1	1 006 \$
RENDEZ-VOUS JURIDIQUES 2015-2016	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTREAL	MONTREAL	24 NOVEMBRE 2015	1	63 \$
REPRÉSENTATION DU POURSUIVANT PUBLIC DEVANT LES TRIBUNAUX	DPCP	BOUCHERVILLE	3 NOVEMBRE 2015	1	171 \$
REQUÊTES DE TYPE LAVALLÉE ET L'ENTIERCEMENT	DPCP	MONTREAL	6 NOVEMBRE 2015	27	4 478 \$
RESPONSABILITÉ PÉNALE DES ORGANISATIONS	DPCP	MONTREAL	6 NOVEMBRE 2015	24	2 754 \$
RÔLE DU PROCUREUR JEUNESSE, SYSTÈME DE JUSTICE PÉNAL POUR ADOLESCENT ET ATTENTES DU DPCP ENVERS LES DOSSIERS SOUMIS PAR UN PATROUILLEUR	DPCP	ROUYN-NORANDA	28 SEPTEMBRE 2015	1	242 \$

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
SAVOIR-ÊTRE ET LA PRATIQUE DU DROIT CRIMINEL	DPCP	BROSSARD	30 AVRIL 2015	1	1 675 \$
		LAVAL	9 FÉVRIER 2016	1	137 \$
SE PRÉPARER À UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE	SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS	QUÉBEC	4 ET 5 FÉVRIER 2016	2	1 179 \$
SÉANCE D'ÉCHANGES - CHANTIER GOUVERNEMENTAL EN CULTURE	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	QUÉBEC	25 NOVEMBRE 2015	1	135 \$
	ACADÉMIE PARAMÉDICALE	QUÉBEC	22 ET 23 FÉVRIER 2016	1	2 339 \$
SECOURISTE EN MILIEU DE TRAVAIL	ACTION SECOURS	BAIE-COMEAU	14 SEPTEMBRE 2015	1	315 \$
	AMBULANCE ST-JEAN	GATINEAU	29 ET 30 OCTOBRE 2015	1	25 \$
		MANIWAKI	30 NOVEMBRE 2015	1	324 \$
		MONT-LAURIER	5 OCTOBRE 2015	1	324 \$
		VALLEYFIELD	22 SEPTEMBRE 2015	1	310 \$
			29 OCTOBRE 2015	1	299 \$
	FORMATION LANGEVIN	LA TUQUE	28 ET 29 SEPTEMBRE 2015	1	35 \$
	FORMATION PRÉVENTION SECOURS INC.	VICTORIAVILLE	15 ET 22 SEPTEMBRE 2015	2	651 \$
	FORMATION URGENCE-VIE	BEAUCEVILLE	13 MAI 2015	1	37 \$
	SECOURISTE PIERRE SÉGUIN	ROUYN-NORANDA	17 AOÛT 2015	1	271 \$
SÉCURITÉ ET INTÉGRITÉ - LOI DU TRAVAIL	URGENCE VIE	VAL-D'OR	17 ET 18 FÉVRIER 2016	1	359 \$
		RIMOUSKI	10 SEPTEMBRE 2015	1	324 \$
	DPCP	QUÉBEC	23 AVRIL 2015	1	458 \$
	DPCP	MONTREAL	6 NOVEMBRE 2015	22	3 545 \$

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
SESSION D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR EN SITUATION DE GESTION	SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	QUÉBEC	14 MAI 2015	1	40 \$
SOMMET INTERDISCIPLINAIRE SUR L'USAGE DE LA FORCE	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	NICOLET	30 AVRIL AU 1ER MAI 2015	2	2 298 \$
SOQUIJ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	FORMATION EN LIGNE	10 AVRIL 2015	1	27 \$
			10 JUIN 2015	1	40 \$
SURVEILLANCE DE MASSE EFFECTUÉE PAR NOS GOUVERNEMENTS : UNE QUESTION DE SÉCURITÉ NATIONALE OU UN ABUS DE POUVOIR	L'ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QUÉBEC (ASIQ)	QUÉBEC	14 OCTOBRE 2015	1	66 \$
SYMPOSIUM NATIONAL SUR LA JUSTICE RÉPARATRICE 2015	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE	QUÉBEC	16 ET 17 NOVEMBRE 2015	1	1 402 \$
		QUÉBEC	5 NOVEMBRE 2015	32	7 338 \$
TECHNIQUE D'ENQUÊTE Mr BIG	DPCP	QUÉBEC	5 NOVEMBRE 2015	33	5 548 \$
TÉMOIGNAGE DES ENFANTS À LA COUR : QUAND LA RECHERCHE GUIDE LA PRATIQUE	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	MONTRÉAL	15 ET 16 SEPTEMBRE 2015	6	1 131 \$
TÉMOIN EXPERT : LE TÉMOIN DE LA COUR	DPCP ET SÛRETÉ DU QUÉBEC	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	4 NOVEMBRE 2015	37	5 961 \$
TÉMOIN RÉCALCITRANT : TRUCS ET ASTUCES	DPCP	MONTRÉAL	4 JUIN 2015	1	63 \$
TENUE D'UN PROCÈS DANS UNE CAUSE D'AGRESSION SEXUELLE	DPCP	PERCÉ	3 NOVEMBRE 2015	13	664 \$
TIREUR ACTIF	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	JOLIETTE	2 SEPTEMBRE 2015	2	207 \$
VICTIMES : ATTITUDES À ADOPTER PAR LES PROCUREURS/IMPACTS DE L'ARTICLE 810 C.CR. SUR LES VICTIMES/CHARTRE DES VICTIMES	CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)	MONTRÉAL	2 SEPTEMBRE 2015	7	1 101 \$
VIOLENCE CONJUGALE	DPCP	MONTRÉAL	30 AVRIL 2015	2	410 \$
VIOLENCE CONJUGALE DANS UN CONTEXTE D'IMMIGRATION	MAISON DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	QUÉBEC	5 NOVEMBRE 2015	22	2 490 \$
VIOLENCE ENVERS LES FEMMES AUTOCHTONES	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	MONTRÉAL	9 DÉCEMBRE 2015	3	1 037 \$
VIOLENCES SEXUELLES : QUELS ACCOMPAGNEMENTS POUR LES VICTIMES?	BUREAU INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'ENFANT	MONTRÉAL	2 ET 3 OCTOBRE 2015	11	2 035 \$

NOM DE LA FORMATION	Fournisseurs	Lieu	Date des formations	Nombre de participants	Coûts
ÉCOLE DES POURSUIVANTS (SESSION ÉTÉ 2015)					
PROCESSUS JUDICIAIRE	DPCP	L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE NICOLET	29 JUIN AU 2 JUILLET 2015 6 AU 9 JUILLET 2015	19	484 610 \$
PROJET LEAD	DPCP			45	
DROIT PÉNAL STATUTAIRE	DPCP			38	
PLAIDEURS QUÉRULENTS, QUAND LA FIN NE JUSTIFIE PLUS LES MOYENS	DPCP			20	
LA FATIGUE DE COMPASSION ET LE TRAUMA VICARIANT	D ^{re} PASCALE BRILLON			101	
COMMUNICATION CONSCIENTE	NATHALIE DION, FIRME ÉVEIL CONSEIL			53	
MÉDIAS	JOËL GOULET			26	
LA COMPÉTITION ET LE LEADERSHIP D'INFLUENCE	SYLVAIN GAUMOND			261	
L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE DÉONTOLOGIE ET DE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE	DPCP			51	
LA BIENSÉANCE JUDICIAIRE	DPCP			60	
SAVOIR NÉGOCIER ET LE SYNDROME DU JEUNE POURSUIVANT	DPCP			84	
MATRISSER L'ART DE COMMUNIQUER AVEC LES TÉMOINS	M. JACQUES MERCIER, CONSULTANT JURIPRO INC.			82	
SAVOIR-ÊTRE ET LA PRATIQUE DU DROIT CRIMINEL	DPCP			51	

NOM DE LA FORMATION	FOURNISSEURS	LIEU	DATE DES FORMATIONS	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛTS
ATELIER DE TRAVAIL SUR L'INCIVILITÉ ET LES CONFLITS	FRÉDÉRIC MOISAN, SHERPA MÉDIATION			31	
VALEURS, BIEN-ÊTRE ET SANTÉ PSYCHOLOGIQUE	JACQUES PERRON, VALERGON INC.			44	
LA COMMUNICATION CONSCIENTE POUR OPTIMISER SON RÔLE DE GESTION	NATHALIE DION, FIRME ÉVEIL CONSEIL			39	
CONFÉRENCE MIDI SUR LE CENTRE DE DOCUMENTATION JURIDIQUE DU DPCP	DPCP			43	
LE CLIMAT DE TRAVAIL, LA RESPONSABILITÉ ET L'OBLIGATION DE TOUS	GILLES DEMERS, GDCF INC.			277	
LA CLIENTÈLE AGRESSIVE	DENIS LABERGE, CONSULTANT EN SÉCURITÉ ET ENQUÊTES			273	
LA COMMUNICATION ENTRE LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS JUDICIAIRES	JUGE LOUISE PROVOST ET M. MICHEL ROBERGE			300	
TOTAL				3 900	808 946 \$

* LES COÛTS DE LA FORMATION INCLUENT LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION ET DE FONCTIONNEMENT. PAR AILLEURS, DANS CERTAINS CAS, IL EST POSSIBLE QUE LA DÉPENSE DE RÉMUNÉRATION NE SOIT PAS COMPTABILISÉE DANS LES COÛTS DE LA FORMATION.

** S/O : TOUS LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LIEU	COÛTS	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
<u>EMPLOYÉS :</u>					
MONTREAL	0,00 \$	2015-04-20	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 (ONB-FS)
MONTREAL	70,00 \$	2015-05-15	1	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT COMPARÉ	LE RECOURS COLLECTIF À LA CROISÉE DES SYSTÈMES ET DES TRADITIONS
MONTREAL	105,00 \$	2015-11-17	1	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	LE FINANCEMENT DE RECOURS COLLECTIFS PAR DES TIERS
FORMATION EN LIGNE	10,00 \$	2015-12-30	1	BARREAU DU QUÉBEC	CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
MONTREAL	0,00 \$	2016-01-19	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	CADRE COMPTABLE GOUVERNEMENTAL
MONTREAL	0,00 \$	2016-01-20	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	NORMES COMPTABLE DU SECTEUR PUBLIC
MONTREAL	605,00 \$	2016-03-10 ET 2016-03-11	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE NATIONAL SUR L'ACTION COLLECTIVE
MONTREAL	0,00 \$	2016-03-10 ET 2016-03-11	1	BARREAU DU QUÉBEC (LA SECRÉTAIRE ET CONFÉRENCIÈRE)	COLLOQUE NATIONAL SUR L'ACTION COLLECTIVE
FORMATION EN LIGNE	10,00 \$	2016-03-31	1	BARREAU DU QUÉBEC	CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
<u>ADMINISTRATEURS :</u>					
BEAUPORT QC	100,00 \$	2015-05-08	1	ASSOCIATION DES FAMILIALISTES DE QUÉBEC	DROIT FAMILIAL (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
WENDAKE QC	130,00 \$	2015-12-03	1	ASSOCIATION DES FAMILIALISTES DE QUÉBEC	DROIT FAMILIAL (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2016

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LIEU	Coût	DATE	Nb PARTICIPANTS	FOURNISSEUR	NOM DE L'ACTIVITÉ
MONTREAL	617,00 \$	2015-04-07	1	CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL (CQCD)	COLLOQUE - SOMMET DU COMMERCE DE DÉTAIL 2015
QUÉBEC	- \$	2015-04-08	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	DÉTERMINATION DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS SUPÉRIEURS
MONTREAL	- \$	2015-04-13	1	BARREAU DU QUÉBEC	OUTRAGE AU TRIBUNAL ET AUTRES CONTESTATIONS DES POUVOIRS D'ENQUÊTE EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE
QUÉBEC	- \$	2015-04-13	1	UNIVERSITÉ LAVAL	DROIT PÉNAL DANS UN CONTEXTE D'ENQUÊTE
QUÉBEC	850,00 \$	2015-04-15	1	RTCOMM	RELATIONS AVEC LES MÉDIAS
MONTREAL	- \$	2015-04-23	8	FORMATEUR INTERNE	ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE - APC MTL
QUÉBEC	- \$	2015-05-11	3	FORMATEUR INTERNE	ACCUEIL STAGIAIRES
SAINT-JÉRÔME	- \$	2015-05-13	5	FORMATEUR INTERNE	ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE - APC MTL
MONTREAL	- \$	2015-05-14	7	FORMATEUR INTERNE	ATELIER - PROGRAMME PRÊT D'ARGENT
MONTREAL	60,89 \$	2015-05-15	1	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DROIT COMPARÉ (AQDC)	COLLOQUE 2015 – AQDC

LIEU	Coût	DATE	Nb PARTICIPANTS	FOURNISSEUR	NOM DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	- \$	2015-06-03	1	AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS (AMF)	JOURNÉE DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DE L'AMF
MONTRÉAL	- \$	2015-06-03	20	FORMATEUR INTERNE	FORMATION RÉSEAU MTL
QUÉBEC	- \$	2015-06-09	2	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	RÉFORME DE LA DOTATION
QUÉBEC	- \$	2015-06-10	25	FORMATEUR INTERNE	FORMATION RÉSEAU Qc
MONTRÉAL	476,00 \$	2015-06-16	1	WOLTERS KLUWER	COLLOQUE - PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
NICOLET	195,00 \$	2015-07-06	1	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	COMMUNICATION ENTRE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES
QUÉBEC	1 020,00 \$	2015-07-06	10	RM GESTION	FORMATION SUR LA GESTION À DISTANCE
MONTRÉAL	57,00 \$	2015-07-31	1	BARREAU DU QUÉBEC	RENOUVELLEMENT DU DOSSIER DISPENSATEUR
MONTRÉAL	80,00 \$	2015-08-26	1	BARREAU DU QUÉBEC	PL25 CONCERNANT LE TRANSFERT DE LICENCES DE COMMERÇANTS ET DE RECYCLEURS DE VÉHICULES ROUTIERS DE LA SAAQ À L'OFFICE
QUÉBEC	- \$	2015-08-27	2	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	SAGIR - SGR3
MONTRÉAL	460,00 \$	2015-09-17	3	BARREAU DU QUÉBEC	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NOUVEAU)
QUÉBEC	35,00 \$	2015-09-24	1	BARREAU DU QUÉBEC	JOURNÉE FORMATION - JURISTES DE L'ÉTAT
QUÉBEC	2 150,00 \$	2015-10-08	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ÉNAp)	COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉTAT POUR LA RELÈVE DE GESTION
QUÉBEC	- \$	2015-10-13	4	FORMATEUR INTERNE	ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE - APC Qc
MONTRÉAL	52,19 \$	2015-10-15	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE DE LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL
MONTRÉAL	110,00 \$	2015-10-21	1	VERSALYS FORMATION	WORD 2010-2013 DÉBUTANT
MONTRÉAL	- \$	2015-11-02	53	FORMATEUR INTERNE	PL-25
QUÉBEC	- \$	2015-11-03	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	CYCLE BUDGÉTAIRE AU CONTRÔLEUR DES FINANCES
MONTRÉAL	2 100,00 \$	2015-11-12	9	FONDATION CLAUDE MASSE	COLLOQUE FONDATION CLAUDE MASSE
QUÉBEC	75,02 \$	2015-11-19	1	INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC (IAPQ)	PRIX D'EXCELLENCE 2015
MONTRÉAL	- \$	2015-11-24	9	FORMATEUR INTERNE	ENTRAÎNEMENT À LA TÂCHE - APC MTL
QUÉBEC	395,00 \$	2015-11-25	1	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	ACCÈS ET PROTECTION DE L'INFORMATION
MONTRÉAL	115,00 \$	2015-11-27	1	BARREAU DU QUÉBEC	JURISPRUDENCE NOUVELLE ET CHANGEMENTS LÉGISLATIFS RÉCENTS
MONTRÉAL	120,00 \$	2015-12-17	8	BARREAU DU QUÉBEC	LOUAGE À LONG TERME DANS LA LPC
MONTRÉAL	50,00 \$	2016-01-05	5	BARREAU DU QUÉBEC	LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE
ST-JÉRÔME ET RIMOUSKI	750,00 \$	2016-01-05	3	CÉGEP MARIE-VICTORIN	SESSION DE PRÉPARATION À LA RETRAITE
JONQUIÈRE, ST-JÉRÔME ET MONTRÉAL	- \$	2016-01-05	3	AMBULANCE SAINT-JEAN	SECOURISME
GATINEAU, MONTRÉAL ET QUÉBEC	1 810,71 \$	2016-01-05	3	UNIVERSITÉ LAVAL UQÀM	FRAIS DE SCOLARITÉ – DOMAINES D'ÉTUDES PERTINENTS

LIEU	Coût	DATE	Nb PARTICIPANTS	FOURNISSEUR	NOM DE L'ACTIVITÉ
QUÉBEC	76,00 \$	2016-01-11	1	BARREAU DU QUÉBEC	LE DROIT CRIMINEL ET LA PERSONNE ATTEINTE DE TROUBLES MENTAUX
QUÉBEC	56,00 \$	2016-01-12	1	BARREAU DU QUÉBEC	COMMENT NÉGOCIER AVEC LES PERSONNALITÉS DIFFICILES : LE COFFRE À OUTILS
MONTRÉAL	128,25 \$	2016-01-12	1	CENTRE D'EXCELLENCE EN GESTION DU CHANGEMENT (CE-GDC)	MOBILISATEUR ET LEADER
QUÉBEC	56,00 \$	2016-01-13	1	BARREAU DU QUÉBEC	LES PERSONNALITÉS DIFFICILES - QUI SONT-ELLES?
MONTRÉAL	92,26 \$	2016-01-14	2	BARREAU DU QUÉBEC	REGARD SUR LE RÔLE DE L'AVOCAT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
MONTRÉAL	37,00 \$	2016-01-15	1	BARREAU DU QUÉBEC	CODE DE PROCÉDURE CIVILE : POUR UNE NOUVELLE CULTURE
MONTRÉAL	220,00 \$	2016-01-26	1	VERSALYS FORMATION	WORD INTERMÉDIAIRE
QUÉBEC	795,00 \$	2016-01-27	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	AUDIT SÉCURITÉ DE L'INFORMATION
MONTRÉAL	- \$	2016-02-04	1	FONDATION CLAUDE MASSE	FONDATION CLAUDE MASSE - HARMONISATION DES NORMES DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR AU CANADA
QUÉBEC	1 649,00 \$	2016-02-09	1	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS (CPA)	CPA - PASSEPORT MULTI
MONTRÉAL	99,00 \$	2016-02-10	1	VERSALYS FORMATION	EXCEL DÉBUTANT
MONTRÉAL	- \$	2016-02-10	1	FORMATEUR INTERNE	NOUVEAU GUIDE D'ANIMATION
QUÉBEC	795,00 \$	2016-02-16	1	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	SÉCURITÉ DES RÉSEAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
QUÉBEC	545,00 \$	2016-03-07	1	ACADÉMIE TRANS-FORMATION	HABILETÉ À COMPRENDRE, TRAITER ET INTERPRÉTER L'INFORMATION – APC Qc
QUÉBEC	545,00 \$	2016-03-07	1	ACADÉMIE TRANS-FORMATION	HABILETÉS RELATIONNELLES ET SERVICE À LA CLIENTÈLE – APC Qc
MONTRÉAL	489,00 \$	2016-03-31	1	WOLTERS KLUWER	COLLOQUE - ACCÈS À L'INFORMATION

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

LIEU	TITRE DE L'ACTIVITÉ	ORGANISME	DATES	NBRE PERSONNES	Coût TOTAL
QUÉBEC	37E ÉDITION DE LA JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC	RÉSEAU ACTION TI	2015-11-10	1	335,00 \$
NICOLET	4E COLLOQUE FRANCPOL SUR LA CYBERCRIMINALITÉ	RÉSEAU INTERNATIONAL FRANCOPHONE DE FORMATION POLICIÈRE	2015-04-08 ET 2015-04-09 A.M.	1	325,00 \$
QUÉBEC	6E COLLOQUE DES DIRIGEANTS DES ORDRES PROFESSIONNELS «GESTION DE RISQUES : MIEUX DÉCIDER POUR MIEUX PROTÉGER LE PUBLIC»	CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC ET COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC	2015-09-02 P.M. AU 2015-09-04 À MIDI	10	5 000,00 \$
QUÉBEC	ART ORATOIRE ET DOSSIERS EMBLÉMATIQUES : PARCOURS SINGULIER DE ME JACQUES LAROCHELLE	BARREAU DE QUÉBEC	2016-02-11 DE 12:15 À 13:45	1	0,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE «LA MODERNISATION DES AUTORISATIONS ENVIRONNEMENTALES : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE PROGRÈS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT»	UNIVERSITÉ LAVAL	2015-10-08	1	25,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE ANNUEL DU FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE	FORUM DES JEUNES DE LA FONCTION PUBLIQUE	2015-05-05	3	150,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC	ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	2015-06-05	1	500,00 \$
QUÉBEC	COLLOQUE EN DROIT DE LA SANTÉ MENTALE	BARREAU DE QUÉBEC	2015-04-17	2	150,00 \$

LIEU	TITRE DE L'ACTIVITÉ	ORGANISME	DATES	NBRE PERSONNES	COÛT TOTAL
EN LIGNE	COMMISSION D'ENQUÊTE ET ENQUÊTE ADMINISTRATIVE : COMPRENDRE LES RÈGLES DU JEU (FORMATION EN LIGNE)	BARREAU DU QUÉBEC	INSCRIPTION EN MARS 2016	1	37,00 \$
QUÉBEC	CONGRÈS 2015 DES RESSOURCES HUMAINES	ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET EN RELATIONS INDUSTRIELLES AGRÉÉS	2015-10-06 ET 2015-10-07	1	825,00 \$
QUÉBEC	CONGRÈS VÉTÉRINAIRE QUÉBÉCOIS 2015	ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION DES TECHNICIENS EN SANTÉ ANIMALE DU QUÉBEC	2015-11-21	1	295,00 \$
QUÉBEC	DÉTERMINATION DU NIVEAU DE COMPLEXITÉ DES EMPLOIS PROFESSIONNELS	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	2015-04-16	1	0,00 \$
QUÉBEC	DÎNER-CONFÉRENCE «L'AMBITION AU FÉMININ»	BARREAU DE QUÉBEC	2016-03-09 DE 11:45 À 13:15	1	0,00 \$
QUÉBEC	DÎNER-CONFÉRENCE «REVUE ANNUELLE DE JURISPRUDENCE EN DROIT ADMINISTRATIF (2014)»	BARREAU DU QUÉBEC EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC	2015-04-09	1	45,00 \$
MONTRÉAL	DROIT DISCIPLINAIRE	L'INSTITUT CANADIEN	2015-06-03	2	1 590,00 \$
QUÉBEC	FORMATION SUR LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE (DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	2016-01-15 A.M.	11	0,00 \$
EN LIGNE	LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE (FORMATION EN LIGNE)	BARREAU DU QUÉBEC	INSCRIPTION EN DÉCEMBRE 2015	8	80,00 \$
QUÉBEC	HORS SÉRIE 2015 POUR ADJOINTES ET SECRÉTAIRES	MANURI FORMATION	2015-04-20	1	495,00 \$
QUÉBEC	INTRODUCTION À LA CONSULTATION EN DROIT AUTOCHTONE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2015-06-09 A.M.	1	0,00 \$
QUÉBEC	JOURNÉE DE FORMATION POUR LES JURISTES DE L'ÉTAT	CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT EN COLLABORATION AVEC LE BARREAU DU QUÉBEC	2015-09-24	10	350,00 \$
QUÉBEC	LA GESTION DES CLIENTS À BESOINS PARTICULIERS DANS UN CONTEXTE D'INSATISFACTION	LE CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	2015-04-16	1	260,00 \$
QUÉBEC	LA LOI SUR LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES ET LES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	MINISTÈRE DE LA JUSTICE (DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES)	2016-03-30 A.M.	2	0,00 \$
EN LIGNE	LA MÉDIATION : POURQUOI ? QUAND ? COMMENT ? ET LES BÉNÉFICES ? (FORMATION EN LIGNE)	BARREAU DU QUÉBEC	INSCRIPTION EN JANVIER 2016	1	78,00 \$
QUÉBEC	LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE - SOMMES-NOUS PRÊTS?	BARREAU DE QUÉBEC	2015-04-24 A.M.	2	0,00 \$
MONTRÉAL	LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DÉONTOLOGIE, DROIT PROFESSIONNEL ET DISCIPLINAIRE	BARREAU DU QUÉBEC	2015-05-01	9	4 474,00 \$
QUÉBEC	LES NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LE SECTEUR DES CONTRATS PUBLICS	BARREAU DU QUÉBEC	2016-02-25 A.M.	1	0,00 \$
QUÉBEC	MÉTHODE DE RÉVISION ET DE CORRECTION DE TEXTES	ACCENT FORMATION	2015-11-25	2	700,00 \$
QUÉBEC	MODÈLE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS	CONTRÔLEUR DES FINANCES	2016-03-30 A.M.	1	0,00 \$
QUÉBEC	NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC : PRINCIPAUX CHANGEMENTS SURVENUS EN 2015	CONTRÔLEUR DES FINANCES	2015-12-15 A.M.	1	0,00 \$
QUÉBEC	OUTLOOK 2010/2013 DÉBUTANT	VERSALYS	2016-03-04	1	0,00 \$
MONTRÉAL	PRINCIPES DE BASE EN MATIÈRE DE FORMULATION DE JUGEMENT (RECONNAISSANCE À LA FORMATION CONTINUE DU BARREAU)	BARREAU DU QUÉBEC	2015-10-05	10	137,00 \$
QUÉBEC	RÉDACTION DE PROCÉDURES EFFICACES	ACCENT FORMATION	2015-12-17	1	350,00 \$

LIEU	TITRE DE L'ACTIVITÉ	ORGANISME	DATES	NBRE PERSONNES	COÛT TOTAL
EN LIGNE	SAGIR 3 : DOTATION EN LIGNE	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2015-10-01	1	0,00 \$
QUÉBEC	SAGIR 3 : OFFRE D'EMPLOI EN AFFECTATION OU EN MUTATION, ADMISSIBILITÉ ET NOMINATION	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2015-10-28	2	0,00 \$
QUÉBEC	SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL	AMBULANCE ST-JEAN	2015-04-15 ET 2015-04-22	5	208,00 \$
MONTRÉAL	COLLOQUE DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DES PROFESSIONNELS 2015	CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC	2015-10-15	6	991,00 \$
QUÉBEC	SÉMINAIRE «LE FONCTIONNEMENT DU PROCESSUS DÉCISIONNEL DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE»	SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS, MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	2015-05-27 A.M.	21	0,00 \$
QUÉBEC	SESSION D'ACCUEIL À L'INTENTION DES NOUVEAUX MEMBRES DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	2015-10-27, 28, 29	9	2 700,00 \$
QUÉBEC	SOUTIEN AU PROJET D'ÉTUDES	UNIVERSITÉ LAVAL	S/D	2	3 433,00 \$
QUÉBEC	TRANSITION OFFICE 2003 À OFFICE 2013	VERSALYS	2015-04-15	7	515,00 \$
QUÉBEC	WORD 2010/2013 INTERMÉDIAIRE	VERSALYS	2016-03-09 ET 2016-03-10	1	220,00 \$
QUÉBEC	WORD 2013 INTERMÉDIAIRE PERSONNALISÉ	VERSALYS	2015-11-06 P.M.	1	250,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
ACTIVITÉ D'INTÉGRATION.	TÉLUQ	1	227,31 \$
CODE DE DÉONTOLOGIE.	BARREAU DU QUEBEC	29	290,00 \$
COLLOQUE: LA CONSOLIDATION DE L'ÉTHIQUE DANS UN CONTEXTE ORGANISATIONNEL DE RESSOURCES LIMITÉES.	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	1	250,00 \$
COLLOQUE: LA LANGUE DES LOIS ET DES JUGEMENTS.	BARREAU DE MONTRÉAL	1	65,23 \$
COLLOQUE: LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'AUTOS (2015).	BARREAU DU QUEBEC	1	250,00 \$
CONFÉRENCE AVANCÉE EN DROIT ADMINISTRATIF ET EN DROIT DISCIPLINAIRE.	L'INSTITUT CANADIEN	4	2 380,00 \$
CONFÉRENCE LEGAL.IT 2016.	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	2	678,40 \$
CONFÉRENCE PORTANT SUR LES TRANSFERTS INTERHOSPITALIERS SELON LA PERSPECTIVE D'UN HÔPITAL ULTRA SPÉCIALISÉ.	MILLAUD, FRÉDÉRIC DR	41	500,00 \$
CONFÉRENCE PORTANT SUR L'INTERPRÉTATION DES LOIS.	BERNATCHEZ STÉPHANE	108	500,00 \$
CONGRÈS: METTRE EN PRATIQUE L'ACCÈS À LA JUSTICE.	CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	1	1 180,00 \$
CONGRÈS: REGARDS 360°.	BARREAU DU QUEBEC	1	845,00 \$
DÉLINQUANCE SEXUELLE JUVÉNILE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
DÉLINQUANCE SEXUELLE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET GESTION DES ORGANISATIONS.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
DIAGNOSTIC ET CONDUITE DU CHANGEMENT ORGANISATIONNEL	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
ÉVÈNEMENT ANNUEL DE L'ASIQ: LE CARREFOUR DE L'INDUSTRIE DE LA SÉCURITÉ.	COLLOQUE QUÉBÉCOIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	2	1 035,00 \$
ÉVÈNEMENT JIQ - L'ÉVÈNEMENT TI (QC151110).	RÉSEAU ACTION TI, QUÉBEC	3	855,00 \$
EXÉCUTER LES TESTS LOGICIELS : LES BONNES PRATIQUES.	ÉTS-FORMATION	1	857,00 \$
FONDEMENTS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
FORMATION SUR COLIS I - SAGIR.	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	250,00 \$

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
GRAMMAIRE DU FRANÇAIS ÉCRIT.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
HISTOIRE DES SAVOIRS EN CRIMINOLOGIE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
INTRODUCTION À LA PSYCHOLOGIE (HISTOIRE ET MÉTHODES).	TÉLUQ	1	227,31 \$
JOURNÉE PROFESSIONNELLE EN ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.	ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	2	798,00 \$
LA COMMUNICATION PUBLIQUE ET SES PRATIQUES.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
LE SYNDROME DOULOUREUX RÉGIONAL COMPLEXE.	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	7	200,00 \$
LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE : 25 ANS D'EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ.	BARREAU DU QUEBEC	1	481,00 \$
LES CINQ CHAPEAUX DU GESTIONNAIRE.	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	3	750,00 \$
LES LÉSIONS DU GENOU.	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	7	200,00 \$
MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE AUX RELATIONS INDUSTRIELLES I.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL: ORGANISATION ET GESTION.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	229,35 \$
SESSION D'ACCUEILS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	2	767,20 \$
SESSION DE PLANIFICATION DE LA RETRAITE.	CEGEP MARIE-VICTORIN	1	250,00 \$
SESSION DE PLANIFICATION DE LA RETRAITE.	COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE	1	250,00 \$
TABLEAUX DE BORD ET INDICATEURS DES PROJETS TI.	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	2	590,00 \$

P.3 SOMMES DÉPENSÉES EN 2015-2016 (ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	4 866 200,00 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	23 264 300,00 \$
PROJETS	15 023 000,00 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	43 153 500,00 \$

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2015-2016.
NOTE : LES DONNÉES DU MINISTÈRE INCLUENT LA CJA, LE FAJ AINSI QUE LE FAVAC.

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	78 091,00 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	172 351,00 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS	2 130 942,00 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL)
▪ INTERNE	25 000,00 \$ (SERVICES INTERNES MJQ)
▪ EXTERNE	20 843,00 \$ (CSPQ)
▪ CSPQ	4 672 319,00 \$ (SERVICES EXTERNES)
TOTAL	7 099 546,00 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES

FONDS RELATIFS AUX CONTRATS PUBLICS*

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	7 603,51\$
MATÉRIEL	15 686,41\$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	264 851,77\$
▪ CSPQ	
TOTAL	288 141,69\$

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
INCLUS DANS LES DONNÉES DU MINISTÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	135 000,00 \$
MATÉRIEL	71 000,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0,00 \$
▪ EXTERNE	82 000,00 \$
▪ CSPQ	100 000,00 \$
TOTAL	388 000,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	42 527,00 \$
MATÉRIEL	24 472,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	13 422,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	80 421,00 \$

NOTE : DONNÉES DE LA CSJ SEULEMENT EXCLUANT LES SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU DANS LE CADRE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE. (VOIR DÉTAIL DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE À LA QUESTION P.23)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	9 255,00 \$
MATÉRIEL	158 119,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	4 872 770,00 \$
▪ EXTERNE	83 564,00 \$
▪ CSPQ	0,00 \$
TOTAL	5 123 708,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	1 522,13 \$
TOTAL	1 522,13 \$

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	57 867,20 \$
MATÉRIEL	94 523,64 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	0,00
▪ INTERNE	36 160,00 \$
▪ EXTERNE	0,00 \$
▪ CSPQ	
TOTAL	188 550,84

NOTE : DÉPENSES AU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET AU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	70 000,00 \$
MATÉRIEL	118 500,00 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	383 100,00 \$
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	
TOTAL	571 600,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2015-2016
LOGICIELS	900,00 \$
MATÉRIEL	110 641,06 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	335 000,00 \$
▪ EXTERNE	225 283,78 \$
▪ CSPQ	240 954,33 \$
TOTAL	912 779,17 \$

P.4 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2015-2016, en indiquant pour chacun :

- A. Son mandat;
- B. La liste des membres;
- C. Le budget dépensé;
- Le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- E. Les résultats atteints.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Table des sous-ministres dédiée à la lutte contre l'intimidation	La coordination et le suivi des travaux visant l'élaboration des orientations et mesures gouvernementales pour contrer l'intimidation	Nathalie Drouin		Le plan d'action a été rendu public.
Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Assurer la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et d'agression sexuelle.	Nathalie Drouin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Sagjjuq (Vent qui tourne)	Le Bureau de gouvernance présidé par la ministre déléguée aux Services sociaux et une représentante des principales instances du milieu inuit regroupe le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice, le ministère de la Sécurité publique, le Secrétariat aux affaires autochtones de même que des représentants de la Société Makivik et l'Administration régionale Kativik. Ce projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Le projet prévoit également une Table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	Nathalie Drouin Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent
Comité directeur du plan nord	la table de pilotage regroupe des représentants de plusieurs ministères et a pour mandat d'encadrer les travaux de la table des partenaires en vue de l'élaboration d'un plan d'action pour le développement économique du nord québécois et prenant en compte les problématiques et les enjeux sociaux.	Nathalie Drouin Jacques Prigent	N/A	Une rencontre a été tenue.
Table des secrétaires généraux	Échanges sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Yan Paquette	N/A	N/A
Comité interministériel des responsables de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels	Examiner toutes les questions relatives à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.	Yan Paquette Martine Thibault	N/A	N/A

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité de suivi interministériel de lutte contre l'homophobie	Veiller à la mise en œuvre de chacune des mesures du plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie.	Roger Noël	N/A	Le plan d'action a été reconduit pour l'année 2016-2017 et nous travaillons à l'élaboration du bilan du plan d'action.
Réseau des répondants ministériels sur l'allègement réglementaire	Assurer le suivi des mesures gouvernementales d'allègement réglementaire et administratif	Michel Paquette	N/A	N/A
Comité interministériel pour une révision en profondeur de l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Ce comité a pour mandat de doter le Québec d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	Renée Madore Marie Trahan	N/A	La stratégie d'action en matière d'immigration, de participation de d'inclusion 2016-2021 a été rendue publique le 7 mars 2016.
Groupe de travail sur les transports actifs, collectifs et alternatifs	Groupe de travail de la Table québécoise de la sécurité routière qui se penche sur la sécurité des cyclistes et envisage de proposer des amendements au Code de la Sécurité routière et dont le rôle est d'apporter un éclairage pour les problèmes de nature juridique.	Marie Trahan		Les travaux sont en cours. Une rencontre s'est tenue le 24 mars 2015.
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Le ministère de la Justice est représenté sur ce Comité qui relève du ministère de la Sécurité publique. Ce comité a pour mandat, notamment, de coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, de favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et d'assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Christian Veillette	N/A	Une réunion s'est tenue au cours de l'exercice financier 2015-2016.
Table interministérielle en itinérance	Cette Table regroupe des représentants de divers ministères. Après avoir eu le mandat d'élaborer, puis d'assurer le suivi du Plan d'action interministériel en itinérance 2010-2013, elle est maintenant chargée de l'élaboration d'une politique en itinérance et d'un nouveau Plan d'action interministériel en itinérance 2014-2019.	Renée Madore Pierre nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent dans le cadre de la Politique nationale de lutte à l'itinérance (février 2014) et du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (décembre 2014).
Comité accompagnement justice-itinérance	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, de la Cour municipale de la Ville de Montréal, du MSP, de la CDPDJ, du SPVM, du CIUSSS-CENTRE-EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTREAL et du RAPSIM.	Pierre Nadeau	N/A	Mis sur pied à l'automne 2007 sous le nom de « Comité sur les alternatives à l'incarcération », ce comité s'est chargé de l'adaptation au milieu de l'itinérance des travaux communautaires compensatoires et d'initier à la Cour municipale de Mtl le programme de procureur et percepteur désignés (PAJIC et PAPSJ). Les travaux se poursuivent.
Comités régionaux en itinérance	Des comités régionaux ont été mis sur pied par le MSSS, sous la responsabilité du centre intégré de santé et de services sociaux, pour coordonner les actions en itinérance à Québec, Montréal, Trois-Rivières, GatineauLaval et Sherbrooke.	Marie Trahan Amélie Couture-Roy Pierre Nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent dans les comités régionaux.
Comité pilote protocole d'entente MSSS/MSP Région de la Capitale nationale	Ce comité constitue une table de concertation régionale intersectorielle sur tous les aspects de « justice et santé mentale ».	Pierre Nadeau	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité national sur le crime organisé (CENCO)	Coordonner les actions du gouvernement en matière de lutte au crime organisé.	Hélène Mathieu	N/A	Les travaux se poursuivent sur les gangs de rue.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité provincial du programme de traitement de la toxicomanie	Ce comité est composé de représentants de la Cour du Québec ainsi que des ministères de la Justice, de la Sécurité publique, de la Santé et des Services sociaux, de l'emploi et de la Solidarité sociale de même que du DPCP et d'avocats de la défense. Il a pour mandat de voir à l'élaboration et au déploiement dans l'ensemble de la province du PTTCO.	Myriam Cantin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité opérationnel du programme de traitement de la toxicomanie PTTCO-MTL	Ce comité, composé de l'Association des intervenants en toxicomanie du Québec, CCJM et des avocats de la défense, CQ, DPCP, MSP, de même que des représentants de la Santé (CRDM-IU), a pour mandat de veiller à la coordination et au bon fonctionnement des opérations quotidiennes du PTTCO du programme de Montréal.	Myriam Cantin	N/A	Le comité se réunit une fois par mois environ et les travaux se poursuivent. Un sous-comité a vu le jour tout dernièrement pour l'élaboration de la phase 2 (personnes en liberté).
Sous-comité responsable du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale – volet autochtone	Le sous-comité interministériel, présidé par le MJQ, a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au Plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Jade Cabana	N/A	Le nouveau plan d'action 2012-2017 a été lancé le 6 décembre 2012. Le sous-comité veille à la mise en oeuvre des 35 mesures du volet autochtone de ce plan d'action. Les membres se sont rencontrés à quelques reprises depuis la mise en oeuvre du plan d'action afin d'échanger sur les différentes initiatives en cours au Québec selon leur champ d'activités et créer des partenariats lorsque pertinents.
Sous-comité de travail responsable du suivi du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles – volet autochtone	Le sous-comité a pour objectif de faire le suivi des mesures prévues au plan d'action gouvernemental visant le milieu autochtone.	Marie-Ève Thériault Jade cabana	N/A	Le sous-comité a poursuivi ses travaux en vue d'élaborer la prochaine stratégie d'action en matière d'agressions/violences sexuelles.
Comité consultatif Cri-Québec sur la Justice	Le comité a pour mandat d'identifier les besoins et de faire les recommandations quant aux priorités et stratégies en matière d'administration de la justice en milieu cri. Il est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, du Secrétariat aux affaires autochtones, du Gouvernement de la nation crte et du Grand conseil des Cris.	Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe de travail sur la justice au Nunavik	Le groupe de travail a pour objectif d'analyser l'état de l'administration de la justice au Nunavik et de proposer des actions en vue d'améliorer son accès et d'offrir des services répondant davantage aux besoins des Inuits. Ce groupe de travail est composé de représentants des ministères de la Justice et de la Sécurité publique, de même que de la Société Makivik et de l'Administration régionale Kativik.	Jacques Prigent	N/A	Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Forum sociojudiciaire autochtone	Structure ayant pour mandat de mettre de l'avant, en collaboration avec certains ministères et intervenants judiciaires, des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices. Un Comité directeur composé des sous-ministres et des représentants du MJQ, MSP du MSSS et du SAA fait le suivi des travaux du Forum.	France Lynch Renée Madore Jacques Prigent Chantal Couturier Marie-Eve Thériault	N/A	Trois rencontres du Forum ont eu lieu rendant l'exercice 2015-2016. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle	Ce comité est présidé par le secrétariat à la condition féminine et le ministre de la sécurité publique. Il a pour mandat de proposer des actions au gouvernement en vue de prévenir l'exploitation sexuelle (hypersexualisation, prostitution, traite de femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et de venir en aide aux personnes qui veulent quitter le milieu de la prostitution).	Ann-Marie Hébert Caron Jade Cabana	N/A	Les travaux se poursuivent en vue de la stratégie sur la violence sexuelle
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle	Le mandat de ce comité interministériel concerne la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale; Prévenir, dépister, contrer et des Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle ainsi que des plans d'action s'y rattachant.	Ann-Marie Hébert Caron Jade Cabana	N/A	En matière d'agression sexuelle : En novembre 2014, la ministre de la Justice a rendu public le rapport sur la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle. Une stratégie gouvernementale visant à prévenir et contrer les violences sexuelles est en cours d'élaboration. Celle-ci intégrerait les problématiques de l'agression sexuelle et de l'exploitation sexuelle.
Groupe de recherche et d'analyse sur le traitement judiciaire de la violence conjugale	Analyser la question et dégager des pistes de solution	Dominique Maléza Rosgarys Mercado		Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures 78 et 92 du plan d'action en violence conjugale.
Comité intersectoriel sur l'application de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques respectives ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Audrey Turnel	N/A	Une rencontre sera planifiée au printemps 2016 pour faire le point sur les travaux des sous-comités.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Sous-comité intersectoriel sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le cadre et conditions d'application des mesures extrajudiciaires par les policiers.	Marie Trahan	N/A	En 2015, deux rencontres se sont tenues à l'École Nationale de police du Québec.
Sous-comité intersectoriel sur les sanctions extrajudiciaires en vertu de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Revoir le Programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	Marie Trahan	N/A	Depuis le début des travaux en octobre 2013, neuf rencontres ont eu lieu et les travaux se poursuivent.
Sous-comité interministériel sur le Registre de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	Marie Trahan Naomi Ayotte Christine Lavoie Gabriel Tremblay-Parent	N/A	Les travaux avancent bien. Les partenaires ont convenus d'une entente de principe en 2015 et l'entente devrait être signée en 2016.
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Mise sur pied en septembre 1995 par l'Association des cadres scolaires du Québec (ASCQ), la Table est la réponse à l'une des recommandations émises par le comité organisateur du colloque « Agir ensemble contre la violence chez les jeunes » organisé par l'ASCQ. Son mandat est de sensibiliser la population et de mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou à la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Marie Trahan	N/A	Les travaux de la Table en 2015 lors des cinq rencontres portaient sur l'intervention policière en milieu scolaire et sur les problématiques d'intimidation et l'arrimage qu'il faut faire entre le milieu scolaire et les policiers et les PPCP à cet effet.
Comité interministériel de concertation sur la violence à l'école	Favoriser la cohérence, l'intégration et la complémentarité des actions nationales en ce qui a trait à la prévention et au traitement de la violence.	Marie Trahan	N/A	Ces travaux se sont faits en lien avec les travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire.
Comité interministériel du jeu en territoire autochtone	Un groupe de travail interministériel dirigé par le MSP examine la question du jeu notamment en territoire autochtone en vue de proposer des recommandations au gouvernement du Québec. Ce travail s'inscrit dans le cadre de la participation du Québec au groupe de travail FPT sur le jeu qui examine les modifications législatives qui pourraient être proposées au Code criminel. Ce groupe de travail avait suspendu ses travaux.	Hélène Mathieu Patrick Gingras	N/A	Le comité a tenu des conférences téléphoniques sur les changements proposés par le groupe de travail FPT sur le jeu. Les travaux se poursuivent toujours.
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au réseau scolaire	Favoriser une meilleure compréhension du système de justice par les jeunes en participant à ce comité interministériel dont le mandat comporte deux volets : favoriser l'harmonisation entre les documents et programmes de différentes provenances et faciliter l'accès des écoles à ces documents.	Marie Trahan	N/A	Nous avons assisté à la rencontre du 4 novembre 2015.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au Plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Audrey Turnel Rosgarys Mercado	N/A	Les travaux se poursuivent. La formation des partenaires au sujet du PL 180 se fait maintenant dans toute la province. Plus de 55 formations dans 12 régions du Québec ont été dispensées depuis le lancement du Plan d'action. De plus, l'entente sociojudiciaire sur les formes criminelles de maltraitance envers les personnes âgées est en projet pilote depuis avril 2014 dans la région de la Mauricie-Centre du Québec. Participation à l'élaboration des rapports. Suite à ce projet, ce comité a entamé des travaux visant l'implantation d'une entente nationale.
Comité d'implantation stratégique pour le Plan d'action maltraitance envers les personnes aînées des communautés culturelles	S'assurer que les mesures du plan d'action soient applicables pour les aînés des communautés culturelles.	Rosgarys Mercado	N/A	Les travaux des poursuivent.
Comité Plan d'action régional pour contrer la violence envers les aînés	En collaboration avec le CIUSSS-CAPITALE NATIONALE, assister et participer à la mise en place de mesures concrètes de protection pour les aînés.	Rosgarys Mercado	N/A	En plus des rencontres mensuelles, nous collaborons à la résolution de problèmes liés à l'échange de renseignements confidentiels et au secret professionnel.
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	André Couture	N/A	Le comité tient huit rencontres par année. Il élabore notamment un nouveau cadre de référence sur l'action communautaire.
Comité des pratiques policières	Comité présidé par le ministère de la Sécurité publique qui veille à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier. Le représentant du ministère de la Justice conseille le comité sur les aspects juridiques.	Christian Veillette	N/A	Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité a mis à jour et élaboré un certain nombre de pratiques policières. Il s'est réuni à quatre reprises.
Comité de coordination – projet-pilote de cinémomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Assurer la coordination ministérielle de ce dossier par rapport aux responsabilités qui relèvent du ministère de la Justice.	Marie-Andrée Allard Amélie Couture-Roy Isabelle Desroches Sabrina Grand Marie-Josée Houle Marc Lahaie Pierre Nadeau Jacques Vachon Julie Massé	N/A	Les travaux se poursuivent. Une 2 ^e phase de déploiement des appareils est en cours pour porter ceux-ci à environ 50 en 2016-2017.
Comité sur les frais de garde des biens saisis	Nouveau comité chargé de rationaliser les frais de garde d'exhibits et de déterminer qui doit payer ces frais.	Christian Veillette Lorie Papin Nancy Sylvestre Isabelle Gagné	N/A	Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à six reprises. Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité tripartite sur les impacts des décisions du tribunal sur la gestion des personnes incarcérées	Mettre en œuvre les recommandations et les constatations qui ont été formulées par Me Michel Bouchard le 29 août 2014 dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'Établissement de détention de Québec le 7uin 2014	Melissa-Ann McFarland Pierre Goulet Christian Veillette Marilyn Thibault Julie Dufour		Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à deux reprises. Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur les détentions issues d'erreurs administratives	Proposer un modèle d'indemnisation administratif au bénéfice des personnes détenues à la suite d'erreurs administratives commises par le personnel des greffes ou des services correctionnels.	Christian Veillette Cristina Isabel Gamboa Luna Méltia Boucher Caroline Landry		Au cours de l'exercice financier 2015-2016, le comité s'est réuni à une reprise. Les travaux se poursuivent.
Comité de suivi sur l'implantation de la médiation familiale	Institué en mai 1998, ce comité est chargé de vérifier le degré d'atteinte des objectifs qui sont à la base de la <i>Loi instituant au Code de procédure civile la médiation préalable en matière familiale et modifiant d'autres dispositions de ce code</i> . Le comité doit, notamment, évaluer les services dispensés aux plans qualitatif et quantitatif, les résultats obtenus entre la médiation et le processus judiciaire, et l'appréciation des services par la clientèle.	Marie-Hélène Filteau Annie Gauthier Ann-Marie Hébert-Caron	N/A	Des modifications ont fait partie de la réforme du CPC adoptée en février 2014 et en vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2016. Des modifications au règlement sur la médiation familiale ont été apportées et sont en vigueur depuis le 10 mars 2016.
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ce comité a pour mandat, notamment, d'assurer le suivi du plan de travail 2013-2015 afin d'améliorer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau	N/A	Les travaux se poursuivent. Le comité interministériel a ciblé des actions prioritaires à mettre en oeuvre afin de réaliser le plan de travail 2013-2015. Ce plan a été reconduit jusqu'en 2017.
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Ce groupe de travail, formé de représentants du MJQ, du MRI et de Revenu Québec, étudie la <i>Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille</i> , vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en oeuvre.	France Rémillard Frédérique Sabourin Sarah Juneau Observateur : Vincent-W. Roy	N/A	Le groupe s'est réuni mensuellement entre octobre 2011 et mai 2015; depuis, il se rencontre environ tous les 3 mois. L'analyse de conformité de la Convention avec le droit civil québécois est complétée. Deux sous-groupes ont été créés : l'un sur l'accès effectif aux procédures, l'autre pour évaluer les coûts de la mise en oeuvre de la Convention

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Forum Justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Amélie Couture-Roy Renée Madore Pierre Nadeau	N/A	Six réunions ont été tenues depuis la mise sur pied du Forum en mars 2012 conduisant, notamment, à la préparation d'une stratégie nationale de concertation en justice et santé mentale. Une nouvelle version a été préparée en vue d'une 7 ^e réunion devant se tenir au début de l'exercice 2016-2017.
Comité Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel) (PMR)	Conception et mise en oeuvre d'un PMR en collaboration avec le DPCP, MSP, MSSS et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Audrey Turmel Marie Trahan Hélène Mathieu Marie-Ève Thériault	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité sur l'introduction des mesures de rechange au Code de procédure pénale	Proposition d'amendements au CPP en collaboration avec le DPCP, MSP et cours municipales de Montréal et Québec.	Pierre Nadeau Amélie Couture-Roy Marie Trahan Audrey Turmel Hélène Mathieu	N/A	Les travaux entrepris en décembre 2013 se poursuivent.
Comité de travail sur l'application de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i>	Depuis l'entrée en vigueur des modifications à la LPJ, différents rapports, avis ou commentaires sur l'application de la LPJ ont été soumis au gouvernement du Québec. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le ministère de la Justice du Québec (MJQ) considèrent qu'il y a lieu d'examiner les recommandations formulées et de se pencher sur les solutions à mettre de l'avant.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Magdalena Kawinska remplacée par Emmanuelle Savois-LeBlanc Johanne Destrempe	N/A	Un avis final du comité sur la recommandation du CSF de réviser la LPJ a été déposé aux ministres en mars 2015. Le mémoire et les documents afférents au projet de loi modifiant la Loi sur la protection de la Jeunesse ont été signés par les trois ministres et ont été transmis au Conseil exécutif. Les travaux se poursuivent.
Comité sur la concordance <i>Code de procédure civile</i> et <i>Loi sur la protection de la Jeunesse</i>	Ce comité a été formé pour s'assurer de l'arrimage entre le nouveau <i>Code de procédure civile</i> et la procédure en protection de la Jeunesse.	Audrey Turmel Marie Trahan Amélie Gagnon Johanne Destrempe Magdalena Kawinska remplacée par Emmanuelle Savois-LeBlanc	N/A	Un avis final du comité sur la recommandation du CSF de réviser la LPJ a été déposé aux ministres en mars 2015. Les travaux se poursuivent.
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	Ce comité a pour mandat de s'assurer de l'implantation de l'entente multisectorielle et de sa mise en place régionale. Il veille également à la mise à jour de l'entente.	Dominique Maléza	N/A	Les travaux sont en cours à raison d'une rencontre par mois.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe de travail interministériel sur les tarifs	Ce groupe de travail a été mis sur pied afin d'étudier les enjeux liés à la cohérence et à l'équité des tarifs et les modalités d'indemnisation des régimes publics. Le Groupe de travail interministériel doit analyser la faisabilité d'harmoniser la tarification et expliquer les écarts entre les régimes d'indemnisation.	Audrey Turnel	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité interministériel sur la prestation spéciale pour frais de séjour en toxicomanie dans le cadre de l'aide financière de dernier recours	Assurer le suivi de la clientèle nécessitant des besoins spéciaux.	Myriam Cantin	N/A	Les travaux se poursuivent.
Comité de travail sur l'assurance de frais funéraires	Ce comité a pour mandat la mise en œuvre des dispositions sur la vente de frais funéraires.	Renée Madore Dominique Maléza	N/A	Les travaux se poursuivent.
Groupe interministériel sur la Convention de 1996 sur la protection des enfants	Ce groupe interministériel étudie la Convention, élabore des scénarios opérationnels, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois, étudie l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élabore des propositions de mise en œuvre.	Frédérique Sabourin France Rémillard Sylvie Scherrer Marie-Claude Parent	N/A	Le comité interministériel ne s'est pas réuni en 2015-2016. Seul un sous-comité de travail s'est réuni à quelques reprises durant cette période.
Groupe consultatif sur le droit international privé	Désignée par le sous-ministre de la Justice pour représenter le Québec au sein de ce groupe de travail créé en 1973 par le ministère fédéral de la Justice, il s'agit de conseiller ce ministère sur les questions concernant le développement des conventions internationales de droit international privé présentant un intérêt pour le Québec.	Frédérique Sabourin	N/A	Une rencontre de deux jours a lieu au printemps à Ottawa et une conférence téléphonique à l'automne.
Comité de travail sur les ordonnances de soins	Ce comité regroupe des représentants du MJQ, du IMSS, de l'Aide juridique. Ils ont comme mandat d'analyser les ordonnances de soins.	Dominique Maléza Marie Trahan		Les travaux sont en cours.
Comité d'évaluation et de suivi du programme à la Cour municipale de la Ville de Montréal d'intervention multidisciplinaire pour les contrevenants souffrant de troubles mentaux (PAJ-SM) anciennement Tribunal de la santé mentale	Ce comité regroupe des représentants de la Ville de Montréal, des ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux ainsi que d'organisations qui s'intéressent aux problèmes de santé mentale.	Pierre Nadeau		Le projet-pilote, d'une durée de trois ans, a été lancé en mai 2008. La période du «projet-pilote» étant terminée, le nombre de réunions du comité a été réduit à deux pour l'exercice 2012-2013 et à un pour 2013-2014. Dix-neuf réunions au total ont été tenues jusqu'à maintenant.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi de la mise en oeuvre du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 « Ensemble contre l'intimidation, une responsabilité partagée » Assurer la coordination des mesures communes ou transversales en tenant compte des besoins et des réalités des différents ministères et organismes Veiller à la cohérence des actions en matière d'intimidation en collaboration avec les organismes gouvernementaux et les partenaires <p>Rendre compte de la mise en oeuvre des engagements du plan d'action</p>	Rosgarys Mercado		<p>Tout au long de l'année : Mise en oeuvre.</p> <p>12 janvier 2016 : Table des sous-ministres.</p> <p>20 janvier 2016 : Comité interministériel</p>
Comité sur les caméras corporelles	Comité chargé de l'évaluation des aspects techniques et juridiques liés au port de caméras corporelles par les policiers.	Christian Veillette Dominique A. Jobin Jean-Vincent Lacroix Isabelle Gagné		Un rapport préliminaire a été produit à l'automne. Les travaux se poursuivent.
Comité de liaison MJQ/DPCP	Comité dont le mandat général consiste à assurer le traitement des dossiers soulevant des questions juridiques d'intérêt commun.	Renée Madore Audrey Turmel Christian Veillette Alain Loubier Normand Lavoie		Une réunion a été tenue au cours de l'exercice financier 2015-2016.
Comité interministériel sur la légalisation de la possession simple de marijuana aux fins de consommation personnelle	Le mandat du Comité consiste à définir une position québécoise en matière de légalisation de marijuana (prohibition, décriminalisation ou légalisation).	Hélène Mathieu Robert-E. Deschênes	Il n'y a pas de budgets spécifiques pour ce comité interministériel. Les frais de déplacement sont assumés par chacun des ministères.	Mise en place en août 2015, le Comité s'est réuni les 20 août, 17 septembre, 8 octobre, 23 octobre, et 4 décembre 2015, ainsi que les 16 janvier, 4 février et 15 février 2016.
Comité interministériel pour l'adaptation des services offerts aux personnes handicapées en contact avec le système de justice québécois (appellation provisoire)	Ce comité regroupe des représentants de l'OPHQ, du MSSS, du MSP, du DPCP, du Curateur public, de la CDPDJ, dans le but de faciliter l'adaptation du système de justice aux particularités des personnes présentant des problèmes de déficience intellectuelle, de troubles envahissants du développement et de santé mentale.	Pierre Nadeau		Ce comité est appelé à se fusionner au Forum Justice et Santé mentale.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Sous-comité sur la révision de l'entente multisectorielle	En collaboratoïn avec le MSSS, le MELs, le MSP et le DPQP.	Dominique Maléza		Les travaux sont en cours.
Groupe de travail sur la révision de l'Entente multisectorielle en regard de la confidentialité et de l'accès aux renseignements	En collaboration avec le MSSS, le MELs, le MSP et le DPQP.	Dominique Maléza		Les travaux en cours nécessitent plusieurs rencontres de consultation auprès des partenaires de l'Entente multisectorielle.
Groupe de travail sur la mise à jour de l'entente multisectorielle au regard de la LPJ	A la responsabilité de recommander au CRNEM les changements nécessaires pour assurer la concordance de l'Entente multisectorielle aux modifications apportées à la LPJ.	Dominique Maléza		Les travaux sont en cours.
Comité sur la pédiatrie sociale	Bien que la responsabilité du financement ait été confiée au Ministère de la Famille, les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice et de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont interpellés dans le déploiement de la pédiatrie sociale en communauté, notamment au regard de l'apport de ressources du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers et travailleurs sociaux) et du milieu juridique, et de l'arrimage à assurer entre le milieu scolaire et les centres.	Audrey Turnel Marie Trahan	Le ministère de la Famille coordonne les travaux	Plusieurs rencontres ont eu lieu en 2015, notamment pour conclure le cadre de partenariat. Les rencontres de poursuiivent afin d'en arriver à une entente de partenariat avec la fondation du Dr Julien.
	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Cette table supervise également la réalisation d'une recherche/évaluation sur l'accessibilité et la continuité des services offerts en milieu urbain pour la population autochtone en matière de santé, de service sociaux et de justice.			
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones		Marie-Ève Thériault		Les travaux de cette table ont débutés en décembre 2015.
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 «La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble».	Ce comité interministériel réunit les représentants de tous les ministères et organismes responsables d'une mesure dans le Plan d'action gouvernemental 2015-2018, afin de permettre la coordination des mesures qui y figurent. Le secrétariat est assumé par le ministère de l'Immigration de la diversité et de l'inclusion.	Audrey Turnel Marie Trahan		Le plan d'action gouvernemental 2015-2018 «La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble» a été déposé en juin 2015. Plusieurs rencontres se sont tenues en 2015. Les travaux se poursuivent notamment quant à la mise en oeuvre des mesures.
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale (CNESS) et le Sous-comité assujettissement /détachement (SCAD)	Négociation des ententes en matière de sécurité sociale et coordination des actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement	Julien Frenette	N/A	Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtone. Assurer un suivi de la réalisation des expertises	Francis Demers Stéphane Marsolais Jennifer Tremblay François Girard	N/A	Le comité se réunit une fois par mois.
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Convention du CIRDI	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États avec le gouvernement fédéral et les provinces en veillant au respect des compétences constitutionnelles des gouvernements.	Nathalie Latulippe Frédérique Sabourin Pascale Brière	N/A	Les travaux avec le gouvernement fédéral et les provinces sont terminés. Il reste à assurer la mise en œuvre au Québec de la Convention du CIRDI. Ces travaux sont en cours.
Groupe de travail et de concertation des M/O en matière juridico-technologique	Ce groupe de travail vise la circulation de l'information ainsi que le perfectionnement et le transfert de connaissances concernant le droit des TI.	Lise Cadoret Marylène Gallien Caroline Doucet Patrick Gingras Stéphanie Gauvin et Myriam Cyr Yann Duguay	S. O.	Une rencontre en 2014-2015. Sujets abordés : présentation de la nouvelle Directive sur les services de certification offerts par le gouvernement du Québec, présentation du nouveau cadre de gouvernance relatif à la sécurité de l'information, vérifications demandées par les fournisseurs de logiciels quant aux licences d'utilisation, discussion sur les principales clauses à prévoir dans un contrat d'infonuagique.
Comité interministériel sur la diversité des expressions culturelles	Participer au processus de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles	Nathalie Latulippe	N/A	Plusieurs réunions sont organisées annuellement par le ministère de la Culture et des Communications, qui dirige le Comité, notamment en vue de préparer les réunions annuelles du Comité intergouvernemental et les réunions biennales de la Conférence des Parties.
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone (GIS)	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême	Sophie Lépine Zaruba Geneviève Verreault-Tremblay	N/A	Mise en œuvre du guide intérimaire de consultation auprès des communautés autochtones et élaboration ou mise à jour de différents outils d'aide à la décision. Les travaux se poursuivent.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe de travail Justice-MRN sur la révision des mécanismes de publicité foncière	Analyser les demandes d'éventuelles modifications législatives et réglementaires principalement en matière de publicité foncière formulées par la Chambre des notaires du Québec et la Direction générale du Registre foncier. Produire un rapport formulant les recommandations du groupe de travail en vue d'une consultation des principaux intervenants en ce domaine.	France Fradette Alain Archambault Stéphanie Cashman-Pelletier Marie-Josée Pelchat Chantal Pouliot Christian Caron Martine Michaud Yann Duguay Josée Lalancette remplacée par Stéphanie Neveu Ghislaine Montpetit	N/A	Les travaux se poursuivent.
Table de concertation en matière pénale	Favoriser la concertation entre les membres sur différents sujets en matière de justice, notamment en ce qui a trait à l'évolution du traitement des dossiers en matière pénale. Poursuivre le suivi des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale pour les régions les plus à risque.	Andrée Blanchet Marius Lupu Paul Charbonneau Jacques Vachon Géatán Rancourt Nathalie Dionne	N/A	Les travaux se poursuivent. Ces rencontres visent à favoriser les échanges entre les intervenants en ce qui a trait à l'amélioration du traitement des dossiers en matière pénale. Cette table est coordonnée par la Direction générale des services de justice. Les participants ont exprimé le souhait d'assurer un suivi de l'évolution de la situation à l'aide des indicateurs relatifs aux audiences en matière pénale. Au fil des rencontres, les participants ont convenu de rechercher des solutions à court ou moyen terme afin d'améliorer le traitement de ces dossiers.
Comité provincial de liaison avec le MSP	Favoriser les échanges entre les ministères concernés afin de trouver des solutions concertées aux problématiques soulevées par les deux organisations.	Andrée Blanchet Caroline Landry	N/A	Les travaux se poursuivent.
Table centrale de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt provincial. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	France Lynch Chantal Couturier Andrée Blanchet Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	N/A	Travaux en continu.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Annie Turcotte	N/A	Travaux en continu.
Comité consultatif sur les règles d'encadrement du lobbyisme	Contribuer à l'évolution des règles d'encadrement du lobbyisme, y compris les questions relatives au Registre des lobbyistes.	Suzanne Potvin Plamondon Céline Héту Isabelle Gasse	N/A	Suivi sur le projet de modification réglementaire abrogeant les articles sur l'authentification afin de permettre l'ajout d'un mode alternatif d'authentification; Mise au point sur la possibilité de publier la modification d'un mandat pendant la période de renouvellement d'une déclaration; Présentations : <ul style="list-style-type: none"> o tableau sur les délais d'inscription au registre des lobbyistes préparé par le commissaire; o composantes du système d'éthique gouvernemental; o services offerts par le bureau du Commissaire et par la conservatrice; Observations et suggestions.
Comités régionaux de liaison avec le MSP.	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs des palais de justice	N/A	Travaux en continu.
Comité directeur – rehaussement et modernisation des équipements de sécurité au palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Mélanie Coderre Marie-Claude Parent Carole Picard Christian G. Sirois Donald Tremblay Annie Turcotte	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Comité directeur Palais de Justice de Rimouski	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Marie-Claude Parent Chantal Couturier Viateur Cyr Donald Tremblay	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur Édifice L.-P.-Pigeon	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	Andrée Blanchet Marie-Claude Parent Donald Tremblay	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
Comité directeur 85, de Martigny - Construction d'un nouvel édifice gouvernemental	Faire le point sur les travaux – prendre les orientations requises aux moments opportuns	France Lynch Lucie Giguère Marie-Claude Parent Christian G. Sirolis Donald Tremblay	N/A	Revue de projet Rencontres périodiques jusqu'à la fin du projet
SCG : Comité de gouvernance sur l'authentification gouvernementale	Les travaux visent à orienter l'évolution des solutions d'identification et d'authentification électronique utilisées par les organismes publics visés par la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, par les réseaux ainsi que par certaines entreprises du gouvernement.	Suzanne Potvin Plamondon	N/A	Travaux en cours
Table des responsables organisationnels de la sécurité de l'information	Exerce un rôle conseil auprès du dirigeant principal de l'information dans la définition, la mise en oeuvre et le suivi de l'application des politiques, des directives et des orientations gouvernementales de sécurité de l'information	Marcel Boudreault	N/A	En continu.

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Table des conseillers en architecture d'entreprise	Favoriser la cohérence des orientations en matière d'architecture d'entreprise gouvernementale	Guy Picard, Sylvie Marcotte, Valérie Plante	N/A	N/A
CERT/AQ	Analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental	Karine Gagnon Gérard Tremblay Chafik Hadjoud	Aucun frais	Prévention, réaction et amélioration de la sécurité de l'information
Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)	Favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne.	Francine Asselin	N/A	Organisation d'activités de formation.
	Renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle ainsi que leur équipe.			Échange sur les enjeux en VI et les différents dossiers à mettre de l'avant.
				Travaux pour le développement d'outils/guides en collaboration avec le SCT. Réseautage entre les vérificateurs internes.
Comité interministériel sur le plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015	Encadrer le déroulement de l'évaluation en formulant notamment des commentaires sur le mandat, le cadre et le rapport d'évaluation.	Francine Asselin	N/A	Déterminer la méthode d'évaluation du programme, le cadre d'évaluation. Définir l'offre de services. Sélectionner le prestataire.
Comité interministériel sur l'adoption internationale	A comme principal mandat d'analyser la situation et les enjeux liés à l'adoption d'enfants domiciliés hors du Québec par des personnes domiciliées au Québec. Solutions en matière d'adoption internationale à envisager.	Marc G. Lavigne, Sophie Leroux, Anne-Marie Wilson, Sylvie Scherrer, Amélie Pelletier-Desrosiers	N/A	Propositions partielles du comité 18 mai 2012. Le comité a demandé une extension de son mandat.
Comité tripartite sur le plan de sécurité incendie et des mesures d'urgence (PSIMU) des palais de justice	Réviser le PSIMU et proposer un modèle unique pour l'ensemble des palais de justice	Brigitte Levesque Annie Turcotte Michel Falardeau Carole Picard	N/A	Modèle complété à 90 %

Comité	Mandat	Membres	Budget 2015-2016	Résultats atteints
Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des personnes liées à une organisation criminelle	Reprise des travaux du groupe de travail mis sur pied en 2002 par le MSP, en réponse à la multiplication de requêtes reliées aux conditions de détention de personnes arrêtées dans le cadre d'opérations policières d'envergure et aux impacts de leur incarcération. Le mandat du comité vise à assurer un traitement cohérent de ces requêtes et à déterminer les orientations et l'application uniforme par les services correctionnels.	Marilyn Thibault Jacques Casgrain		Travaux en cours.
Comité de travail sur les services en région	Travaux visant à optimiser et regrouper la prestation de services gouvernementaux aux citoyens sur le territoire québécois	Chantal Couturier	N/A	Travaux en cours.
Comité de travail sur le transport des détenus (visiocomparutions au palais de justice de montréal)	Travaux visant à implanter l'utilisation de la visioconférence pour les premières comparutions au palais de justice de montréal	Chantal Couturier Paul Charbonneau	N/A	Travaux en cours.
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Table ayant pour mission d'assurer l'occupation et la vitalité des territoires du québec	Chantal Couturier	N/A	Travaux en cours.
Comité valideur dans le cadre du projet sur la centralisation des urgences dans le nord du québec	Échanges portant sur les enjeux rencontrés par les parties prenantes Du projet	Chantal Couturier	N/A	N/A
Comité interministériel de développement durable (cidd)	Comité conseil en matière de développement durable auprès des ministères ou organismes du gouvernement du québec. Le comité est sous la responsabilité du DD du MDDELCC.	Louis Gagnon remplacé par Marie-Claude Fontaine Guillaume Paré	N/A	Adoption de la stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.

MINISTÈRE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	1 436	3 375	42,5 %

2015-2016	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL MJQ	82	1518	5,4
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE (DGSJ)	31	1216	2,6
DIRECTION GÉNÉRALE DES REGISTRES, DES INFRACTIONS ET AMENDES ET DES TECHNOLOGIES (DGRIAT)	15	81	18,5
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES (DGAJL)	31	121	25,6
DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ACCÈS À LA JUSTICE (DGAJ)	1	3	33,3
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	0	13	0
BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	2	0
COUR D'APPEL	0	58	0
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE (DVI)	0	0	0
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)	2	4	50,0
DIRECTION DE LA GESTION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE (DGBF)	0	3	0
FONDS ACCÈS JUSTICE (NO MINISTÈRE 771)	0	0	0
FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (NO MINISTÈRE 872)	0	0	0
FONDS DES REGISTRES (NO MINISTÈRE 878)	1	14	7,1
FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS (2303)	0	2	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 30 MARS 2016, SERVICE DU SOUTIEN À L’ADMINISTRATION, SERVICE DE LA GESTION DE MAIN-D’ŒUVRE

EXCLUSION, S’IL Y A LIEU : LES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS, LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L’EFFECTIF.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	1 (55 JOURS)	3	33.33 %

AUCUN EMPLOYÉ OCCASIONNEL DEVENU PERMANENT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (RLRQ. C. F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (RLRQ. C. F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	118	1 025	12,0 %

EXCLUSION, S’IL Y A LIEU : ÉTUDIANTS, STAGIAIRES ET TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR (COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES)

2015-2016	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL DPCP	43	118	27
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE (BAJ)	4	8	33
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES (BAP)	3	27	10
BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (BDPCP)	1	2	33
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES (BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ)	6	8	43
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL (BSC)	0	0	0
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE (BSJ)	1	2	33
BUREAU DU CENTRE-DU-QUÉBEC	5	14	26
DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ADMINISTRATION (DGA)	0	4	0
BUREAU DE L’EST DU QUÉBEC	7	1	88
BUREAU DE MONTRÉAL	4	13	24
BUREAU DU NORD-DU-QUÉBEC	3	4	43
BUREAU DE L’OUEST DU QUÉBEC	2	4	33
BUREAU DE QUÉBEC	2	15	12
BUREAU DU SUD DU QUÉBEC	5	16	24

SOURCE : SAGIP, 4 MARS 2016

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	7*	114*	6%

*DONNÉES AU 31 MARS 2016

2015-2016	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL OPC	1	7	13%
PRÉSIDENTE	-	-	-
AFFAIRES PUBLIQUES. INSTITUTIONNELLES ET ORGANISATIONNELLES	1	2	33%
AFFAIRES JURIDIQUES	-	1	-
SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET À LA SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE	-	4	-

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	4	54	7

2015-2016	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	2	6	33

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2015-2016	18	173	10.4%

2015-2016	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC	9	18	50

P.6 COPIE ET DÉTAIL DE TOUTE DEMANDE DE RÉDUCTION, DE CONSOLIDATION, D'OPTIMISATION DES RESSOURCES ET DE MOYENS OU DE COMPRESSIONS DE DÉPENSES, REÇUES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016. FOURNIR L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES, CORRESPONDANCES OU AUTRES À CE SUJET.

FOURNIR ÉGALEMENT LA VENTILATION DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2014-2015 ET 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2015-2016, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.

MINISTÈRE

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE AUPRÈS DES PARENTS AYANT ASSISTÉ À LA SÉANCE SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE (DÉBUTÉ EN 2015-2016 ET SE TERMINERA EN 2016-2017)	SONDAGE EFFECTUÉ PAR LE MINISTÈRE	1 095 \$
SONDAGE AUX AVOCATS CONCERNANT LES SERVICES DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (DÉBUTÉ EN 2015-2016 ET SE TERMINERA EN 2016-2017)	SONDAGE EN LIGNE EFFECTUÉ PAR LE MINISTÈRE	267 \$
PERCEPTION DES QUÉBÉCOISES ET DES QUÉBÉCOIS SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE	INFRA	17 500 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

SONDAGES COMMANDÉS

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS RELATIVES AUX DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS	ADVANIS JOLICOEUR NB : LE CONTRAT TOTAL ÉTAIT DE 48 550\$, DONT 14 565\$ EN 2014-2015	33 985 \$
LA PROMOTION EN EMPLOI DES MEMBRES DES MINORITÉS VISIBLES DANS LE SECTEUR PRIVÉ QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX GESTIONNAIRES DES RESSOURCES HUMAINES	BUREAU DES INTERVIEWERS PROFESSIONNELS (B .I.P.) NB : LE CONTRAT ÉTAIT DE 9 450 \$, DONT 3 780\$ EN 2014-2015	5 670\$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.8 NOMBRE TOTAL D'AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2015-2016 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE, AINSI QUE PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE. FOURNIR LA LISTE COMPLÈTE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION.

MINISTÈRE

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES¹.

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFÉES EN 2015-2016 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.70 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

NOTE 1 :
PROTECTION DES AVIS JURIDIQUES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES:

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE* PRÉVOIT QUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE EST LE JURISCONSULTE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ET LE MEMBRE JURISCONSULTE DU CONSEIL EXÉCUTIF DU QUÉBEC. C'EST À CE TITRE QU'IL DONNE SES AVIS JURIDIQUES AUX DIVERS MINISTÈRES.

LES AVIS JURIDIQUES DEMANDÉS PAR UN MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTÈRE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA *CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE*.

DANS LE CAS DES MINISTÈRES, LE DROIT AU SECRET PROFESSIONNEL APPARTIENT AU GOUVERNEMENT QUI SEUL PEUT Y RENONCER. LE MINISTÈRE OU MINISTRE, QUI A DEMANDÉ UN AVIS JURIDIQUE, NE PEUT PRENDRE LA DÉCISION DE RENONCER À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL AU NOM DU GOUVERNEMENT. SELON LA PRATIQUE TRADITIONNELLE ÉTABLIE, C'EST LE MINISTRE DE LA JUSTICE QUI GÈRE CETTE SITUATION POUR ASSURER LA COHÉRENCE DES DOSSIERS JURIDIQUES ET QUI PREND LA DÉCISION DE RENDRE ACCESSIBLES LES RENSEIGNEMENTS PROTÉGÉS, EN CONCERTATION AVEC LES MINISTÈRES CONCERNÉS.

GÉNÉRALEMENT, LE MINISTRE DE LA JUSTICE NE RENONCE PAS À LA PROTECTION DU SECRET PROFESSIONNEL PARCE QUE LA DIFFUSION DES AVIS JURIDIQUES RISQUERAIT DE NUIRE SÉRIEUSEMENT AUX INTÉRÊTS DE L'ÉTAT. EN EFFET, LA COMMUNICATION DES AVIS JURIDIQUES POURRAIT CAUSER PRÉJUDICE À DES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES, À DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ACTUELLEMENT EN COURS AINSI QU'AUX MOYENS DE DÉFENSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC OU À D'AUTRES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT.

DE PLUS, LES MINISTRES SONT INVITÉS À ÊTRE PRUDENTS QUANT À L'EXISTENCE MÊME DES AVIS JURIDIQUES PUISQUE L'ARTICLE 214 DU *RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE* PRÉVOIT QUE LORSQU'UN MINISTRE CITE, MÊME EN PARTIE, UN DOCUMENT, TOUT DÉPUTÉ PEUT LUI DEMANDER DE LE DÉPOSER IMMÉDIATEMENT. LE MINISTRE DOIT S'EXÉCUTER, SAUF S'IL JUGE QUE CELA SERAIT CONTRAIRE À L'INTÉRÊT PUBLIC.

POUR CES RAISONS, LE MINISTÈRE OU LE CABINET NE PEUT DONNER SUITE À LA DEMANDE DE COMMUNIQUER LES INFORMATIONS REQUISES SUR LES AVIS JURIDIQUES INTERNES COMMANDÉS EN 2015-2016 DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS PAR LES ORGANISMES SONT PAREILLEMENT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL ET SEUL L'ORGANISME/CLIENT PEUT RENONCER À LEUR DIVULGATION.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU ENTRE UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

P.9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2015-2016. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.

MINISTÈRE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
COMMUNICATIONS WRITE TOUCH	TRADUCTION DE FORMULAIRES	20,00 \$
COMMUNICATIONS WRITE TOUCH	TRADUCTION DE GABARITS – NCPC	508,25 \$
COMMUNICATIONS WRITE TOUCH	TRADUCTION DE GABARITS – NCPC	685,50 \$
LES TRADUCTION WATERHOUSE INC	DOCUMENTS, DÉPLIANTS, RAPPORTS, SITE INTERNET	10 735,00 \$
TRADUCTIONS TERRANCE HUGUES INC	DOCUMENTS, DÉPLIANTS, RAPPORTS, SITE INTERNET	1 536,00 \$
GARDNER, CHRISTINE (TRADUCTRICE)	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	484,05 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE RÈGLEMENTS, DE DOCUMENTS JURIDIQUES, ETC.	506 940,68 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ÉTRANGÈRE D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	105,00 \$
BREEN, DONALD	TRADUCTION DU DOCUMENT ACCOMPAGNANT LE TEXTE OFFICIEL DE LA NOUVELLE LOI SUR LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE ET PRÉCISANT LES MODIFICATIONS TERMINOLOGIQUES APPORTÉES AU N.C.P.C.	1 260,00 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	1 486,00 \$
SCALLEN, JENNIFER	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	168,00 \$
SCHWARTZ, ANNABEL	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	432,00 \$
CORTACANS, CONCEPTION	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	511,00 \$
TRADUCTIONS KLM INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	265,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DES TEXTES ; FORMULAIRES, NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE	2 276,64 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DOCUMENTS DE COUR	3 690,00 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE LETTRES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	7 633,95 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION D'UN MANUEL DÉCRIVANT LES HISTORIQUES DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	10 849,89 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT LETTRE INFOVAC (FR.-ANG.)	45,00 \$
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC DU NUNAVIK (FR.-ANG.)	45,00 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	965,44 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION ORDRE DU JOUR (FR.-ANG.)	40,00 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION DE 3 DOCUMENTS : ORIENTATIONS DU RÉSEAU, MODE DE FONCTIONNEMENT, PROCÈS-VERBAL RÉSEAU (FR.-ANG.)	611,12 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION DE 3 DOCUMENTS : TROUBLE DE SPT, CAS CLINIQUE-TRAUMA, PRÉSENTATION POWERPOINT (FR.-ANG.)	1 642,46 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION ADDENDA CAVAC DU NUNAVIK (FR.-ANG.)	52,50 \$
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT DÉCRET SUR L'ÉCHÉANCE DE PAIEMENT DE LA SURAMENDE COMPENSATOIRE (FR.-ANG.)	42,00 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION POUR LE REGISTRE DES VENTES	661,25\$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS.	1 152,75 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTIONS DE DIVERS DOCUMENTS	1 013,50 \$
ANGLOCOM	TRADUCTIONS ET RÉVISION LINGUISTIQUE	550,00 \$

*POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 739 + LETTRE DOSSIER # 761	207,39 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 761 ET DE LA DÉCISION # 762	325,22 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 795 + TRADUCTION DE SECTIONS DE LETTRES	266,52 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BILODEAU, COLEEN	SERVICES DE TRADUCTION DE DOCUMENTS DIVERS : RAPPORTS D'ENQUÊTES, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIFS NÉGOCIÉS, SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	6 314,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICES DE TRADUCTION DE DOCUMENTS DIVERS : RAPPORTS D'ENQUÊTES, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT À TARIFS NÉGOCIÉS, SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	3 813,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION, TRADUCTION ET RÉDACTION	SERVICES DE TRADUCTION ET DE RÉVISION DE DOCUMENTS DIVERS : RAPPORTS D'ENQUÊTES, RÉOLUTIONS, CORRESPONDANCE, MÉMOIRES ET AUTRES. CONTRAT OUVERT, À TARIFS NÉGOCIÉS, SUR APPEL DE SOUMISSIONS, POUR L'ENSEMBLE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE LA CDPDJ	3 593,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	MOT DU PRÉSIDENT (PUBLIÉ SUR LE SITE WEB):	150,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "JE SUIS VICTIME DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL, PUIS-JE METTRE FIN À MON BAIL DE LOGEMENT? "	164,00 \$
BETTINA KARPEL	DEUX LETTRES DANS LE DOSSIER DE RICHARD HENRY BAIN	168,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "LA CAUTION ET LE BAIL DE LOGEMENT"	123 ,00\$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "LE TRIBUNAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, C'EST QUOI AU JUSTE?"	127,00\$
BETTINA KARPEL	TEXTE SUR LES "FAITS SAILLANTS 2014-2015".	425,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'IVRESSOMÈTRE ET LES FACULTÉS AFFAIBLIES"	139,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "COMMENT ÉVITER UNE RÉILIATION DE BAIL POUR NON-PAIEMENT DE LOYER?"	132,00 \$
BETTINA KARPEL	DESCRIPTION DES GAGNANTS DU PRIX ROBERT-SAUVÉ.	113,00 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISION DANS UN DOSSIER DU COMITÉ DE RÉVISION.	192,00 \$
BETTINA KARPEL	DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB):	139,00 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISION DANS UN DOSSIER DU COMITÉ DE RÉVISION.	128,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "J'AI UN JUGEMENT M'ATTRIBUANT LA GARDE DE MON ENFANT, MON EX-CONJOINT S'OPPOSE À MON DÉMÉNAGEMENT À L'EXTÉRIEUR DE LA VILLE, EN A-T-IL LE DROIT ?"	206,00 \$
BETTINA KARPEL	PARTIES DE DÉCISIONS DANS DES DOSSIERS DU COMITÉ DE RÉVISION.	90,00 \$
BETTINA KARPEL	COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONCERNANT LES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE.	137,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "PUIS-JE ÊTRE ADMISSIBLE FINANCIÈREMENT À L'AIDE JURIDIQUE SI MON CONJOINT NE L'EST PAS?"	107,00 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - " QUAND EMPRUNTER DEVIENT VOLER..."	171,00 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISION DANS UN DOSSIER DU COMITÉ DE RÉVISION.	130,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	9 997,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	123,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	927,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ARABE	3 208,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 372,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU MANDARIN	2 482,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	314,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 337,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	2 021,00 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	35,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	112,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU MANDARIN	3 375,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	173,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU CORÉEN	3 556,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	96,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	4 801,00 \$
CHAREST, MARIE-EVELINE	TRADUCTION DU CRÉOLE AU FRANÇAIS	21,00 \$
CHARLES, GUERLINE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	167,00 \$
DEMERS, GUY	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	2 193,00 \$
DEMERS, GUY	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	498,00 \$
DEMERS, GUY	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	93,00 \$
EL CHOLAK, MARIA	SERVICE D'INTERPRÈTE (ARABE - FRANÇAIS)	191,00 \$
HAÏ, THACH	SERVICE D'INTERPRÈTE (CANTONAIS - FRANÇAIS)	185,00 \$
JSC TRAINS CONSULTANT	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	5 250,00 \$
KAAL, STEVEN	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	62,00 \$
KHAI TO, DUC	SERVICE D'INTERPRÈTE (VIETNAMIEN - FRANÇAIS)	129,00 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	1 687,00 \$
PEREZ, PAUL	SERVICE D'INTERPRÈTE (ESPAGNOL - FRANÇAIS)	129,00 \$
PHUONG-LOAN, LE	SERVICE D'INTERPRÈTE (VIETNAMIEN - FRANÇAIS)	129,00 \$
PHUONG-LOAN, LE	SERVICE D'INTERPRÈTE (VIETNAMIEN - FRANÇAIS)	129,00 \$
POURATI, SORAYA	SERVICE D'INTERPRÈTE (FARSI - FRANÇAIS)	129,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	217,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	189,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 884,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	523,00 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	373,00 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
PAUL RAYMOND CÔTÉ CONTRAT : 3 000 \$	TRADUCTION DE TROUSSES D’INFORMATION : <ul style="list-style-type: none"> ARRANGEMENTS PRÉALABLES DE SERVICES FUNÉRAIRES ET DE SÉPULTURE POLITIQUE D’EXACTITUDE DES PRIX RÉPARATION D’APPAREILS DOMESTIQUES 	54,25 \$ 97,75 \$ 94,00 \$
	TRADUCTION D’UN DOCUMENT SUR PROJET ACI – ACCORD DE COMMERCE INTÉRIEUR	380,75 \$
	TRADUCTION POWERPOINT – TRANSFERT DES LICENCES DE COMMERÇANT ET RECYCLEUR DE VÉHICULES ROUTIERS DE LA SAAQ VERS L’OFFICE	419,00 \$
	TRADUCTION DE SEGMENTS DU TEXTE DE L’OFFICE POUR L’AUDIOTHÈQUE	21,25 \$
	TRADUCTION DE LA DÉCISION DU CRTC POUR LES MEMBRES DU	210,50 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
	CMC (COMITÉ DES MESURES EN MATIÈRE DE CONSOMMATION)	
	DIVERSES TRADUCTIONS	23,00 \$
MARIE ASSELIN CONTRAT : 7 500 \$	TRADUCTION DU NOUVEAU CONTENU PUBLIÉ EN FRANÇAIS DANS SITE WEB DE L'OFFICE	3 634,51 \$

DONNÉES EN DATE DU 25 MARS 2016

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	RÈGLEMENTS DES ORDRES PROFESSIONNELS	10 737,00 \$
JURICOM	DIVERSES TRADUCTIONS REQUISES PAR L'OFFICE	1 215,00 \$
RAFIC NAMMOUR	RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2013-2014	1 750,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ACCUEIL-PARRAINAGE OUTAOUAIS	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	294,00 \$
AGENCE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTREAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	129,68 \$
BANQUE REGIONALE DES INTERPRÈTES LINGUISTIQUES ET CULTURELS (BRILC)	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	475,00 \$
CCSMM (CENTRE DE LA COMMUNAUTÉ SOURDE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN)	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	226,40 \$
CLS LEXITECH	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	21 622,98 \$
COMMUNICATION WRITETOUCH	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	209,20 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	7 204,30 \$
DAVID LESSARD, TRADUCTEUR	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	215,85 \$
NATIVE FRIENDSHIP CENTER OF MONTRÉAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	150,00 \$
NLP TECHNOLOGIES INC.	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	32 027,16 \$
PUBLICATIONS QUÉBEC (TRADUCTION)	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	43 888,33 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	250,00 \$
SERVICE REGIONAL D'INTEPR L'EST QUEBEC INC.	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	375,00 \$
SIVET SERVICE D'INTERPRETATION VISUELLE & TACTILE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	1 540,00 \$
THIBAULT KAREN	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	182,17 \$

P.10 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2015-2016.

MINISTÈRE

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2015-2016
2016-02-01	1	PJ	GATINEAU	BANC D'ACCUSÉS SÉCURISÉS - SALLE 5	7 094,55 \$
2015-10-01	1	PJ	GATINEAU	CHANGER TAPIS ET REPEINDRE SALLES D'ENTREVUES (DES SALLES D'AUDIENCE 1 ET 2)	14 659,23 \$
2015-12-01	1	PJ	GRANBY	RÉTROCESSION D'ESPACE	(735,20 \$)
2016-03-01	1	PJ	GRANBY	RÉTROCESSION D'ESPACE, LOCAL S1.44	(217,58 \$)
2015-07-01	1	CPA	SHERBROOKE	RENOUVELLEMENT DU BAIL	1,68 \$
2015-10-01	1	PJ	DRUMMONDVILLE	ACCROISSEMENT D'ESPACE POUR JUGE VISITEUR, CRA, CONFÉRENCE ET VISIO	45 837,48 \$
2016-02-01	1	PJ	VICTORIAVILLE	SÉCURISER COMPTOIR DE GREFFES	2 224,43 \$
2016-03-14	1	PJ	QUÉBEC	BANC DES ACCUSÉS DE LA SALLE D'AUDIENCE 2.22 (ANALYSE)	1 594,45 \$
2015-11-01	1	ENT	QUÉBEC	MJQ - EXPANSION TEMPORAIRE - ENTREPÔT 1.09, 1645 HAMEL	1 682,75 \$
2015-06-01	1	PSP	CARLETON-SUR-MER	BOUTON D'URGENCE (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	11 185,60 \$
2015-10-01	1	PSP	GASPÉ	BOUTON D'URGENCE (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	12 110,72 \$
2015-10-01	1	PSP	GASPÉ	BOUTON D'URGENCE (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	313,29 \$
2016-01-01	1	PJ	NEW CARLISLE	BOUTON D'URGENCE (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	23 583,90 \$
2016-03-01	1	PJ	PERCÉ	BOUTON D'URGENCE (SYSTÈME D'APPEL D'URGENCE)	4 600,68 \$
2016-03-31	1	PJ	PERCÉ	ÉRIGER UN RIDEAU POUR DES TÉMOIGNAGES	4 967,50 \$
2016-01-01	1	PSP	AMQUI	BOUTON D'URGENCE	12 120,43 \$
2016-03-31	1	PSP	MONT-JOLI	BOUTON D'URGENCE ET COMPTOIR D'ACCUEIL	17 541,63 \$
2015-07-01	1	PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	SÉCURISATION DU COMPTOIR DU BRIA	4 738,75 \$
2015-09-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	RELOCALISATION DE CAMÉRAS	5 745,33 \$
2016-03-31	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	REMPLACEMENT DE CAMÉRAS DE SURVEILLANCE	13 147,39 \$
2016-03-31	1	PJ	PUVIRNITUK	INSTALLATION D'UN VISIOPARLOIR	0,00 \$
2016-01-01	1	PJ	CHIBOUGAMAU	RÉGULARISATION D'ESPACE - QUARTIER JEUNESSE	2 246,04 \$
2016-03-01	1	PJ	VAL D'OR	RÉTROCESSION LOCAL 24.1 AU DPCP	(669,02 \$)
2016-03-01	1	PJ	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	RÉTROCESSION D'ESPACE POUR CONSTABLES MSP - IMPACTS SUR MJQ	(569,34 \$)
2015-10-01	1	PJ	BAIE-COMEAU	RÉAMÉNAGEMENT SALLES D'ENTREVUES & VESTIAIRE DES AVOCATS	18 348,25 \$
2015-04-30	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	RENDRE CONFORME AU CEF - PORTES D'ACCÈS AUX BOX DES ACCUSÉS	5 432,21 \$
2015-10-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS SALLE B1-12(RC 03)	1 123,92 \$
2015-10-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS SALLE B1-12(RC 03)	50 255,70 \$
2015-10-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	GIVRAGE DES PORTES DES SALLES D'AUDIENCE	947,75 \$
2015-07-01	1	PJ	MONTREAL	TRAVAUX À LA SUITE DU DÉPLACEMENT VESTIAIRE DES AVOCATS	8 288,73 \$
2015-05-31	1	PJ	MONTREAL	DÉGÂT D'EAU DU 16 FÉVRIER	5 760,48 \$
2015-11-25	1	PJ	MONTREAL	INSTALLATION D'UNE FENÊTRE À LA PORTE DU LOCAL 8.90A (CÔTÉ BUREAU)	1 200,86 \$
2015-11-01	1	PJ	MONTREAL	BOUTONS D'URGENCE S2.60 & 11.39	6 307,96 \$
2015-12-01	1	PJ	MONTREAL	RÉPARATION CLOISON 15.08B	526,50 \$
2015-11-30	1	PJ	MONTREAL	RÉPARATION DES BOUTONS PANIQUES MJQ (DIVERS LOCAUX)	10 718,42 \$
2016-03-31	1	PJ	MONTREAL	RÉAMÉNAGEMENT DE L'ENTREPÔT DU SRAVE	1 042,81 \$
2015-09-01	1	CHJ	MONTREAL - CJ	INSTALLATION ÉLECTRIQUE ET RÉSEAU POUR	686,01 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2015-2016
				L'AUDIO-VISUEL AU LOCAL 12.75	
2015-04-01	1	PJ	MONTREAL	CHANGER TAPIS ET REPEINDRE BUREAU JUGE DU 11E	7 453,20 \$
2016-03-31	1	PJ	LONGUEUIL	SÉCURISATION	2 803,15 \$
2015-04-01	1	PJ	JOLIETTE	MT - TÉLÉTÉMOIGNAGE FIXE	30 608,16 \$
2016-03-31	1	SS	QUÉBEC-1200	DÉMÉNAGEMENT DTI AU DELTA	3 670,82 \$
2016-03-01	1	SS	QUÉBEC-1200	DGAJ ET DGRIAT_RÉAMÉNAGEMENT	1 828,51 \$
2016-03-01	1	SS	QUÉBEC-1200	DGAJ ET DGRIAT_RÉAMÉNAGEMENT	2 381,87 \$
2016-01-01	1	SS	QUÉBEC-1200	DÉGÂT D'EAU 9E ÉTAGE BUREAU MINISTRE	2 486,88 \$
2016-03-01	1	SS	QUÉBEC-1200	INSTALLATION - AFFICHES	390,25 \$
2016-03-15	1	PJ	LAC-MÉGANTIC (TEMPORAIRE)	RÉINTÉGRATION ANCIEN PALAIS HÔTEL-DE-VILLE	362,38 \$
2015-12-01	1	CAD	MONTREAL	PROJET DE LA LOI NO 26	150 955,34 \$
2016-03-01	1	CA	MONTREAL - CA	AJUSTEMENT LOYER D'ESPACE - PROJETS D'AMÉLIORATIONS DE L'IMMEUBLE	223 460,40 \$
TOTAUX					720 245,25 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	DÉPENSES 2015-2016
15-10-2015	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTREAL (CÔTE-DES-NEIGES)	2 955 \$
30-10-2015	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTREAL (CENTRE-SUD)	35 000 \$
23-12-2015	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MONTREAL (LAVAL)	11 875 \$
TOTAUX			49 830 \$

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
01-08-2015	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – MAURICIE BOIS-FRANCS (TROIS-RIVIÈRES)	169 339 \$
TOTAL			169 339 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2015-04-01	1	PROJET IMMOBILIER – 1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTREAL	423 400,00 \$
2015-09-01	1	PROJET IMMOBILIER – 109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	545 517,20 \$
2015-09-04	1	HONORAIRES POUR PRÉPARATION DE MANDAT	65,00 \$
MULTIPLES	2	SIGNALISATION	126,75 \$
2015-07-09	1	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	568,65 \$
MULTIPLES	2	TRAVAUX DIVERS	6 247,41 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
MULTIPLES	9	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	2 415,93 \$
TOTAL			978 340,94 \$

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

MANDATS DONNÉS À LA SIQ

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2016-02-16	1	AJOUT D’UNE PORTE À BATTANT BUREAU RÉGIONAL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1632,21 \$
2015-12-01	1	AMÉNAGEMENT D’UN BUREAU BUREAU RÉGIONAL OUTAOUAIS	681,22 \$
		LOCATION D’ESPACE SUPPLÉMENTAIRE DU 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2015 AU 31 MARS 2016 BUREAU RÉGIONAL OUTAOUAIS	990,28 \$
2015-11-18	1	MISE À JOUR DE LA SIGNALISATION BUREAU RÉGIONAL BAS-SAINT-LAURENT	657,85 \$
2015-11-18	1	AJOUT D’UN SYSTÈME D’APPEL D’URGENCE (BOUTON PANIQUE) BUREAU RÉGIONAL BAS-SAINT-LAURENT	919,88 \$
2015-11-11	1	RÉAMÉNAGEMENT INTERNE POUR L’ARRIVÉE DES NOUVEAUX EMPLOYÉS DÉCOULANT DU TRANSFERT DE RESPONSABILITÉ DE LA SAAQ À L’OPC BUREAU ADMINISTRATIF DE QUÉBEC	2 047,12 \$
2015-10-29	1	RÉPARATION DE L’ÉVIER DE LA SALLE DE PAUSE BUREAU RÉGIONAL MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC	107,08 \$
2015-08-13	1	RELEVÉ DE L’ACCUEIL ET DU PETIT LOCAL ADJACENT BUREAU RÉGIONAL MONTRÉAL – LAVAL – MONTÉRÉGIE	406,00 \$
TOTAL			7 441,64 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2015-2016 :

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMNISITRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- B. LA COMMISSION A RENDU HOMMAGE À 40 PERSONNES QUI DÉFENDENT LES DROITS ET LIBERTÉS AU QUÉBEC POUR SOULIGNER LE 40^E ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE. LES LAURÉATS ET LAURÉATES ONT ÉTÉ HONORÉS LORS D’UNE CÉRÉMONIE QUI A RÉUNI PLUS DE 350 PERSONNES LE 10 DÉCEMBRE 2015 À MONTRÉAL.

À CETTE OCCASION, LES LAURÉATES ET LAURÉATS ONT REÇU UNE MÉDAILLE D’UNE VALEUR DE 50\$ CHACUNE, LE PRIX HOMMAGE DES 40 ANS DE LA CHARTE.

POUR CONNAÎTRE LA LISTE DES LAURÉATES ET LAURÉATS CONSULTER WWW.40ANSDELACHARTE.ORG

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.
- B. DEUX PLAQUES MÉRITOIRES (COÛT 400\$).
- C. LE PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES SOULIGNE LE TRAVAIL MÉRITOIRE DES PERSONNES (EMPLOYÉS) DU RÉSEAU D’AIDE JURIDIQUE QUI SE SONT DISTINGUÉES PAR LEUR ENGAGEMENT, LEUR RÉALISATION ET ACCOMPLISSEMENT EN REGARD DE LA MISSION DE L’AIDE JURIDIQUE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.12 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2015-2016 :

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

MINISTÈRE

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE (\$)	NOM DE LA FIRME	DATE DE DIFFUSION	OBJECTIFS
COLLABORATION À LA CAMPAGNE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION (VOLET LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE), AVEC LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE	CONTRIBUTION DE 700 000 \$ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC IL S'AGIT DE L'UNE DES MESURES DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET QUI A ÉTÉ DÉFRAYÉE PAR LE BUDGET ALLOUÉ À CETTE FIN DANS CE PLAN.	CARTIER	30 NOVEMBRE 2015 AU 20 MARS 2016 (TÉLÉ, RADIO, WEB)	1) PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION À TOUS LES ÂGES ET DANS TOUS LES MILIEUX, Y COMPRIS LE CYBERESPACE. 2) SENSIBILISER LES TÉMOINS AU RÔLE QU'ILS PEUVENT JOUER AFIN DE PRÉVENIR ET DE RÉDUIRE L'INTIMIDATION. 3) ORIENTER LES PERSONNES VICTIMES VERS LES RESSOURCES D'AIDE DISPONIBLES POUR METTRE FIN AUX SITUATIONS QU'ELLES VIVENT.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE (\$)	NOM DE LA FIRME	DATE DE DIFFUSION	OBJECTIFS
AUGMENTATION DES SEUILS DE L'AIDE JURIDIQUE	4 760,00 \$	CSPQ	26 JANVIER 2016	PUBLICISER LA HAUSSE DES SEUILS DE L'AIDE JURIDIQUES DU 1 ^{ER} JANVIER 2016

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS DE LA CAMPAGNE (\$)	NOM DE LA FIRME	DATE DE DIFFUSION	OBJECTIFS
CAMPAGNE WEB INDICATION DES PRIX	559,52 \$	RÉALISATION À L'INTERNE	MAI 2015	FAIRE LA PROMOTION DE LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS, LE MONTANT GLOBAL ATTITRÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2015-2016 :

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETTÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

MINISTÈRE

PROGRAMME : SUBVENTIONS – JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU AUTOCHTONE
MONTANT GLOBAL : 435 800 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	100 000 \$
PROJET SUR LA QUESTION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES ET L'ÉLABORATION ET L'ADAPTATION D'OUTILS	SOCIÉTÉ MAKIVIK	30 000 \$
SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	95 600 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAHNAWAKE	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - AKWESASNE	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	15 220 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - LISTUGUJ	MI'GMAQ DE LISTUGUJ	33 447 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - OPITCIWAN	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	31 076 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KITIGAN ZIBI	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	22 000 \$
PROJET D'ATELIER POUR LES HOMMES AUTOCHTONES EN SITUATION DE VIOLENCE FAMILIALE	MAISON COMMUNAUTAIRE MISSINAK	10 000 \$
RECHERCHE SUR LES BESOINS DES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN EN MATIÈRE SOCIOJUDICIAIRE	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	20 000 \$

PROGRAMME : SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
MONTANT GLOBAL : 1 191 600 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 191 600 \$

PROGRAMME : FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
MONTANT GLOBAL : 60 000 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

PROGRAMME : SOUTIEN FINANCIER À DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
MONTANT GLOBAL : 20 538 491 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	913 040 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 067 410 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	713 340 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	770 900 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ESTRIE	873 150 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	695 280 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	1 089 120 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	981 950 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL	749 780 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 339 090 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	1 490 890 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL	2 595 560 \$
FINANCEMENT DE BASE	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (CAVAC DU NUNAVIK)	829 930 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	1 159 680 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC – RÉGION DE QUÉBEC	1 319 840 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 304 910 \$
FINANCEMENT DE BASE	GOVERNEMENT DE LA NATION CRIE (CAVAC CRI)	272 760 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	185 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	150 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT DE BASE	SOS VIOLENCE CONJUGALE	860 320 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841 \$

PROGRAMME : PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

MONTANT GLOBAL : IL N'Y A PAS EU D'APPEL DE PROJETS EN 2015-2016.

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BAVAC

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME : CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ

MONTANT GLOBAL : 1 756 705 \$

DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE (BFAJ)

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	409 815 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	286 558 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	383 722 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	278 070 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	238 612 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	159 928 \$

LE MONTANT ACCORDÉ TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PROGRAMME : PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX PROJETS D’ÉDUCATION, D’INFORMATION ET DE PARTENARIAT
MONTANT GLOBAL : 99 404,45 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ATELIER BUDGET : ATELIER S’ADRESSANT AUX ÉTUDIANTS DU SECONDAIRE ET DU CÉGEP AFIN DE LES SENSIBILISER À LA FACILITÉ DE L’UTILISATION DU CRÉDIT ET DE LES OUTILLER SUR LA GESTION BUDGÉTAIRE.	CARREFOUR D'ENTRAIDE DRUMMOND	4 000 \$
ÉLABORATION ET PRÉSENTATION D'ATELIERS POUR LES AÎNÉS DÉDIÉS À L'ÉDUCATION, À L'INFORMATION ET AU SOUTIEN AUX CONSOMMATEURS	SERVICE BUDGÉTAIRE ET COMMUNAUTAIRE DE CHICOUTIMI	5 500 \$
ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION EN CONSOMMATION AUPRÈS DES AÎNÉS : POURSUIVRE L'ANIMATION D'ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES AÎNÉS, BASÉES SUR LE GUIDE « MA RETRAITE... MES DROITS, MES FINANCES ».	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	6 000 \$
FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES POUR ACCOMPAGNER LEUR CLIENTÈLE EN DIFFICULTÉS FINANCIÈRES : SUR DES SUJETS TELS QUE : LES DIFFÉRENTS TYPES DE DETTES, LES ENTENTES AVEC LES CRÉANCIERS, LES AGENCES DE RECOUVREMENT, LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS ET LES PROCÉDURES JURIDIQUES.	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	4 000 \$
PRIX DU CŒUR DE LA PUBLICITÉ – 13E ÉDITION : CAMPAGNE D’INFORMATION ET DE SENSIBILISATION À LA PUBLICITÉ VISANT À LA FOIS LES JEUNES (SENS CRITIQUE) ET LES PUBLICISTES ET MÉDIAS (FAVORISER L'ÉTHIQUE).	ACEF RIVE-SUD DE QUÉBEC	7 500 \$
COMMERCE ITINÉRANT : ATTENTION!: ATELIERS À PROPOS DU COMMERCE ITINÉRANT ET DES RECOURS POSSIBLES.	SERVICE BUDGÉTAIRE ET COMMUNAUTAIRE MARIA-CHAPDELAINE	3 000 \$
COMPRENDRE SA TRANSACTION D'ACHAT DE SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : ATELIERS EXPLIQUANT LES TRANSACTIONS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS ET FAISANT CONNAÎTRE LES DÉMARCHES À EFFECTUER POUR FAIRE RESPECTER SES DROITS.	ACEF DE LANAUDIÈRE	7 000 \$
QUAND C’EST TROP BEAU, C’EST PAS VRAI!: SÉANCES D’INFORMATION DESTINÉES AUX INTERVENANTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES AFIN D’EXPLIQUER LES IMPACTS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS DANS LA VIE DE LEURS CLIENTS.	ACEF RIVE-SUD DE MONTRÉAL	8 000 \$
PROJET PILOTE – MÉDIATION DESTINÉE AUX PERSONNES VULNÉRABLES QUI ONT UN LITIGE DÉCOULANT D’UN CONTRAT DE CONSOMMATION	OPTION CONSOMMATEURS	7 904 \$
DIFFÉRENDS AVEC UN COMMERÇANT, DROITS ET RECOURS : SÉANCES D’INFORMATION TRAITANT DES DROITS ET RECOURS QU’ONT LES CONSOMMATEURS LORSQU’ILS SE	OPTION CONSOMMATEURS	4 000 \$

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RETROUVENT DANS UNE SITUATION LITIGIEUSE AVEC UN COMMERÇANT.		
CONSEILS ET CONTRAT-TYPE POUR L'EMBAUCHE D'UN INSPECTEUR PRÉCHAT : ÉLABORER UNE LISTE DE MISES EN GARDE ET RÉVISER LE CONTRAT TYPE POUR L'EMBAUCHE D'UN INSPECTEUR PRÉCHAT DE L'ACQC.	ASSOCIATION DES CONSOMMATEURS POUR LA QUALITÉ DANS LA CONSTRUCTION (ACQC)	8 000 \$
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT : CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SEMBLABLE À « DANS LA MARGE JUSQU'AU COU », S'ADRESSANT CETTE FOIS-CI À UNE JEUNE CLIENTÈLE (18-35 ANS) ET MISANT SUR LE WEB 2.0.	COALITION DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU QUÉBEC (CACQ)	20 000 \$
ATELIER SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS : ATELIERS PERMETTANT AUX CONSOMMATEURS DE MIEUX COMPRENDRE LES FACTURES ET CONTRATS AINSI QUE LES LOIS RÉGISSANT LE SECTEUR.	SERVICE BUDGÉTAIRE LAC-ST-JEAN-EST	3 000 \$
VISION JUSTE D'UNE CONSOMMATION POUR MOINS DE DETTES, MOINS DE STRESS! : PROJET-PILOTE VISANT À DIMINUER LES TENSIONS ÉMOTIONNELLES LIÉES AU STRESS QUOTIDIEN CAUSÉ PAR LES PROBLÉMATIQUES FINANCIÈRES, PAR LE BIAIS D'EXERCICES PRATIQUES.	ACEF DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	11 500 \$

PROJETS REJETÉS	DEMANDEUR
RÉSOLUTION DES LITIGES EN CONSOMMATION : LES PRÉOCCUPATIONS DES AÎNÉS AU CŒUR DES ACTIONS	ACEF DE LA RIVE-SUD DE QUÉBEC
BOTTIN DES RESSOURCES ET PROGRAMMES FINANCIERS DU QUÉBEC	CENTRE D'INTERVENTION BUDGÉTAIRE ET SOCIALE DE LA MAURICIE (CIBES)
APPUI AU SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE D'OPTION CONSOMMATEURS	OPTION CONSOMMATEURS
INTERVENANT DE PROXIMITÉ EN CONSOMMATION	CENTRE POPULAIRE DE ROBERVAL

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PROGRAMME : FONDS D’APPUI À LA MOBILITÉ DE LA MAIN-D’ŒUVRE
MONTANT GLOBAL : 15 741 \$
DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION : OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
RÉÉVALUATION DE L'ÉQUIVALENCE DE FORMATION D'UN DES PROGRAMMES DE L'ARRANGEMENT DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES (ARM) QUI A SUBI UNE REFONTE MAJEURE	ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC	15 741,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2015-2016 :

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.
- D. LE TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE, VENTILÉ PAR POSTE DE DÉPENSES (REVUE DE PRESSE, ANALYSE DE PRESSE, ETC.), LES FIRMES EXTERNES OU CONSULTANTS ENGAGÉS À CETTE FIN, AINSI QUE LES SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L'OBJET D'UNE VEILLE MÉDIATIQUE.

MINISTÈRE

- A. OUTRE LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, M. PIERRE TESSIER, LES 14 PERSONNES SUIVANTES COMPOSENT LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS :
 - DEUX TECHNICIENNES EN ADMINISTRATION (MANON GUIMONT ET DANIELLE SAINT-PIERRE);
 - UNE CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE ET ADJOINTE EXÉCUTIVE (CHANTAL STE-MARIE);
 - UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION GRAPHISTE (MANON DALLAIRE);
 - UN CONSEILLER EN COMMUNICATION ÉDIMESTRE DU SITE WEB (ERIC MAILLOUX);
 - UN CONSEILLER EN COMMUNICATION WEBMESTRE (DENIS VILLEMURE);
 - DEUX CONSEILLERS EN COMMUNICATION AUX RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET À LA RÉTRO INFORMATION (PAUL-JEAN CHAREST ET SYLVIE LECLERC);
 - UNE CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS INTERNES ET DE L'INTRANET (ISABELLE ST-PIERRE);
 - SIX CONSEILLERS EN COMMUNICATIONS EN SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE (CAROLINE VACHON, GINETTE DE LAUNIÈRE, OLIVIER BERSELLI, HÉLÈNE MERCIER, GABY AUDET ET UN POSTE EN DOTATION).
- B. 188 057,33 \$
- C. IL N'Y A EU AUCUNE RENCONTRE ENTRE LES MEMBRES DU PERSONNEL DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS ET D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS IMPLIQUANT DES FRAIS.
- D. LES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC SONT VENTILÉES DE LA FAÇON SUIVANTE :
 - EUREKA-CEDROM SNI INC. : 12 328,33 \$ (DONT 9 882,91 \$ DÉFRAYÉ PAR LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS);
 - COMMUNICATION DÉMO (REVUE DE LA PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE) : 54 830,44 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

- A. AUCUN;
 - B. 41 151,25 \$**;
 - C. NON APPLICABLE;
 - D. 0,00 \$.
- * POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.
- ** COÛTS RELIÉS À L'EMBAUCHE D'UNE RESSOURCE CONTRACTUELLE

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. AUCUN EMPLOYÉ AFFECTÉ AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. AUCUN;
- C. AUCUNE RENCONTRE;
- D. AUCUNE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

- A. SERVICE DES COMMUNICATIONS (5)

PATRICIA POIRIER, COORDONNATRICE
SOPHIE AMBROSI, AGENTE D'INFORMATION
MEISSOON AZZARIA, AGENTE D'INFORMATION
JEAN-FRANÇOIS GAGNON, AGENT D'INFORMATION
JOHANNE RICARD, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
- B. 14 000,00 \$
- C. AUCUNE.
- D. COMMUNICATIONS DÉMO : 6 559,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES

- 1) NOMBRE D'EMPLOYÉS : 6
- 2) NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES :
 - M^E LISA LABOSSIÈRE : PROCUREURE EN CHEF ET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE (GESTIONNAIRE DES COMMUNICATIONS);
 - M^E CLAUDINE LAURIN : PROCUREURE EN CHEF ADJOINTE (GESTIONNAIRE ET RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS);
 - M^E MARTINE BÉRUBÉ : PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET CONSEILLÈRE AUX COMMUNICATIONS;
 - M^E RENÉ VERRET : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE;
 - M^E JEAN PASCAL BOUCHER : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE;
 - M^{ME} VALÉRIE SAVARD : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS.

B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES :

MONTANT DÉPENSÉ EN 2015-2016 : 4 835 \$

C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES

AUCUNE.

D. LE TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE, VENTILÉ PAR POSTE DE DÉPENSES (REVUE DE PRESSE, ANALYSE DE PRESSE, ETC.), LES FIRMES EXTERNES OU CONSULTANTS ENGAGÉS À CETTE FIN, AINSI QUE LES SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L'OBJET D'UNE VEILLE MÉDIATIQUE

FOURNISSEUR	MONTANT
ADN5 MÉDIA INC.	5 363 \$
LA DOSE PRO	4 000 \$
TOTAL	9 363 \$

SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L'OBJET D'UNE VEILLE MÉDIATIQUE :

- DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES;
- AFFAIRES CRIMINELLES ET POLICIÈRES;
- PROCÈS;
- TRAGÉDIE LAC MÉGANTIC;
- COMMISSION CHARBONNEAU;
- TRIBUNAUX ET SYSTÈMES JUDICIAIRES;
- MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE;
- PROJETS DE LOI FÉDÉRAUX EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL;
- DROIT ET SOCIÉTÉ.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

- A. LES EMPLOYÉS DU SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION SONT AU NOMBRE DE 7. IL S'AGIT DE M^{ME} CAROLINE PELLETIER, M^{ME} JULIE BILODEAU, M^{ME} JULIE COUTURE, M^{ME} DENISE DESCHÉNES, M^{ME} CATHERINE GÉRARD-SAROLÉA, M^{ME} FRANÇOISE GUAY ET M. CHARLES TANGUAY.
- B. LES DÉPENSES EN COMMUNICATIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 S'ÉLÈVENT À 97 622,16 \$.
- C. LE SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR N'A PARTICIPÉ À AUCUNE RENCONTRE AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS.
- D. UNE REVUE DE PRESSE QUOTIDIENNE EST FAITE À PARTIR D'EXTRAITS DE LA PRESSE ÉCRITE ET DE LA PRESSE ÉLECTRONIQUE FOURNIS PAR DES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES.

NOM DE L'ENTREPRISE	Coût
COMMUNICATION DEMO INC.	10 798,07 \$
CEDROM-SNI INC.	16 445,03 \$
TOTAL	27 243,10 \$

POUR LA DIFFUSION DE SES COMMUNIQUÉS, L'OFFICE UTILISE LES SERVICES DE CNW TELBEC. POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LA DÉPENSE S'ÉLÈVE À 1 885,80 \$.

DONNÉES EN DATE DU 31 MARS 2016

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES

STÉPHANE BOIVIN : TÂCHE REPRÉSENTANT 0,5 ETC
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

FRAIS DE DÉPLACEMENTS : 950 \$
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.

AUCUNE
- D. LE TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE, VENTILÉ PAR POSTE DE DÉPENSES (REVUE DE PRESSE, ANALYSE DE PRESSE, ETC.), LES FIRMES EXTERNES OU CONSULTANTS ENGAGÉS À CETTE FIN, AINSI QUE LES SUJETS QUI FONT OU ONT FAIT L'OBJET D'UNE VEILLE MÉDIATIQUE.

REVUE DE PRESSE : 20 944 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, UNE SEULE PERSONNE EST AFFECTÉE AUX AFFAIRES PUBLIQUES. IL S'AGIT DE MME PATRICIA LÉVESQUE, LA RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS, ENVIRON LE TIERS DE SON TEMPS EST CONSACRÉ AUX AFFAIRES PUBLIQUES (LA REVUE DE PRESSE, LA DIFFUSION SUR LE SITE INTERNET, LES COMMUNIQUÉS SUR CNW/TELBEC ET LES RELATIONS MÉDIAS).
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ EN 2015-2016 EST D'ENVIRON 23 500 \$.
- C. AUCUNE RENCONTRE N'A EU LIEU.
- D. LE MONTANT INVESTI PAR LE TRIBUNAL POUR PRODUIRE ET TRANSMETTRE LA REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE EST DE 4 190 \$. AUCUNE FIRME EXTERNE OU CONSULTANT N'A ÉTÉ ENGAGÉ POUR DE LA VEILLE MÉDIATIQUE ET AUCUN SUJET N'A FAIT L'OBJET D'UNE TELLE VEILLE.

P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉS ET LES COÛTS RELIÉS À LA PRÉPARATION DE L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES (INCLUANT LES RÉPONSES AUX QUESTIONS ET LES PRÉSENCES EN COMMISSION PARLEMENTAIRE).

	MJQ	FAVAC	FAJ	FDR	FRCP	CJA	CDPJD	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
NOMBRE D'ETC	1,69	0,04	0,04	0,13	0,06	0,02	0,20	0,12	1,18	0,06	0,36	0,20	0,17
COÛTS	132 568,46 \$	3 065,79 \$	2 919,80 \$	9 489,35 \$	4 525,69 \$	1 701,00 \$	17 618,00 \$	10 650,00 \$	102 569,00 \$	3 555,80 \$	27 324,92 \$	15 485,00 \$	13 710,00 \$

P.16 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LE TOTAL ET LA VENTILATION DES CRÉANCES ET/OU AMENDES À RECOUVRER POUR CHACUNE DES ANNÉES 2010-2011 À 2015-2016, L'ÂGE DE CES CRÉANCES (VENTILÉ PAR ANNÉES) ET LES MOYENS ENTREPRIS POUR LES RECOUVRER. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

DÉBITEURS AU 29 FÉVRIER 2016

DÉBITEURS – REVENUS DIVERS

VENTES DE BIENS ET SERVICES

FORMULES ET DOCUMENTS	29 920 \$
ACTES JUDICIAIRES	3 152 294 \$
ACTES JURIDIQUES	<u>45 543 010 \$</u>
	48 725 224 \$

AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS

INFRACTIONS – CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	32 558 687 \$
INFRACTIONS – CODE CRIMINEL	30 545 308 \$
INFRACTIONS - DIVERSES LOIS	98 715 806 \$
AIDE AUX VISTIMES D'ACTES CRIMINELS	2 143 439 \$
CONTRIBUTIONS PÉNALES	161 989 \$
SURPLUS - FONDS SPÉCIAUX	<u>2 000 000 \$</u>
	166 125 229 \$
TOTAL - DÉBITEURS – REVENUS DIVERS	214 850 453 \$

DÉBITEURS – TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

AIDE JURIDIQUE	49 904 365 \$
CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES	52 969 \$
MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE	<u>2 742 188 \$</u>
TOTAL - DÉBITEURS – TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	52 699 522 \$

TOTAL DÉBITEURS AU 29 FÉVRIER 2016	267 549 975 \$
---	-----------------------

NOTE : DONNÉES PROVENANT DES ÉTATS FINANCIERS DU MJQ AU 29 FÉVRIER 2016, EXCLUANT LES ÉCRITURES DE RADIATION, QUI SERONT COMPABILISÉES EN FIN D'EXERCICE.

Bureau des Infractions et Amendes COMPTES À RECEVOIR au 29 Février 2016				
CLASSIFI- CATION	ÂGE DES COMPTES	COMPTES À RECEVOIR		
		actifs GIPA	fermés GIPA	TOTAL
ACTES JURIDIQUES	Courants	13 145 862,84	68 933,42	13 214 796,26
	+ 1 AN	6 592 400,86	138 157,08	6 730 557,94
	+ 2 ANS	5 141 951,02	152 314,20	5 294 265,22
	+ 3 ANS	3 914 898,84	141 605,78	4 056 504,62
	+ 4 ANS	12 058 108,25	833 138,58	12 891 246,83
		<u>40 853 221,81</u>	<u>1 334 149,06</u>	<u>42 187 370,87</u>
CODE DE LA ROUTE	Courants	10 659 193,52	13 580,34	10 672 773,86
	+ 1 AN	3 983 515,08	42 591,68	4 026 106,76
	+ 2 ANS	2 882 322,41	47 763,82	2 930 086,23
	+ 3 ANS	2 371 356,77	55 456,68	2 426 813,45
	+ 4 ANS	9 115 252,56	548 103,38	9 663 355,94
		<u>29 011 640,34</u>	<u>707 495,90</u>	<u>29 719 136,24</u>
CODE CRIMINEL	Courants	10 632 654,82	1 285,50	10 633 940,32
	+ 1 AN	6 005 992,10	11 865,70	6 017 857,80
	+ 2 ANS	3 380 876,23	23 542,07	3 404 418,30
	+ 3 ANS	2 018 513,13	13 363,04	2 031 876,17
	+ 4 ANS	8 044 677,29	72 095,73	8 116 773,02
		<u>30 082 713,57</u>	<u>122 152,04</u>	<u>30 204 865,61</u>
AUTRES LOIS	Courants	22 262 914,91	205 418,00	22 468 332,91
	+ 1 AN	17 176 296,93	309 913,39	17 486 210,32
	+ 2 ANS	13 932 094,40	304 435,83	14 236 530,23
	+ 3 ANS	10 870 265,37	303 178,52	11 173 443,89
	+ 4 ANS	27 915 151,32	1 209 592,06	29 124 743,38
		<u>92 156 722,93</u>	<u>2 332 537,80</u>	<u>94 489 260,73</u>
Contribution 10 \$	Courants	716 148,69	4 985,05	721 133,74
	+ 1 AN	312 540,60	6 400,76	318 941,36
	+ 2 ANS	227 447,10	6 044,44	233 491,54
	+ 3 ANS	189 563,99	6 621,37	196 185,36
	+ 4 ANS	539 144,57	36 962,48	576 107,05
		<u>1 984 844,95</u>	<u>61 014,10</u>	<u>2 045 859,05</u>
Contribution Pénale	Courants	161 675,97	313,02	161 988,99
	+ 1 AN	0,00	0,00	0,00
	+ 2 ANS	0,00	0,00	0,00
	+ 3 ANS	0,00	0,00	0,00
	+ 4 ANS	0,00	0,00	0,00
		<u>161 675,97</u>	<u>313,02</u>	<u>161 988,99</u>
SOMMAIRE	Courants	57 578 450,75	294 515,33	57 872 966,08
	+ 1 AN	34 070 745,57	508 928,61	34 579 674,18
	+ 2 ANS	25 564 691,16	534 100,36	26 098 791,52
	+ 3 ANS	19 364 598,10	520 225,39	19 884 823,49
	+ 4 ANS	57 672 333,99	2 699 892,23	60 372 226,22
		<u>194 250 819,57</u>	<u>4 557 661,92</u>	<u>198 808 481,49</u>

Données provenant du Système SGIPA (Système de Gestion des Infractions et de Perception des Amendes)

Ces créances ont été diminuées d'un montant de 10 990 672 \$, qui représente les dossiers radiés en 2015-2016

MOYENS ENTREPRIS POUR RECOUVRER CES MONTANTS

PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LE BIA A REÇU PRÈS DE 12 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2014-2015. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES EXÉCUTE LES JUGEMENTS SUIVANTS LES DISPOSITIONS DU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1. CRÉANCES À RECEVOIR:	MARS 2016
VOLET CONTRIBUTIF	737 779 \$
RECOUVREMENT DES COÛTS	836 396 \$
TOTAL	<u>1 574 175 \$</u>
2. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT:	
RECLAMATIONS ÉCRITES, RELANCES TÉLÉPHONIQUES, DEUXIÈME ENVOI ÉCRIT (MISE EN DEMEURE).	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR PERÇOIT DES REVENUS DES PERMIS ET DES AMENDES DÉCOULANT D'INFRACTIONS AUX LOIS ET RÈGLEMENTS SOUS SA RESPONSABILITÉ.

EN CE QUI A TRAIT AUX REVENUS DE PERMIS, ILS SONT CONSTATÉS AU MOMENT DU PAIEMENT. EN EFFET, UN PERMIS NE PEUT ÊTRE DÉLIVRÉ S'IL N'EST PAS PAYÉ. POUR CETTE RAISON, IL N'Y A PAS DE « CRÉANCE À RECEVOIR (ET À RECOUVRER) POUR LES PERMIS ».

QUANT AUX REVENUS D'AMENDES IMPOSÉES PAR LES TRIBUNAUX À LA SUITE DU DÉPÔT DE POURSUITES DE NATURE PÉNALES, ILS NE RELÈVENT PAS DE L'OFFICE.

EN EFFET, L'OFFICE GÈRE SON PROPRE GREFFE PÉNAL ET PEUT DÉPOSER LES POURSUITES PÉNALES RELEVANT DE L'UNE OU L'AUTRE DES LOIS SOUS SA SURVEILLANCE. CELA EST RENDU POSSIBLE EN VERTU D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) ÉMISE EN FAVEUR DE CERTAINS JURISTES À L'EMPLOI DE L'OFFICE.

OR, L'OFFICE N'ENCAISSERA LES REVENUS DES AMENDES QUE SI LE DÉFENDEUR A PLAIDÉ COUPABLE AUX INFRACTIONS REPROCHÉES. À DÉFAUT D'AVOIR REÇU UN TEL PLAIDOYER OU LORSQUE LE DÉFENDEUR FAIT DÉFAUT DE RÉPONDRE AUX ACCUSATIONS (IL EST ALORS RÉPUTÉ AVOIR PLAIDÉ NON-COUPABLE), LE GREFFE PÉNAL TRANSMET LE DOSSIER JUDICIAIRE DIRECTEMENT AUX GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE CONCERNÉS AFIN QU'IL SOIT TRAITÉ PAR LES TRIBUNAUX (LE DPCP PREND ALORS EN CHARGE LE DOSSIER). À PARTIR DE CE MOMENT, L'OFFICE N'EST PLUS RESPONSABLE DE LA GESTION DU DOSSIER, Y COMPRIS DES AMENDES QUI PEUVENT EN DÉCOULER. LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DEVIENT AUTOMATIQUEMENT LE SEUL RESPONSABLE DE LA GESTION DES AMENDES EN PROVENANCE DES DOSSIERS DE L'OFFICE.

ENFIN, SI UN COMMERÇANT OMET DE PAYER L'AMENDE À L'OFFICE MALGRÉ SON PLAIDOYER DE CULPABILITÉ, LE DOSSIER EST TRANSMIS PAR L'OFFICE AU PALAIS DE JUSTICE CONCERNÉ POUR LE TRAITEMENT DU DOSSIER. ENCORE UNE FOIS, À PARTIR DE CE STADE, L'OFFICE PERD LA RESPONSABILITÉ DU DOSSIER ET DE LA PERCEPTION DES AMENDES QUI EN DÉCOULENT.

À TITRE D'INFORMATION, AU 28 FÉVRIER 2016, L'OFFICE AVAIT PERÇU 107 207,34 \$ D'AMENDES POUR L'ANNÉE 2015-2016. IL S'AGIT PAR CONSÉQUENT DE REVENUS LIÉS À DES DOSSIERS POUR LESQUELS L'OFFICE A REÇU UN PLAIDOYER DE CULPABILITÉ.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.17 LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDiquer LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDiquer CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.18 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2016-2017.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES)	242 101 \$
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	33 373 052 \$
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	33 041 047 \$
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	417 553 \$
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS)	2 125 \$
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN)	785 \$
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE)	52 922 921 \$
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES)	12 040 889 \$
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST DÉSORMAIS ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 ET 500 \$ ET 25% DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10\$ DE CONTRIBUTION VA AU BAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.	969 520 \$
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	25 159 345 \$
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÉGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU BAVAC)	11 617 870 \$
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. LE MJQ DOIT PROCÉDER AINSI SELON UNE CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI LE MJQ IMPUTE LE RECouvreMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, LE MJQ UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS).	26 117 \$

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-04-03	RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	15 071 \$
04-04-04	RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	120 467 \$
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE) MONTANT NÉGATIF AU 29 FÉVRIER 2016, CAR NOUS AVONS LIQUIDÉ EN 15-16 UNE PARTIE DU COMPTE À RECEVOIR COMPTABILISÉ EN FIN D'EXERCICE 14-15, ET LE COMPTE À RECEVOIR DE L'ANNÉE COURANTE N'EST PAS ENCORE COMPTABILISÉ	(32 896 \$)
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 529 694\$, SUITE À UNE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2015-2016, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 191 600 \$ À CET ORGANISME)	264 847 \$
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (26,40\$ PAR CASSETTE EN 2015-2016)	41 026 \$
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	27 278 \$
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	108 477 \$
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-37 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	23 867 305 \$
TOTAL REVENUS		194 224 900 \$

NOTE : REVENUS COMPTABILISÉS AU 29 FÉVRIER 2016

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
540336	CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ ¹	23 591 426 \$
540315	SURAMENDE COMPENSATOIRE ²	7 977 658 \$
540316	CONTRIBUTION PÉNALE	1 100 \$
540318	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ ³	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS ⁴	38 265 \$
5403150203	SURAMENDE COMPENSATOIRE (15 % ADOLESCENT) ⁵	3 632 \$
TOTAL REVENUS		32 849 719 \$

NOTE : LES MONTANTS CORRESPONDENT AUX DONNÉES EN MAIN AU 31 MARS 2016.

¹ LE MONTANT INCLUT LE VERSEMENT ANNUEL DE 16 708 300 \$ AU FAVAC PROVENANT DU FONDS CONSOLIDÉ POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2015 ET LES MONTANTS DES CONTRIBUTIONS DE 6 883 126 \$ ENCAISSÉS ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016. LA CONTRIBUTION PÉNALE 10 \$ EST DÉTERMINÉE SUR UNE PÉRIODE DE 15 MOIS, SOIT DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 MARS 2016.

² LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES REÇUES ET TRAITÉES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2015 ET LE 30 MARS 2016.

³ LE MONTANT EST DÉTERMINÉ PAR DÉCRET (NO 349-99 DU 31 MARS 1999).

⁴ LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015 AU MONTANT DE 30 015 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊT ESTIMÉ À 8 250 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2016.

⁵ LE MONTANT CORRESPOND AUX SURAMENDES COMPENSATOIRES POUR ADOLESCENT AU 29 FÉVRIER 2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS PÉNALES)	8 484 020\$
06-04-AJ (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 550 235 \$*
56-04-32 (484025)	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (MJQ)	544 100 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS (COMPTE DE BANQUE)	20 473 \$
TOTAL REVENUS		11 598 828 \$

DONNÉES EN DATE DU 31 MARS 2016.

*POUR LE MONTANT EN PROVENANCE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT LES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE, IL S'AGIT D'UNE PRÉVISION, LE VERSEMENT ÉTANT À VENIR.

POUR LES REVENUS D'INTÉRÊTS, LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015 AU MONTANT DE 11 473 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊTS ESTIMÉ À 9 000 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2016.

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2015-2016 (ESTIMATIF)
REVENUS AUTONOMES	Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM)	34 298 465 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des lobbyistes	92 309 \$
REVENUS AUTONOMES	Service de certification (ICPG)	185 129 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des commissaires à l'assermentation	556 691 \$
REVENUS AUTONOMES	Registre des lettres patentes foncières	3 964 \$
REVENUS AUTONOMES	Registres des ventes	320 460\$
TOTAL REVENUS		35 457 018\$

NOTE : CES MONTANTS REPRÉSENTENT LES REVENUS ESTIMATIFS POUR 2015-2016.

P.19 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2012-2013 ET 2013-2014.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES DONT LA PERCEPTION EST CONFIÉE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

	29 FÉVRIER 2016 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	198,6
REVENUS	129,2
RECETTES	116,6
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	200,2

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS POUR NON RÉALISATION DE REVENU.

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN (AU 29 FÉVRIER 2016) ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 11 M \$, QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE 2015-2016.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LE BIA A REÇU PRÈS DE 12 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2014-2015. LA CLIENTÈLE ÉTANT DIRECTEMENT PROPORTIONNELLE À LA VOLUMÉTRIE, LE BIA A CONSACRÉ LA MAJORITÉ DE SES EFFORTS AU SERVICE À LA CLIENTÈLE ET DANS LE TRAITEMENT DES NOUVEAUX JUGEMENTS. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES FAIT UN SUIVI BIMENSUEL DE LA VOLUMÉTRIE DES DOSSIERS EN DÉFAUT ET DES ENTENTES DE PAIEMENT NON-RESPECTÉES AFIN DE PRIORISER LES INTERVENTIONS À EFFECTUER.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : RATIO RECETTES / REVENUS

	29 FÉVRIER 2016 EN %
	RÉSULTATS OBTENUS
INFRACTIONS	99,8 %
PERCEPTION	83,6 %
TOTAL DU BIA	90,2 %

P.20 POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2016, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 00 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

MINISTÈRE

TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 100 K\$	TOTAL
	DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		
Actes juridiques	44 878 301 \$	1 367 909 \$	4 193 525 \$	50 439 735 \$
Infractions - Code sécurité routière	32 132 502 \$	730 201 \$	- \$	32 862 702 \$
Infractions - Code criminel	81 201 058 \$	161 351 \$	722 000 \$	82 084 409 \$
Infractions - Diverses lois	281 965 071 \$	3 595 828 \$	224 115 171 \$	509 676 070 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	1 984 845 \$	61 014 \$	8 200 \$	2 054 059 \$
Contribution pénale	161 676 \$	313 \$	- \$	161 989 \$
Total	442 323 452 \$	5 916 616 \$	229 038 896 \$	677 278 964 \$

NOTE : DONNÉES AU 29 FÉVRIER 2016

LES DOSSIERS FERMÉS DE MOINS DE 100 000\$ AINSI QUE LES DOSSIERS DE 100 000\$ ET PLUS SONT CONSIDÉRÉS COMME DES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

P.21 POUR LES ANNÉES 2010 A 2016, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

MINISTÈRE

CES DONNÉES NE SONT PAS DISPONIBLES.

P.22 POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.

MINISTÈRE

VALEUR TOTALE DES CRÉANCES DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES PAR TRANCHE D'ÂGE AU 29 FÉVRIER 2016					
		DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 100 K\$	
ÂGE	TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		TOTAL
1 an et moins					
	Actes juridiques	14 987 873 \$	72 108 \$	1 331 096 \$	16 391 077 \$
	Infractions - Code sécurité routière	12 199 755 \$	18 073 \$	- \$	12 217 828 \$
	Infractions - Code criminel	34 680 141 \$	6 336 \$	- \$	34 686 477 \$
	Infractions - Diverses lois	53 642 897 \$	231 676 \$	34 092 550 \$	87 967 123 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	716 149 \$	4 985 \$	2 130 \$	723 264 \$
	Contribution pénale	161 676 \$	313 \$	- \$	161 989 \$
Sous-total - 1 an et moins		116 388 490 \$	333 491 \$	35 425 776 \$	152 147 757 \$
1 - 2 ans					
	Actes juridiques	7 256 130 \$	143 210 \$	1 035 341 \$	8 434 681 \$
	Infractions - Code sécurité routière	4 565 916 \$	46 788 \$	- \$	4 612 704 \$
	Infractions - Code criminel	12 701 126 \$	29 449 \$	- \$	12 730 575 \$
	Infractions - Diverses lois	37 972 168 \$	377 715 \$	69 507 297 \$	107 857 180 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	312 541 \$	6 401 \$	2 750 \$	321 691 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total 1 - 2 ans		62 807 881 \$	603 562 \$	70 545 388 \$	133 956 831 \$
2 - 3 ans					
	Actes juridiques	5 579 648 \$	154 590 \$	280 195 \$	6 014 434 \$
	Infractions - Code sécurité routière	3 157 753 \$	51 563 \$	- \$	3 209 316 \$
	Infractions - Code criminel	5 427 862 \$	27 447 \$	240 000 \$	5 695 309 \$
	Infractions - Diverses lois	44 209 602 \$	548 703 \$	33 996 063 \$	78 754 368 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	227 447 \$	6 044 \$	1 500 \$	234 992 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total 2 - 3 ans		58 602 312 \$	788 347 \$	34 517 759 \$	93 908 419 \$
3 - 4 ans					
	Actes juridiques	4 335 449 \$	146 862 \$	430 508 \$	4 912 820 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 599 755 \$	58 754 \$	- \$	2 658 508 \$
	Infractions - Code criminel	3 703 907 \$	14 188 \$	137 000 \$	3 855 095 \$
	Infractions - Diverses lois	22 450 495 \$	668 769 \$	23 867 143 \$	46 986 407 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	189 564 \$	6 621 \$	910 \$	197 095 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total 3 - 4 ans		33 279 170 \$	895 194 \$	24 435 562 \$	58 609 925 \$
4 - 5 ans					
	Actes juridiques	2 997 489 \$	164 036 \$	187 934 \$	3 349 459 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 046 130 \$	26 428 \$	- \$	2 072 558 \$
	Infractions - Code criminel	2 656 647 \$	13 725 \$	- \$	2 670 372 \$
	Infractions - Diverses lois	15 553 382 \$	591 530 \$	8 775 107 \$	24 920 019 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	125 342 \$	4 279 \$	330 \$	129 951 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total 4 - 5 ans		23 378 989 \$	799 998 \$	8 963 371 \$	33 142 359 \$
5 ans et plus					
	Actes juridiques	9 721 712 \$	687 103 \$	928 450 \$	11 337 265 \$
	Infractions - Code sécurité routière	7 563 194 \$	528 595 \$	- \$	8 091 789 \$
	Infractions - Code criminel	22 031 375 \$	70 206 \$	345 000 \$	22 446 581 \$
	Infractions - Diverses lois	108 136 527 \$	1 177 435 \$	53 877 011 \$	163 190 973 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	413 803 \$	32 684 \$	580 \$	447 066 \$
	Contribution pénale	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total 5 ans et plus		147 866 610 \$	2 496 023 \$	55 151 041 \$	205 513 674 \$
Total					
	Actes juridiques	44 878 301 \$	1 367 909 \$	4 193 525 \$	50 439 735 \$
	Infractions - Code sécurité routière	32 132 502 \$	730 201 \$	- \$	32 862 702 \$
	Infractions - Code criminel	81 201 058 \$	161 351 \$	722 000 \$	82 084 409 \$
	Infractions - Diverses lois	281 965 071 \$	3 595 828 \$	224 115 171 \$	509 676 070 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	1 984 845 \$	61 014 \$	8 200 \$	2 054 059 \$
	Contribution pénale	161 676 \$	313 \$	- \$	161 989 \$
TOTAL		442 323 452 \$	5 916 616 \$	229 038 896 \$	677 278 964 \$

LE NOMBRE DE DOSSIERS PAR TYPE DE CRÉANCE PAR ANNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

P.23 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

LES RÉALISATIONS 2015-2016

- OUTIL D'AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (OARL) – (TERMINÉ)
- REFONTE DU SITE WEB – (RÉALISATION EN COURS)
- REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) – (CONCEPTION TERMINÉE – RÉALISATION AUTORISÉE)
- UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC – (TERMINÉ)
- OCU – PHASE 1 – SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES (WIFI) – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL – (RÉALISATION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE – (RÉALISATION EN COURS)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION TERMINÉE)
- REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (INFOTRAC) – (CONCEPTION EN COURS)

Le MJQ n'a reçu aucune somme du Fonds de suppléance du Conseil du Trésor pour le développement des services de certification en 2015-2016.

FONDS DES REGISTRES

En 2015-2016, aucune somme n'a été avancée au Fonds des registres par le Fonds de suppléance du Conseil du Trésor pour le développement des services de certification.

LES RÉALISATIONS DE L'ANNÉE 2015-2016 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

- **POUR L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :**
 - RÉALISATION DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE ORIENTÉE « SERVICES » :
 - MODÈLE D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE, FICHES DE CAPACITÉ, FICHES DE SERVICES, PROCESSUS D'AFFAIRES ET ORGANISATIONNELS DE LA DRC ÉLABORÉS SELON LE NOUVEAU GABARIT;
 - ÉLABORATION DU MODÈLE INFORMATIONNEL DE LA DRC ;
 - MODÉLISATION DES SERVICES APPLICATIFS DE LA DRC ;
 - MODÉLISATION DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE LA DRC;
 - TRAÇABILITÉ ENTRE CHAQUE VOLET EN UTILISANT L'OUTIL DE MODÉLISATION « ENTERPRISE ARCHITECT », COMME RÉFÉRENTIEL;
 - PRODUCTION D'UNE CENTAINE DE RAPPORTS (EXTRANTS) ISSUES DE L'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE.
 - TRANSFORMATION DES PROCESSUS DE GESTION DES TECHNOLOGIES VERS LES BONNES PRATIQUES (ITIL : INFORMATION TECHNOLOGY INFRASTRUCTURE LIBRARY) ET IDENTIFICATION DES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION;
 - FINALISATION DES TRAVAUX DE CLASSIFICATION DES ACTIFS INFORMATIONNELS;
 - DÉBUT DES TRAVAUX SUR LE PLAN DE CONTINUITÉ DES SERVICES DE LA DRC;
 - DÉBUT DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE CONTINUITÉ DES SERVICES (ENVIRONNEMENT DE RELÈVE);
 - DÉBUT DES TRAVAUX RELIÉS À L'ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ D'ENTREPRISE DE LA DRC AU NIVEAU AFFAIRES;
 - MISE EN PLACE D'UN PROCESSUS OPTIMISÉ DE GESTION DU CONTENU INFORMATIONNEL ET CHOIX D'UN LOGICIEL DE GESTION DE CONTENU (CMS) POUR LES SITES WEB INFORMATIONNELS DE LA DRC;
 - OPTIMISATION DU PROCESSUS ET MISE EN PLACE DES OUTILS DE GESTION DE PORTEFEUILLES ET DE PROJETS
 - ARCHITECTURE ET IMPLANTATION D'UN RÉSEAU SANS FIL À LA DRC;
 - ÉTUDE DE POSITIONNEMENT SUR LA SOLUTION DE SAUVEGARDE ACTUELLE DE LA DRC;

- FINALISATION DES TRAVAUX D'ARCHITECTURE DE REHAUSSEMENT DES ENVIRONNEMENTS VIRTUELS (VMWARE) DE LA DRC ET DÉBUT DES TRAVAUX DE RÉALISATION;
- IMPLANTATION DES MÉCANISMES DE REDONDANCE ÉLECTRIQUE ET BRANCHEMENT DES LIGNES SUR LES GÉNÉRATRICES DU MINISTÈRE;
- FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DEMANDES ÉLECTRONIQUES DE SERVICES DE MISSION (GDSM);
- REHAUSSEMENT DU LOGICIEL DE GESTION DOCUMENTAIRE.
- **POUR LE REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM) :**
 - AJUSTEMENTS DU SYSTÈME DU RDPRM POUR SE CONFORMER AUX EXIGENCES DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC) DONT L'ENTRÉE EN VIGUEUR ÉTAIT LE 1ER JANVIER 2016;
 - MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES POUR L'HÉBERGEMENT DE L'APPLICATION DU RDPRM;
 - AJUSTEMENT DE L'APPLICATION DU RDPRM POUR UTILISER LES SERVICES DU CSPQ EN MATIÈRE D'IMPRESSON ET D'EXPÉDITION DES EXTRANTS UTILISANT LE SUPPORT PAPIER.
- **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**
 - MISE À NIVEAU DES MÉCANISMES DE TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES INSCRIPTIONS AU REGISTRE DES LOBBYISTES EN UTILISANT LES IDENTIFIANTS ET MOT DE PASSE.
- **POUR LE SERVICE DE CERTIFICATION :**
 - DÉBUT DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE LA TECHNOLOGIE DE CHIFFREMENT : REHAUSSEMENT DE L'ALGORITHME DE HACHAGE DE LA SIGNATURE DES CERTIFICATS ;
 - DÉBUT DES TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE VISANT À GÉRER L'INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES NOUVEAUX FURETEURS ET LE « PLUG-IN » JAVA;
- **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**
 - FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION DU REGISTRE DES VENTES PERMETTANT LA MISE EN VIGUEUR DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DONT L'ENTRÉE EN VIGUEUR ÉTAIT LE 1ER JANVIER 2016;
 - IMPLANTATION DU 1ER SITE WEB (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL) COMPATIBLE À LA MOBILITÉ (TABLETTE NUMÉRIQUE ET TÉLÉPHONE INTELLIGENT);
 - FINALISATION DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE ET IMPLANTATION DU SYSTÈME DE GESTION DE LA CLIENTÈLE INTÉGRANT UNE NOUVELLE CLIENTÈLE SOIT LES HUISSIERS DE JUSTICE DE MÊME QUE LES INTERVENANTS RELIÉS À LA PUBLICATION DES VENTES SOUS CONTRÔLE DE JUSTICE;
 - MISE EN PLACE DE LA SOLUTION DE PARE-FEU APPLICATIF (WAF) PERMETTANT D'UNE PART LE SUPPORT À LA MOBILITÉ ET D'AUTRE PART, UNE AUTONOMIE COMPLÈTE POUR LA CRÉATION, LA MISE À JOUR ET LA SUPPRESSION DU CONTENU INFORMATIONNEL DES SITES WEB DE LA DRC.
- **POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE :**
 - DÉVELOPPEMENT ET IMPLANTATION DE LA SOLUTION MINIMALE EN SUPPORT AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ; MISE EN PLACE DES OUTILS TECHNOLOGIQUES (BUREAUTIQUE, RÉSEAUTIQUE...) POUR LE BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE (BAPRV);
 - DÉBUT DES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLUTION INTÉGRÉE EN SUPPORT AU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE (VOLET BAPRV ET VOLET MINISTÈRE DE LA JUSTICE).

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS*

VOIR FONDS DES REGISTRES (POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE)

* POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016, LES DÉPENSES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE POUR LE PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE ONT ÉTÉ ASSUMÉES PAR LE FONDS DES REGISTRES. À COMPTER DE L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, ELLES SERONT IMPUTÉES AU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU'INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D'INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI), ET RÉELS EN DATE DU 24 MARS 2016:

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS(000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	197,1	156,2	(40,9)	EFFECTIF RÉDUIT : NON REMPLACEMENT D'UN EFFECTIF BUREAU
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	854.1	795,5	(58,6)	EFFECTIF RÉDUIT : DÉLAI DE REMPLACEMENT, ET RÉDUCTION DES SERVICES EXTERNES
PROJETS	33,0	0	(33.0)	PROJET À L'ÉTUDE EN DÉBUT D'ANNÉE : NON RÉALISÉ
Total	1 084,2	951,7	(132,5)	

SEULES LES ACTIVITÉS DE MAINTIEN ET LES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION ONT ÉTÉ MAINTENUES. MALGRÉ LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ACTUELLEMENT, NOUS PRIORISONS NOS EFFORTS EN TERME DE RESSOURCES HUMAINES EN FONCTION DES PRIORITÉS ÉTABLIES DANS LE CADRE DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2015-2019 (*AVIS ET RECOMMANDATION DU DSI – APPROBATION DE LA PARI*)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

SOMMES DISTRIBUÉES DANS LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE

RÉGIONS	2015-2016
	PHASE 16
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	45 770 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	78 429 \$
CÔTE-NORD	10 816 \$
ESTRIE	18 069 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	70 850 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	40 436 \$
MONTRÉAL	89 900 \$
OUTAOUAIS	30 599 \$
QUÉBEC	57 290 \$
RIVE-SUD	88 588 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	21 113 \$
CSJ *	39 926 \$
TOTAL	591 786 \$

* MONTANT DE LA CSJ INCLUS ÉGALEMENT À LA RÉPONSE DE LA QUESTION P.3.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
NON APPLICABLE

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS DU SERVICE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES EN 2015-2016 SONT PRÉSENTÉES DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS.

PROJETS	Avancement	RH ¹ prévues(ETC)	RH ¹ utilisées(ETC)	RF ² prévues(en k\$)	RF ² utilisées(en k\$)
MIGRATION DES POSTES DE TRAVAIL À WINDOWS 8 ³	100 %	0,4	0,2	24,9	13,3
TRANSFERT DE LA GESTION DES LICENCES DE LA SAAQ VERS L’OPC	100 %	1,8	0,8	224,1	48,4

- 1 RH : RESSOURCES HUMAINES PRÉVUES ET UTILISÉES POUR L’ANNÉE 2015-2016
- 2 RF : RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES ET UTILISÉES POUR L’ANNÉE 2015-2016(EN MILLIERS DE DOLLARS)
- 3 NOM OFFICIEL DU PROJET TEL QUE MENTIONNÉ DANS LES DOCUMENTS DE REDDITION DE COMPTES FOURNIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR. APRÈS ÉVALUATION, L’OFFICE A DÉCIDÉ D’IMPLANTER LA VERSION 8.1 DU SYSTÈME D’EXPLOITATION WINDOWS, TEL QU’ÉCRIT CI-DESSOUS.

LA MIGRATION DES POSTES DE TRAVAIL S’EST TERMINÉE DANS L’EXERCICE 2015-2016. COMME LE SOUTIEN DE MICROSOFT POUR WINDOWS XP VENAIT À ÉCHÉANCE, L’OFFICE A CHOISI D’INSTALLER LE SYSTÈME D’EXPLOITATION WINDOWS 8.1.

LE TRANSFERT DE LA GESTION DES LICENCES DE COMMERÇANT ET RECYCLEUR DE VÉHICULES ROUTIERS DE LA SAAQ VERS L’OFFICE EST UN PROJET QUI DÉCOULE DE L’ADOPTION DU PROJET DE LOI 25 LE 24 MARS 2015. LE TRANSFERT EST ENTRÉ EN VIGUEUR LE 19 OCTOBRE 2015. LE PROJET S’EST TERMINÉ DANS L’EXERCICE 2015-2016.

L’ÉCART ENTRE LES RESSOURCES FINANCIÈRES PRÉVUES (224,1 K\$) ET LES RESSOURCES FINANCIÈRES UTILISÉES (48,4 K\$) DE CE PROJET S’EXPLIQUE PRINCIPALEMENT PAR LES DEUX RAISONS SUIVANTES :

- LORS DE LA DÉCLARATION DU PROJET (PRODUCTION DU PARI 2015-2016), NOUS ÉTIIONS EN ATTENTE D’UN AVIS DU CONTRÔLEUR DES FINANCES CONCERNANT L’INCLUSION DE CERTAINS COÛTS DANS LE PROJET. OR, CET AVIS A ÉTÉ REÇU APRÈS LA DÉCLARATION DU PROJET ET IL A FAIT EN SORTE QUE PLUSIEURS ÉLÉMENTS DE L’ÉVALUATION INITIALE ONT ÉTÉ EXCLUS DU PROJET INFORMATIQUE.
- DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS CONNUS EN COURS DE PROJET ONT SIMPLIFIÉ LA SOLUTION TECHNOLOGIQUE ET ENGENDRÉ MOINS DE DÉPENSES QUE PRÉVU.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

PLAN TRIENNAL DE L’OPQ TEL QUE TRANSMIS AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR :

RÉALISÉ	2015-2016
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	571 600
PROJETS INFORMATIQUES	-
	571 600

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 29-02-2016)	RÉALISATION EN 2015-2016
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L8 – ANALYSE SYSTÈME MISSION ET TEMPS DE REPRISE LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L9-SECURISATION_INFRASTRUCTURES_MISSION
003_PVÉ – PROCÈS- VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAI ET SAS LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAE/STE• REA-L11-MISE EN PLACE LPP
002_GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS (CPE ET LPP COMPLÉTÉ EN SAS) LIVRAISONS PROGRESSÉES : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2-SAS• REA-L3.2-SAI• REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES• REA-L4-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES
030_MODERNISATIO N DES TI	MODERNISATION DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE MISSION – <i>RÉALISATION NON DÉBUTÉE</i>	CE PROJET CIBLE LA MODERNISATION DU SOUTIEN À L'ACTIVITÉ JURIDICTIONNELLE AU TAQ. DES ANALYSES PRÉLIMINAIRES ONT ÉTÉ RÉALISÉES CETTE ANNÉE AVEC LA RÉALISATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES POUR UN PROJET MODERNISATION DE LA SOLUTION DE MISSION DU TRIBUNAL.
006_SÉCURITÉ DE L'INFORMATION - PLAN D'ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI• PREA-L3-SENSIBILISATION ET FORMATION EN SI
038_GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D'UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L2 – GOUVERNANCE DE LA GIR LIVRAISON PROGRESSÉE : <ul style="list-style-type: none">• REA-L1-PLANIFICATION• REA-L3-CRÉATION DE LA FONCTION GIR

P.24 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L’IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2016-2017. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.

MINISTÈRE

LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D’ACTIVITÉS PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS. IL A ÉGALEMENT TRAVAILLÉ À DÉVELOPPER SON PLAN PRÉLIMINAIRE DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE SUR TROIS ANS AINSI QUE SA VISION CIBLE VISANT À RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE, PLUS MODERNE ET EFFICIENTE.

LE TABLEAU QUI SUIT REPRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L’ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

PROJET	TOTAL À CE JOUR
OCU PHASE 1 - SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES	368 400,00 \$
UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	349 122,00 \$
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES	173 880,00 \$
ACTIVITÉS	Coûts 2015-2016
ENTENTE CADRE AVEC L’UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	75 000,00 \$

P.25 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).

MINISTERE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2015-2016
GROSSESSE	
HANDICAP ET/OU MALADIE	1
TOTAL	

NOTE :

- CONGES SANS TRAITEMENT :
 - OCTROI D'UN CONGE SANS TRAITEMENT D'UNE DUREE DE 3H30 PAR SEMAINE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2015-2016
GROSSESSE	0
HANDICAP ET/OU MALADIE	8
TOTAL	8

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PENALES

VOICI UNE LISTE INDIQUANT LA NATURE ET LE NOMBRE D'ACCOMMODEMENTS REPERTORIES PAR LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR LA PERIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 4 MARS 2016.

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2015-2016
GROSSESSE	9
HANDICAP ET/OU MALADIE	5
TOTAL	14

GROSSESSE

- MODIFICATION TEMPORAIRE DE CERTAINES TACHES DE TRAVAIL DANS LE CADRE DU PROGRAMME « POUR UNE MATERNITE SANS DANGER » DE LA COMMISSION DES NORMES, DE L'EQUITE, DE LA SANTE ET DE LA SECURITE DU TRAVAIL (CNESST), LEQUEL EST INTEGRE DANS LE « PROGRAMME D'ASSIGNATION OU D'AFFECTATION TEMPORAIRE POUR LE PERSONNEL AYANT UNE CONDITION MEDICALE PARTICULIERE »
- DIMINUTION DU NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL PAR SEMAINE

HANDICAP ET/OU MALADIE

- AUTORISATION DE RESTRICTIONS MEDICALES A LA SUITE D'UN CONGE EN INVALIDITE
- AUTORISATION DU RETOUR AU TRAVAIL EN DEHORS DE LA PERIODE DE 104 SEMAINES PREVUE EN VERTU DU REGIME D'ASSURANCE TRAITEMENT

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUEBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC
AUCUN.

P.26 INDiquer les démarches entreprises dans le cadre de la réflexion sur la concentration des causes dans le district de Montréal et la répartition des juges entre les régions, et le cas échéant, le détail sur les travaux menés et les actions prévues pour 2016-2017.

MINISTÈRE

La Cour du Québec est soucieuse de maintenir l'équilibre des ressources entre toutes les régions du Québec et s'emploie à réaliser cet exercice annuellement. Elle observe l'augmentation des dossiers de très grande envergure dans la région de Montréal et tente d'y consacrer les ressources nécessaires.

Le Ministère de la Justice quant à lui, coordonne la Table Justice et le Comité sur la planification judiciaire. Ces tables se veulent un forum d'échanges permettant d'identifier les besoins et les ressources nécessaires afin d'assurer une meilleure planification des activités judiciaires et ce, dans un objectif d'arrimage.

Lors de ces rencontres, les échanges ont portés notamment sur la recherche de solutions ainsi que la mise en place de processus visant à optimiser l'utilisation des ressources judiciaires.

- P.27 CONCERNANT L'INVESTISSEMENT DE 6.1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 SUR LES MESURES EN VUE D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES AUTOCHTONES, FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :
- A. L'ENVELOPPE TOTALE FOURNIE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE SUR CE MONTANT;
 - B. LA LISTE DES PROGRAMMES À PARTIR DESQUELS CES SOMMES ONT ÉTÉ DÉPENSÉES AVEC LE MONTANT POUR LEQUEL CHACUN EST RESPONSABLE;
 - C. LES PROJETS AUXQUELS CETTE ENVELOPPE EST ASSIGNÉE;
 - D. L'ÉCHÉANCE FIXÉE POUR CHAQUE PROJET;
 - E. L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX POUR CHAQUE PROJET;
 - F. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS POUR CHAQUE PROJET, S'IL Y A LIEU.
-

MINISTÈRE

L'INVESTISSEMENT DE 6,1 M\$ ANNONCÉ LE 4 NOVEMBRE 2015 A ÉTÉ VERSÉ AU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET NE COMPRENAIT PAS LES MESURES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

EN VUE D'OFFRIR UN SOUTIEN EN MATIÈRE DE JUSTICE QUI PUISSE RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTS BESOINS QUE POUVAIT AVOIR LA POPULATION AUTOCHTONE, TROIS PROPOSITIONS ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES AU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR.

1. **OFFRIR DES SERVICES AUPRÈS DES VICTIMES:** UNE (1) PERSONNE RESSOURCE DU CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CAVAC-AT) A ÉTÉ DÉDIÉE POUR INTERVENIR DIRECTEMENT DANS LES LOCAUX DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR AU BESOIN. CETTE RESSOURCE POUVAIT AINSI FOURNIR L'ENSEMBLE DES SERVICES DU CAVAC DIRECTEMENT DANS LES LOCAUX DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR AFIN DE GARANTIR UNE APPROCHE CULTURELLEMENT SÉCURISANTE.
2. **OFFRIR DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE** PAR L'ENTREMISE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUE DE VAL D'OR ET DE PRO-BONO QUI ONT OFFERT LES SERVICES D'ASSISTANCE JURIDIQUE AUPRÈS DU CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE. DES SERVICES ÉTAIENT DISPONIBLES SUR DEMANDE.
3. **OFFRIR DES SERVICES D'INDEMNISATION DES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)** PAR LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME SPÉCIFIQUE POUR TRAITER LES DEMANDES D'INDEMNISATION LIÉES AUX ÉVÈNEMENTS DE VAL D'OR.

- P.28 CONCERNANT LE LANCEMENT DU PROJET D'ENRICHISSEMENT JURIDIQUE ET DÉCISIONNEL, INDIQUER :
- A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE;
 - B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN OEUVRE DE CE PROJET;
 - C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017;
 - D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2015-2016, VENTILLÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE, ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. LES COÛTS DU PROJET-PILOTE TENU À L'ÉCOLE PIERRE-BOUCHER DE BOUCHERVILLE¹

	2015-2016
DÉPENSES TOTALES	142 \$

B. TOUS LES COÛTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE CE PROJET

	2014-2015	2015-2016	TOTAL
DÉPENSES TOTALES	10 771 \$	1 306 \$	12 077 \$

C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016

AUCUN EFFECTIF SUPPLÉMENTAIRE POUR L'ANNÉE 2015-2016.

D. LE NOMBRE D'ÉTUDIANTS AYANT PARTICIPÉ À CE PROJET POUR L'ANNÉE 2015-2016, VENTILÉ PAR ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

NOM DES ÉCOLES	VILLE	NOMBRE D'ÉTUDIANTS TOTAL
ÉDOUARD-MONTPETIT	MONTREAL	18
ST-NOM-DE-JÉSUS	MONTREAL	18
NOTRE-DAME-DE-LA-PAIX	MONTREAL	36
JÉSUS-MARIE	QUÉBEC	30
DES BERGES	QUÉBEC	25
ST-DENIS	SAGUENAY	31
APOSTOLIQUE	SAGUENAY	26
PIERRE-BOUCHER	BOUCHERVILLE	51
JEUNES DU MONDE	TERREBONNE	45
SAINTE-MARGUERITE	LAVAL	48
DE LA DURANTAYE	ST-JÉRÔME	20
TOTAL		348

¹ Les formateurs sont des volontaires. Aucune dépense n’y est alors associée à leurs déplacements.

- P.29 CONCERNANT LA CRÉATION DU BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE DES ORDRES PROFESSIONNELS, INDiquer :
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE (LOCAUX, IMMOBILISATION, SALAIRES, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-2016;
 - B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS 2016-2017;
 - C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE;
 - D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN OEUVRE.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE

AMÉNAGEMENTS DE LOCAUX (SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES)	356 100 \$
MOBILIER (RÉCUPÉRÉ D'UN AUTRE ORGANISME)	0 \$
ACQUISITIONS INFORMATIQUES	35 700 \$
HONORAIRES DU COMITÉ DE SÉLECTION DES PRÉSIDENTS (COMITÉ FORMÉ PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF)	113 200 \$
TOTAL	505 000 \$

B. COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE BUREAU

	2015-2016
RÉMUNÉRATION	1 350 000 \$
FONCTIONNEMENT	300 000 \$
TOTAL	1 650 000 \$

C. TOUS LES PRÉSIDENTS Y SIÉGEANT INCLUANT LEUR SALAIRE

MARIE-JOSÉE CORRIVEAU, PRÉSIDENTE EN CHEF	140 117 \$
DANIEL LORD, PRÉSIDENT EN CHEF ADJOINT	127 242 \$
CAROLINE CHAMPAGNE	127 242 \$
JULIE CHARBONNEAU	117 354 \$
GUY GIGUÈRE	127 242 \$
LYNE LAVERGNE	94 255 \$
JEAN-GUY LÉGARÉ	127 242 \$
LYDIA MILAZZO	94 255 \$
CHANTAL PERREAULT	127 242 \$
PIERRE SICOTTE	127 242 \$

D. S'IL Y A LIEU, LES EMPLOIS CRÉÉS À LA SUITE DE SA MISE EN OEUVRE

- EFFECTIFS EN SOUTIEN :
- DEUX AGENTES DE SECRÉTARIAT
 - UNE TECHNICIENNE JURIDIQUE

P.30 VENTILATION DES BUDGETS 2014-2015 ET 2015-2016 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.

MINISTÈRE

EN VERTU DU DÉCRET 709-2005 DU 3 AOÛT 2005, LE MONTANT ANNUEL AU-DELÀ DUQUEL L’APPROBATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE EST REQUISE POUR QUE LE CONSEIL PUISSE FAIRE DES DÉPENSES ADDITIONNELLES DANS L’APPLICATION DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES CONCERNANT LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EST FIXÉ À 1 176 400\$.

DEPUIS 2007-2008, DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE L’ORDRE DE 30 300 \$ SONT ACCORDÉS POUR LE PERFECTIONNEMENT DE JUGES AINSI QUE DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE 62 000 \$ POUR L’AJOUT DE DIX NOUVEAUX JUGES EN 2012-2013 ET DE DIX NOUVEAUX JUGES EN 2013-2014.

BUDGET ALLOUÉ AU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN 2015-2016 : 1 268 700 \$

DOCUMENTATION JURIDIQUE	425 000 \$
ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT	843 700 \$

À CE MONTANT, S’AJOUTE UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AU MONTANT DE 108 000 \$ POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN LANGUE ANGLAISE.

P.31 VENTILATION DES BUDGETS 2014-2015 ET 2015-2016 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.

MINISTÈRE

DÉPENSES ESTIMÉES POUR 2015-2016

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ORDINATEUR PORTABLE	3 800,00\$	32 300,00 \$	36 100,00 \$
BLACKBERRY	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DICTAPHONE	530,00\$	5 300,00 \$	6 890,00 \$

P.32 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2016, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDiquANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)
NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION
AU 31 MARS 2016

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue		5	5	0		0	1
Estrie		7	10	1	2015-11-13	3	0
Laval-Laurentides-Lanaudière		26	14	0		5	1
Mauricie-Bois-Francs		10	3	0		2	0
Outaouais		8	6	0		2	0
Saguenay-Lac-St-Jean		7	2	1	2016-01-31	3	0
Montréal		44	43	1	2016-01-01	13	8
Montréal		20	16	2	2016-01-09 2016-01-14	6	1
Québec-Chaudières-Appalaches		27	14	1	2013-02-08	6	1
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM		8	9	0		6	0
Sous-total :		162	122	6		46	12
TOTAL :						58	

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2015 : UN JUGE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL EST EN INVALIDITÉ LONGUE DURÉE DEPUIS LE 22 AOÛT 2014.

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR QUÉBEC AU 31 MARS 2016

INSTANCES JUDICIAIRES	31 MARS 2015			
	F	H	TOTAL	%
COUR D'APPEL				
COUR SUPÉRIEURE				
COUR DU QUÉBEC	122	162	284	43%
COURS MUNICIPALES				

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2016

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	17	34	51
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	38	26	64
CHAMBRE CIVILE	34	23	57
JURIDICTION MIXTE	72	39	111
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1	0	1
TOTAL	162	122	284

P.33 DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2015 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.

MINISTÈRE

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
MEUNIER, SYLVAIN	OUTAOUAIS	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-04-07
LADOUCEUR, JACQUES	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-06-03
MAGNAN, STEVE	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE	2015-06-03
OHAYON, KAREN	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
OTIS, ANNE-MARIE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
ROY, JACKY	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-06-03
CARRIER, HÉLÈNE	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CIVILE	2015-08-19
DÉLISLE, SERGE	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2015-08-19
PROULX, SÉBASTIEN	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-08-19
BRUNELLE, CHRISTIAN	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CIVILE	2015-09-02
NOLIN, MARTINE	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-10-07
AUTHIER, JEAN-PIERRE	MONTÉRÉGIE	JEUNESSE	2016-02-10
DESCÔTEAUX, DENISE	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE – NORD-DU-QUÉBEC	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2016-02-10
ROY, JOËLLE	MONTRÉAL	CRIMINELLE	2016-02-10

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
PARÉ, FRANÇOIS	BAS-ST-LAURENT – CÔTE-NORD – GASPÉSIE - IDLM	CRIMINELLE ET PÉNALE	2015-05-13
MARIER, LUCIE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2015-08-19

P.34 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2015.

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

MINISTÈRE

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA COSTOM S.E.N.C.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
DAVIAULT, FRANÇOIS	LEPAGE CARETTE S.N.A.	DÉROGATOIRE ²	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT MÉDIATISÉ.
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN, LAMARRE, CASGRAIN, WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
LAURIN, PIERRE	TREMBLAY, BOIS, MIGNAULT, LEMAY S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT MÉDIATISÉ.
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
RICHARD, LUC	MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE ¹	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS :			39 672,00 \$

NOTE : LÉGENDE ⁽¹⁾ MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
⁽²⁾ MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION

P.35 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2014-2015 ET 2015-2016 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2015-2016

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	134

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2015-2016

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	105
• PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN	7
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	8
• PLAINTES SOUS ÉTUDE	14

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2015-2016

NE S'APPLIQUE PAS

P.36 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 ^{ER} JUILLET 2015
JUGE EN CHEF	29 034,60 \$ ¹
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 615,05 \$ ¹
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 775,95 \$ ¹
JUGES COORDONNATEURS	19 356,40 \$ ¹
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 517,30 \$ ¹
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 359,34 \$ ²
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 517,30 \$ ¹

¹ SALAIRE DE 241 955 \$

² SALAIRE DE 205 989 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 ^{ER} JUILLET 2015
JUGE EN CHEF	12 000 \$ ³
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$ ³
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$ ³
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$ ³
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$ ³
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$ ³
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$ ³

³ AUCUN CHANGEMENT APPORTÉ AU COURS DE L'ANNÉE

P.37 POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :

- A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL ;
- B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ;
- C. LES JURISTES DE L'ÉTAT.

MINISTÈRE

A) JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DES COURS MUNICIPALES

ANNÉE	JUGE - COUR DU QUÉBEC	% D'AUGMENTATION SALARIALE	JUGES DES COURS MUNICIPALES	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 ^{ER} JUILLET				
2014	238 379 \$	0,7 %	202 943 \$	0,7 %
2015	241 955 \$	1,5 %	205 987 \$	1,5 %

C) JURISTES DE L'ÉTAT *

ANNÉE	JURISTES DE L'ÉTAT	% D'AUGMENTATION SALARIALE
LE 31 MARS 2015	108 546 \$ (MAX.)	1 %
2016	108 546 \$ (MAX.)	NÉGOCIATIONS EN COURS

* DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, UN NIVEAU EXPERT EST INTRODUIT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES JURISTES ET REPRÉSENTE 15 % DU TRAITEMENT MAXIMUM DE L'ÉCHELLE. LE JURISTE DOIT RÉPONDRE AUX DEUX CONDITIONS SUIVANTES POUR Y ACCÉDER : AVOIR SÉJOURNÉ DEUX ANNÉES AU DERNIER ÉCHELON (18) ET AVOIR EU UN RENDEMENT SATISFAISANT. CELA PORTE LE SALAIRE DU JURISTE À 124 828 \$ À COMPTER DU 31 MARS 2015.

NOTE : LES JUGES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC SONT NOMMÉS SOUS JURIDICTION FÉDÉRALE, NOUS NE POSSÉDONS PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR SALAIRE.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B) LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

915 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
 (Taux annuels)
 Heures par semaine : 35:00

		Taux au 2010-04-01 (\$)	Taux au 2011-04-01 (\$)	Taux au 2012-04-01 (\$)	Taux au 2013-04-01 (\$)	Taux au 2014-04-01 (\$)	Taux au 2015-03-31 (\$)
Classe Échelon							
1	1	44 384	50 607	51 366	52 265	53 310	53 843
1	2	46 252	52 737	53 528	54 465	55 554	56 110
1	3	48 200	54 957	55 781	56 757	57 892	58 471
1	4	50 230	57 271	58 130	59 147	60 330	60 933
1	5	52 344	59 683	60 578	61 638	62 871	63 500
1	6	54 548	62 196	63 129	64 234	65 519	66 174
1	7	56 845	64 814	65 786	66 937	68 276	68 959
1	8	59 239	67 544	68 557	69 757	71 152	71 864
1	9	61 733	70 387	71 443	72 693	74 147	74 888
1	10	64 332	73 351	74 451	75 754	77 269	78 042
1	11	67 041	76 438	77 585	78 943	80 522	81 327
1	12	69 863	79 658	80 853	82 268	83 913	84 752
1	13	72 805	83 012	84 257	85 731	87 446	88 320
1	14	75 869	86 506	87 804	89 341	91 128	92 039
1	15	79 065	90 149	91 501	93 102	94 964	95 914
1	16	82 394	93 944	95 353	97 022	98 962	99 952
1	17	85 862	97 899	99 367	101 106	103 128	104 159
1	18	89 478	102 022	103 552	105 364	107 471	108 546
1	19	93 245					
1	20	97 170					
1	21	101 263					

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

ÉCHELLES DE TRAITEMENT FONCTION PUBLIQUE														
915	PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (TAUX ANNUELS)													
Taux au 2010-04-01 (\$)		Taux au 2011-04-01 (\$)		Taux au 2012-04-01 (\$)		Taux au 2012-04-25 (\$)		Taux au 2013-04-01 (\$)		Taux au 2014-04-01 (\$)		Taux au 2015-03-31 (\$)		
Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	
Procureur en chef adjoint	96 656	116 451	97 381	117 324	98 842	119 084	121 789	146 730	123 920	149 298	126 398	152 284	127 662	153 807
Procureur en chef	105 060	126 578	105 848	127 527	107 436	129 440	132 377	159 489	134 694	162 280	137 388	165 526	138 762	167 181

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

P.38 POUR L'ANNÉE 2015-2016, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L'AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.

MINISTÈRE

LES ÉCONOMIES SONT DE L'ORDRE DE 0,5 M\$ POUR L'ANNÉE 2015-2016. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 246.28 DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES, LES SOMMES PERÇUES SONT VERSÉES AU FOND CONSOLIDÉ ET TOUTES LES SOMMES VERSÉES POUR L'APPLICATION DU RÉGIME DE RETRAITE SONT PRISES ÉGALEMENT À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ.

P.39 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2014-2015 ET 2015-2016, INDIQUER :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2016

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
CORMIER, LOUIS – ARMAND	140 117 \$	SAE
LANTHIER, PIERRE	140 117 \$	SAE
LAVERDIÈRE, ODETTE	140 117 \$	SAE
RENY, GILLES	140 117 \$	SAE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BOUTIN, FRANÇOIS	140 117 \$	STE
LACROIX, ODETTE	140 117 \$	STE
LÉVESQUE, SUZANNE	140 117 \$	STE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
BÉLANGER, LOUISE V.-P.	155 795 \$	SAI
BOUCHARD, MARIO	140 117 \$	SAI
CHAREST, MARIE	140 117 \$	SAI
COLLIN, RÉAL	140 117 \$	SAI
DE CHAMPLAIN, CLAUDE	140 117 \$	SAI
DE KOVACHICH, HÉLÈNE	140 117 \$	SAI
DION, JEAN	140 117 \$	SAI
GAGNON, GUY	140 117 \$	SAI
GOSSELIN, CHARLES	140 117 \$	SAI
GOULET, CLÉMENT	140 117 \$	SAI
GOYER, MANON	140 117 \$	SAI
PELLETIER, VÉRONIQUE	140 117 \$	SAI
PROULX, JOSÉE	129 785 \$	SAI
SANCHE, ROBERT	140 117 \$	SAI
SÉGUIN, PIERRE	140 117 \$	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
LEJEUNE, NATALIE – V.P.	155 795 \$	SAS
ARSLANIAN, CHAHÉ-PHILIPPE	140 117 \$	SAS
BEAUMIER, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, LISE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, NATALIE	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
BISSON JOLIN, LINA	140 117 \$	SAS
BOISSY, BENOIT	145 385 \$	SAS
BOTTINO, PRESHA	140 117 \$	SAS
BOUCHARD, CAROL	116 427 \$	SAS
BOUCHARD, DIANE	140 117 \$	SAS
BOULANGER, JACQUES	133 684 \$	SAS
BOURASSA, SYLVAIN	140 117 \$	SAS
BOURGALT, RICHARD	137 041 \$	SAS
CARON, JOSÉE	145 385 \$	SAS
CÔTÉ, CHRISTINE	140 117 \$	SAS
DAO, CLAUDIA	121 789 \$	SAS
DAVIAULT, MICHEL	140 117 \$	SAS
DESAULNIERS, CLAIRE	140 117 \$	SAS
DIONNE, MARIE-JOSÉE	115 328 \$	SAS
DUCHARME, ANDRÉE	145 385 \$	SAS
DUFOUR, JEAN-MARC	140 117 \$	SAS
ÉVANGÉLISTE, MARIO	140 117 \$	SAS
FONTAINE, GILLES	115 328 \$	SAS
GAGNON, KATHYA	138 810 \$	SAS
GAGNON, MARIE ANNIK	140 117 \$	SAS
GAGNON, SYLVIE	140 117 \$	SAS
GARIEPY, PHILIPPE M.	123 401 \$	SAS
GONTHIER, CAROLINE	140 117 \$	SAS
GOUIN, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
HAMEL, LOUISE	145 385 \$	SAS
LAGUEUX, DANIEL	140 117 \$	SAS
LANDRY, FRANÇOIS	140 117 \$	SAS
LAPORTE, MICHEL	140 117 \$	SAS
LE FRANÇOIS, LUCIE	140 117 \$	SAS
LE MOYNE, YVAN	140 117 \$	SAS
LECLERC, CARL	140 117 \$	SAS
LÉGARÉ, GILLES	140 117 \$	SAS
LESSARD, ROBERT	140 117 \$	SAS
LEYDET, ANNE	140 117 \$	SAS
OUELLET, CAROLE	140 117 \$	SAS
PHANEUF, STELLA	145 385 \$	SAS
PILETTE-KANE, YOLANDE	90 067\$	SAS
PROULX, MATHIEU – PRÉSIDENT	192 748 \$	SAS
RANDOIN, MICHÈLE	145 385 \$	SAS
RIVARD, MICHEL	140 117 \$	SAS
SAUVÉ, DENIS	140 117 \$	SAS
TARDY, SOLANGE	145 385 \$	SAS
TURPIN, CLAUDE	140 117 \$	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2016	SECTION
LACASSE, GISELE – PRÉSIDENTE CETM	147 123 \$	CETM (SAS)
ANGLADE, JOSEPH	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, DOMINIQUE	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, JEAN	140 117 \$	CETM (SAS)
BORDUAS, ROBERT	140 117 \$	CETM (SAS)
LAVOIE, MARTINE	140 117 \$	CETM (SAS)
LAUZON, JUDITH	140 117 \$	CETM (SAS)
MORISSETTE, ÉRIC	120 528 \$	CETM (SAS)
ROCHELIN, GERTRUDE	134 901 \$	CETM (SAS)
SAUCIER, MÉDARD	140 117 \$	CETM (SAS)

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2016

PRÉNOM ET NOM	SECTION
CARPENTIER, JOCELYN	SAS
CZYZIW, ÉLIZABETH	SAS
DEMERS, HUGUETTE	SAS
GALARNEAU, LOUISE	SAS
L'HEUREUX, BRUNO	SAS
MARCIL, DOMINIQUE	SAS
NOLET, LOUISE	SAS
ROBERGE, DANIEL	SAS
THÉRIAULT, GILLES	SAS
BECK, PHILIP	CETM (SAS)
BLAIN, LOUISE M	CETM (SAS)
CARON, CHANTAL	CETM (SAS)
CARPENTIER, PIERRE	CETM (SAS)
COURNOYER, GÉRARD	CETM (SAS)
COURTEMANCHE, MARCEL	CETM (SAS)
LABRIE, JACQUES	CETM (SAS)
LACERTE, JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)
LAMBERT, LIONEL	CETM (SAS)
LEBLANC, LUCIEN	CETM (SAS)
LEROUX, JEAN ROBERT	CETM (SAS)
MALTAIS, LOUISE	CETM (SAS)
MICHAUD, SYLVIE	CETM (SAS)
NOBÉCOURT, PHILIPPE	CETM (SAS)
QUINTAL, MARIE-LUCE	CETM (SAS)
ROY, LOUIS	CETM (SAS)
TREMBLAY, GUY	CETM (SAS)
VILLENEUVE, ANDRÉ	CETM (SAS)
FORGUES, JACQUES	SAI

B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATIO N
DEPUIS L'AMENDEMENT APPORTÉ À LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1ER JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATIO N
DAO	CLAUDIA	AVOCATE	SAS	2015-06-01			121 789\$
LEROUX	JEAN ROBERT	MÉDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2015-11-02			T. PARTIEL
MICHAUD	SYLVIE	MEDECIN PSYCHIATRE	CETM (SAS)	2015-09-28			T. PARTIEL
NOLET	LOUISE	MEDECIN	SAS	2015-07-06			T. PARTIEL
RIVARD	MICHEL	AVOCAT	SAS	2015-06-01			140 117 \$

P. 40 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER :

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;
- C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;
- D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (EN JOURS)

L'ARTICLE 114 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* MENTIONNE QUE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L'AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	13
IMMIGRATION	37
INDEMNISATIONS DIVERSES*	46
RÉGIME DE RENTES	28
SÉCURITÉ DU REVENU	27
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	22
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	48
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	15
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	36

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	5,0
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	9,3
RÉGIME DE RENTES	5,1
SÉCURITÉ DU REVENU	8,1
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	5,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	12,0
EXPROPRIATION	3,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	13,2
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	12,7
RÉGIME DE RENTES	5,5
SÉCURITÉ DU REVENU	8,5
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	0,9
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	-
EXPROPRIATION	3,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	26,7
IMMIGRATION	7,2
INDEMNISATIONS DIVERSES**	24,2
RÉGIME DE RENTES	16,9
SÉCURITÉ DU REVENU	21,8
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	7,5
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	9,7
EXPROPRIATION***	47,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	7,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	9,6

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN JOURS)

L'ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU'ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	63
IMMIGRATION	73
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	55
RÉGIME DE RENTES	58
SÉCURITÉ DU REVENU	58
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	51
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	37
EXPROPRIATION	88
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	61
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	67

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN MOIS)

CE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	30,3
IMMIGRATION	14,7
INDEMNISATIONS DIVERSES*	29,8
RÉGIME DE RENTES	21,9
SÉCURITÉ DU REVENU	20,3
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	11,2
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	14,4
EXPROPRIATION**	46,7
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	12,1
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	15,8

* COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

** EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU’À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 004
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	516
RÉGIME DE RENTES	416
SÉCURITÉ DU REVENU	1 728
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	416
AUTRES RECOURS*	56
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	1 063
EXPROPRIATION	504
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	69
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	131
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	7 903

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS*

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 323
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	341
RÉGIME DE RENTES	445
SÉCURITÉ DU REVENU	2 798
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	773
AUTRES RECOURS**	39
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE***	907
EXPROPRIATION	168
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	105
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	150
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 049

* COMPREND LES DOSSIERS OUVERTS ET ROUVERTS.

** COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 059
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	343
RÉGIME DE RENTES	400
SÉCURITÉ DU REVENU	1 844
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	382
AUTRES RECOURS*	17
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	803
EXPROPRIATION	73
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	53
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	64
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE	
	5 038

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

2. DOSSIERS FERMÉS PAR ACCORD À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	642
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	73
RÉGIME DE RENTES	3
SÉCURITÉ DU REVENU	836
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	-
EXPROPRIATION	7
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 562

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

3. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	34
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	9
RÉGIME DE RENTES	1
SÉCURITÉ DU REVENU	143
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	5
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	192

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

4. DOSSIERS FERMÉS PAR RÈGLEMENT SANS DÉCISION*

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	17
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	29
RÉGIME DE RENTES	5
SÉCURITÉ DU REVENU	20
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	7
AUTRES RECOURS**	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE***	-
EXPROPRIATION	206
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	5
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	1
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	290

* AFIN D'UNIFORMISER LES PRATIQUES, UNE MODIFICATION A ÉTÉ APPORTÉE DANS LES PROCÉDURES DU TRIBUNAL OÙ, POUR CERTAINS CAS, LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ORIENTÉS VERS L'« AVIS DE FIN DE LITIGE » PLUTÔT QUE LE « RÈGLEMENT HORS TRIBUNAL ».

** COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

*** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

5. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	415
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	97
RÉGIME DE RENTES	113
SÉCURITÉ DU REVENU	445
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	407
AUTRES RECOURS*	34
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	204
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	37
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	31
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 783

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

6. DOSSIERS FERMÉS – AUTRES MOTIFS

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	937
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	35
RÉGIME DE RENTES	8
SÉCURITÉ DU REVENU	71
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	155
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	8
EXPROPRIATION	6
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	2
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	2
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 224

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

7. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 104
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	586
RÉGIME DE RENTES	530
SÉCURITÉ DU REVENU	3 359
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	957
AUTRES RECOURS*	51
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	1 015
EXPROPRIATION	292
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	97
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	98
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	10 089

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	34
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	9
RÉGIME DE RENTES	1
SÉCURITÉ DU REVENU	143
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	5
AUTRES RECOURS*	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	-
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	192

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L’IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D’INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT (AUTRES QUE CEUX SURVENUS EN CONCILIATION)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2015-2016 DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	415
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	97
RÉGIME DE RENTES	113
SÉCURITÉ DU REVENU	445
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	407
AUTRES RECOURS*	34
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	204
EXPROPRIATION	-
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	37
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	31
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	1 783

* COMPREND LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, L'IMMIGRATION ET LES INDEMNISATIONS AUTRES.

** COMPREND LES AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC NE DÉTIENT PAS D'INFORMATION SUR LES RAISONS AYANT MENÉ AUX DÉSISTEMENTS.

P. 42 POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDIQUER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016, UNE (1) REQUÊTE POUR FIXATION D’UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114.1 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* (RLRQ, CHAPITRE J-3) A FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC. CETTE REQUÊTE IMPLIQUAIT LA SOCIÉTÉ DE L’ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET ELLE A ÉTÉ REJETÉE. PAR AILLEURS, UNE (1) REQUÊTE EN RÉVOCATION D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL REJETANT UNE REQUÊTE POUR FIXATION D’UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ART. 114.1 DE LA LJA A ÉGALEMENT ÉTÉ REJETÉE. CETTE REQUÊTE IMPLIQUAIT RETRAITE QUÉBEC. PAR CONSÉQUENT, AUCUNE INDEMNITÉ N’A ÉTÉ FIXÉE PAR LE TAQ.

P.43 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2015-2016 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
DOSSIERS TRAITÉS	3 352

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	2015-2016 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016
ACCORDS	1 562
DÉSISTEMENTS	192
TOTAL DES RÈGLEMENTS	1 754

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. LES JUGES ADMINISTRATIFS SE DÉPLACENT CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2015-2016, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS PRÈS DE 180 LIEUX D’AUDIENCE RÉPARTIS DANS ENVIRON 60 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES SALLES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS DES HÔPITAUX DÉSIGNÉS AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT, ENTRE AUTRES, DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.45 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE;
- C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2016

TOTAL
80

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CORMIER	LOUIS-ARMAND	SAE	1997-01-06
LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
RENY	GILLES	SAE	2010-03-01
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
LACROIX	ODETTE	STE	2006-07-17
LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14
BÉLANGER	LOUISE V.-P.	SAI	2006-07-17
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
DE CHAMPLAIN	CLAUDE	SAI	1994-05-02
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DION	JEAN	SAI	2009-03-02
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
SANCHE	ROBERT	SAI	2008-03-25
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18
LEJEUNE	NATALIE – V.P.	SAS	2009-02-23
ARSLANIAN	CHAHÉ-PHILIPPE	SAS	1994-07-20
BEAUMIER	HÉLÈNE	SAS	1998-01-05
BIBEAU	LISE	SAS	2006-07-17
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BISSON-JOLIN	LINA	SAS	1995-10-23
BOISSY	BENOÎT	SAS	2009-04-14
BOTTINO	PERSHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	SAS	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOULANGER	JACQUES	SAS	2014-02-17
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
DAVIAULT	MICHEL	SAS	1998-03-09
DESAULNIERS	CLAIRE	SAS	2007-10-01
DIONNE	MARIE-JOSÉE	SAS	2014-02-17
DUCHARME	ANDRÉE	SAS	2000-10-10
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
ÉVANGÉLISTE	MARIO	SAS	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNIK	SAS	2014-02-17
GAGNON	SYLVIE	SAS	2012-06-04
GARIÉPY	PHILIPPE M.	SAS	2012-06-18
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LÉGARÉ	GILLES	SAS	1989-11-03
LESSARD	ROBERT	SAS	1994-07-18
LEYDET	ANNE	SAS	1998-03-23
OUELLET	CAROLE	SAS	2007-10-09
PHANEUF	STELLA	SAS	2004-12-01
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
PROULX	MATHIEU – PRÉSIDENT	SAS	1997-03-24
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-03-23
SAUVÉ	DENIS	SAS	2009-02-23
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TURPIN	CLAUDE	SAS	2011-04-11
LACASSE	GISÈLE – PRÉSIDENTE CETM	CETM (SAS)	2011-03-28
ANGLADE	JOSEPH	CETM (SAS)	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM (SAS)	1998-03-09
AUDET	JEAN	CETM (SAS)	2007-10-09
BORDUAS	ROBERT	CETM (SAS)	2008-10-14
LAUZON	JUDITH	CETM (SAS)	2011-04-18
LAVOIE	MARTINE	CETM (SAS)	2006-04-18
MORISSETTE	ÉRIC	CETM (SAS)	2014-02-17
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM (SAS)	2010-07-19
SAUCIER	MÉDARD	CETM (SAS)	1992-07-06

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2016

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01
CZYIWIW	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26

TOTAL
28

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
DEMERS	HUGUETTE	SAS	2011-03-28
GALARNEAU	LOUISE	SAS	2011-03-28
L'HEUREUX	BRUNO J.	SAS	2014-02-17
MARCIL	DOMINIQUE	SAS	2014-04-07
NOLET	LOUISE	SAS	2015-07-06
ROBERGE	DANIEL	SAS	2011-08-12
THÉRIAULT	GILLES	SAS	1977-11-16
BECK	PHILIP	CETM (SAS)	1996-02-21
BLAIN	LOUISE-M	CETM (SAS)	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM (SAS)	2010-01-10
CARPENTIER	PIERRE	CETM (SAS)	1993-01-20
COURNOYER	GÉRARD	CETM (SAS)	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LABRIE	JACQUES	CETM (SAS)	1981-02-09
LACERTE	JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)	2000-07-31
LAMBERT	LIONEL	CETM (SAS)	1993-01-20
LEBLANC	LUCIEN	CETM (SAS)	2009-11-16
LEROUX	JEAN ROBERT	CETM (SAS)	2015-11-02
MALTAIS	LOUISE	CETM (SAS)	1998-03-23
MICHAUD	SYLVIE	CETM (SAS)	2015-09-28
NOBÉCOURT	PHILIPPE	CETM (SAS)	2011-03-28
QUINTAL	MARIE-LUCE	CETM (SAS)	2013-07-08
ROY	LOUIS	CETM (SAS)	1993-03-10
TREMBLAY	GUY	CETM (SAS)	2012-06-04
VILLENEUVE	ANDRÉ	CETM (SAS)	2003-03-10
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2016 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

TOTAL
17

NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
08009	2015-07-01
08020	2014-04-16
08026	2016-02-11
08030	2015-07-18
08034	2008-12-01
08046	2015-08-30
08048	2016-01-01
08057	2014-05-24
08058	2014-09-01
08061	2010-07-31
08068	2012-10-06
08071	2014-04-07
08083	2013-01-13
08092	2014-09-22
08093	2014-07-11
08095	2016-01-05
08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

TOTAL 3	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8903	2015-06-02
	8904	2014-10-06
	8914	2014-09-30

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

AU 31 MARS 2016

TOTAL 11	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
	7	SAS
	1	CETM (SAS)
	2	SAI
	1	SAE-STE

P.46 NOMBRE, RÉSULTAT ET NATURE DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
87	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTÉ POUR L'EXERCICE 2015-2016	
16	DOSSIERS DE PLAINTÉ REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
71	DOSSIERS DE PLAINTÉ OUVERTS DANS L'EXERCICE 2015-2016	
66		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
5		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
1		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
19		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT

P.47 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO). VENTILATION PAR ANNÉE.

MINISTÈRE

2015-2016

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS ²	MONTANT ³
RADARS FIXES		
ST-GEORGES DE BEAUCE	5 022	398 907\$
BOUCHERVILLE	40 141	3 459 803\$
MONTRÉAL A15 SUD	17 429	2 210 395\$
MONTRÉAL MACDOUGALL	1 303	107 433\$
LÉVIS A20	8 323	692 404\$
PINCOURT	15 059	1 403 799\$
TOTAL FIXES	87 277	8 272 741\$
RADARS MOBILES ¹	48 111	5 151 433\$
FEUX ROUGES		
ST-CONSTANT	30	4 914\$
THETFORD MINES	133	21 801\$
LÉVIS PRÉSIDENT-KENNEDY	1 556	255 678\$
MONTRÉAL SAINTE-CATHERINE / D'IBERVILLE	571	93 629\$
LAVAL DES LAURENTIDES/DAGENAIS	31	5 209\$
MONTRÉAL DÉCARIE / PARÉ	1 252	205 423\$
TOTAL FEUX ROUGES	3 573	586 654\$
TOTAL	138 961	14 010 828 \$

1. DOUZE RADARS MOBILES OPÈRENT SUR 228 SITES DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.
2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS.
3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 31 MARS 2016.

P.48 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DE 2007 À 2016, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

1.
- RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 911	10 918	91.7%	896	7.5%	97	0.8%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 847	9 850	90.8%	956	8.8%	41	0.4%
CÔTE-NORD	5 795	5 121	88.4%	487	8.4%	187	3.2%
ESTRIE	16 083	14 480	90.0%	1 503	9.3%	100	0.6%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	34 748	28 020	80.6%	6 439	18.5%	289	0.8%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 339	17 223	84.7%	2 936	14.4%	180	0.9%
MONTRÉAL	75 981	59 702	78.6%	15 485	20.4%	794	1.0%
OUTAOUAIS	16 459	13 902	84.5%	2 378	14.4%	179	1.1%
QUÉBEC	27 824	23 668	85.1%	3 842	13.8%	314	1.1%
RIVE-SUD	37 358	31 262	83.7%	6 050	16.2%	46	0.1%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 877	9 654	88.8%	1 026	9.4%	197	1.8%
TOTAL	268 222	223 800	83.4%	41 998	15.7%	2 424	0.9%

2.
- RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 889	99.7%	29	0.3%	10 918
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	9 825	99.7%	25	0.3%	9 850
CÔTE-NORD	5 119	100.0%	2	0.0%	5 121
ESTRIE	14 456	99.8%	24	0.2%	14 480
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27 981	99.9%	39	0.1%	28 020
MAURICIE-BOIS-FRANCS	17 161	99.6%	62	0.4%	17 223
MONTRÉAL	59 602	99.8%	100	0.2%	59 702
OUTAOUAIS	13 878	99.8%	24	0.2%	13 902
QUÉBEC	23 645	99.9%	23	0.1%	23 668
RIVE-SUD	31 183	99.7%	79	0.3%	31 262
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 638	99.8%	16	0.2%	9 654
TOTAL	223 377	99.8%	423	0.2%	223 800

3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 805	44.1%	6 084	55.9%	10 889
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 364	54.6%	4 461	45.4%	9 825
CÔTE-NORD	2 564	50.1%	2 555	49.9%	5 119
ESTRIE	7 559	52.3%	6 897	47.7%	14 456
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	10 304	36.8%	17 677	63.2%	27 981
MAURICIE-BOIS-FRANCS	8 104	47.2%	9 057	52.8%	17 161
MONTREAL	28 332	47.5%	31 270	52.5%	59 602
OUTAOUAIS	8 033	57.9%	5 845	42.1%	13 878
QUÉBEC	11 549	48.8%	12 096	51.2%	23 645
RIVE-SUD	13 472	43.2%	17 711	56.8%	31 183
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	4 895	50.8%	4 743	49.2%	9 638
TOTAL	104 981	47.0%	118 396	53.0%	223 377

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	884	98.7%	12	1.3%	896
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	946	99.0%	10	1.0%	956
CÔTE-NORD	487	100.0%	0	0.0%	487
ESTRIE	1 494	99.4%	9	0.6%	1 503
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 410	99.5%	29	0.5%	6 439
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 887	98.3%	49	1.7%	2 936
MONTREAL	15 424	99.6%	61	0.4%	15 485
OUTAOUAIS	2 369	99.6%	9	0.4%	2 378
QUÉBEC	3 818	99.4%	24	0.6%	3 842
RIVE-SUD	6 012	99.4%	38	0.6%	6 050
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	1 025	99.9%	1	0.1%	1 026
TOTAL	41 756	99.4%	242	0.6%	41 998

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	333	37.2%	563	62.8%	896
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	464	48.5%	492	51.5%	956
CÔTE-NORD	240	49.3%	247	50.7%	487
ESTRIE	735	48.9%	768	51.1%	1 503
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 922	29.8%	4 517	70.2%	6 439
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 260	42.9%	1 676	57.1%	2 936
MONTREAL	9 977	64.4%	5 508	35.6%	15 485
OUTAOUAIS	1 753	73.7%	625	26.3%	2 378
QUÉBEC	1 980	51.5%	1 862	48.5%	3 842
RIVE-SUD	3 281	54.2%	2 769	45.8%	6 050
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	532	51.9%	494	48.1%	1 026
TOTAL	22 477	53.5%	19 521	46.5%	41 998

6. **RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION**
DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	3.1%	94	96.9%	97
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	2	4.9%	39	95.1%	41
CÔTE-NORD	13	7.0%	174	93.0%	187
ESTRIE	10	10.0%	90	90.0%	100
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	55	19.0%	234	81.0%	289
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0.0%	180	100.0%	180
MONTREAL	294	37.0%	500	63.0%	794
OUTAOUAIS	9	5.0%	170	95.0%	179
QUEBEC	78	24.8%	236	75.2%	314
RIVE-SUD	5	10.9%	41	89.1%	46
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	22	11.2%	175	88.8%	197
TOTAL	491	20.3%	1 933	79.7%	2 424

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2016 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SEIZE (96) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 16.6 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2016.

P.49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 A 2016 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	474	466	98.3%	7	1.5%	1	0.2%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	395	392	99.2%	2	0.5%	1	0.3%
CÔTE-NORD	147	133	90.5%	6	4.1%	8	5.4%
ESTRIE	757	745	98.4%	11	1.5%	1	0.1%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 675	1 599	95.5%	70	4.2%	6	0.4%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	862	813	94.3%	39	4.5%	10	1.2%
MONTRÉAL	3 078	2 942	95.6%	88	2.9%	48	1.6%
OUTAOUAIS	698	686	98.3%	11	1.6%	1	0.1%
QUÉBEC	1 247	1 211	97.1%	27	2.2%	9	0.7%
RIVE-SUD	558	544	97.5%	14	2.5%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	572	561	98.1%	6	1.0%	5	0.9%
TOTAL	10 463	10 092	96.5%	281	2.7%	90	0.9%

- B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- C) RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	270	57.9%	196	42.1%	466
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	213	54.3%	179	45.7%	392
CÔTE-NORD	74	55.6%	59	44.4%	133
ESTRIE	544	73.0%	201	27.0%	745
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	671	42.0%	928	58.0%	1 599
MAURICIE-BOIS-FRANCS	383	47.1%	430	52.9%	813
MONTRÉAL	1 181	40.1%	1 761	59.9%	2 942
OUTAOUAIS	546	79.6%	140	20.4%	686
QUÉBEC	924	76.3%	287	23.7%	1 211
RIVE-SUD	321	59.0%	223	41.0%	544
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	241	43.0%	320	57.0%	561
TOTAL	5 368	53.2%	4 724	46.8%	10 092

- D) COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 EST DE 565 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Analyse de l'évolution des demandes du 2015-01-01 au 2015-12-31

Lecture au 23 février 2016

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS																
Application de l'article 4.11																
Application de l'article 70																
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. fournir faux ou inexact	Autre cas Art.70	
Civil et administratif	11,559	1 366	2,007	270	253	3,552	542	1,139	63	15	20	373	1	3,303	31	50
Familial	9,614	1 483	3,215	6	5	242	181	228	13	13	1	39	2	4,414	31	58
Protection de la jeunesse	1,246	160	194	1	0	13	23	12	0	0	0	1	0	775	14	32
Immigration	499	53	65	0	0	53	7	17	0	0	0	2	0	290	7	7
Homologation	347	5	6	0	0	23	9	3	0	30	1	6	0	71	0	2
SARPA	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1
Civil	55.4% 23,274	3 070	5,490	277	258	3,883	762	1,399	76	58	22	421	3	8,857	83	150
Carcéral	689	32	41	0	0	34	5	4	0	0	0	4	0	545	6	11
Criminel	5,129	364	638	25	0	336	16	16	0	1	1	0	2	3,657	42	56
Criminel/Jeunesse	281	19	21	0	0	5	2	1	0	0	0	5	0	227	1	3
Criminel/Sommaire	11,684	637	1,477	97	0	2,173	15	14	0	1	1	2	1	7,459	72	112
Criminel	42.3% 17,783	1 052	2,177	122	0	2,548	38	35	0	2	2	6	3	11,888	121	182
Notarial	100.0% 242	5.9% 19	12.2% 16	0.7% 1	0.0% 0	14.3% 171	0.2% 6	0.2% 1	0.0% 0	0.0% 1	0.0% 0	0.0% 0	0.0% 0	66.9% 35	0.7% 0	1.0% 2
Notarial	0.6% 242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	7	0	35	0	2
Données Incomplètes	100.0% 699	7.9% 33	6.6% 92	0.4% 9	0.0% 1	70.7% 55	2.5% 3	0.4% 4	0.0% 0	0.4% 1	0.0% 1	0.0% 1	0.0% 1	14.5% 491	0.0% 2	0.8% 3
Données Incomplètes	1.7% 699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	29	0	491	2	3
Grand Total	100.0% 41,998	4.7% 4 174	13.2% 7,775	1.3% 409	0.1% 259	7.9% 6,657	0.4% 809	0.6% 1,439	0.0% 76	0.1% 62	0.1% 25	0.1% 428	0.0% 6	70.2% 21,271	0.3% 206	0.4% 337
	100.0%	9.9%	18.5%	1.0%	0.6%	15.9%	1.9%	3.4%	0.2%	0.1%	0.1%	1.0%	0.0%	50.6%	0.5%	0.8%

P.50 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DE 2007 A 2016 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	3	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	5	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
CÔTE-NORD	3	2	66.7%	1	33.3%	0	0.0%
ESTRIE	37	31	83.8%	6	16.2%	0	0.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	30	20	66.7%	10	33.3%	0	0.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	22	18	81.8%	4	18.2%	0	0.0%
MONTRÉAL	4 502	4 012	89.1%	449	10.0%	41	0.9%
OUTAOUAIS	77	69	89.6%	8	10.4%	0	0.0%
QUÉBEC	26	22	84.6%	4	15.4%	0	0.0%
RIVE-SUD	59	45	76.3%	14	23.7%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	16	13	81.3%	3	18.8%	0	0.0%
TOTAL	4 780	4 240	88.7%	499	10.4%	41	0.9%

- B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUES)
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- C) RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	100.0%	0	0.0%	3
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	4	80.0%	1	20.0%	5
CÔTE-NORD	1	50.0%	1	50.0%	2
ESTRIE	8	25.8%	23	74.2%	31
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1	5.0%	19	95.0%	20
MAURICIE-BOIS-FRANCS	4	22.2%	14	77.8%	18
MONTRÉAL	1 131	28.2%	2 881	71.8%	4 012
OUTAOUAIS	4	5.8%	65	94.2%	69
QUÉBEC	1	4.5%	21	95.5%	22
RIVE-SUD	2	4.4%	43	95.6%	45
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	7	53.8%	6	46.2%	13
TOTAL	1 166	27.5%	3 074	72.5%	4 240

- D) COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 EST DE 837 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Analyse de l'évolution des demandes du 2015-01-01 au 2015-12-31

Lecture au 23 février 2016

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS																
Application de l'article 4.11														Application de l'article 70		
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. faux ou inexact	Autre cas Art.70	
Civil et administratif	11,559	1 366	2,007	270	253	3,552	542	1,139	63	15	20	373	360	1 3,303	31 50	
Familial	9,614	1 483	3,215	6	5	242	181	228	13	13	1	39	204	2 4,414	31 58	
Protection de la jeunesse	1,246	160	194	1	0	13	23	12	0	0	0	1	65	0 775	14 32	
Immigration	499	53	65	0	0	53	7	17	0	0	0	2	10	0 290	7 7	
Homologation	347	5	6	0	0	23	9	3	0	30	1	6	9	0 71	0 2	
SARPA	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0 4	0 1	
Civil	55.4% 23,274	3 070	5,490	277	258	3,883	762	1,399	76	58	22	421	648	3 8,857	83 150	
	100.0%	13.2%	23.6%	1.2%	1.1%	16.7%	3.3%	6.0%	0.3%	0.2%	0.1%	1.8%	2.8%	0.0%	38.1%	0.6%
Carcéral	689	32	41	0	0	34	5	4	0	0	0	4	26	0 545	6 11	
Criminel	5,129	364	638	25	0	336	16	16	0	1	1	0	56	2 3,657	42 56	
Criminel/Jeunesse	281	19	21	0	0	5	2	1	0	0	0	0	5	0 227	1 3	
Criminel/Sommaire	11,684	637	1,477	97	0	2,173	15	14	0	1	1	2	100	1 7,459	72 112	
Criminel	42.3% 17,783	1 052	2,177	122	0	2,548	38	35	0	2	2	6	187	3 11,888	121 182	
	100.0%	5.9%	12.2%	0.7%	0.0%	14.3%	0.2%	0.2%	0.0%	0.0%	0.0%	1.1%	0.0%	66.9%	0.7%	1.0%
Notarial	242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	0	7	0 35	0 2	
Notarial	0.6% 242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	0	7	0 35	0 2	
	100.0%	7.9%	6.6%	0.4%	0.0%	70.7%	2.5%	0.4%	0.0%	0.4%	0.0%	2.9%	0.0%	14.5%	0.0%	0.8%
Données Incomplètes	699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	1	29	0 491	2 3	
Données Incomplètes	1.7% 699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	1	29	0 491	2 3	
	100.0%	4.7%	13.2%	1.3%	0.1%	7.9%	0.4%	0.6%	0.0%	0.1%	0.1%	4.1%	0.0%	70.2%	0.3%	0.4%
Grand Total	100.0% 41,998	4 174	7,775	409	259	6,657	809	1,439	76	62	25	428	871	6 21,271	206 337	0.8%
	100.0%	9.9%	18.5%	1.0%	0.6%	15.9%	1.9%	3.4%	0.2%	0.1%	0.1%	1.0%	2.1%	0.0%	50.6%	0.5%

P.51 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 À 2016 :

- A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A) NOMBRE TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

Du 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	49	46	93.9%	2	4.1%	1	2.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	86	81	94.2%	5	5.8%	0	0.0%
CÔTE-NORD	532	525	98.7%	3	0.6%	4	0.8%
ESTRIE	82	70	85.4%	12	14.6%	0	0.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 310	1 131	86.3%	177	13.5%	2	0.2%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	674	574	85.2%	96	14.2%	4	0.6%
MONTRÉAL	1 521	1 248	82.1%	265	17.4%	8	0.5%
OUTAOUAIS	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
QUÉBEC	1 140	1 052	92.3%	81	7.1%	7	0.6%
RIVE-SUD	818	770	94.1%	48	5.9%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6	6	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
TOTAL	6 219	5 504	88.5%	689	11.1%	26	0.4%

RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT

B) CARCÉRAL

Du 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

C) RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

Du 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	10.9%	41	89.1%	46
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10	12.3%	71	87.7%	81
CÔTE-NORD	287	54.7%	238	45.3%	525
ESTRIE	0	0.0%	70	100.0%	70
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	10	0.9%	1 121	99.1%	1 131
MAURICIE-BOIS-FRANCS	62	10.8%	512	89.2%	574
MONTRÉAL	292	23.4%	956	76.6%	1 248
OUTAOUAIS	0	0.0%	1	100.0%	1
QUÉBEC	53	5.0%	999	95.0%	1 052
RIVE-SUD	1	0.1%	769	99.9%	770
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	2	33.3%	4	66.7%	6
TOTAL	722	13.1%	4 782	86.9%	5 504

D) COÛT MOYEN

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 EST DE 486 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

P.52 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 A 2016 :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A) LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 27 MARS 2013 AUX PAGES 1109 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

B) RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 470 761	6.6%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	935 382	4.2%
CÔTE-NORD	551 432	2.5%
ESTRIE	1 154 939	5.2%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 704 492	12.1%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 344 250	6.0%
MONTRÉAL	6 978 433	31.3%
OUTAOUAIS	1 059 976	4.8%
QUÉBEC	2 539 379	11.4%
RIVE-SUD	2 595 355	11.6%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	965 558	4.3%
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	22 299 957	100.0%

c) DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)
POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
c)	e)				f)
66 653	30 946	0	23 236	258	493 \$

DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)
INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
c)	e)				f)
44 999	26 756	5	12 639	140	725 \$
.					

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

d) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL)
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Analyse de l'évolution des demandes du 2015-01-01 au 2015-12-31

Lecture au 23 février 2016

Volet contributif et gratuit

MOTIFS de REFUS																
Application de l'article 4.11																
Application de l'article 70																
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommé, exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus réglement. raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien	Refus de Renseign. faut ou inexact	Autre cas Art.70	
Civil et administratif	11,559	1 366	2,007	270	253	3,552	542	1,139	63	15	20	373	1	3,303	31	50
Familial	9,614	1 483	3,215	6	5	242	181	228	13	13	1	39	2	4,414	31	58
Protection de la jeunesse	1,246	160	194	1	0	13	23	12	0	0	0	1	0	775	14	32
Immigration	499	53	65	0	0	53	7	17	0	0	0	2	0	290	7	7
Homologation	347	5	6	0	0	23	9	3	0	30	1	6	0	71	0	2
SARPA	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1
Civil	55.4% 23,274	3 070	5,490	277	258	3,883	762	1,399	76	58	22	421	3	8,857	83	150
Carcéral	689	32	41	0	0	34	5	4	0	0	0	4	0	545	6	11
Criminel	5,129	364	638	25	0	336	16	16	0	1	1	0	2	3,657	42	56
Criminel/Jeunesse	281	19	21	0	0	5	2	1	0	0	0	5	0	227	1	3
Criminel/Sommaire	11,684	637	1,477	97	0	2,173	15	14	0	1	1	100	1	7,459	72	112
Criminel	42.3% 17,783	1 052	2,177	122	0	2,548	38	35	0	2	2	6	3	11,888	121	182
Notarial	100.0% 242	5.9% 19	12.2% 16	0.7% 1	0.0% 0	14.3% 171	0.2% 6	0.2% 1	0.0% 0	0.0% 1	0.0% 0	1.1% 7	0.0% 0	66.9% 35	0.7% 0	1.0% 2
Notarial	0.6% 242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	7	0	35	0	2
Données Incomplètes	100.0% 699	7.9% 33	6.6% 92	0.4% 9	0.0% 1	70.7% 55	2.5% 3	0.4% 4	0.0% 0	0.4% 1	0.0% 1	2.9% 29	0.0% 0	14.5% 491	0.0% 2	0.8% 3
Données Incomplètes	1.7% 699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	29	0	491	2	3
Grand Total	100.0% 41,998	4.7% 4 174	13.2% 7,775	1.3% 409	0.1% 259	7.9% 6,657	0.4% 809	0.6% 1,439	0.0% 76	0.1% 62	0.1% 25	4.1% 871	0.0% 6	70.2% 21,271	0.3% 206	0.4% 337
	100.0%	9.9%	18.5%	1.0%	0.6%	15.9%	1.9%	3.4%	0.2%	0.1%	0.1%	2.1%	0.0%	50.6%	0.5%	0.8%

P.53 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 A 2016 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A) DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	43 983	9 711	22 529	453 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS
POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 regions

Analyse de l'évolution des demandes du 2015-01-01 au 2015-12-31

Lecture au 23 février 2016

Volet contributif et gratuit

		MOTIFS de REFUS																			
		Application de l'article 4.11										Application de l'article 70									
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus réglement raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien renseign.	Refus de Renseign. faux ou inexact	Autre cas Art.70						
Civil et administratif	11,559	1 366	2,007	270	253	3,552	542	1,139	63	15	20	373	360	1	3,303	31	50				
Familial	9,614	1 483	3,215	6	5	242	181	228	13	13	1	39	204	2	4,414	31	58				
Protection de la jeunesse	1,246	160	194	1	0	13	23	12	0	0	0	1	65	0	775	14	32				
Immigration	499	53	65	0	0	53	7	17	0	0	0	2	10	0	290	7	7				
Homologation	347	5	6	0	0	23	9	3	0	30	1	6	9	0	71	0	2				
SARPA	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1				
Civil	55.4% 23,274	3 070	5,490	277	258	3,883	762	1,399	76	58	22	421	648	3	8,857	83	150				
Carcéral	100.0% 689	13,2%	23.6%	1,2%	1,1%	16,7%	3,3%	6,0%	0,3%	0,2%	0,1%	1,8%	2,8%	0,0%	38,1%	0,4%	0,6%				
Criminel	5,129	32	41	0	0	34	5	4	0	0	0	4	26	0	545	6	11				
Criminel/Jeunesse	281	364	638	25	0	336	16	16	0	1	1	0	56	2	3,657	42	56				
Criminel/Sommaire	11,684	19	21	0	0	5	2	1	0	0	0	0	5	0	227	1	3				
Criminel	42.3% 17,783	1 052	2,177	122	0	2,548	38	35	0	2	2	6	187	3	11,888	121	182				
Notarial	100.0% 242	5,9%	12.2%	0,7%	0,0%	14,3%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,1%	0,0%	66,9%	0,7%	1,0%				
Notarial	0,6% 242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	0	7	0	35	0	2				
Données Incomplètes	100.0% 699	7,9%	6,6%	0,4%	0,0%	70,7%	2,5%	0,4%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	2,9%	0,0%	14,5%	0,0%	0,8%				
Données Incomplètes	1,7% 699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	1	29	0	491	2	3				
Grand Total	100,0% 41,998	4,7% 4 174	13,2% 7,775	1,3% 409	0,1% 259	7,9% 6,657	0,4% 809	0,6% 1,439	0,0% 76	0,1% 62	0,1% 25	0,1% 428	4,1% 871	0,0% 6	70,2% 21,271	0,3% 206	0,4% 337				
	100,0%	9,9%	18,5%	1,0%	0,6%	15,9%	1,9%	3,4%	0,2%	0,1%	0,1%	1,0%	2,1%	0,0%	50,6%	0,5%	0,8%				

- P.54 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 A 2016 :
- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
 - D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
CHANGEMENT DE NOM	176	21	92	368 \$
SUCCESSION (2)	1 574	350	662	380 \$
SERVICES NOTARIAUX (3)	666	423	0	363 \$
LOGEMENT	7 160	1 418	3 661	322 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.

(3) INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.

P.55 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 À 2016 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A) DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	85 919	38 070	36 650	793 \$

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

(2) INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

B) RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL
DU 1^{ER} JANVIER 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Consolide des 11 régions

Analyse de l'évolution des demandes du 2015-01-01 au 2015-12-31

Lecture au 23 février 2016

Volet contributif et gratuit

		MOTIFS de REFUS																			
		Application de l'article 4.11					Application de l'article 70														
	* TOTAL REFUS	Refus de contribuer	Inadmiss. financière	Service nommém. exclu	Article 69	Service non couvert	Non- vraisembl. de droit	Peu de chance de succès	Coût impossible d'exécution raisonnable	Refus réglement. raisonn.	Autres serv. dispon.	Encontre loi sur A.J.	Dispos d'un bien renseign.	Refus de Renseign. fâux ou inexact	Autre cas Art.70						
Civil et administratif	11,559	1 366	2,007	270	253	3,552	542	1,139	63	15	20	373	360	1	3,303	31	50				
Familial	9,614	1 483	3,215	6	5	242	181	228	13	13	1	39	204	2	4,414	31	58				
Protection de la jeunesse	1,246	160	194	1	0	13	23	12	0	0	0	1	65	0	775	14	32				
Immigration	499	53	65	0	0	53	7	17	0	0	0	2	10	0	290	7	7				
Homologation	347	5	6	0	0	23	9	3	0	30	1	6	9	0	71	0	2				
SARPA	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1				
Civil	55.4% 23,274	3 070	5,490	277	258	3,883	762	1,399	76	58	22	421	648	3	8,857	83	150				
Carcéral	100.0% 689	13.2% 32	23.6% 41	1.2% 0	1.1% 0	16.7% 34	3.3% 5	6.0% 4	0.3% 0	0.2% 0	0.1% 0	1.8% 4	2.8% 26	0.0% 0	38.1% 545	0.4% 6	0.6% 11				
Criminel	5,129	364	638	25	0	336	16	16	0	1	1	0	56	2	3,657	42	56				
Criminel/Jeunesse	281	19	21	0	0	5	2	1	0	0	0	0	5	0	227	1	3				
Criminel/Sommaire	11,684	637	1,477	97	0	2,173	15	14	0	1	1	2	100	1	7,459	72	112				
Criminel	42.3% 17,783	1 052	2,177	122	0	2,548	38	35	0	2	2	6	187	3	11,888	121	182				
Notarial	100.0% 242	5.9% 19	12.2% 16	0.7% 1	0.0% 0	14.3% 171	0.2% 6	0.2% 1	0.0% 0	0.0% 1	0.0% 0	0.0% 0	1.1% 7	0.0% 0	66.9% 35	0.7% 0	1.0% 2				
Notarial	0.6% 242	19	16	1	0	171	6	1	0	1	0	0	7	0	35	0	2				
Données Incomplètes	100.0% 699	7.9% 33	6.6% 92	0.4% 9	0.0% 1	70.7% 55	2.5% 3	0.4% 4	0.0% 0	0.4% 1	0.0% 1	0.0% 1	2.9% 29	0.0% 0	14.5% 491	0.0% 2	0.8% 3				
Données Incomplètes	1.7% 699	33	92	9	1	55	3	4	0	1	1	1	29	0	491	2	3				
Grand Total	100.0% 41,998	4.7% 4 174	13.2% 7,775	1.3% 409	0.1% 259	7.9% 6,657	0.4% 809	0.6% 1,439	0.0% 76	0.1% 62	0.1% 25	0.1% 428	4.1% 871	0.0% 6	70.2% 21,271	0.3% 206	0.4% 337				
	100.0% 41,998	9.9% 4 174	18.5% 7,775	1.0% 409	0.6% 259	15.9% 6,657	1.9% 809	3.4% 1,439	0.2% 76	0.1% 62	0.1% 25	1.0% 428	2.1% 871	0.0% 6	50.6% 21,271	0.5% 206	0.8% 337				

P.56 DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2007 :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;
 - E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A) EN 2015-2016, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

- B) AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

- C) 8 357 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.

- D) 3 989 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8^O DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.

- E) LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2015, EST DE 2 593. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
 - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
 - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
 - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
 - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
 - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
 - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.57 DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	40 376	64.0%	22 750	36.0%	63 126
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	102 166	83.3%	20 527	16.7%	122 693
CÔTE-NORD	49 489	89.3%	5 954	10.7%	55 443
ESTRIE	179 606	94.4%	10 581	5.6%	190 187
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	179 860	85.2%	31 274	14.8%	211 134
MAURICIE-BOIS- FRANCS	134 327	80.5%	32 520	19.5%	166 847
MONTREAL	858 248	95.7%	38 417	4.3%	896 665
OUTAOUAIS	130 278	99.3%	939	0.7%	131 217
QUEBEC	111 860	67.9%	52 889	32.1%	164 749
RIVE-SUD	305 549	96.1%	12 480	3.9%	318 029
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	69 445	86.2%	11 079	13.8%	80 524
TOTAL	2 161 204	90.0%	239 410	10.0%	2 400 614

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	53 725	43.2%	70 747	56.8%	124 472
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	80 715	77.3%	23 714	22.7%	104 429
CÔTE-NORD	17 512	49.9%	17 611	50.1%	35 123
ESTRIE	154 545	81.7%	34 720	18.3%	189 265
LAURENTIDES- LANAUDIÈRE	351 086	47.7%	385 024	52.3%	736 110
MAURICIE-BOIS- FRANCS	119 231	80.9%	28 227	19.1%	147 458
MONTREAL	932 770	73.4%	338 700	26.6%	1 271 470
OUTAOUAIS	49 439	95.0%	2 590	5.0%	52 029
QUEBEC	132 535	70.1%	56 644	29.9%	189 179
RIVE-SUD	368 194	86.7%	56 638	13.3%	424 832
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	38 628	71.3%	15 575	28.7%	54 203
TOTAL	2 298 380	69.1%	1 030 190	30.9%	3 328 570

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.58 DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGIONS ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 326	39.5%	17 335	60.5%	28 661
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	43 222	78.6%	11 786	21.4%	55 008
CÔTE-NORD	8 090	78.5%	2 213	21.5%	10 303
ESTRIE	69 784	91.7%	6 330	8.3%	76 114
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	41 396	71.4%	16 575	28.6%	57 971
MAURICIE-BOIS-FRANCS	50 555	67.3%	24 541	32.7%	75 096
MONTREAL	246 917	90.4%	26 150	9.6%	273 067
OUTAOUAIS	17 792	98.6%	253	1.4%	18 045
QUEBEC	16 542	28.9%	40 640	71.1%	57 182
RIVE-SUD	99 125	95.7%	4 487	4.3%	103 612
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	24 758	71.0%	10 088	29.0%	34 846
TOTAL	629 507	79.7%	160 398	20.3%	789 905

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26 311	46.8%	29 949	53.2%	56 260
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	39 544	79.7%	10 044	20.3%	49 588
CÔTE-NORD	3 200	100.0%	0	0.0%	3 200
ESTRIE	54 417	76.4%	16 800	23.6%	71 217
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	147 346	91.2%	14 181	8.8%	161 527
MAURICIE-BOIS-FRANCS	28 125	86.1%	4 550	13.9%	32 675
MONTREAL	347 820	72.5%	131 746	27.5%	479 566
OUTAOUAIS	11 810	97.1%	350	2.9%	12 160
QUEBEC	56 065	67.9%	26 536	32.1%	82 601
RIVE-SUD	144 784	93.2%	10 588	6.8%	155 372
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 761	50.3%	9 648	49.7%	19 409
TOTAL	869 183	77.4%	254 392	22.6%	1 123 575

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2015-2016 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	173 744,5 K\$
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	2 500,0 K\$
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	0,0 K\$
TOTAL	176 244,5 K\$

EXCLUT LES FINANCEMENTS POUR LES COÛTS D'HONORAIRES ET DE DÉBOURS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU CHAPITRE III, POUR LES DOSSIERS FÉDÉRAUX ET POUR LE SERVICE DU SARPA.

P.60 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2016, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

Ventilation détaillée des effectifs pour la Commission ainsi que pour chacun des bureaux au 31 mars 2016				
RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,6		8,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	3,0	2,0		5,0
Kuujuuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	5,5	0,5	11,0
Baie-Comeau	4,0	4,0		8,0
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,5		4,5
Lac Megantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	2,5		4,5
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	13,0	14,1	1,0	28,1
Joliette	9,0	10,0	0,5	19,5
Mont-Laurier	2,0	2,2		4,2
Ste-Thérèse	2,0	4,0		6,0
Repentigny	2,0	3,7		5,7
Ste-Agathe	1,0	1,6		2,6
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	1,9		2,9
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,6	1,5	79,1

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
MAURICIE-BOIS-FRANCS				
Trois-Rivières (1350 Royale)	9,0	10,0	0,5	19,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	6,5		11,5
Victoriaville	4,0	4,5	0,5	9,0
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	25,0	31,5	1,5	58,0
MONTRÉAL				
Laval	12,0	10,0	0,5	22,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. jeunesse (5800 St-Denis)	12,0	8,5	0,5	21,0
Division criminelle	21,0	26,0	2,0	49,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	8,0	10,0	0,5	18,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	23,5		26,5
Immigration	4,0	8,0		12,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0		8,0
Santé mentale	4,0	2,0		6,0
Service de garde	7,0	1,0		8,0
	111,0	141,0	6,0	258,0
OUTAOUAIS				
Gatineau (Civil, famille, jeunesse & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Gatineau - Section criminelle	6,0	6,0	0,5	12,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
St-André Avellan	0,2			0,2
	26,0	33,5	0,5	60,0
QUÉBEC				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	5,0	7,0		12,0
	39,0	48,0	2,0	89,0

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
RIVE-SUD				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil - Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	4,0	5,0		9,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	5,0	5,0		10,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Criminel & Jeunesse	10,0	7,0		17,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,0		2,0
	46,0	52,5	1,5	100,0
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN				
Chicoutimi	6,0	9,0		15,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	16,0	22,0	0,0	38,0
COMMISSION	13,0	46,0		59,0
TOTAL DES EFFECTIFS	380,0	511,3	16,0	907,3

P.61 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D’INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2015		\$
AVRIL		290 635
MAI		341 553
JUIN		343 833
JUILLET		202 826
AOÛT		614 221
SEPTEMBRE		831 988
OCTOBRE		331 620
NOVEMBRE		1 388 136
DÉCEMBRE		509 837
2016		
JANVIER	3 629 371 *	
FÉVRIER		
MARS		
TOTAL		8 484 020 \$

* POUR CETTE PÉRIODE, IL N’EST PAS POSSIBLE DE VENTILER LES SOMMES PAR MOIS, EN DATE DU 31 MARS 2016.

- P.62 CONCERNANT LES REVENUS DÉCOULANT DE LA CONTRIBUTION PÉNALE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, INDIQUER :
- A. LE NOMBRE DE CONTRIBUTIONS ET LES REVENUS TOTAUX ENREGISTRÉS;
 - B. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 10 \$, DE 20 \$ ET DE 25 % D'UNE AMENDE VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES;
 - C. LE NOMBRE ET LES MONTANTS DE 8 \$ ET DE 4 \$ VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE;
 - D. LES SOMMES VERSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC PROVENANT DE CES CONTRIBUTIONS ET LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ FINANCÉS OU QUI SERONT FINANCÉS PAR ELLES.;

MINISTÈRE

- A. 33 564 226 \$
- B. FONDS D'AIDE AUX VICTIMES = 23 591 426 \$ (1^{er} janv. 2015 au 31 mars 2016)*
- C. FONDS ACCÈS JUSTICE = 8 484 020 \$
- D. FONDS CONSOLIDÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC = 1 488 780 \$

* LA CONTRIBUTION PÉNALE EST VERSÉE DIRECTEMENT AU FAVAC POUR LES CONSTATS DONT LA DATE D'INFRACTION EST POSTÉRIEURE AU 21 OCTOBRE 2015. POUR LES CONSTATS ÉMIS AVANT LE 21 OCTOBRE 2015, LES MONTANTS SONT VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ ET AFFECTÉS UNE FOIS PAR ANNÉE, AU 31 MARS, POUR LES CONTRIBUTIONS PÉNALES ACCUMULÉES DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

SE RÉFÉRER AUX RÉSULTATS PROBABLES 2015-2016 DU DOCUMENT BUDGET DES DÉPENSES 2016-2017, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2016-2017.

P.64 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

LES DÉPENSES DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE SONT DE 251 758 \$ EN 2015-2016.

EFFECTIFS : 2,00

P.65 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L’ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

RÉMUNÉRATION :	0,00 \$
BUDGET DE FONCTIONNEMENT :	610,00 \$

- P.66 CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE :
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN OEUVRE POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
 - B. LE COÛTS ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE FONDS POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017;
 - C. LES MONTANTS RÉCOLTÉS DESTINÉS AU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILLÉS PAR ANNÉE;
 - D. LES PROJETS FINANCÉS AVEC L'ARGENT DU FONDS DEPUIS SA CRÉATION, VENTILÉS PAR ANNÉE;
 - E. LES DERNIERS PROJETS ACCEPTÉS;
 - F. LA STRUCTURE DE CE FONDS.
-

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

POUR L'ANNÉE 2015-2016

DÉPENSES TOTALES DU FAJ :	7 013 958 \$
DÉPENSES DU BUREAU DU FAJ :	251 758 \$
REVENUS DU FAJ :	9 048 593 \$

POUR LES PROJETS FINANCÉS PAR LE FONDS EN 2015-2016, SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.128.

DONNÉES EN DATE DU 31 MARS 2016.

LES DÉPENSES NE COMPRENNENT PAS LE VERSEMENT À LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES POUR LE SERVICE D'AIDE À L'HOMOLOGATION, DONT LE MONTANT N'A PAS ENCORE ÉTÉ FIXÉ (EN FONCTION DU NOMBRE DE MANDATS ÉMIS DANS L'ANNÉE).

LES DÉPENSES NE COMPRENNENT PAS NON PLUS, EN MÉDIATION FAMILIALE, LE COMPTE À PAYER ESTIMÉ PRÉVU POUR LES FACTURES DES MÉDIATEURS QUI SERONT REÇUES APRÈS LE 31 MARS 2016 POUR DES SERVICES RENDUS EN 2015-2016.

LES REVENUS COMPRENNENT UNE PRÉVISION DU MONTANT À RECEVOIR EN PROVENANCE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT LES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE.

P.67 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2014-2015 ET 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

UN PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE

- P.68 CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF EN DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDIQUER :
- A. LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU’À LA REMISE DU RAPPORT FINAL;
 - B. LES COÛTS D’OPÉRATION DE CE COMITÉ LOCAUX, PAPETERIE, REPAS, IMMOBILISATIONS, INFORMATIQUES, ETC.;
 - C. LE NOMBRE DE PERSONNES SIÉGEANT À UN COMITÉ;
 - D. LES COMPENSATIONS FINANCIÈRES DE CHACUN DES MEMBRES SIÉGEANT À UN COMITÉ.

MINISTÈRE

	2015-2016
FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MEMBRES EXTERNES, LOCATION DE SALLE ET REPAS ¹	946 \$
COÛT DE MISE EN FORME ET D’IMPRESSION DU RAPPORT FINAL	2 584\$
TOTAL	3 530\$

¹ LE MINISTÈRE NE PRÉVOIT AUCUNE RÉMUNÉRATION POUR LES MEMBRES EXTERNES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. TOUTEFOIS, LE MINISTÈRE ASSUME LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT.

DIX MEMBRES FORMAIENT LA COMPOSITION DU COMITÉ ET SEPT PERSONNES PROVENAIENT DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA FAMILLE AU SOUTIEN DU COMITÉ.

P.69 POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D’UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D’ACTIVITÉS VISÉS PAR L’ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN POUR 2015-2016.

P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016 A DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. DESCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULGUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*

* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

LÉGENDE

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires (C-65.1, R.11)*
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU *Tarif d'honoraires pour services professionnels fournis au gouvernement par des avocats ou des notaires (C-65.1, R.11)*

F MONTANT FORFAITAIRE
H TAUX HORAIRE

- 1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
- 2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
- 3 MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2015-2016 (DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BELLEFEUILLE, PHILIPPE	100 \$/H	JUIN 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	150,00 \$
CLARK, MATTHEW J.	640 \$ US/H ³	JUIN 2015	ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL NOTAMMENT AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES OU INTERNATIONALES ET CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LE DROIT AMÉRICAIN.	0,00 \$
DRAPEAU, RICHARD	100 \$/H	AVRIL 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN IMMEUBLE.	300,00 \$
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	JANVIER 2016	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX.	16 725,00 \$
LANDRY, PIERRE	100 \$/H ³	AVRIL 2015	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	16 839,00 \$
LEBRUN, KATHERINE	50 \$/H	JANVIER 2016	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES, AINSI QUE D'ÉTABLIR DES SERVITUDES.	0,00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	JUIN 2015	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	11 081,00 \$
SIMARD, ISABELLE	70 \$/H	JUILLET 2015	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	350,00 \$
TREMBLAY, KATHY	50 \$/H	JANVIER 2016	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	25,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES	45 470, 00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ASSELS, WILLIAM	100 \$/H	JANVIER 2016	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
DION, LUC	100 \$/H	AVRIL 2015	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	725,00 \$
KAMAL, IMANE	100 \$/H	AVRIL 2015	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
MINVILLE, MONIA	100 \$/H	SEPTEMBRE 2015	AGIR COMME PROCUREUR DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE	0,00 \$
PARADIS, MICHEL	100 \$/H	DÉCEMBRE 2015	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES	725,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
BATTISTA, GIUSEPPE	DÉROGATOIRE ¹	FÉVRIER 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
DAVIAULT , FRANÇOIS	DÉROGATOIRE ²	FÉVRIER 2016	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT MÉDIATISÉ.	
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE POURSUITE EN MATIÈRE CIVILE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	JUILLET 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE ¹	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	DÉROGATOIRE ¹	FÉVRIER 2016	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE DES PLAINTES PORTÉES À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LAURIN, PIERRE	DÉROGATOIRE ¹	AVRIL 2015	CONSEILLER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE DANS LE CADRE D'UN ÉVÈNEMENT MÉDIATISÉ.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
MASSON, LOUIS	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
MASSON, LOUIS	DÉROGATOIRE ¹	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
RICHARD, LUC	DÉROGATOIRE ¹	AOÛT 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (voir total – fin de section)
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF A LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AVRIL 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TREMBLAY, JÉRÔME-SÉBASTIEN	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2015	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ EN MATIÈRE CRIMINELLE.	
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS				106 699,25 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS				152 894,25 \$

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

E.

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
ASSELS, WILLIAM	ST-ONGE & ASSELS, AVOCATS INC.	100-A, BOUL. GÉRARD-D-LÉVESQUE, C.P. 727	NEW CARLISLE (QUÉBEC)	G0C 1Z0
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA COSTOM S.E.N.C.	1100, AVE DES CANADIENS-DE-MONTREAL, 10 ^E ETAGE, C.P. 17	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 2S2
BELLEFEUILLE, PHILIPPE	BELLEFEUILLE & CYR, NOTAIRES	288, RUE MARQUETTE, BUREAU 100	SHERBROOKE (QUÉBEC)	J1H 1M3
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER CABINET D'AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1M 1C7
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX	1717, K STREET, N.W.	WASHINGTON, D.C.	20036-5342 USA

Nom, Prénom	Firme	Adresse	Ville	Code Postal
DAVIAULT, FRANÇOIS	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
DION, LUC	BESNIER, DION, RONDEAU	865 BOULEVARD LAURE	SEPT-ÎLES (QUEBEC)	G4R 1Y6
DRAPEAU, RICHARD	NOTAIRE	65, RUE BELVÈRE NORD, BUREAU 200	SHERBROOKE (QUÉBEC)	J1H 4A7
DUBÉ, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE DUBÉ, AVOCAT, S.A.	751, BOULEVARD ST-JOSEPH EST	MONTREAL (QUEBEC)	H2J 1K3
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	TRUDEL NADEAU AVOCATS	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 4B7
FAUTEUX, ANDRÉ	ANDRÉ FAUTEUX, AVOCAT	3616, AVENUE LAVAL	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 3C9
FISSET, ANDRÉ	LES CONSEILLERS FISSET & ASSOCIÉS SPÉCIALISÉS EN RELATIONS DE TRAVAIL	1068, AVENUE OLIER-PAYETTE	LAVAL (QUÉBEC)	H7L 5L2
GAGGINO, MARCO	MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	6555 MÉTROPOLITAIN EST, BUREAU 204	SAINT-LÉONARD (QUÉBEC)	H1P 3H3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	630 BOULEVARD RENÉ-LEVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTREAL (QUÉBEC)	H3B 1S6
HÉBERT, JEAN-CLAUDE	JEAN-CLAUDE HÉBERT, AVOCAT	1010, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST	MONTREAL (QUÉBEC)	H3B 2N2
KAMAL, IMANE	IMANE KAMAL, AVOCATE	22, 9 ^E RUE, PORTE 3	ROUYN-NORANDA (QUÉBEC)	J9X 2B3
LANDRY, PIERRE	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QUÉBEC)	J8X 3R1
LAURIN, PIERRE	TREMBLAY, BOIS, MIGNAULT, LEMAY S.E.N.C.R.L.	1195 AVENUE LAVIGERIE, BUREAU 200	QUEBEC (QUEBEC)	G1V 4N3
LEBRUN, KATHERINE	MARCHILDON & LEBRUN, NOTAIRES INC.	340, SAINT-JACQUES	SAINTE-THÉCLE (QUEBEC)	G0X 3G0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE S.N.A.	500, PLACE D'ARMES, BUREAU 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
MASSON, LOUIS	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLEE OUEST, # 600	QUEBEC (QUEBEC)	G1S 1E5
MINVILLE, MONIA	CYR & MINVILLE S.E.N.C.	147-1, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 1T5
PARADIS, MICHEL	JOLI-COEUR LACASSE S.E.N.C.R.L.	ÉDIFICE JOLI-COEUR LACASSE, 1134, GRANDE ALLEE OUEST, # 600	QUEBEC (QUEBEC)	G1S 1E5
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTREAL (QUÉBEC)	H3B 2G2
RICHARD, LUC	MORENCY, SOCIÉTÉ D'AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	500, PLACE D'ARMES, 25 ^E ÉTAGE	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
SIMARD, ISABELLE	ABDELNOUR & DESROSNIERS NOTAIRES INC.	155, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 2R1

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600, RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QUÉBEC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR TOUMA & ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTREAL (QUÉBEC)	H2Y 2W8
TREMBLAY, JÉRÔME-SÉBASTIEN	GOSSELIN, DAIGLE, OUELLETTE & ASSOCIÉS	400, BOUL. JEAN-LESAGE BUREAU 330	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 8W1
TREMBLAY, KATHY	CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L.	33, AVENUE HORNE, BUREAU 200	ROUYN-NORANDA (QUÉBEC)	J9X 4S1

P.70 MINISTÈRE DES TRANSPORTS

P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRe ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRe APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2016-2017 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

AUTRES MANDATS CONFIEs À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIEs POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIEs AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2015. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016.

Ministère des Transports

Note 1 :	<u>Types de mandats confiés :</u>	Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas : <ul style="list-style-type: none">• examen de titres;• quittance provisionnelle;• acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
Note 2 :	<u>Choix du notaire :</u>	Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
Note 3 :	<u>Honoraires :</u>	Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

Service de l'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264026	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 Québec	2015-10-21	2015-10-09		420,00 \$	482,90 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-05-08	2015-04-10	25,00 \$	725,00 \$	858,57 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200264047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-12-14	2015-12-14	328,30 \$	1 090,00 \$	1 581,53 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6200764004	475840	Lessard Hurlubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-04-24	2015-02-06	114,00 \$	415,00 \$	591,15 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064065	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-17	2013-09-12	278,64 \$	361,00 \$	693,70 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201064065	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-17	2013-09-13	0,00 \$	152,00 \$	174,76 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164010	475840	Lessard Hurlubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-27	2015-08-19	156,00 \$	354,50 \$	563,59 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164011	475840	Lessard Hurlubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC		2015-09-30	3,00 \$	280,00 \$	324,93 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201164011	475840	Lessard Hurlubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-27	2015-08-18	172,00 \$	425,00 \$	660,64 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364005	472731	Corbeil Simard Savoie & associés S.E.N.C., notaires(inactif) QC	19, rue Gamble Ouest, bureau 200 J9X 2R3 QC	2016-01-28	2016-01-28	116,00 \$	367,50 \$	538,54 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201364008	472731	Corbeil Simard Savoie & associés S.E.N.C., notaires(inactif) QC	19, rue Gamble Ouest, bureau 200 J9X 2R3 QC	2015-11-30	2015-11-30	115,00 \$	318,34 \$	481,01 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464002	298959	Bastien, Lantagne, Richard & associés inc.	22, 1re Avenue Ouest, suite 301 J9T 1T8 Québec	2015-05-25	2015-05-07	114,00 \$	230,00 \$	378,44 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464006	578260	Chabot, Vachon, Bourget, Carreau & Gingras, notaires	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-03-30	2015-02-23	145,64 \$	319,70 \$	513,22 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464016	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-04-07	2015-03-06	4,00 \$	178,33 \$	209,04 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464016	578265	Carreau & Gingras, notaires inc.	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2015-12-18	2015-12-18	303,57 \$	633,34 \$	1 031,76 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464017	370923	Vachon, Roger (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 Qc	2015-04-17	2015-03-24	276,64 \$	807,51 \$	975,13 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464022	66270	Lavigne, Michelle (notaire)	257A, rue Principale J9Z 1Y7 QC	2014-10-23	2014-10-08	6,00 \$	300,00 \$	350,93 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201464031	636605	Manseau Mayer notaires inc.	26, rue des Oblats Nord J9V 1J3 Qc	2015-05-25	2015-04-15	310,46 \$	770,00 \$	1 195,77 \$	
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201564004	475840	Lessard Hurlubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2015-08-26	2015-08-10	34,00 \$	637,50 \$	766,97 \$	
Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec									12 372,58 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200704003	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 Québec	2016-02-03	2016-02-03	385,01 \$	2 200,00 \$	2 914,46 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200704123	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2015-08-24	2015-07-24	134,00 \$	1 025,00 \$	1 312,49 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200704147	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2015-10-02	2015-08-24	146,00 \$	1 750,00 \$	2 158,06 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200704157	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R3C8 Québec	2015-09-21	2015-08-24	117,00 \$	1 150,00 \$	1 439,21 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Bas-St-Laurent	6200704181	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2015-10-02	2015-08-24	122,00 \$	1 000,00 \$	1 271,75 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804025	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-12-16	2015-11-25	116,00 \$	725,00 \$	949,57 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804125	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-02-23	2016-02-22	6,00 \$	500,00 \$	580,88 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804129	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-07-10	2015-04-17	293,00 \$	1 962,56 \$	2 579,43 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804131	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine Bureau 100 bec	2015-12-04	2015-11-06	153,00 \$	900,00 \$	1 187,78 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804137	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-06-04	2015-04-16	442,00 \$	1 760,00 \$	2 465,56 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804142	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-05-25	2015-02-10	160,00 \$	1 025,00 \$	1 338,49 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804144	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-10-02	2015-08-24	153,00 \$	1 882,12 \$	2 316,97 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200804147	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-10-02	2015-09-11	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904025	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-04-24	2015-02-27	286,00 \$	1 292,28 \$	1 771,79 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904050	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-05-11	2015-03-12	135,00 \$	1 925,00 \$	2 348,27 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904096	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-09-01	2015-08-28	20,00 \$	750,00 \$	882,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904100	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-08-24	2015-07-02		276,47 \$	317,87 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904107	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-08-24	2015-07-02		276,48 \$	317,88 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904111	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-04-24	2015-02-17	40,00 \$	750,00 \$	902,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6200904221	46354	Me Lise Martin	747, 7e Rue Ouest G5T 1Y9 QC	2015-05-20	2015-02-23	154,00 \$	2 405,00 \$	2 919,15 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004000	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-09-10	2015-08-27	148,00 \$	1 255,00 \$	1 590,93 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004035	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2015-04-10	2015-04-08	250,00 \$	1 400,00 \$	1 859,65 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004036	71956	Roy, Sylvie (005)	188, rue de l'Évêché Ouest, bureau 102 H9 Québec	2015-06-04	2015-03-23	139,00 \$	925,00 \$	1 202,52 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004039	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-12-08	2015-06-25	125,00 \$	750,00 \$	987,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004065	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-12-11	2015-12-10	25,00 \$	770,00 \$	910,31 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004067	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2015-04-24	2015-03-04	154,00 \$	981,00 \$	1 281,90 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201004109	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-06-17	2015-04-21	144,75 \$	1 599,03 \$	1 983,23 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201104050	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-04	2016-01-25	251,00 \$	654,00 \$	1 002,94 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201104055	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché G0L 3Y0 Québec	2015-11-26	2015-08-31	245,00 \$	690,00 \$	1 038,33 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Bas-St-Laurent	6201204101	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-02-03	2015-05-28	135,00 \$	720,00 \$	962,82 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204129	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-06-30	2015-06-10		225,00 \$	258,69 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204129	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-12-15	2015-11-25	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304014	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-03-17	2016-03-01	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304016	487981	Ross Boudreault notaires [201 1] Inc.	287, rue Pierre-Salindon, bureau 501 G5L 9A7 Québec	2015-06-08	2015-02-10	291,00 \$	1 175,00 \$	1 641,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304017	42036	Organisation Serge Bernier inc	330, rue d'Amours G4W 2X9 Québec	2016-03-04	2016-02-11		250,00 \$	287,44 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304020	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-02-09	2015-11-02	125,00 \$	610,00 \$	826,35 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304020	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2016-02-09	2016-01-25	131,00 \$	310,00 \$	487,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304021	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-11-26	2015-11-02	255,00 \$	800,00 \$	1 174,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304022	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-04-07	2015-02-09	278,00 \$	1 010,00 \$	1 439,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304030	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8Québec	2015-08-24	2015-06-25	945,00 \$	1 400,00 \$	2 554,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304031	138562	Rousseau, Stéphane (notaire)	307, de la Gare G4W 3J2 QC	2015-11-26	2015-10-19	126,00 \$	504,00 \$	705,47 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304032	402283	St-Laurent, Marc (notaire)	285, avenue Saint-Jérôme G4W 3A8QC	2015-06-01	2015-04-29	170,00 \$	500,00 \$	744,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304037	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1N6 Québec	2015-12-17	2015-12-04	116,00 \$	500,00 \$	690,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304040	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 Québec	2015-06-23	2015-06-11	142,00 \$	2 010,00 \$	2 453,00 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304059	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2015-06-04	2015-05-13	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304060	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2016-02-08	2016-01-20	150,00 \$	800,00 \$	1 069,80 \$
DT Bas-St-Laurent	6201304069	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2015-06-22	2015-06-18	532,60 \$	1 575,00 \$	2 343,46 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404002	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 Québec	2015-06-24	2015-07-23	363,00 \$	1 283,00 \$	1 838,13 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404003	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608 G0J 1J0 Québec	2015-08-24	2015-07-13	125,00 \$	780,00 \$	1 021,81 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404004	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 7C3 Québec	2015-04-16	2015-03-02	117,00 \$	850,00 \$	1 094,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404004	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 7C3 Québec	2015-04-16	2015-03-23	285,00 \$	350,00 \$	687,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404006	652364	Services notariaux Bouchard & Beizile	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 Québec	2015-06-04	2015-04-24	125,00 \$	964,00 \$	1 233,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404021	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-04-16	2015-02-10	154,00 \$	825,00 \$	1 102,54 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Bas-St-Laurent	6201404022	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-06-17	2015-05-12	136,75 \$	700,00 \$	941,58 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404023	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2015-04-16	2015-02-10	154,00 \$	1 109,03 \$	1 429,11 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404027	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop	2016-03-17	2016-03-01	116,00 \$	610,00 \$	817,35 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404028	375178	Me Annie Soucy, notaire inc.	307, rue de la Gare	2015-09-09	2015-09-09	345,00 \$	1 850,00 \$	2 472,04 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404029	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop	2016-02-09	2016-01-25	336,00 \$	910,00 \$	1 382,27 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404030	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363	2016-02-26	2016-02-18	16,00 \$	275,00 \$	332,18 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404032	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché	2015-11-26	2015-08-31	115,00 \$	680,00 \$	896,83 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404033	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	658, rue Taché	2015-11-26	2015-08-31	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404044	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop	2015-11-26	2015-11-02	160,00 \$	600,00 \$	849,85 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404045	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop	2015-12-17	2015-12-04	120,00 \$	600,00 \$	809,85 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404046	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop	2016-03-09	2016-01-25	247,00 \$	914,00 \$	1 297,87 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404053	59434	Charest, Odile	84, avenue Gaétan-Archambault	2015-10-14	2015-10-01	558,16 \$	250,00 \$	845,60 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404055	315542	Côté & Soucy, notaires	188, rue Fraser Case postale 1328	2015-08-24	2015-07-06	2,00 \$	131,25 \$	152,90 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201404055	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	436, rue Lafontaine	2016-03-03	2016-01-19	116,00 \$	700,00 \$	920,83 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201504001	83175	Gestion Notariale inc.	333, rue Saint-Jacques Nord, C.P. 608	2045-12-16	2015-11-25	116,00 \$	875,00 \$	1 122,03 \$	
DT Bas-St-Laurent	6201504002	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 bec	2016-02-12	2016-01-08	127,00 \$	925,00 \$	1 190,52 \$	
Total DT Bas-St-Laurent									85 724,86 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200212118	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Etchemins inc.	212-F, 2e Avenue		2015-04-30	7,00 \$	389,99 \$	455,39 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200812085	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200		2015-11-12	70,00 \$	200,00 \$	299,95 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200812189	384777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue		2015-12-14		400,00 \$	459,90 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912003	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue		2015-07-03		505,00 \$	580,62 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912005	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix		2015-10-20		481,25 \$	553,31 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6200912019	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue		2015-07-03		435,00 \$	500,14 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6200912101	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-06-02		680,00 \$	781,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012017	328999	Lacroix, Thibaudau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-01-13	70,00 \$	200,00 \$	299,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012021	328999	Lacroix, Thibaudau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-08-20	70,00 \$	140,00 \$	230,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201012022	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-05-20	131,00 \$	877,91 \$	1 140,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112004	669328	Binette, Élyse (notaire)	116, St-Eustache J7R 2K9 Québec		2015-05-15		300,00 \$	344,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112048	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-04-02		525,00 \$	603,62 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112049	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-10-22	10,00 \$	760,00 \$	883,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112054	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-06-10		615,00 \$	707,10 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112062	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-09-02	7,00 \$	680,00 \$	788,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112097	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-05-12	8,00 \$	305,00 \$	358,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112098	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2016-02-04	136,00 \$	866,10 \$	1 131,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112104	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-09-01	5,00 \$	530,00 \$	614,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112108	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-13	2015-07-30		255,00 \$	293,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112123	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-19	2015-08-10		155,00 \$	178,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112126	201120	Charest, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC		2015-04-07		200,00 \$	229,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112176	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2015-08-19	2015-08-13	125,00 \$	811,10 \$	1 057,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112178	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2016-01-21		150,00 \$	172,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112181	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-11-12	117,00 \$	317,74 \$	482,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112185	59766	Quirion, Denys	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC		2015-10-21	5,00 \$	230,00 \$	269,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112186	59728	Vachon, Gaston	844, avenue du Palais G0S 2V0 QC		2015-12-23	131,00 \$	700,00 \$	935,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Data facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201112190	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-11-19	121,00 \$	520,00 \$	718,87 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112191	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-02-17	257,00 \$	850,00 \$	1 234,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112196	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N. C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec		2016-01-11	28,95 \$	597,50 \$	715,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112197	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québ		2015-09-16	8,00 \$	610,00 \$	709,35 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112200	577809	Monia Doyon, notaire	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-11-12	117,00 \$	317,74 \$	482,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112201	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-08-24		535,00 \$	615,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112219	74128	Plante, Diane (005)	156, route Marie-Victorin., Suite 1B G7A 2T4 QC		2015-06-25	125,00 \$	300,00 \$	469,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112224	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-11-09	124,00 \$	556,68 \$	764,04 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112226	328999	Lacroix, Thibaudau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-05-29	125,00 \$	412,00 \$	598,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201112227	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-06-12	145,01 \$	656,24 \$	899,52 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212011	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-04-17	298,00 \$	2 862,50 \$	3 589,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212015	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-12-03	2,00 \$	1 137,50 \$	1 309,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212015	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N. C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 8 Québec		2015-04-02		30,00 \$	34,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212016	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	132,00 \$	1 350,00 \$	1 684,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-15	117,00 \$	570,00 \$	772,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212022	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2016-01-28	131,00 \$	190,00 \$	349,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212023	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-11		255,00 \$	293,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212030	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-11-11	255,00 \$	800,00 \$	1 174,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212033	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-08-19	2015-08-10	130,00 \$	570,00 \$	785,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212035	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-07-31	265,00 \$	850,00 \$	1 242,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212036	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-07-09	2014-06-12	334,00 \$	850,00 \$	1 311,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212037	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2016-02-05	130,00 \$	450,00 \$	647,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212037	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2015-07-14		225,00 \$	258,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212042	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-09-28	5,00 \$	310,00 \$	361,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212042	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-04	132,00 \$	624,98 \$	850,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212045	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-05		410,00 \$	471,40 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201212068	365063	Giguère, Marié-Claude (notaire)	1068, boulevard Vachon Nord, bureau 222 E 1M6 QC	G6	2015-03-20	21,50 \$	1 000,00 \$	1 171,25 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212074	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10		311,62 \$	358,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212077	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2015-07-20		510,00 \$	586,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212078	136201	Voyer, Claude	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 E 1M3 QC	G6	2015-07-20		510,00 \$	586,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212087	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-12-10	114,00 \$	783,34 \$	1 014,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212088	73014	Plante, Roger (003)	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 QC		2015-06-19	451,00 \$	680,00 \$	1 232,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212097	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 Québec		2015-03-20	4,00 \$	846,67 \$	977,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212108	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de l'Aréna G7A 1E5 Québec		2013-12-04	391,00 \$	1 722,92 \$	2 371,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212110	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de l'Aréna G7A 1E5 Québec		2013-12-17	164,00 \$	1 291,67 \$	1 649,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212142	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 ébec	2015-08-10	2015-06-25	245,00 \$	660,00 \$	1 003,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212211	470355	Poulin et Poulin notaires S.E.N.C.R.L.	1084, rue Pierre-Beaumont G6Z 1N8 Québec	2015-08-13	2015-08-03	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212214	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec		2015-11-09	253,00 \$	1 282,75 \$	1 727,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212234	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC		2015-07-21	125,00 \$	488,75 \$	663,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212235	56629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2015-02-27	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201212235	56629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2015-02-27	270,75 \$	700,00 \$	1 075,58 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312008	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-07-22	118,00 \$	740,00 \$	968,82 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312008	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-03-31	32,00 \$	360,00 \$	445,91 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312009	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-03-17	11,00 \$	340,00 \$	401,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312009	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC		2015-07-23	257,00 \$	1 063,00 \$	1 479,18 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312021	135823	Vachon & Associés, Notaire, C onseillers Juridiques, S.E.N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 Québec		2015-07-29	125,00 \$	1 074,91 \$	1 360,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312027	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-04-17	136,00 \$	4 250,00 \$	5 022,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312028	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	298,00 \$	2 525,00 \$	3 201,12 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312042	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-08-24	5,00 \$	355,83 \$	414,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312043	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC		2015-08-24	4,00 \$	442,08 \$	512,28 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312051	320585	Boulanger Dolan Denault inc.	111, avenue Collin G5V 2S7 Québec		2015-11-13	126,00 \$	2 895,12 \$	3 454,67 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201312053	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC		2015-08-03	394,00 \$	1 104,00 \$	1 663,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312053	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC		2015-04-27	115,00 \$	364,00 \$	533,51 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312067	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-11-09	206,00 \$	700,00 \$	1 010,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312075	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-07-31	275,00 \$	1 161,10 \$	1 609,98 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312077	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec		2015-09-03	265,00 \$	1 293,51 \$	1 752,22 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312078	384777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue G5Y 5S8 QC		2015-04-13	243,00 \$	700,00 \$	1 047,83 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-08-18	229,00 \$	620,00 \$	941,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312082	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-10-08		250,00 \$	287,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312090	384777	Bolduc, Pierre (005)	620, 158e Rue G5Y 5S8 QC		2015-04-13	243,00 \$	800,00 \$	1 162,80 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312092	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-06-02	115,00 \$	645,00 \$	856,59 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312092	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-07-22	140,00 \$	456,25 \$	664,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312098	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec	2015-07-09	2015-06-26	129,00 \$	718,51 \$	955,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-10-30		325,00 \$	373,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-03-05	10,00 \$	255,00 \$	303,19 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312099	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2015-06-08		397,00 \$	456,45 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312100	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-05-19	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312101	375172	Veilleux, Serge (notaire)	17092, boulevard Lacroix G5Y 8G9 QC		2015-05-19	115,00 \$	650,00 \$	862,34 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312106	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 ec G5Y 3V5 Québec		2015-10-27	131,00 \$	1 111,01 \$	1 408,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312107	741289	Roy, Sylvie (029)	3510, avenue Saint-Augustin G6Z 8G8 Québec		2015-11-30		50,00 \$	57,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312108	738382	Pierre Samson (notaire)	5255, boulevard de la Rivière-Sud, bureau 161 G6V 4Z4 Lévis		2015-11-17	20,00 \$	150,00 \$	192,46 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312109	602141	Guillaume Fleury notaire	143, rue de la Reine G4X 1T5 Québec		2015-11-30	10,00 \$	140,00 \$	170,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312110	452859	Bergeron Laroche, société d e notaires [SENCRL]	1186, rue Principale G0S 1Z0 Québec		2015-12-01	28,00 \$	550,00 \$	660,36 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312111	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2016-01-08	64,00 \$	200,00 \$	293,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312114	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 8 Québec		2015-12-07	22,00 \$	300,00 \$	366,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312116	409599	Hamel, Nathalie (notaire)	1323, rue St-Jacques G2E 2W7 QC		2015-12-09	19,00 \$	354,16 \$	426,20 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Chaudière-Appalaches	6201312118	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boulevard Décarie, bureau 301 Québec	2015-11-25	55,00 \$	1 330,00 \$	1 584,17 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312119	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2015-12-07	31,00 \$	550,00 \$	663,36 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312122	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	3064, route Lagueux G6J 1K1 Québec	2016-01-22	20,00 \$	175,00 \$	221,21 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312123	743091	Rue Notaires inc., La	2600, boulevard Laurier, Tour de la Citébureau 850 G1V 4W2 Québec	2016-01-13	20,00 \$	285,00 \$	347,68 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312124	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2015-12-07	16,00 \$	200,00 \$	245,95 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312126	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2015-12-07	39,00 \$	600,00 \$	728,85 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312127	334540	Gosselin, Lagueux, Roy, S.E.N.C.R.L.	67, Côte du passage Case poste 1247 Québec	2015-12-07	47,00 \$	750,00 \$	909,31 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201312137	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 6e Avenue, bureau 222 Québec	2015-06-17	392,00 \$	1 400,81 \$	2 002,58 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412008	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2015-03-06	267,80 \$	890,00 \$	1 291,08 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412018	439483	Brochu Dubois Lajeunesse, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 Québec	2015-05-12	292,01 \$	1 179,99 \$	1 648,70 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412021	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec	2015-12-10	244,00 \$	876,16 \$	1 251,37 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412023	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec	2015-12-09	321,00 \$	772,34 \$	1 209,00 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412024	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec	2015-12-10	114,00 \$	490,01 \$	677,39 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412025	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec	2015-12-09	114,00 \$	675,07 \$	890,16 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412038	567566	Binet & Carboneau Notaires	159, rue Principale G0R 1M0 Québec	2015-12-10	114,00 \$	440,01 \$	619,90 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412040	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC	2015-09-01	245,00 \$	775,00 \$	1 136,06 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412043	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2015-04-15	530,00 \$	1 550,00 \$	2 312,11 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412045	84683	Me Chantal Brochu, notaire	17, route Kennedy G0R 3E0 QC	2015-03-26	138,00 \$	1 024,11 \$	1 315,47 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412050	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 Québec	2015-02-18	78,00 \$	100,00 \$	192,98 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412065	59263	Bisson, Rémi	829, avenue du Palais C.P. 429 G0S 2V0 QC	2015-07-09	131,62 \$	660,00 \$	890,46 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412067	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec	2015-05-01	130,00 \$	380,00 \$	566,91 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201412071	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC	2016-02-22	116,00 \$	495,00 \$	685,13 \$	
DT Chaudière-Appalaches	6201512000	595912	Toussignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec	2015-05-19		360,00 \$	413,91 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512000	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2e Avenue G5Y 1V9 Québec		2015-04-09	265,00 \$	826,10 \$	1 214,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512003	328999	Lacroix, Thibault, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.] société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2015-09-17	277,20 \$	725,00 \$	1 110,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512004	175833	Fortin, Christiane (notaire)	1845, boulevard de la Rivière-Sud G6W 5M6 Québec		2015-11-05	139,00 \$	750,00 \$	1 001,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512007	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2015-10-28	169,08 \$	815,84 \$	1 107,09 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512008	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec		2015-10-28	314,68 \$	1 022,51 \$	1 490,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512009	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC		2015-05-11	132,00 \$	937,50 \$	1 209,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512014	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC		2016-02-01	247,00 \$	775,00 \$	1 138,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512015	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec		2015-11-30	514,62 \$	606,80 \$	1 212,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512016	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec	2015-08-19	2015-08-13	426,62 \$	650,60 \$	1 174,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512017	662989	Boissonneault, Mélanie (002)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 Québec		2015-11-30	509,62 \$	606,80 \$	1 207,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512020	314035	Quirion, Marie-Hélène (notaire)	117-A, avenue de Gaspé Est G0R 3G0 QC		2015-05-13	115,00 \$	450,00 \$	632,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512022	59315	Coulombe, Pierre	276, rue de l'Église G0R 3X0 QC		2015-05-25	120,00 \$	485,00 \$	677,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512023	706971	Marie-Josée Leclerc, notaire	374, rue Principale G0R 3Z0 Québec		2015-04-14	127,00 \$	500,00 \$	701,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512025	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-06	121,00 \$	832,92 \$	1 078,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512025	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-01-28	382,50 \$	1 068,88 \$	1 611,44 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512026	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-02	122,00 \$	932,75 \$	1 194,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512027	59644	Fortier, Jean-Marc	91, boulevard Bégin G0R 2V0 QC		2015-06-03	161,31 \$	614,55 \$	867,89 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512028	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2016-01-28	252,00 \$	1 118,88 \$	1 538,43 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512028	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-10-06	122,00 \$	565,00 \$	771,61 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512031	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 Québec		2016-01-22	19,00 \$	175,00 \$	220,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512032	564362	Bélanger Mercier Charron, Notaires inc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 Québec		2016-01-22	19,00 \$	175,00 \$	220,21 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512036	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-09	136,00 \$	600,00 \$	825,85 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512037	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-09	136,00 \$	450,00 \$	653,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512038	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-11-10	136,00 \$	350,00 \$	538,41 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Chaudière-Appalaches	6201512040	80529	Martin Mercier, notaire	97, rue Principale G0S 2M0 QC		2016-02-08	134,00 \$	490,00 \$	697,38 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512041	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2015-10-20	134,00 \$	320,00 \$	501,92 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512043	59981	Thivierge, RénaId	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC		2015-09-16	126,00 \$	400,00 \$	585,90 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512045	59981	Thivierge, RénaId	81, rue Notre-Dame Sud C.P. 262 G6G 5S5 QC		2015-09-16	126,00 \$	450,00 \$	643,39 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512046	636580	Gaston Vachon notaire inc.	165, Côte Taschereau, Suite 201 G0S 2V0 Québec		2015-09-01	247,00 \$	845,00 \$	1 218,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512050	325972	Martineau, Yves (notaire)	222, boulevard Frontenac O, bureau 106 G6G 6N7 QC		2016-01-13	370,00 \$	1 020,00 \$	1 542,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc	2015-08-13	2015-08-04	7,00 \$	130,00 \$	156,47 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512051	74143	Houle & Bouchard	668-B boulevard Renault G5X 1M3 Qc		2016-02-22	2,00 \$	50,00 \$	59,49 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512054	365063	Giguère, Marie-Claude (notaire)	1068, boulevard Vachon Nord, bureau 222 E 1M6 QC		2016-02-05	200,01 \$	700,00 \$	1 004,84 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512055	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC		2016-02-16	130,80 \$	990,00 \$	1 269,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-12-10	11,50 \$	255,00 \$	304,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512057	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-09-09	9,00 \$	125,00 \$	152,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512058	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 Québec		2015-10-23	8,00 \$	125,00 \$	151,72 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512061	301551	PME Inter Notaires Bellechasse-Elchemins inc.	212-F, 2e Avenue G0R 1S0 QC		2015-11-11	131,00 \$	277,50 \$	450,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512065	693872	Esther Poirier notaire s.a.	1270, 8e Avenue, bureau 222 G5Y 3V5 Québec		2015-11-30	48,00 \$	517,50 \$	643,00 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512080	642010	LNTP notaires Inc.	212-F, 2e avenue G0R 1S0 Québec		2015-12-17	131,00 \$	261,84 \$	432,05 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201512095	80529	Martin Mercier, notaire	3325, rue Bécancour, suite 101 G0S 1V0 QC		2016-02-03	171,00 \$	490,00 \$	734,38 \$
Total DT Chaudière-Appalaches									144 497,27 \$
DT Côte-Nord	6200908004	654938	PME Inter Notaires Baile-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 Qc	2015-10-07	2015-09-25	752,00 \$	0,00 \$	752,00 \$
DT Côte-Nord	6200908070	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-05-08	2015-04-28		700,00 \$	804,83 \$
DT Côte-Nord	6200908070	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-05-08	2015-04-27	149,50 \$	700,00 \$	954,33 \$
DT Côte-Nord	6200908096	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ième Avenue G0T 1E0 QC	2015-12-22	2015-12-01	352,00 \$	2 250,00 \$	2 938,94 \$
DT Côte-Nord	6201108008	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2014-09-18	212,00 \$	400,00 \$	671,90 \$
DT Côte-Nord	6201108008	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2014-09-18	119,00 \$	500,00 \$	693,88 \$
DT Côte-Nord	6201108009	351265	Lévesque, Brigitte-Viviane (002)	1206, boulevard des Acadiens G0G 1P0 QC	2016-01-14	2015-03-09	119,00 \$	500,00 \$	693,88 \$
DT Côte-Nord	6201308015	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50 A, rue Principale G0T 1G0 QC	2015-11-18	2015-11-11	5,00 \$	300,00 \$	349,93 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac lure	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Côte-Nord	6201308024	76959	Boulanger, Jean (notaire)	20, 8ème Avenue G0T 1E0 QC	2015-06-26	2015-06-18	342,21 \$	750,00 \$	1 204,52 \$
Total DT Côte-Nord									9 064,21 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444018	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C.R.L.	905, Avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2016-02-29	2016-02-23		100,00 \$	114,98 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444032	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2016-03-22	2016-01-23	141,00 \$	50,00 \$	198,49 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444032	177080	Me Maryse Landry, notaire	1546, rue Baillargeon J2W 2B4 QC	2016-03-22	2016-01-16	135,00 \$	1 030,00 \$	1 319,24 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200444033	444314	Racine, Ghislain (notaire)	720, rue Dollard ouest J2N 3A9 QC	2015-09-28	2015-09-18	269,00 \$	2 083,68 \$	2 664,71 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200544020	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord JOE 2K0 QC	2015-12-17	2015-09-02	297,46 \$	307,50 \$	651,01 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644035	525863	Lafontaine L'Heureux Lecours S.E.N.C.R.L.	905, Avenue du Palais J2S 5C6 Québec	2015-09-14	2015-08-18	154,00 \$	565,00 \$	803,61 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200644038	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2015-05-15	2015-05-04	142,45 \$	1 030,00 \$	1 326,69 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6200744036	365270	Bernier, Sylviane	155, rue St-Jacques, bureau 301 J2G 9A7 QC	2015-11-20	2015-11-11	160,00 \$	205,00 \$	395,70 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044049	472112	Kathleen Blanchard (notaire)	292, rue Notre-Dame J0C 1K0 Québec	2015-09-10	2015-04-17	668,94 \$	1 412,50 \$	2 292,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201044061	641108	Marie J. Gagné notaire inc.	35, rue Victoria JOE 1V0 Québec	2015-11-25	2015-10-27	360,48 \$	467,00 \$	897,42 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201144059	139817	Barry, Line	9, rue du Pont JOJ 1A0 Québec	2015-05-27	2015-05-03	248,00 \$	4 370,00 \$	5 272,41 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244006	174815	Comeau, Jean-Pierre	215, boul. Fiset, suite 210 J3P 3P3 QC	2015-12-23	2015-12-07	180,50 \$	1 125,00 \$	1 473,97 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201244086	383658	Ashby, Brigitte	755, avenue Sainte-Anne J2S 5G6 QC	2015-04-20	2015-04-09	127,00 \$	1 240,00 \$	1 552,69 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201344011	491700	Pétrin, Pierre (002)	636, Chemin des Patriotes, bureau 101 JOH 1 K0 QC	2015-12-22	2015-12-14	126,00 \$	450,00 \$	643,39 \$
Total DT Est-de-la-Montérégie									19 607,28 \$
DT Estrie	6200960040	704873	CFL Notaires	1802, rue King Ouest bureau 240 J1J0A2 Qué bec		2016-02-16	136,00 \$	501,00 \$	712,02 \$
DT Estrie	6200960052	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2015-05-29	127,00 \$	1 175,00 \$	1 477,96 \$
DT Estrie	6200960071	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2016-01-12	116,00 \$	1 000,00 \$	1 265,75 \$
DT Estrie	6200960086	83431	Paré Pratte notaires [SNC]	166, rue King Ouest, bureau 200 J1H1P7 Qué bec		2015-09-25	146,00 \$	705,00 \$	956,57 \$
DT Estrie	6200960089	71933	Descôteaux, Claude	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 Q C		2015-09-10		275,00 \$	316,18 \$
DT Estrie	6200960091	701286	Grondin Guilbeault Fontaine, n otaires, S.A.	Me Julie Roberge, notaire 80, rue Principale Est JOB 1M0 Québec		2015-10-15	0,00 \$	275,00 \$	316,18 \$
DT Estrie	6200960124	25865	Bouffard, Yves	82, 1re Avenue Est G0M 1B0 QC		2015-06-19	105,00 \$	400,00 \$	564,90 \$
DT Estrie	6201060030	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Qué bec		2015-11-06		200,00 \$	229,95 \$
DT Estrie	6201060047	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-11-23	116,00 \$	654,00 \$	867,94 \$
DT Estrie	6201060078	174799	Gérin Pomerleau Couture notai res, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-03-04	3 648,00 \$		3 648,00 \$
DT Estrie	6201160027	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-02		305,00 \$	350,67 \$
DT Estrie	6201160053	417902	Bellefeuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Qué bec		2015-11-11	116,00 \$	700,00 \$	920,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201160101	380485	Lavery, De Billy S.E.N.C.R.L.	1, Place Ville Marie Bureau 4000 H3B4M4 Québec		2016-02-25	132,00 \$	500,00 \$	706,88 \$
DT Estrie	6201160108	399700	Lamoureux Léonard, notaires SENCRL	520, rue Bowen Sud J1G 2E1 Québec		2015-05-29		374,99 \$	431,15 \$
DT Estrie	6201260031	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2015-04-24	2015-04-29		300,00 \$	344,93 \$
DT Estrie	6201260036	60363	Audet, Jean-Marc	1300, Boul. Mi-Vallon, bureau 105 J1N 3B9 QC		2015-04-17	135,00 \$	795,00 \$	1 049,05 \$
DT Estrie	6201260039	691318	Friedette Gauvreau Ruel notaires inc.	165, rue Heneker J1J 3G2 Québec		2015-07-15		265,01 \$	304,69 \$
DT Estrie	6201260044	417902	Bellevuille & Cyr Notaires	288, rue Marquette, bureau 100 J1H 1M3 Québec		2015-08-18		150,00 \$	172,46 \$
DT Estrie	6201260046	350377	Demers, Descoteaux, notaires S.E.N.C.R.L.	2727, rue King Ouest, bureau 210 J1L 1C2 Q	2015-04-24	2015-04-29	25,00 \$	250,00 \$	312,44 \$
DT Estrie	6201360009	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-05-07	129,00 \$	300,00 \$	473,93 \$
DT Estrie	6201360016	627519	Émilie Benjamin, notaire inc.	145, rue de Sherbrooke, bureau 205 J2K 5E7 Québec		2016-03-04	136,00 \$	721,04 \$	965,01 \$
DT Estrie	6201360017	575692	Legault, Gilles (notaire)	7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 140 H1M 3M3 QC		2015-09-10	260,00 \$	550,00 \$	892,36 \$
DT Estrie	6201360027	591765	Lacasse, Maryse (002)	1160, rue Sherbrooke J1X 5B5 Québec		2015-06-09	134,00 \$	405,00 \$	599,65 \$
DT Estrie	6201360037	701286	Gondin Guilbeault Fontaine, notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M0 Québec		2015-05-13	154,00 \$	543,48 \$	778,86 \$
DT Estrie	6201360042	59537	Boulanger, Suzanne (notaire)	3913, rue Laval G6B 1A7 Québec		2015-04-08	114,00 \$	500,00 \$	688,88 \$
DT Estrie	6201360043	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC		2015-10-20	247,00 \$	771,04 \$	1 133,50 \$
DT Estrie	6201360044	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC		2015-10-20	116,00 \$	450,00 \$	633,39 \$
DT Estrie	6201360047	59537	Boulanger, Suzanne (notaire)	3913, rue Laval G6B 1A7 Québec		2015-04-08	357,00 \$	1 071,03 \$	1 588,42 \$
DT Estrie	6201360048	71865	Gérin, Jean-Philippe	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-11	124,00 \$	661,00 \$	883,98 \$
DT Estrie	6201460001	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 J0B 1R0 QC		2015-12-09	130,00 \$	550,00 \$	762,36 \$
DT Estrie	6201460001	430272	Coderre, Roch (notaire)	195A, rue St-Hilaire, C.P. 636 J0B 1R0 QC		2015-12-09	211,00 \$	350,00 \$	613,41 \$
DT Estrie	6201460002	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-06-09	4,00 \$	300,00 \$	348,93 \$
DT Estrie	6201460003	536475	Turcotte Paquette, notaires inc	189, avenue St-Jacques J0B 1R0 Québec		2015-06-19	380,00 \$	985,00 \$	1 512,50 \$
DT Estrie	6201460004	369634	Lucie Lavallée Notaire inc.	550, rue de l'Église J0E 2L0 Québec		2015-10-13	320,55 \$	522,00 \$	920,72 \$
DT Estrie	6201460005	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-08	257,00 \$	954,00 \$	1 353,86 \$
DT Estrie	6201460008	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	188,64 \$	620,00 \$	901,49 \$
DT Estrie	6201460009	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	336,50 \$	970,00 \$	1 451,76 \$
DT Estrie	6201460012	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-15	126,00 \$	653,00 \$	876,79 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Estrie	6201460013	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2015-04-24	2015-04-29	124,00 \$	685,00 \$	888,58 \$	
DT Estrie	6201460014	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-04-29	124,00 \$	682,00 \$	885,13 \$	
DT Estrie	6201460017	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 Québec		2015-06-10	355,00 \$	1 300,00 \$	1 849,88 \$	
DT Estrie	6201460023	493725	Goudreau, Kristel (notaire)	53, boul. Saint-Raymond Suite 200B J8Y 1R8 QC		2015-09-25	122,00 \$	705,01 \$	932,58 \$	
DT Estrie	6201560000	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-08	388,00 \$	1 253,00 \$	1 828,64 \$	
DT Estrie	6201560001	704873	CFL Notaires	1802, rue King Ouest bureau 240 J1J0A2 Québec		2015-05-29	134,00 \$	635,00 \$	864,09 \$	
DT Estrie	6201560002	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-08-18	129,00 \$	650,00 \$	876,34 \$	
DT Estrie	6201560003	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-11-27	175,85 \$	500,00 \$	750,73 \$	
DT Estrie	6201560004	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H6E9 Québec		2015-10-06	129,00 \$	610,00 \$	830,35 \$	
DT Estrie	6201560005	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2015-12-02	116,00 \$	600,00 \$	805,85 \$	
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		263,00 \$	302,38 \$	
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-09-10	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$	
DT Estrie	6201560006	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-15	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$	
DT Estrie	6201560007	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-09	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$	
DT Estrie	6201560007	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		259,00 \$	297,79 \$	
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-05-29		266,00 \$	305,83 \$	
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-03	247,00 \$	723,00 \$	1 078,27 \$	
DT Estrie	6201560008	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-09-25	115,00 \$	250,00 \$	402,44 \$	
DT Estrie	6201560009	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-16	257,00 \$	855,00 \$	1 010,09 \$	
DT Estrie	6201560010	59793	Francoeur, Anne-Sophie	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2015-12-15	126,00 \$	654,00 \$	877,94 \$	
DT Estrie	6201560012	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-09	188,64 \$	500,00 \$	763,52 \$	
DT Estrie	6201560013	174799	Gérin Pomerleau Couture notaires, S.E.N.C.	324, rue Principale Ouest J1X 2A9 Québec		2015-12-29	188,64 \$	500,00 \$	763,52 \$	
DT Estrie	6201560014	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	4218, rue Villeneuve G6B 2C3 Québec		2015-11-03	135,00 \$	471,04 \$	676,58 \$	
DT Estrie	6201560017	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC		2015-12-03	280,00 \$	600,00 \$	969,85 \$	
DT Estrie	6201560018	553239	Marier, Marie (notaire)	2984, rue des Chênes, bureau 205 J1L 1Y1 QC		2015-10-28	13,00 \$	125,00 \$	156,72 \$	
DT Estrie	6201560019	130966	Paré, Tanguay, notaires (S.E.N.C.)	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 Québec		2016-02-03	284,00 \$	975,00 \$	1 405,01 \$	
DT Estrie	6201560020	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-02-16	116,00 \$	664,00 \$	879,43 \$	
DT Estrie	6201560021	406491	Drapeau, Richard (002)	65, rue Belvédère Nord, bureau 200 J1H 4A7 QC		2015-12-12	125,00 \$	650,00 \$	872,34 \$	
DT Estrie	6201560025	59508	Custeau, Luc	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2016-01-22	126,00 \$	653,00 \$	876,79 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Estrie	6201560026	361662	Chouinard, François (notaire)	1802, rue King Ouest, bureau 240 J1J 0A2 Québec		2015-12-14	126,00 \$	600,00 \$	815,85 \$
Total DT Estrie									
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200100016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-01	2015-07-19		175,00 \$	57 853,65 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200400113	66454	Roussy, Ronald	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 202 G0C 1K0 Québec	2015-12-15	2015-11-11	7,00 \$	380,00 \$	443,91 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200600030	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-18	2015-03-31	129,00 \$	1 340,00 \$	1 669,67 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200800004	203005	Tremblay, Barriault, notaires S. E.N.C.	119B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2015-06-30	2015-06-23		875,00 \$	1 006,03 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900038	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-05-08	2015-03-31	529,00 \$	1 350,00 \$	2 081,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900044	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-17	2015-11-05	120,00 \$	625,00 \$	838,59 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900049	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-19	2015-04-26		175,00 \$	201,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-03-18	2015-02-17		225,00 \$	258,69 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6200900093	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-10	2015-08-22	352,93 \$		352,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000057	666664	Bouchard Dufresne Notaire inc	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2015-06-04	2015-05-06	117,00 \$	950,00 \$	1 209,26 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201000068	666664	Bouchard Dufresne Notaire inc	15, rue Saint-François-Xavier Est G0E 1K0 Québec	2015-08-24	2015-07-14	116,00 \$	800,00 \$	1 035,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200005	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-01-12	2016-01-08	128,00 \$	650,00 \$	875,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200008	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2016-01-25	2016-01-12	121,00 \$	1 060,93 \$	1 340,81 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200023	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-11	134,01 \$	850,00 \$	1 111,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200028	78866	Me Richard Deraiche	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 Québec	2015-08-24	2015-07-06	264,00 \$	1 150,00 \$	1 586,21 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200029	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	6,02 \$	280,00 \$	327,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200035	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	1,02 \$	280,00 \$	322,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200036	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-22	11,02 \$	280,00 \$	332,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200046	243846	Moulin, Gilles (notaire)	104, boulevard Gérard-D.-Levesque Ouest G0C 2K0 Québec	2015-11-02	2015-06-25	121,60 \$	700,00 \$	926,43 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200047	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	2,99 \$	380,00 \$	439,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200051	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-10	6,99 \$	380,00 \$	443,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200067	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-01	2016-02-23	7,01 \$	450,00 \$	524,40 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200069	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	2,02 \$	280,00 \$	323,95 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200071	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-13	137,01 \$	850,00 \$	1 114,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200074	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2016-03-18	2016-03-07	4,99 \$	380,00 \$	441,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200098	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-06-23	2015-05-11	129,96 \$	650,00 \$	877,30 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200136	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2015-06-01	2015-04-17	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200159	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-12	2015-05-12	135,00 \$	800,00 \$	1 054,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200162	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-02	2015-09-20	10,00 \$	400,00 \$	469,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300015	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-01-05	2015-12-16	117,00 \$	600,00 \$	808,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300015	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-04-07	2015-03-16	124,00 \$	700,00 \$	928,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300033	76596	Lapierre, Maryse	1- 1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 Québec	2015-08-31	2015-07-22	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300074	76970	Leblanc, Annie (009)	780, chemin Principal G4T 1H1 Québec	2015-11-04	2014-10-21	118,00 \$	1 200,00 \$	1 497,70 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300085	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300086	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		400,00 \$	459,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300088	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		600,00 \$	689,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300089	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-14	2015-09-27		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300090	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-02	2015-09-20		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300091	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-10-14	2015-09-27		375,00 \$	431,16 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300092	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-07-09	2015-06-24		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300094	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300095	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300102	203005	Tremblay, Barriault, notaires S. E.N.C.	1198, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 Québec	2015-05-06	2015-04-15	25,00 \$	500,00 \$	599,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400002	472137	Abdelnour et Desrosiers, notair es inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-02-08	2016-01-29	8,00 \$	375,00 \$	439,16 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400012	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 2W1 Québec	2016-02-10	2016-01-05	136,00 \$	650,00 \$	883,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400013	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 Québec	2015-09-21	2015-08-19	115,00 \$	684,00 \$	901,43 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400019	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-02-03	2016-01-19	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400020	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-16	2015-11-30	118,00 \$	825,00 \$	1 066,54 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400021	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-03-09	2016-01-29	247,00 \$	1 100,00 \$	1 511,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400022	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-16	2015-10-30	117,00 \$	825,00 \$	1 065,54 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400031	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-09-30	2015-09-08		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400032	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-26	2015-09-20	8,00 \$	300,00 \$	352,83 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400033	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-12-08	2015-11-30	364,20 \$	550,00 \$	996,56 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400033	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		350,00 \$	402,41 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400034	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-06-23	2015-06-11		300,00 \$	344,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400034	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2016-01-12	2016-01-06	116,00 \$	650,00 \$	863,34 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201400035	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 Québec	2016-02-18	2016-01-22	150,00 \$	1 000,00 \$	1 299,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500007	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est G0V 1V0 Québec	2015-10-02	2015-09-15		250,00 \$	287,44 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500007	514851	Boudreau & Couture notaire	153, Grande Allée Est G0V 1V0 Québec	2016-03-18	2016-02-08	116,00 \$	715,00 \$	938,07 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500008	59336	Grenier, Claude (003)	496, route 132, C.P. 190 G0C 2A0 Québec	2015-11-02	2015-10-19	3,00 \$	400,00 \$	462,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201500010	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, rue de la Reine G4X 2R1 Québec	2015-11-02	2015-09-27		300,00 \$	344,93 \$
Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine									44 994,28 \$
DT Ile-de-Montréal	6200540103	569598	Larochelle, Benoit (notaire)	13301, rue Sherbrooke Est, bureau 300 C2 QC		2015-04-10		425,00 \$	488,64 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840014	703119	Bergeron Dorais notaires S.E. N.C.	2430, boulevard Marcel-Laurin H4R 1J9 QC		2015-03-31	93,00 \$	3 500,00 \$	4 117,12 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840015	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc		2015-09-24	141,00 \$	350,00 \$	543,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840015	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 10 50 H3Z 3C1 Qc		2013-09-17		850,00 \$	977,28 \$
DT Ile-de-Montréal	6200840026	336816	Tremblay Trépanier, Notaires	35, 19e Avenue H8S 3R7 QC		2015-05-25	9,00 \$	445,00 \$	520,64 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940004	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2015-04-22	115,00 \$	600,00 \$	804,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ile-de-Montréal	6200940010	217234	Chartrand, Stéphane (notaire)	2670, rue Allard, bureau 203 H4E 2L6 QC		2015-08-04	135,00 \$	700,00 \$	939,83 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940023	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc	2015-11-04	2015-10-13		350,00 \$	402,41 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940027	77937	Me Jacques Roberge	507, Place d'Armes Bureau 1300 H2Y 2W8 QC		2016-01-06	121,00 \$	1 000,00 \$	1 270,75 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940030	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Qc		2015-11-13		1 535,00 \$	1 764,87 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940030	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Qc		2015-02-27	112,00 \$	2 376,65 \$	2 844,55 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940041	385068	Drazin, Friedman	2021, Union, Suite 888 H3A 2S9 Québec		2015-08-19		450,00 \$	517,39 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040003	572732	Notaires Montréal S.E.N.C.R.L.	740, rue Saint-Maurice, bureau 204 H3C 1L5 Qc		2015-08-07	580,00 \$	1 547,00 \$	2 358,66 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040003	572732	Notaires Montréal S.E.N.C.R.L.	740, rue Saint-Maurice, bureau 204 H3C 1L5 Qc		2015-07-14	120,00 \$	267,40 \$	427,44 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040004	545382	Marial Lavoie inc.	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 340 H7T 2Z5 Québec		2015-01-12	253,00 \$	1 300,00 \$	1 747,68 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040008	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 H3B 4 G7 Québec		2015-11-12	127,00 \$	217,00 \$	376,50 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040008	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 H3B 4 G7 Québec		2015-11-12	45,00 \$	753,67 \$	911,53 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040009	651076	Proulx, André (notaire) (002)	2403, rue Du Centre H3K 1J9 QC		2015-06-24	294,00 \$	1 250,00 \$	1 731,19 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040010	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 H3B 4 G7 Québec		2015-11-12		654,97 \$	753,05 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040010	552806	Steve Collins notaire inc.	1200, av. McGill College, Bureau 1680 H3B 4 G7 Québec		2015-11-12	128,00 \$	411,33 \$	600,93 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140000	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-07-22	125,00 \$	950,00 \$	1 217,26 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140001	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-07-22	125,00 \$	950,00 \$	1 217,26 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140010	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 Qc		2015-02-27	117,00 \$	2 661,65 \$	3 177,23 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140011	439482	Brault, Francine (notaire)	1395, rue Notre-Dame H8S 2C9 QC		2015-04-09	119,60 \$	290,00 \$	453,03 \$
DT Ile-de-Montréal	6201140011	84059	Beauchamp, Me Sylvie (notaire)	886, boulevard Saint-Joseph H8S 2M4 Québec		2014-11-17	126,00 \$	490,00 \$	689,38 \$
DT Ile-de-Montréal	6201240014	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc	2015-03-26	2015-03-25	10,00 \$	150,00 \$	182,46 \$
DT Ile-de-Montréal	6201440002	705969	Tutino, Joseph (notaire)	1080, Côte du Beaver Hall, suite 600 H2Z 1S8 QC		2015-05-26	146,00 \$	1 528,00 \$	1 902,82 \$
DT Ile-de-Montréal	6201540009	631189	Litvack Alain Notaires	3500, boulevard Maisonneuve, Ouest Bureau 1050 H3Z 3C1 Qc		2015-10-23		350,00 \$	402,41 \$
Total DT Ile-de-Montréal									33 340,57 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200652027	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-04-15	119,00 \$	1 600,00 \$	1 958,60 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6200852020	382893	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12 ^{ème} rue JOW 1C0 Qc		2015-09-09	20,00 \$	375,00 \$	451,16 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952057	382893	Fex, Jacinthe (notaire)	104, 12 ^{ème} rue JOW 1C0 Qc		2015-09-11	83,00 \$	500,00 \$	657,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952100	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Ammonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-05-07	114,00 \$	1 779,96 \$	2 160,51 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6200952108	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Ammonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-02-20	114,00 \$	1 850,00 \$	2 241,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052007	617492	Forget, Carole (002)	14-D, avenue des Seigneurs JOT 1R4 Qc		2015-08-12	161,00 \$	825,00 \$	1 109,54 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052008	617492	Forget, Carole (002)	14-D, avenue des Seigneurs JOT 1R4 Qc		2015-08-12	155,00 \$	650,00 \$	902,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052144	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Ammonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-03-30	678,00 \$	1 400,00 \$	2 287,65 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201052149	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Ammonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-06-23	115,00 \$	876,96 \$	1 123,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152000	92096	Éthier, Adélar (notaire)	205, rue Principale JOK1T0 QC		2014-12-16	259,00 \$	1 300,00 \$	1 753,68 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152003	92096	Éthier, Adélar (notaire)	205, rue Principale JOK1T0 QC		2015-11-02	120,00 \$	1 125,00 \$	1 413,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152011	41442	Dionne, Kelley, Paquin inc.	386, boul. Manseau J8E 3E1 Québec	2016-02-12	2016-02-12		650,00 \$	747,34 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152021	401364	Gagnon, Carlin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et con s.juridiques	2484, rue Cartier JOK 2T0 Québec		2015-11-11	167,00 \$	850,00 \$	1 144,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152025	531009	St-Jacques, Sophie (notaire)	1044, rue Robert J5L 2G9 Québec	2016-02-26	2016-02-26	265,00 \$	1 075,00 \$	1 500,98 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152025	531009	St-Jacques, Sophie (notaire)	1044, rue Robert J5L 2G9 Québec		2015-06-10	165,00 \$	275,00 \$	481,18 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152049	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Ammonciation N, bureau 101 JOT 1T 0 Québec		2015-09-05		637,40 \$	732,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152055	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N. C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2016-01-28	160,00 \$	3 000,00 \$	3 609,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152063	428036	Depangher, Annie (notaire)	541, rue Rivière-aux-Pins J4B 2Z8 Qc		2015-02-06	515,95 \$	1 200,00 \$	1 895,65 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152064	533809	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève JOK 1A0 QC		2015-09-10	251,00 \$	1 129,00 \$	1 549,07 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152074	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac JOK 1A0 Québec		2015-04-23	396,00 \$	600,00 \$	1 085,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152094	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-05-06	159,75 \$	575,00 \$	820,86 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152096	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-06-11	292,75 \$	850,00 \$	1 270,04 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152098	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-01-20	251,00 \$	883,75 \$	1 267,09 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152103	575892	Legault, Gilles (notaire)	7450, boulevard Les Galeries d'Anjou, bureau 1 40 H1M 3M3 QC		2015-09-25	458,29 \$	950,00 \$	1 550,55 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152105	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac JOK 1A0 Québec		2015-04-07	161,25 \$	350,00 \$	563,66 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152109	370915	Bernèche, Claudine (notaire)	691, rue Montcalm JOK 1A0 Québec		2015-07-13	579,95 \$	850,00 \$	1 557,24 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201152113	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-08	120,00 \$	575,00 \$	781,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152115	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-07-14	275,00 \$	600,00 \$	964,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152117	667974	Hébert & associés, notaires S. E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc		2015-06-10	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152119	667974	Hébert & associés, notaires S. E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc		2015-06-10	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152121	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-06-23	133,00 \$	300,00 \$	477,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152124	566864	Dauphin & Lauzon [SENCRL] Notaires	100, 1re Avenue J6E 1S2 Québec		2015-07-20	252,00 \$	1 005,00 \$	1 407,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152129	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-07	122,00 \$	775,00 \$	1 013,06 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152133	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-23	249,00 \$	879,00 \$	1 259,63 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152144	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-04-02	267,00 \$	1 125,00 \$	1 560,47 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152145	567588	Masse, Mario (Masse notaire- conseil)	435, boulevard Sainte- Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-09-15	164,00 \$	640,00 \$	899,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152146	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC		2015-06-18	116,00 \$	575,00 \$	777,11 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152148	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-05-25	411,00 \$	975,00 \$	1 532,01 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152150	174715	Carignan, Odette (notaire)	275-B, rue Paradis, bureau 202 J6A 8H2 QC		2015-03-09		200,00 \$	229,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152154	533609	Giroux, Richard (005)	170, avenue Ste-Geneviève J0K 1A0 QC	2016-02-12	2016-02-12	262,00 \$	875,00 \$	1 268,03 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152155	130917	Sauvageau, Elise	notaire 410, rue Notre-Dame J6A 2T1 QC		2015-10-16	261,00 \$	985,08 \$	1 393,59 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152176	115473	Fafard, Danielle	186, route 138 J0K 1A0 Qc		2015-04-29	115,00 \$	350,00 \$	517,41 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152186	174715	Carignan, Odette (notaire)	275-B, rue Paradis, bureau 202 J6A 8H2 QC		2015-03-09	35,00 \$	300,00 \$	379,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152197	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-07-13	150,00 \$	300,00 \$	494,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152199	141911	Société Coutu & Comtois [SNC]]	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 Qc		2015-03-10	19,00 \$	50,00 \$	76,49 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152204	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	114,00 \$	550,00 \$	746,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152216	484068	Laporte et associés notaires	340, rue Frontenac J0K 1A0 Québec		2015-06-29	411,00 \$	600,00 \$	1 100,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152230	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152233	89092	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-03-23	243,00 \$	850,00 \$	1 220,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152252	624862	Renaud, Gilles (notaire conseil er juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W 2 Qc		2015-05-12	119,00 \$	700,00 \$	923,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201152253	92096	Éhner, Adélaïd (notaire)	205, rue Principale J0K1T0 QC		2015-07-22	138,00 \$	900,00 \$	1 172,78 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152257	554798	Lévesque & associés S.E.N.C. R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc		2015-07-22	125,00 \$	990,00 \$	1 263,25 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152261	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2016-02-08	2016-02-08	166,00 \$	650,00 \$	913,34 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152267	89082	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-07-13	248,00 \$	650,00 \$	995,34 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152272	89082	Pilon, Michelle	891, rue Giroux J0K 1A0 Qc		2015-07-13	248,00 \$	550,00 \$	880,36 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152280	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons. juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-04-02	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201152281	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons. juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-08-12	139,00 \$	850,00 \$	1 116,29 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252040	648151	Voizard Voizard notaires S.E.N.C.R.L.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2015-04-14	152,02 \$	600,00 \$	841,87 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252040	648151	Voizard Voizard notaires S.E.N.C.R.L.	1080, rue Valiquette J8B 2M3 Qc		2015-06-05		400,00 \$	459,90 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252054	744375	Pilon Gélinas notaires	370, rue de St-Jovite, bur. 1 J8E 2Z9Qc	2016-02-22	2016-02-22	116,00 \$	1 083,28 \$	1 361,50 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252067	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 C	2015-12-18	2015-09-29	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252075	567588	Massé, Mario (Masse notaire-conseil)	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-07-10	270,00 \$	894,00 \$	1 297,88 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252099	323579	Gagné, Serge (006)	532, rue de la Madone J9L 1S5 Québec		2015-08-12	245,00 \$	1 200,00 \$	1 624,70 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252100	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2016-01-08	2015-10-21	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201252101	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc. c.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 Québec	2015-12-18	2015-10-13	146,00 \$	850,00 \$	1 123,29 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352021	601542	Vallée & Valiquette notaires inc. c.	2665, rue Beaubien Est H1Y 1G8 Qc		2015-02-11	160,00 \$	1 125,00 \$	1 453,47 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352022	391943	Etude Major Lazure, notaires inc. c.	56, Av de l'Eglise J0R 1R0 Québec		2015-04-30	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352023	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2014-12-08	253,00 \$	1 275,00 \$	1 718,93 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352024	407188	Bédard, Louise (notaire)	1, rue de la Rabastalière Est J3V 2A4 QC		2015-04-23	131,00 \$	400,00 \$	590,90 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352024	699744	Page, Véronique	1, chemin de la Rabastalière Est J3V2A4 Qc		2015-01-22		185,00 \$	212,70 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352028	72991	Plourde, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1K5 QC		2014-12-10	243,00 \$	667,19 \$	1 010,10 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352029	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	447, rue Charbonneau C.P. 19059 Québec		2015-03-03	263,00 \$	1 275,00 \$	1 728,93 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352030	67491	Salle Villeneuve, La	C.P. 610 540, rue Charbonneau J8E 3H4 QC		2015-02-20	253,00 \$	1 220,00 \$	1 655,70 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352031	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 Qc		2015-04-07	247,00 \$	860,00 \$	1 235,79 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352032	711977	Daoust & Poltras inc.	590, rue St-Viateur, suite 101 J8E 3B6 Qc		2015-04-30	264,00 \$	950,00 \$	1 356,26 \$	
DT Laurentides-Lanaudière	6201352033	744042	Hogue, Fortier, Fréchette inc.	7160, boulevard Pie-IX H2A 2G4 Qc		2015-09-18	331,91 \$	675,00 \$	1 107,99 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201352034	72991	Plourde, Sylvie (005)	195, rue Principale J8C 1K5 QC		2014-12-08	243,00 \$	667,19 \$	1 010,10 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452000	744207	Charbonneau, Odette (notaire)	4650, boul. des Laurentides, bur. 235 J6E 5G1 Qc	2016-01-08	2015-10-30	125,00 \$	937,00 \$	1 202,32 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452001	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2014-12-09	117,00 \$	704,00 \$	926,42 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452015	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Qc		2015-10-27	11,00 \$	300,00 \$	355,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452016	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Qc		2015-10-27	22,00 \$	300,00 \$	366,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452017	700818	Masse, Louise-Ann	227, boulevard des Braves, bureau 104 J6W 3H6 Qc		2015-03-03	124,00 \$	750,00 \$	986,31 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452032	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-07-07	122,00 \$	600,00 \$	811,85 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452033	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2015-04-01	161,00 \$	1 000,00 \$	1 310,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-05-15		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-11-13		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452034	700846	Étude Gislain Poudrier notaire inc.	430 rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 Qc		2015-12-17	6,00 \$	125,00 \$	149,72 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452035	215115	Cyr, Louise (notaire)	1690, Dumouchel H7S 1J5 QC		2015-12-18	203,90 \$	300,00 \$	548,83 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452039	693315	Carrière, Mylène	297, rue Labelle J7Z 5L2 Qc	2016-01-11	2015-11-24	145,00 \$	550,00 \$	777,36 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452040	493229	Étude notariale Sicard inc.	418, rue Léonard J7Z 4L5 Qc		2015-07-16		200,00 \$	229,95 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452045	391943	Étude Major Lazure, notaires inc.	56, Av de l'Eglise J0R 1R0 Québec		2015-04-30	125,00 \$	800,00 \$	1 044,80 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452059	174588	Caroline Bessette Notaire inc.	5435, Grande-Allée J4Z 3H1 Québec		2015-06-12	115,00 \$	614,05 \$	821,00 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452060	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-05-12	141,00 \$	850,00 \$	1 118,29 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452061	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2015-05-26	174,00 \$	500,00 \$	748,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452062	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 Québec		2015-07-20	148,95 \$	785,00 \$	1 051,50 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452063	577948	Lefebvre, Pénélope (notaire)	3635, rue Queen J0K 1S0 Qc		2015-05-26	174,00 \$	640,00 \$	909,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452073	745264	Désilets, Nadon & Parisella, Notaires inc.	400, rue Melançon J7Z 4K2 Qc		2015-10-06	279,00 \$	920,00 \$	1 336,77 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452076	538305	Nicole Janelle notaire inc.	578, rue L'Annonciation N, bureau 101 J0T 1T0 Québec		2015-09-18	125,00 \$	700,00 \$	929,83 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laurentides-Lanaudière	6201452079	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et conseils juridiques	125, rue Saint-Jacques J0K 2R0 Qc		2015-08-02	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452083	714336	Simon, Manon (Manon Simon, notaire)	378, rue Félix-David H7L 0A6 Qc		2015-06-12	115,00 \$	400,00 \$	574,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452090	554798	Lévesque & associés S.E.N.C. R.L.	1088, rue St-Isidore J5M 2V5 Qc	2016-02-12	2016-02-12	130,00 \$	990,00 \$	1 268,25 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452094	596044	Gemma Notaires inc.	1620, boulevard de l'Avenir, bureau 101 2N4 Qc		2015-11-13	27,00 \$	500,00 \$	601,88 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452101	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc		2015-04-21	114,00 \$	1 000,00 \$	1 263,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452102	309971	Valois Boutin & Besner S.E.N.C.	505, chemin Bethany, bureau 450 J8H 4A6 Qc	2016-01-19	2016-02-01	141,00 \$	1 000,00 \$	1 290,75 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201452103	62424	Bédard, Conrad	3339, DE LA GARE J7V 8W5 QC	2016-01-11	2015-10-16	411,75 \$	1 245,00 \$	1 843,19 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552000	727372	Charbonneau-Cyr, Morin Notaires S.E.N.C.R.L.	488, rue Mercier J9L 2W2 Qc		2015-08-12	115,00 \$	640,00 \$	850,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552001	727372	Charbonneau-Cyr, Morin Notaires S.E.N.C.R.L.	488, rue Mercier J9L 2W2 Qc		2015-08-12	115,00 \$	640,00 \$	850,84 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552004	26064	Campeau, Massicotte, Lajeunesse & Pilon S.E.N.C. RL	206, rue Béthany J8H 2M5 Québec		2015-04-09		400,00 \$	459,90 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552006	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-10-21	119,00 \$	520,00 \$	716,87 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552006	537920	Hénault Sabourin & associés	514, rue Principale J8H 1Y3 Québec		2015-03-26		250,00 \$	287,44 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201552044	362847	Lefebvre Lefebvre Théorât Notaires S.A.	18 086, rue Charles J7J 1C5 Québec		2016-02-22	116,00 \$	805,00 \$	1 041,55 \$
Total DT Laurentides-Lanaudière									115 104,91 \$
DT Laval-Mille-iles	6200836019	693878	Yvon Desormeaux, Notaire	259, boulevard Arthur-Sauvé J7P 2A9 Qc	2015-10-02	2015-10-05	124,00 \$	630,80 \$	849,26 \$
DT Laval-Mille-iles	6200936000	420945	Ricard, Martin R. (notaire)	367, boulevard de L'Ange-Gardien J5W 1S4 Québec	2015-06-15	2015-06-15	123,00 \$	663,00 \$	885,28 \$
DT Laval-Mille-iles	6200936001	350768	Forest, Charles (notaire)	467, de Lanaudière J6E 3M3 QC	2015-03-05	2015-04-07	204,50 \$	1 100,00 \$	1 469,23 \$
DT Laval-Mille-iles	6200936004	667974	Hébert & associés, notaires S.E.N.C.R.L.	10, boulevard Brien, bureau 100 J6A 4R7 Qc	2015-07-23	2015-08-24	18,00 \$	575,00 \$	679,11 \$
DT Laval-Mille-iles	6200936006	648444	Ma Véronique Dinel, notaire	161A, boulevard L'Ange-Gardien J5W 1R3 Québec	2015-05-08	2015-05-26	418,00 \$	550,00 \$	1 050,36 \$
DT Laval-Mille-iles	6201036000	648444	Ma Véronique Dinel, notaire	161A, boulevard L'Ange-Gardien J5W 1R3 Québec	2015-05-08	2015-05-26	418,00 \$	550,00 \$	1 050,36 \$
DT Laval-Mille-iles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	129,00 \$	404,00 \$	593,50 \$
DT Laval-Mille-iles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	129,00 \$	416,14 \$	607,46 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Laval-Mille-iles	6201036001	92681	Dugas, Alain (notaire)	Notaire - Gagnon & Dugas 457, boul. Sainte-Anne JON 1H0 QC	2015-09-11	2015-09-18	114,00 \$	866,96 \$	1 110,79 \$
DT Laval-Mille-iles	6201336001	651987	Me Radwan Moussa, notaire en fidéicommis	Moussa & Manceriu, notaires SNCRL 3749, boulevard Lévesque Ouest H7V 1G4 Québec	2015-05-08	2015-05-19	127,00 \$	390,00 \$	575,40 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436000	420945	Ricard, Martin R. (notaire)	367, boulevard de L'Ange-Gardien J5W 1S4 Québec	2015-06-15	2015-06-15	120,00 \$	633,00 \$	847,79 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436001	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-21	2015-09-23	172,41 \$	490,00 \$	735,79 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436002	553609	Notaire Giammarella inc.	5152, rue Jean-Talon Est H1S 1K7 Qc	2015-11-02	2015-09-11	135,00 \$	373,87 \$	564,85 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436003	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-23	2015-09-23	150,11 \$	400,50 \$	610,59 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436004	576057	Lessard & Vachon, notaires	7811, boul. Louis-H. Lafontaine, bureau 200 H1K 4E4 Québec	2015-09-23	2015-09-23	168,11 \$	767,50 \$	1 050,55 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436011	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka JON 1M0 Qc		2016-02-17	301,86 \$	835,00 \$	1 261,90 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436012	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka JON 1M0 Qc		2016-02-17	136,00 \$	505,00 \$	716,62 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436016	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka JON 1M0 Qc		2016-02-18	136,00 \$	645,00 \$	877,59 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436023	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka JON 1M0 Qc		2016-02-18	136,00 \$	580,00 \$	802,86 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436025	176534	Étude des Notaires Cataphard	3950, chemin Oka JON 1M0 Qc	2016-02-11	2016-02-05	136,00 \$	645,00 \$	877,59 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436050	374298	Polyzos, Nicholas (notaire)	7526, rue St-Denis H2R 2E6 Qc	2016-01-06	2016-02-09	126,00 \$	694,21 \$	924,17 \$
DT Laval-Mille-iles	6201436051	624862	Renaud, Gilles (notaire conseiller juridique)	5171, boulevard Laurier, bureau 202 J7M 1W 2 Qc	2015-10-13	2015-10-13	343,99 \$	500,00 \$	918,87 \$
DT Laval-Mille-iles	6201536003	553871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 Qc	2016-01-14	2016-01-06	155,69 \$	466,20 \$	691,70 \$
Total DT Laval-Mille-iles									19 751,62 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199000495	664207	Mance Thibault	472, avenue Victoria, bureau 200 J6K 1C4 Québec		2015-06-15	130,00 \$	527,50 \$	736,50 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199000495	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC		2015-11-18	115,00 \$	700,00 \$	919,83 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300853	58605	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC		2015-04-22	248,00 \$	600,00 \$	937,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300860	76557	Légaré, Robert (notaire)	40 RUE MAURICE JOL 2L0 QC		2015-08-05	115,00 \$	414,43 \$	591,49 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6199300860	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame JOL 2L0 Québec		2014-06-18	147,00 \$	335,00 \$	532,17 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348106	58417	Laberge, Michel (notaire)	257D, BOUL. D'ANJOU J6J 2R4 QC		2015-07-21	125,00 \$	600,00 \$	814,85 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348112	58417	Laberge, Michel (notaire)	257D, BOUL. D'ANJOU J6J 2R4 QC		2016-02-15		300,00 \$	344,93 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200348135	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 Québec		2015-10-01		530,00 \$	609,37 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200348142	76066	Beaulieu, Manon (notaire)	779, boulevard St-Jean-Baptiste C.P. 269 J6R 2K7 QC		2015-11-11		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200348150	737126	Levy, Tammar (expropriation)	5475, rue Paré, suite 254 H4P 1P7 Québec		2015-10-21		986,25 \$	1 133,97 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200548000	700544	Rivard notaires & associés inc.	69, Saint-Pierre, bureau 300 J5A 1C1 Québec		2015-02-11		1 408,26 \$	1 619,16 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200748046	76648	Mie Noémie St-Onge, notaire	2003 BOUL. SAINTE-MARIE BUREAU 101 J6T 3B5 QC		2015-05-11	43,37 \$	587,50 \$	718,85 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200848038	458330	Lafond, notaires inc.	1101-3030, boul. Le Carrefour H7T 2P5 Québec		2015-10-19	212,04 \$	2 208,83 \$	2 751,64 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6200848040	421148	Richard Gandolfi Notaire inc.	115, chemin de Saint-Jean J5R 2J7 Québec		2015-08-06	115,00 \$	500,00 \$	689,88 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201048046	67156	Notaires Lupien, Patenaude, Vincent, Gougeon S.E.N.C.	39, rue Jacques-Cartier Bureau 101 J6T 4R1 QC		2015-06-09		350,00 \$	402,41 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201048053	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-10-02	126,00 \$	1 246,40 \$	1 559,05 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201048096	16541	Lareau, Héliène	364, rue Saint-Jacques, C.P. 970 JOJ 1L0 QC		2015-10-29	155,37 \$	519,00 \$	752,09 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148008	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiques	184 RUE ST-JOSEPH J0S 1V0 QC		2015-10-09	388,00 \$	1 816,66 \$	2 476,70 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201148046	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec		2015-11-20	242,08 \$	1 733,33 \$	2 234,98 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248004	59496	Me Pierre Péladeau (notaire et conseiller juridique)	210, RUE SAINT-JACQUES J5R 1G3 QC		2016-01-15	290,52 \$	540,00 \$	911,39 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248005	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul. Fernand-Lafontaine, bureau 102 J4G 2R8 Québec		2015-12-21	248,59 \$	536,60 \$	865,55 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	62, rue Châteauquay J0S 1H0 QC		2015-06-18	218,75 \$	1 000,00 \$	1 368,50 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248030	58605	Lemyre, Henri	75, St-Jean-Baptiste, bureau 200 J6J 3H6 QC	2016-01-06	2014-05-07	125,00 \$	450,00 \$	642,39 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248031	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-11-16	253,00 \$	1 349,98 \$	1 805,14 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248032	140521	Marclil, Arthur (notaire)	586B, Notre-Dame J0S 1R0 QC		2015-10-16	126,00 \$	650,00 \$	873,34 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248034	76499	Larivière, Hugues (notaire)	112, 9e Avenue J2X 1J5 QC		2015-05-26	258,00 \$	1 150,00 \$	1 580,21 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248040	321556	Bisailon, Daniel (notaire)	233, rue Champlain J3B 6V7 QC		2015-08-07	170,00 \$	400,00 \$	629,90 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248041	16541	Lareau, Héliène	364, rue Saint-Jacques, C.P. 970 JOJ 1L0 QC		2015-11-15	155,37 \$	404,00 \$	619,87 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248042	475473	Me Alain Bélanger, notaire en fidéicommiss	815, rue Plante J3A 1M8 Québec		2015-04-29	437,07 \$	1 002,05 \$	1 589,17 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201248043	551947	Notaires Therrien Touchette inc., Les	1690, boulevard Provencher J4W 1Z2 Québec		2015-06-03	166,36 \$	850,00 \$	1 143,65 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201348001	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-05-06	246,00 \$	210,00 \$	487,45 \$
DT Ouest-de-la-Montréalégie	6201348001	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu JOJ 1J0 QC		2015-05-06	5,00 \$	579,20 \$	670,94 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348002	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05	117,00 \$	165,00 \$	306,71 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348002	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05	13,00 \$	559,60 \$	656,40 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348003	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05	17,00 \$	844,60 \$	988,08 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348003	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05	116,00 \$	144,00 \$	281,56 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348004	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05		43,50 \$	50,02 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348004	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC		2015-05-05	125,00 \$	654,60 \$	877,63 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348029	489067	Daoust, Nathalie (Pilon & Daoust, notaires)	62, rue Châteauguay J0S 1H0 QC		2015-11-10	149,54 \$	475,00 \$	695,67 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348047	368671	Péladeau & Larivière, notaires	35, rue Saint-Pierre, bureau 102 J5A2E4 Québec		2015-04-07	114,00 \$	530,00 \$	723,37 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201448022	593514	Gagnon Dorais Laprise notaires inc.	1005, boulevard du Séminaire Nord Bureau 100 J3A 1R7 Québec		2016-01-26	267,44 \$	3 150,00 \$	3 889,15 \$
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201548013	618514	Gauthier, Martine (notaire)	1009, rue Notre-Dame J0L 2L0 Québec		2015-12-10	141,00 \$	494,48 \$	709,52 \$
Total DT Ouest-de-la-Montérégie									42 593,74 \$
DT Outaouais	6199903174	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-01-12	2015-12-11	337,21 \$	721,78 \$	1 167,08 \$
DT Outaouais	6200256126	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-19	2015-10-06	324,00 \$	975,25 \$	1 445,29 \$
DT Outaouais	6200556009	703208	Desnoyers Laroche J1 Québec	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8	2016-02-12	2015-11-23	1 293,93 \$	2 958,32 \$	4 695,26 \$
DT Outaouais	6200656014	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-04-27	2015-04-08	150,00 \$	1 029,72 \$	1 333,92 \$
DT Outaouais	6200656055	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-12-09	2015-10-20	116,00 \$	751,24 \$	979,74 \$
DT Outaouais	6200656058	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-28	2015-08-21	115,00 \$	1 175,57 \$	1 466,61 \$
DT Outaouais	6200656086	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-28	115,00 \$	1 559,45 \$	1 907,97 \$
DT Outaouais	6200656119	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2016-02-26	2016-02-17	116,00 \$	1 323,67 \$	1 637,89 \$
DT Outaouais	6200856028	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 Québec	2015-07-21	2015-06-25	331,21 \$	300,00 \$	676,14 \$
DT Outaouais	6200856028	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 Québec	2015-07-21	2015-06-25	15,00 \$	300,00 \$	359,93 \$
DT Outaouais	6200956017	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2016-02-15	2015-02-10	255,00 \$	1 205,70 \$	1 641,26 \$
DT Outaouais	6200956026	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2010-03-31	2010-03-31		1 200,00 \$	1 200,00 \$
DT Outaouais	6200956027	59267	Marquis, Bernard (notaire et conseiller juridique)	200, rue Principale J9H 6J4 QC	2010-03-31	2010-03-31		1 600,00 \$	1 600,00 \$
DT Outaouais	6201056025	496138	Lebel, Daniel (notaire)	198, rue des Forgerons J9J 2N9 QC	2016-03-01	2016-02-24	2,00 \$	767,40 \$	884,31 \$
DT Outaouais	6201056040	426284	Heafey, Ruth (notaire)	192, rue Beaulac J9H 6Z5 Québec	2016-02-19	2014-11-18	1 618,00 \$		1 618,00 \$
DT Outaouais	6201056067	411498	Lavallée, Luc (notaire)	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-09-15	2015-08-20	114,00 \$	550,00 \$	746,36 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Outaouais	6201056096	59642	Nadeau, Marc (002)	45, rue Jeanne-D'Arc J8Y 2H3 QC	2016-02-16	2016-01-16	118,38 \$	610,00 \$	819,73 \$
DT Outaouais	6201056097	703208	Desnoyers Laroché	160, boulevard de l'Hôpital, bureau 400 J8T 8 J1 Québec	2015-05-06	2015-04-10	115,00 \$	243,64 \$	395,12 \$
DT Outaouais	6201056098	568171	Génier, Claude	1885, rue Saint-Louis, suite 200 J8T 6G4 Québec	2015-05-21	2015-05-14	124,00 \$	1 147,18 \$	1 442,97 \$
DT Outaouais	6201256006	344181	Durocher, Rachel	525, rue Notre-Dame J0V 1L0 QC	2015-06-10	2015-06-09	126,00 \$	559,88 \$	769,73 \$
DT Outaouais	6201256021	380532	Provost, Patrice (notaire)	43, Rue Principale J9H 3L2 QC	2015-04-08	2015-03-19	114,00 \$	937,04 \$	1 191,36 \$
DT Outaouais	6201356006	690184	Lapierre, John (notaire)	188, Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 Québec	2015-12-08	2015-05-19	125,00 \$	840,00 \$	1 090,79 \$
DT Outaouais	6201356011	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-08	2015-08-19	245,00 \$	822,10 \$	1 190,21 \$
DT Outaouais	6201356022	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-21	245,00 \$	807,42 \$	1 173,33 \$
DT Outaouais	6201356034	411498	Lavallée, Luc (notaire)	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2016-02-02	2016-01-27	125,00 \$	627,50 \$	846,47 \$
DT Outaouais	6201356042	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2016-02-08	2016-02-02	116,00 \$	415,00 \$	593,15 \$
DT Outaouais	6201456002	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 Québec	2015-10-06	2015-08-19	115,00 \$	435,86 \$	616,13 \$
DT Outaouais	6201556002	59475	Pigeon, Jean-Pierre	37, rue Patterson C.P. 549 J0X 1K0 QC	2016-03-04	2016-03-01	522,98 \$	1 710,00 \$	2 489,05 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-10-28	2015-10-08	18,45 \$	385,00 \$	461,10 \$
DT Outaouais	6201556003	60205	Alary, Mireille	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2015-10-20	2015-10-08	18,45 \$	385,00 \$	461,10 \$
DT Outaouais	6201556009	59715	Gratton, Guylaine	259, rue Henri-Bourassa C.P. 37 J0V1R0 QC	2016-03-04	2016-02-26		300,00 \$	344,93 \$
Total DT Outaouais									37 244,93 \$
DT Québec	6199801102	205687	Simard Léveillée Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 G3Z 2R8 Québec	2015-06-05	2015-02-17	154,00 \$	3 437,50 \$	4 106,27 \$
DT Québec	6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2016-01-18	2016-01-12	135,00 \$	1 717,75 \$	2 109,99 \$
DT Québec	6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2016-03-07	2016-02-29		200,00 \$	229,95 \$
DT Québec	6200032091	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-09-06	139,00 \$	4 003,13 \$	4 741,60 \$
DT Québec	6200032091	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2015-10-28	2015-07-23		2 666,67 \$	3 066,00 \$
DT Québec	6200132170	59440	Vileneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2016-01-15	2015-09-10	42,00 \$	2 272,50 \$	2 654,81 \$
DT Québec	6200132215	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2015-10-28	2015-07-23		2 443,34 \$	2 809,23 \$
DT Québec	6200132215	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-09-06	139,00 \$	3 928,13 \$	4 655,37 \$
DT Québec	6200232042	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège G3H 3B4 Québec	2016-03-22	2016-03-22	146,00 \$	325,00 \$	519,67 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6200432024	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires s	4, rue du Moulin, bureau 201 C	2015-09-10	2015-08-31		770,00 \$	885,31 \$
DT Québec	6200432024	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires s	4, rue du Moulin, bureau 201 C	2015-06-23	2015-05-22	11,00 \$	346,45 \$	409,33 \$
DT Québec	6200432043	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires s	4, rue du Moulin, bureau 201 C	2015-08-11	2015-07-07	123,00 \$	1 155,00 \$	1 450,96 \$
DT Québec	6200532078	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	2015-07-10	2015-07-02		500,00 \$	574,86 \$
DT Québec	6200532116	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) T8 Québec	2016-03-14	2016-03-07	1,00 \$	360,00 \$	414,91 \$
DT Québec	6200532177	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 Québec	2015-06-18	2015-05-27	150,25 \$	1 000,00 \$	1 300,00 \$
DT Québec	6200532178	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-09-22	2015-09-10	150,25 \$	1 000,00 \$	1 300,00 \$
DT Québec	6200532191	638544	Côté Bélanger Mousseau notaires inc.	8500, boulevard Henri-Bourassa, S-210 G1G 5X1 Québec	2015-09-10	2015-06-26		339,50 \$	390,35 \$
DT Québec	6200532223	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-06-23	2015-06-04	145,00 \$	827,64 \$	1 096,58 \$
DT Québec	6200532224	58426	Moreau, Hermann	1191, 8e Avenue G1J 3N3 QC	2015-11-02	2015-10-16		375,00 \$	431,16 \$
DT Québec	6200532240	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV G1H 1A7 QC	2015-11-26	2015-11-05	116,00 \$	1 290,00 \$	1 599,18 \$
DT Québec	6200532260	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-08-12	2015-05-21	145,00 \$	1 135,64 \$	1 450,70 \$
DT Québec	6200532263	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-07-06	2015-06-12	145,00 \$	670,00 \$	915,33 \$
DT Québec	6200532288	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-04-07	2015-03-18	204,00 \$	1 348,14 \$	1 754,03 \$
DT Québec	6200532329	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV G1H 1A7 QC	2016-01-25	2016-01-17	116,00 \$	1 790,00 \$	2 174,05 \$
DT Québec	6200532421	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 Québec	2015-07-13	2015-07-09	137,05 \$	510,00 \$	723,42 \$
DT Québec	6200532537	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2016-02-26	2016-02-17	653,00 \$	1 625,00 \$	2 521,34 \$
DT Québec	6200532600	403423	Bisson, Jean Yves (notaire)	979, avenue de Bourgogne, bureau 550 2L4 Québec	2015-06-15	2013-12-31	140,00 \$	980,00 \$	1 266,76 \$
DT Québec	6200632047	75862	Laquerre, Simon (notaire)	2600, boulevard Laurier Bureau 850 QC	2016-03-07	2016-02-26	20,00 \$	243,53 \$	300,00 \$
DT Québec	6200632074	197726	Boilard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-07-09	2013-11-28	124,00 \$	250,00 \$	411,44 \$
DT Québec	6200632074	197726	Boilard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-07-09	2013-11-28	114,00 \$	537,50 \$	732,00 \$
DT Québec	6200832029	419538	Durocher, Simon (notaire)	2795, boulevard Laurier, bureau 490 QC	2015-09-10	2015-08-20	8,00 \$	650,00 \$	755,34 \$
DT Québec	6200832045	197726	Boilard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-02-19	2016-02-11	10,00 \$	350,00 \$	412,41 \$
DT Québec	6200832050	197726	Boilard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-03-14	2016-02-18	136,00 \$	325,00 \$	509,67 \$
DT Québec	6200832050	197726	Boilard, Renaud Notaires Inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2016-03-14	2016-02-18	10,00 \$	350,00 \$	412,41 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6200832055	131725	Succession Bruno Letarte Notaire	1040 avenue Belvédère Bureau 102 QC	2015-01-29	2015-05-05	10,00 \$	1 088,50 \$	1 238,51 \$
DT Québec	6200932050	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC	2015-05-08	2015-04-10	145,00 \$	710,03 \$	961,36 \$
DT Québec	6200932073	73500	Chrétien, Henri (notaire)	832, boulevard Louis-XIV QC	2015-10-14	2015-11-05	116,00 \$	1 090,00 \$	1 369,23 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC	2015-06-02	2015-04-07	160,00 \$	420,00 \$	642,90 \$
DT Québec	6201032064	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC	2015-06-12	2015-04-01	184,00 \$	1 130,00 \$	1 483,22 \$
DT Québec	6201132000	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 QC	2015-06-25	2015-06-12	145,00 \$	594,50 \$	828,53 \$
DT Québec	6201132012	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2015-06-15	2015-06-02	384,00 \$	1 675,75 \$	2 310,70 \$
DT Québec	6201132013	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2015-06-23	2015-06-04	515,00 \$	1 984,50 \$	2 773,69 \$
DT Québec	6201132014	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre QC	2015-06-15	2015-05-19	24,00 \$	360,00 \$	437,91 \$
DT Québec	6201232003	78319	Hélène Dufour notaire inc.	Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-10-22	294,00 \$	3 626,00 \$	4 462,99 \$
DT Québec	6201232044	205455	Marcoux, Gariépy & Associés, Notaires SENC	371, rue Seigneuriale Québec		2015-03-17	124,00 \$	785,00 \$	1 026,55 \$
DT Québec	6201232052	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-08-15	278,00 \$	3 769,66 \$	4 612,16 \$
DT Québec	6201232052	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-10-29	2013-08-27		103,26 \$	118,72 \$
DT Québec	6201232060	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame QC		2015-04-15	118,00 \$	725,00 \$	951,57 \$
DT Québec	6201232061	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté (C.P. 246) Québec	2016-03-22	2016-03-16	117,00 \$	351,67 \$	521,33 \$
DT Québec	6201332005	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2016-02-03	2016-01-29	383,00 \$	1 662,62 \$	2 294,60 \$
DT Québec	6201332006	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 QC		2015-04-09	125,00 \$	580,00 \$	791,86 \$
DT Québec	6201332008	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre QC	2015-11-02	2015-10-22	156,00 \$	805,00 \$	1 081,55 \$
DT Québec	6201332010	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 QC	2015-11-10	2015-10-16	357,00 \$	612,00 \$	1 060,65 \$
DT Québec	6201332010	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 QC	2015-11-10	2015-08-31	149,00 \$	1 601,00 \$	1 989,75 \$
DT Québec	6201332010	729108	Charlevoix notaires inc.	4, rue du Moulin, bureau 201 QC	2015-11-10	2015-09-24	137,00 \$	1 085,00 \$	1 384,48 \$
DT Québec	6201332011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2015-06-12	2015-05-13	35,00 \$	780,00 \$	931,81 \$
DT Québec	6201332025	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste Bureau101 G3Z 1L9 Québec	2014-04-22	2014-04-02	136,00 \$	1 759,92 \$	2 159,47 \$
DT Québec	6201332029	403423	Bisson, Jean Yves (notaire)	979, avenue de Bourgogne, bureau 550 Québec	2015-05-25	2015-04-28	126,00 \$	1 381,25 \$	1 714,09 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant déboursé	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Québec	6201432036	320411	Stein Monast S.E.N.C.R.L.	70, rue Dalhousie, bureau 300 ec	2016-02-11	2015-12-31	139,00 \$	1 975,00 \$	2 409,76 \$
DT Québec	6201432051	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre-Dame	2015-11-02	2015-10-19	120,00 \$	625,00 \$	838,59 \$
DT Québec	6201432003	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2015-07-13	2015-07-02	138,00 \$	1 301,50 \$	1 634,40 \$
DT Québec	6201432011	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 Québec	2015-06-15	2015-06-02	151,00 \$	1 482,75 \$	1 855,79 \$
DT Québec	6201432012	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-04-16	2015-03-30	422,00 \$	675,00 \$	1 198,08 \$
DT Québec	6201432014	304918	Delage, Cyrille (notaire)	455, rue du Pont G1K 6N2 Québec	2015-04-16	2015-03-16	150,88 \$	700,00 \$	955,71 \$
DT Québec	6201432015	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec	2015-04-16	2015-01-29	273,00 \$	400,00 \$	732,90 \$
DT Québec	6201432019	8590	Bourgel, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-04-07	2015-03-19	163,75 \$	1 010,00 \$	1 325,00 \$
DT Québec	6201432022	8590	Bourgel, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2015-04-08	2015-03-18	149,33 \$	1 340,00 \$	1 690,00 \$
DT Québec	6201432026	197726	Bollard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel, bureau #1 G3L 3W6 Québec		2015-09-29	116,00 \$	450,00 \$	633,39 \$
DT Québec	6201432027	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2015-09-22	2015-08-25	125,00 \$	875,00 \$	1 131,03 \$
DT Québec	6201432036	625297	Me Louis Laliberté notaire inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 Qc	2015-05-25	2015-04-30	145,00 \$	700,00 \$	949,83 \$
DT Québec	6201432041	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC		2016-02-24	17,00 \$	920,00 \$	1 074,77 \$
DT Québec	6201432044	625297	Me Louis Laliberté notaire inc.	1305, boul. Lebourgneuf, suite 105 Qc	2015-10-21	2015-10-09	137,00 \$	2 015,00 \$	2 453,75 \$
DT Québec	6201432047	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2015-04-08	2015-03-20	204,00 \$	1 423,72 \$	1 840,93 \$
DT Québec	6201432052	88079	Brochu, Ysa (notaire)	885, Route 138 G0A 2R0 QC	2016-02-25	2016-02-19	124,00 \$	516,79 \$	718,18 \$
DT Québec	6201432061	81721	Christian Arcand , notaire	5000, 3ième Avenue Ouest Suite 201 QC	2015-07-06	2015-06-15	404,00 \$	700,00 \$	1 208,83 \$
DT Québec	6201432063	58618	Boudreault, Robert	2A, rue Saint-Pierre G3Z 2R5 QC	2015-06-15	2015-05-12	166,50 \$	675,00 \$	942,58 \$
DT Québec	6201432064	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 C	2015-05-08	2015-04-13	141,00 \$	1 205,00 \$	1 526,45 \$
DT Québec	6201432065	205687	Simard Léveillé Dufour, Notaires	4, rue du Moulin, bureau 201 C	2015-05-08	2015-04-13	140,00 \$	1 200,00 \$	1 519,70 \$
DT Québec	6201432077	326004	Thibeault et Caron, notaires	605, boulevard de Comporté C.P. 246 Québec	2015-11-04	2015-10-23	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
DT Québec	6201532002	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENCRL	371, rue Seignuriale G1C 3P7 Québec	2015-09-02	2015-08-25	132,00 \$	264,03 \$	435,57 \$
DT Québec	6201532003	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 Québec	2015-09-02	2015-08-24	276,00 \$	1 135,00 \$	1 580,97 \$
DT Québec	6201532007	73491	Martin Grenier , notaire	550-A, avenue Royale G1E 1Z4 QC	2016-02-16	2016-02-06	390,00 \$	1 370,00 \$	1 965,16 \$
DT Québec	6201532011	743091	Rue Notaires inc., La	2800, boulevard laurier, Tour de la Citébureau 8 50 G1V 4W2 Québec	2016-01-14	2015-11-03	263,00 \$	785,00 \$	1 165,55 \$
Total DT Québec									118 832,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216019	404029	Nadeau Milette Bouchard, notaires	2106, rue Sainte-Famille C.P. 2130, Succ. Kénogami Québec	2015-12-16	2015-12-08	122,00 \$	404,26 \$	566,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200216132	640098	Gagnon, Minier Notaires	991, rue Victoria G7B 3M9 Qc	2015-09-21	2015-08-29		300,02 \$	344,95 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6200816042	304918	Delage, Cyrille (notaire)	455, rue du Pont G1K 6N2 Québec	2015-07-02	2015-05-08	58,45 \$	900,00 \$	1 093,23 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316017	45606	Parizeau Tremblay Forest Lapointe et associés notaires [SE NC]	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2015-09-15	2015-07-30		970,00 \$	1 115,26 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316032	404046	Lavoie et Tremblay, notaires	2383, rue St-Dominique, C.P. 638 G7X 6L4 Qc	2015-08-31	2015-08-15	115,00 \$	925,00 \$	1 178,52 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316033	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 Qc	2016-02-15	2016-02-04	125,00 \$	1 139,97 \$	1 435,68 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316034	702399	Mallais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCRL	497, Racine Est Bureau 200 G7H 1T8Qc	2016-02-05	2016-01-12	261,00 \$	917,84 \$	1 316,28 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201316037	404029	Nadeau Milette Bouchard, notaires	2106, rue Sainte-Famille C.P. 2130, Succ. Kénogami Québec	2015-12-15	2015-12-08	167,00 \$	719,26 \$	993,97 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416006	640098	Gagnon, Minier Notaires	991, rue Victoria G7B 3M9 Qc	2016-01-28	2016-01-05	116,00 \$	869,99 \$	1 116,27 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416009	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2015-08-31	2015-08-10	140,00 \$	456,67 \$	665,05 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416015	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2016-02-24	2016-02-11	146,00 \$	455,00 \$	669,14 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416016	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2016-02-26	2016-02-18	146,00 \$	650,00 \$	893,34 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416028	669328	Binette, Élyse (notaire)	6455, rue Doris-Lussier, bureau 410 J7H 0E8 Qc	2015-11-09	2015-10-20	122,00 \$	800,00 \$	1 041,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416072	73683	Tremblay, Gratien	155, rue Saint-Joseph Sud G8B 3E7QC	2016-01-29	2015-12-15	132,00 \$	820,00 \$	1 074,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416079	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2015-06-02	2015-05-12	125,00 \$	625,00 \$	843,59 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416095	344263	Nancy, Emond (notaire)	155, rue Armand Ouest G8B 4B6 QC	2015-06-03	2015-05-12	125,00 \$	625,00 \$	843,59 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416104	382541	Beaulac, Simard-Monast, Notaires	65, boul. St-Joseph Sud G8B 6V4 Qc	2015-11-24	2015-11-20	124,00 \$	1 140,00 \$	1 434,72 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516001	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2015-11-30	2015-11-16	146,00 \$	550,00 \$	776,36 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516004	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 Qc	2015-08-31	2015-08-10	115,00 \$	456,67 \$	640,05 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516005	702399	Mallais, Labrecque & Tremblay, notaires SENCRL	497, Racine Est Bureau 200 G7H 1T8Qc	2015-12-07	2015-11-30	121,00 \$	659,87 \$	879,68 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516006	694381	Lessard Tremblay société de Notaires	23, rue Racine Est, suite 300 G7H 1P4 Qc	2016-02-04	2016-01-12	122,00 \$	445,00 \$	633,64 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516008	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2016-03-01	2015-12-29	395,00 \$	1 214,78 \$	1 795,69 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516009	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2015-10-30	2015-10-20	119,00 \$	504,98 \$	695,60 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516010	59868	Tremblay, Catherine (notaire)	365, rue Victoria G7B 3M5 QC	2015-11-05	2015-10-20	118,00 \$	653,10 \$	868,91 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516011	329994	France Rousseau Notaire S.A.	2010, rue Bourgogne J3L 1Z6 Québec	2015-10-13	2015-09-30	126,00 \$	640,00 \$	861,84 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516012	517297	De Champlain, Girard, notaires s.e.n.c.r.l.	2300, boul. René-Lévesque G7S 5Y5 Qc	2015-12-01	2015-11-24	146,00 \$	575,00 \$	807,11 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516013	426694	Godin & Larouche, notaires	773, boul. St-Joseph, bureau 202 G8H 2L4 QC	2016-02-04	2016-02-02	133,00 \$	242,67 \$	412,01 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516014	639835	Beaulieu, Claire (notaire et conseil seillère juridique)	655, boulevard René-Lévesque Ouest G1S 1T1 Qc	2016-02-18	2016-01-25	134,00 \$	615,00 \$	841,10 \$
Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est									25 864,98 \$
Région de la Mauricie	6200628008	715299	Marchildon & Lebrun notaires inc.	129, rue Carré-Proteau G0X 3G0 Québec	2015-06-17	2015-05-20	251,00 \$	2 297,56 \$	2 892,63 \$
Région de la Mauricie	6200928001	432360	Gagnon, Mario (notaire)	50, boulevard Saint-Joseph G0X 3H0 QC	2015-05-28	2015-04-24	46,00 \$	810,00 \$	977,30 \$
Région de la Mauricie	6200928009	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W 5 Québec	2015-05-19	2015-05-04	3,00 \$	175,00 \$	204,21 \$
Région de la Mauricie	6201028038	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-20	120,00 \$	542,13 \$	743,32 \$
Région de la Mauricie	6201128006	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC	2015-07-27	2015-07-08	173,23 \$	830,00 \$	1 127,52 \$
Région de la Mauricie	6201128008	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-08	116,00 \$	592,13 \$	796,80 \$
Région de la Mauricie	6201128009	265137	St-Yves, Isabelle (notaire)	200, avenue Ste-Marie J5V 1E9 QC	2015-05-11	2015-04-08	116,00 \$	667,13 \$	863,04 \$
Région de la Mauricie	6201228021	513014	Hélène Samson, notaire	506, rue Du Moulin G0X 3H0 QC		2014-03-21	197,84 \$	616,25 \$	906,37 \$
Région de la Mauricie	6201228032	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401 J4B 7L4 QC	2016-02-01	2015-08-26	338,45 \$	820,00 \$	1 281,25 \$
Région de la Mauricie	6201328002	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2015-05-28	2015-05-12	169,97 \$	1 165,00 \$	1 509,43 \$
Région de la Mauricie	6201328021	79101	Raymond, Benoît	2424, rue King Ouest, bureau 110 C J1J 2E8 Q	2015-07-27	2015-07-07		250,00 \$	287,44 \$
Région de la Mauricie	6201328023	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 Québec	2015-04-24	2015-04-15	2,00 \$	175,00 \$	203,21 \$
Région de la Mauricie	6201428010	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W 5 Québec	2015-10-21	2015-09-25	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
Région de la Mauricie	6201428012	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 Québec	2015-10-26	2015-10-01	2,00 \$	100,00 \$	116,98 \$
Région de la Mauricie	6201428013	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Québec	2015-10-30	2015-10-28	32,00 \$	720,00 \$	859,82 \$
Région de la Mauricie	6201428017	607237	Gervais, Bélanger, Aubry, Gélina s et Lefebvre, notaires - S.E.N.C.R.L.	2460, rue St-Marc G9N 2J7 Québec	2015-12-30	2015-12-18	396,00 \$	163,51 \$	584,00 \$
Région de la Mauricie	6201428019	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W 5 Québec	2015-10-28	2015-10-13	0,00 \$	350,00 \$	402,41 \$
Région de la Mauricie	6201528010	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	6375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2015-12-22	2015-09-09	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
Région de la Mauricie	6201528016	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	6375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 Québec	2016-02-02	2015-11-18	125,00 \$	250,00 \$	412,44 \$
Région de la Mauricie	6201528018	729125	Me Helen Tsalamandris, notaire e inc.	7883, boul. Taschereau, suite 200 J4Y 1A4 Q uébec	2015-10-28	2015-10-26	15,00 \$	140,00 \$	175,97 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région de la Mauricie	6201528022	711130	Étude notariale Isabelle Chabot Inc.	785, rue Principale J0H 1M0 Québec	2015-11-30	2015-11-26	33,00 \$	500,00 \$	607,88 \$
Région de la Mauricie	6201528024	210005	Desautniers Gervais Parenteau Sylvestre	800, 6e Avenue G9P 5H1 Québec	2015-12-15	2015-11-27	11,00 \$	140,00 \$	171,97 \$
Région de la Mauricie	6201528026	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W 5 Québec	2015-12-14	2015-12-02		140,00 \$	160,97 \$
Région de la Mauricie	6201528029	453825	Beaumier Pinel, notaires	112, 4e Rue G9N 1G5 QC	2015-11-17	2015-10-02	5,00 \$	150,00 \$	177,46 \$
Région de la Mauricie	6201528034	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	1550, rue Ampère Bureau 401 J4B 7L4 QC	2016-02-02	2015-12-22	0,00 \$	1 500,00 \$	1 724,63 \$
Région de la Mauricie	6201528039	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2016-02-18	2016-02-08	19,00 \$	150,00 \$	191,46 \$
Total Région de la Mauricie									18 213,36 \$
Région du centre du Québec	6200624002	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-08-05	2015-07-09	251,00 \$	733,52 \$	1 094,36 \$
Région du centre du Québec	6200624012	466800	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-08-05	2015-07-09	380,00 \$	642,22 \$	1 003,41 \$
Région du centre du Québec	6200624016	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C. R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 G9H 1X5 Québec	2015-05-08	2015-04-02	373,00 \$	1 365,00 \$	1 942,41 \$
Région du centre du Québec	6201224002	754174	Étude du notaire Renée Leboeuf inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 Québec	2016-03-14	2015-09-01	160,00 \$	1 620,00 \$	2 022,60 \$
Région du centre du Québec	6201224023	251333	Lafond Durocher, S.E.N.C.	2125, boul. Lemire, bureau 220 J2B8N8 Québec		2014-01-22	263,00 \$	742,50 \$	1 116,69 \$
Région du centre du Québec	6201324000	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2015-07-27	2015-07-15	190,83 \$	1 050,00 \$	1 398,07 \$
Région du centre du Québec	6201324001	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2015-07-27	2015-06-29	192,10 \$	1 194,00 \$	1 564,90 \$
Région du centre du Québec	6201324001	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2016-02-18	2016-02-16	843,85 \$	2 750,00 \$	4 005,66 \$
Région du centre du Québec	6201324002	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Édouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2015-12-21	2015-08-17	134,00 \$	791,67 \$	1 044,22 \$
Région du centre du Québec	6201324004	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	65, 10ième Rue Sud G6G 7X6 Québec	2015-07-27	2015-06-29	599,60 \$	1 348,00 \$	2 149,46 \$
Région du centre du Québec	6201324005	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-08-05	2015-06-23	383,00 \$	1 050,00 \$	1 590,24 \$
Région du centre du Québec	6201324007	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-03-19	2014-11-10	11,00 \$	825,00 \$	959,54 \$
Région du centre du Québec	6201324007	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre-Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-12-16	2015-08-21	123,00 \$	660,00 \$	881,84 \$
Région du centre du Québec	6201324020	715517	Jacques Lafond, notaire	1841, boul. Lemire J2C 5A6 Québec	2015-09-02	2015-07-01	283,00 \$	800,00 \$	1 202,80 \$
Région du centre du Québec	6201324022	396769	Côté, Béchard, Gagnon et associés/notaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-12-29	2015-10-14	129,00 \$	651,50 \$	878,07 \$
Région du centre du Québec	6201324023	349010	Houle, Nathalie (notaire)	1097, rue Notre-Dame Ouest Bureau 300 G6P 7L1 Québec	2015-12-29	2015-11-13	126,00 \$	925,00 \$	1 189,52 \$
Région du centre du Québec	6201324025	466600	Denis Tanguay, notaire inc.	92, rue Principale Nord J0B 2H0 Québec	2015-05-28	2015-04-21	337,00 \$	741,87 \$	1 189,96 \$
Région du centre du Québec	6201424001	709730	Durocher Dauphinais Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 Québec	2015-11-01	2015-08-10		550,00 \$	632,36 \$
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-25	2015-05-20	116,00 \$	231,66 \$	382,35 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)									
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31									
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR
Région du centre du Québec	6201424008	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-25	2015-05-20	3,00 \$	195,00 \$	227,20 \$
Région du centre du Québec	6201424011	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2015-12-29	2015-10-07	212,00 \$	318,75 \$	578,49 \$
Région du centre du Québec	6201424011	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2015-12-29	2015-08-27	122,00 \$	519,16 \$	718,91 \$
Région du centre du Québec	6201424014	715298	Provancher, Blanchette, notaire es inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 Québec	2015-08-05	2015-08-15	251,00 \$	850,00 \$	1 228,29 \$
Région du centre du Québec	6201424015	711130	Étude notariale Isabelle Chabot Inc.	785, rue Principale J0H 1M0 Québec	2015-06-22	2015-05-28	256,00 \$	1 269,61 \$	1 715,73 \$
Région du centre du Québec	6201424018	483246	Aubé, Mariette (notaire)	4005, rue de la Commune J2A 4G5 Qc	2015-12-22	2015-08-27	144,00 \$	425,00 \$	632,64 \$
Région du centre du Québec	6201424019	715517	Jacques Lafond, notaire	1841, boul. Lemire J2C 5A6 Québec	2015-07-28	2015-06-30	143,00 \$	875,00 \$	1 149,03 \$
Région du centre du Québec	6201424021	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec	2015-07-27	2015-07-06	125,00 \$	550,00 \$	757,36 \$
Région du centre du Québec	6201424022	73671	Laliberté & Fondacaro notaires senc.	7076, boul. St-Laurent H2S 3E2 Québec	2015-08-06	2015-07-06	135,00 \$	400,00 \$	594,90 \$
Région du centre du Québec	6201424023	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2015-08-06	2015-07-23	119,00 \$	417,39 \$	598,88 \$
Région du centre du Québec	6201424028	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 8X5 Québec	2015-08-05	2015-07-17	11,00 \$	485,00 \$	568,63 \$
Région du centre du Québec	6201424028	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 8X5 Québec	2015-12-30	2015-11-06	123,00 \$	841,30 \$	860,33 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 8X5 Québec	2015-08-05	2015-07-17	35,00 \$	593,00 \$	716,80 \$
Région du centre du Québec	6201424029	715300	Guay Giguère & Beaumont inc.	235, rue Hériot, bureau 470 J2C 8X5 Québec	2015-12-29	2015-09-23	126,00 \$	739,00 \$	975,67 \$
Région du centre du Québec	6201424030	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Nor mand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2015-06-16	2015-03-26	58,90 \$	575,00 \$	720,01 \$
Région du centre du Québec	6201424030	464132	Fradet, Jean, Langevin, P. Nor mand, S.E.N.C.R.L.	215, rue Lindsay J2C 1N8 Québec	2016-01-05	2015-12-21	126,00 \$	625,00 \$	844,59 \$
Région du centre du Québec	6201424032	396769	Côté, Béchard, Gagnon et ass ociésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-12-29	2015-10-15	255,00 \$	968,00 \$	1 367,96 \$
Région du centre du Québec	6201424039	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-21	2015-05-15	12,00 \$	258,33 \$	309,02 \$
Région du centre du Québec	6201424039	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier Bureau 203 G6P 6V6 Québec	2015-05-21	2015-05-15	130,00 \$	206,66 \$	367,60 \$
Région du centre du Québec	6201424040	396769	Côté, Béchard, Gagnon et ass ociésnotaires S.E.N.C.R.L.	783, boul. des Bois-Francis G6P 5W3 Québec	2015-04-24	2015-04-21	10,00 \$	157,50 \$	191,09 \$
Région du centre du Québec	6201424042	71953	Aubert, Louise (notaire)	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2015-12-30	2015-10-11	245,20 \$	1 299,00 \$	1 738,73 \$
Région du centre du Québec	6201424043	59575	Tanguay, Denis	92, rue Principale Nord J0B 2H0 QC	2015-09-02	2015-07-24	249,00 \$	686,97 \$	1 038,85 \$
Région du centre du Québec	6201424044	586305	Aubert & Morency, notaires	846, avenue Champlain g0n 1e0 Québec	2015-07-24	2015-07-15	275,00 \$	700,00 \$	1 079,83 \$
Région du centre du Québec	6201424046	408783	Levasseur & Thisdale, S.E.N.C. .R.L.	4825, avenue Bouvet, bureau 125 G9H 1X5 Québec	2015-10-21	2015-10-02	26,00 \$	350,00 \$	428,41 \$
Région du centre du Québec	6201524001	201120	Charast, Luc A. (notaire)	2504, rue Principale, C.P. 220 G0S 1Y0 QC	2015-12-21	2015-08-21	541,69 \$	898,88 \$	1 575,17 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (DT)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation fac- ture	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
Région du centre du Québec	6201524005	334524	Lavigne, Paule (notaire)	1677, avenue Saint-Louis G6L 2N1 QC	2015-12-22	2015-10-08	123,80 \$	525,00 \$	727,22 \$	
Région du centre du Québec	6201524006	715298	Provencher, Blanchette, notair es inc.	517, rue St-Georges Sud GOX 1V0 Québec	2015-12-22	2015-08-26	118,00 \$	485,00 \$	675,63 \$	
Région du centre du Québec	6201524007	715298	Provencher, Blanchette, notair es inc.	517, rue St-Georges Sud GOX 1V0 Québec	2015-12-22	2015-08-25	118,00 \$	485,00 \$	675,63 \$	
Région du centre du Québec	6201524008	615899	St-Pierre, Jules (notaire)	85, rue Notre- Dame Bureau 101 J3T 1V8 Québec	2015-10-28	2015-09-29	7,00 \$	430,00 \$	501,39 \$	
Total Région du centre du Québec									49 812,45 \$	
Total général							124 153,80 \$	618 489,46 \$	834 873,54 \$	

Rapport annuel des comptes de notaires (SEI)										
Période du 2015-04-01 au 2016-03-31										
Unité administrative responsable	No dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facturation	Date facture	Montant débours	Montant honoraire	Montant SAGIR	
Service expertise immobilière	6200099800	479	Brassard, Guy	Bureau 202 993, rue Bagot G7B 2N6 QC		2016-03-14	40,00 \$		40,00 \$	
Service expertise immobilière	6200768015	328999	Lacroix, Thibautreau, Tremblay et associés (S. E.N.C.R.L.) société de notaires	50, route du Président-Kennedy, local 200 G6V 6W8 Québec		2014-12-01		163,33 \$	187,79 \$	
Service expertise immobilière	6200768069	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2015-11-02	2,00 \$	297,50 \$	344,06 \$	
Service expertise immobilière	6200768070	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud Bureau 301 J6E 5G1 Québec		2015-11-02	5,00 \$	892,50 \$	1 031,16 \$	
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2016-01-13	2015-12-22		165,00 \$	189,71 \$	
Service expertise immobilière	6200868000	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec		2015-06-17		150,00 \$	172,46 \$	
Service expertise immobilière	6201068026	75311	Gagné & Doyle, notaires - Société en Nom Collectif	1574, avenue St-Edouard, C. P. 308 G6L 2Y8 Québec	2015-03-19	2015-03-02	184,60 \$	833,34 \$	1 142,74 \$	
Service expertise immobilière	6201068027	217238	Giguère, Yves (notaire)	250, rue Notre-Dame Est G6P 4A1 Québec		2015-02-17	124,00 \$	450,00 \$	641,40 \$	
Service expertise immobilière	6201068032	75471	Bourdages, Allen	510, Boul. Maloney Est, Bureau 102 J8P 1E7 QC		2015-09-08	6,00 \$	733,33 \$	849,15 \$	
Service expertise immobilière	6201068069	734886	Élisabeth Fontaine Notaire inc.	2425, chemin Sainte-Marie J7K 1M6Qc		2015-08-25	144,00 \$	731,00 \$	984,47 \$	
Service expertise immobilière	6201144048	653618	Marsolais, Perreault, Notaires	435, boulevard Sainte-Anne, bureau 206 J6E 5A1 Qc		2015-05-28	115,00 \$	1 067,04 \$	1 341,82 \$	
Service expertise immobilière	6201168017	330119	Notaires Côté Tremblay Gervais	540, Sacré-Coeur Ouest Bureau 5 G8B 1M2 QC		2015-10-06	273,00 \$	2 423,26 \$	3 059,14 \$	
Service expertise immobilière	6201268019	582890	Roger Plante inc.	66, boul. Vachon Nord G6E 4G6 Québec	2015-07-29	2015-06-17		150,00 \$	172,46 \$	
Service expertise immobilière	6201368093	729193	Acoca, Laurence	774, boulevard Décarie, bureau 200 H4L 3L5 Qc	2015-10-30	2015-08-07	135,95 \$	955,12 \$	1 234,10 \$	
Service expertise immobilière	6201416091	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 Qc	2016-01-29	2016-01-14	73,00 \$	1 525,48 \$	1 826,92 \$	
Service expertise immobilière	6201468006	639300	Bélisle Lafleur notaires Inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 Québec		2015-03-24	39,00 \$	4 503,54 \$	5 216,95 \$	
Total Service expertise immobilière									18 434,33 \$	
Total général							1 141,55 \$	15 040,44 \$	18 434,33 \$	

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
MELOCHE, FRANCIS (ME) 800 SQUARE VICTORIA BUREAU 720 MONTREAL (QUEBEC) H4Z 1C3	150 \$ L'HEURE		SERVICES CONSEIL EN RELATIONS DE TRAVAIL ET REPRÉSENTATION DE L'EMPLOYEUR DANS LE TRAITEMENT DES GRIEFS	7 028,00 \$

AUCUN MANDAT N'A FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NON APPLICABLE

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D'UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU'IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	24 073,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME STÉPHANE BERNATCHEZ	FORFAIT DE 500 \$	2015-05	CONFÉRENCE PORTANT SUR L'INTERPRÉTATION DES LOIS	500,00 \$
ME RICHARD BINET	200 \$ / HRE	2015-11	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	2 199,99 \$
ME RICHARD BINET	200 \$ / HRE	2016-03	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	10 000,00 \$ *
SHADLEY BATTISTA S.E.N.C.	200 \$ / HRE	2016-01	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	3 500,00 \$ *
SHADLEY BATTISTA S.E.N.C.	200 \$ / HRE	2016-02	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	3 500,00 \$ *

* MONTANT MAXIMAL DU CONTRAT.

P.71 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D’AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX.	16 725,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			16 725,00\$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUISE PROVOST	FORFAITAIRE	JOURNÉE DE FORMATION AUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE TENUE LE 8 JANVIER 2016	3 000,00 \$
ME DANIEL GERVAIS	100\$/HEURE	ENQUÊTE TOUCHANT LA GOUVERNANCE LA RÉGIE INTERNE ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC	48 000,00\$
ME JEAN-PIERRE BERTRAND	100\$/HEURE	ENQUÊTE TOUCHANT LA GOUVERNANCE LA RÉGIE INTERNE ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CHAMBRE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU QUÉBEC	48 000,00\$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			99 000,00\$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.72 LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

MINISTÈRE

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX	16 725,00 \$	16 JANVIER 2016 RETRAITE
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			16 725,00 \$	

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

P.73 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) :

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016, EN INDICIQUANT, S’IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

MINISTÈRE

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
FAUTEUX, ANDRÉ	100 \$/H	AGIR COMME CONSEILLER JURIDIQUE DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE DOSSIERS LITIGIEUX.	16 725,00 \$	MJQ-DGAJL
LANDRY, PIERRE	100 \$/H ³	AGIR À TITRE DE CORRESPONDANT DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA DANS LES DOSSIERS EN MATIÈRE CIVILE.	16 839,00 \$	MJQ-DGAJL
TREMBLAY, KATHY	50 \$/H	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	25,00 \$	MJQ-DGAJL
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS			33 589,00\$	

VEUILLEZ NOTER QUE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES N'EST PLUS UNE DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DEPUIS SON REMPLACEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI A ÉGALEMENT DISPARUE DÈS LA CRÉATION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) EN MARS 2007, ORGANISME BUDGÉTAIRE DÉTACHÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

LÉGENDE:
H: TAUX HORAIRE
³: MANDAT HORS QUÉBEC

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE EXPLICATIVE : CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M ^E STÉPHANE POULIN STÉPHANE POULIN AVOCAT INC. 47, RUE DALHOUSIE QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8S3	DÉROGATOIRE 180 \$	REPRÉSENTER UN JUGE DANS LE CADRE D'UNE POURSUITE EN RESPONSABILITÉ CIVILE ALORS QU'IL EXERÇAIT SES FONCTIONS DE SUBSTITUT DU PROCUREUR GÉNÉRAL.	24 073 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			24 073 \$	

P.74 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2014-2015 ET 2015-2016.

MINISTÈRE

AUCUN DOSSIER N'A ÉTÉ RÉPERTORIÉ LORS DE L'EXERCICE 2015-2016 (DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016) POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE ET À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE.

CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE OU À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.70 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

P.75 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012, 2013-2014 ET 2015-2016, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

MINISTÈRE

A) PROJETS TERMINÉS

ANNÉE 2015- 2016
AUCUN.

B) PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT*

NOM DU PROJET :	REHAUSSEMENT SÉCURITÉ PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL
BUDGET :	9,9 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN RÉALISATION 2016-2017
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET :	6,0 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2017-2018
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET :	68,2 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES.) PQI 2015-2025
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2018-2019
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET :	46 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2019-2020
NOM DU PROJET :	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET :	53 M \$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2020-2021
NOM DU PROJET :	LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE
BUDGET :	21,9 M\$
LIVRAISON :	PQI 2015-2025 PROJET EN PLANIFICATION 2018-2019

NOM DU PROJET : **GATINEAU – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE**

BUDGET : 2,5 M\$

 PQI 2015-2025

LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION

 2017-2018

C) PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD
AUCUN

D) PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON
AUCUN

E) PROJETS EN ATTENTE
AUCUN

*CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2015-2025

P.76 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE.
DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2015-2016 : 340 489,85\$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2015-2016

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
TROIS-RIVIÈRES	36 349,31 \$	5 745,33 \$
GASPÉ	49 534,71 \$	17 024,69 \$
MONTREAL	2 290 266,38 \$	243 521,94 \$
BONAVENTURE	34 421,10 \$	34 769,50 \$
RIMOUSKI	29 522,14 \$	29 662,06 \$
LONGUEUIL	2 803,15 \$	2 803,15 \$
KAMOURASKA	4 738,75 \$	4 738,75 \$
ARTHABASKA	2 224,43 \$	2 224,43 \$
TOTAL	2 449 859,97 \$	340 489,85 \$

P.77 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L’INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L’UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION*

	2015-2016
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	4 866 200 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	23 264 300 \$
PROJETS	15 023 000 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	43 153 500 \$

*IL S’AGIT DE LA PLANIFICATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2015-2016 POUR L’ENSEMBLE DU MINISTÈRE.

IL N’EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES.

- P.78 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROJETS PRÉVUS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES, QU'ILS SOIENT EN RÉALISATION, EN PLANIFICATION OU À L'ÉTUDE, INCLUANT :**
- A. L'ÉCHÉANCIER PRÉVU ET DÉTAILLÉ DES TRAVAUX ET DE LA RÉALISATION DU PROJET;**
 - B. L'ESTIMATION INITIALE ET ACTUALISÉE (LA PLUS RÉCENTE) DES COÛTS;**
 - C. LISTE ET COPIE DE TOUTE ÉTUDE (INCLUANT LES ÉTUDES D'OPPORTUNITÉ ET DE BESOINS), ANALYSE, RAPPORT OU AUTRE RÉALISÉE OU COMMANDÉE PAR LE MINISTÈRE À CE JOUR;**
 - D. ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET ET DE LA PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS, S'IL Y A LIEU;**
 - E. BILAN DES SOMMES INVESTIES POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2010 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.**
-

MINISTÈRE

1. PLAN QUÉBÉCOIS D'IMMOBILISATION (PQI) 2015-2025

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) SON PQI DES PROJETS IMMOBILIERS 2015-2025. LE SCT A APPROUVÉ CE PQI EN MAI 2015.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PQI DEPUIS 2015

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL – REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

LE PROJET A POUR OBJECTIF DE REHAUSSER LES MESURES DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. IL EST EFFECTUÉ CONJOINTEMENT AVEC LE PROJET DE MAINTIEN D'ACTIF DE LA SQI QUI EST DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EXISTANTS. LE PROJET PRÉVOIT AINSI L'INSTALLATION D'ARCHES DE MÉTAL ET D'APPAREILS À RAYONS X. LE SCT A APPROUVÉ CES DEUX PROJETS QUI SONT EN COURS DE RÉALISATION.

LE COÛT POUR CES DEUX PROJETS S'ÉLÈVE À 20,3 M\$, SOIT 9,9 M\$ POUR LE REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET 10,4 M\$ POUR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ.

LES DEUX PROJETS SERONT COMPLÉTÉS POUR JUIN 2016.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉAMÉNAGER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SCT POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 68,2 M\$. LES TRAVAUX D'ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT POURRONT DÉBUTER DÈS LE PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE AU PRINTEMPS 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ. LE PROJET SERA ASSUJETI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 53,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L'AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D'ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 46,0 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE DE LONGUEUIL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE, DES BUREAUX DE JUGES, UNE SALLE D'AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES.

LE PROJET NÉCESSITERA LE RELOGEMENT DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LES DEUX CT SONT EN PRÉPARATION POUR LES DEUX ÉTAPES DE LA PHASE 1.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 21,9 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROÎTRE À L'INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DUS À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE HULL. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET L'AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE D'AUDIENCE POUR LES MÉGAPROCÈS.

LE SCT A AUTORISÉ LE PROJET AU COÛT DE 2,5 M \$, LE 29 SEPTEMBRE 2015.

P.79 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2015-2016 : 340 489,85\$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2015-2016

PALAIS DE JUSTICE		COÛT DU PROJET	DÉPENSES
CSJ	MONTRÉAL	1 440,00 \$	1 440,00 \$
PJ	LONGUEUIL	2 803,15 \$	2 803,15 \$
PJ	MONTRÉAL	2 288 826,38 \$	242 081,94 \$
PJ	NEW CARLISLE	23 583,90 \$	23 583,90 \$
PJ	PERCÉ	37 423,99 \$	4 600,68 \$
PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	4 738,75 \$	4 738,75 \$
PJ	TROIS-RIVIÈRES	36 349,31 \$	5 745,33 \$
PJ	VICTORIAVILLE	2 224,43 \$	2 224,43 \$
PSP	AMQUI	11 980,51 \$	12 120,43 \$
PSP	CARLETON-SUR-MER	10 837,20 \$	11 185,60 \$
PSP	GASPÉ	12 110,72 \$	12 424,01 \$
PSP	MONT-JOLI	17 541,63 \$	17 541,63 \$
TOTAL		2 449 859,97 \$	340 489,85 \$

NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES (INCLUS DANS LES DÉPENSES DES PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2015-2016)

PALAIS DE JUSTICE	2015-2016
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	15
TOTAL	15

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (\$) *
		(SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	231 790
	MATANE	273 681
	MONT-JOLI	133 882
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT	639 353
2	CHIBOUGAMAU	303 983
	DOLBEAU	124 060
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	428 043
4	LA TUQUE	222 196
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS	222 196
5	GRANBY	1 464 909
	MAGOG	59 299
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE	1 524 208
7	MANIWAKI	306 576
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS	306 576
8	VAL D'OR	2 224 050
	LA SARRE	176 173
	SENNETERRE	34 579
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 434 802
9	FORESTVILLE	135 256
	COUR ITINÉRANTE	46 384
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD	181 640
10	COUR ITINÉRANTE	2 810 731
	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD	2 810 731
11	HÂVRE-AUBERT	390 272
	STE-ANNE-DES-MONTS	230 258
	GASPÉ	145 077
	CARLETON	88 570
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	854 177
14	REPENTIGNY	10 156
	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE	10 156
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	73 665
	LACHUTE	43 161
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES	116 826
TOTAL		9 206 708

* IL S'AGIT DE DONNÉES PRÉLIMINAIRES

- P.81 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**
- A. CHAMBRE CIVILE;
 - B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
 - C. CHAMBRE CRIMINELLE;
 - D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.
-

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2015 :

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIERS OUVERTS : 64 747
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 239
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 257
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 328

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 21 990
DÉLAI D'AUDITION : 293

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

DOSSIERS OUVERTS : 114 777
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 72
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 186
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 170

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIERS OUVERTS - DÉLINQUANCE : 11 951
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 37
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 48

DOSSIERS OUVERTS - PROTECTION : 8 337
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 47

DOSSIERS OUVERTS - ADOPTION : 867
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 30

P.82 NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE **2015** :

TOTAL	21 990
3 000,00 \$ ET MOINS	10 076
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 012
5 000,01 \$ ET PLUS	8 902

P.83 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :

- A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;
- B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
- C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
- D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L’EXÉCUTION DU JUGEMENT S’EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;

ANNÉE CIVILE 2015 :

LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL DE BREFS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL.

TOTAL	5 432*
JANVIER	484
FÉVRIER	413
MARS	458
AVRIL	489
MAI	470
JUIN	492
JUILLET	455
AOÛT	420
SEPTEMBRE	473
OCTOBRE	438
NOVEMBRE	403
DÉCEMBRE	437

* LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL DE BREFS D’EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D’UN PROFESSIONNEL.

D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L’AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L’INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.84 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION A LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 (OU ANNÉES CIVILES).

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE **2015** :

TOTAL : 1 484

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2015 :

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 28 832

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 26 609

P.86 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016.

MINISTÈRE

	2015-2016
CÉLÉBRANTS	6 116

P.87 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016.

MINISTÈRE

	2015-2016
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	6 026

MINISTÈRE

LE TAUX D’UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D’AUDIENCE POUR L’ANNÉE CIVILE 2015. LES SÉANCES DE JUILLET ET D’AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU’ELLES NE REFLÈTENT PAS L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L’AMIABLE ET LA GESTION DE L’INSTANCE PRÉSIDÉE DANS LE BUREAU D’UN JUGE. D’AUTRES FACTEURS PEUVENT ÉGALEMENT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LE TAUX D’UTILISATION COMME LA MISE SOUS SCÉLÉE D’UNE SALLE D’AUDIENCE, AINSI QUE LE NOMBRE MOINS ÉLEVÉ DE JOURS D’AUDIENCE PRÉVUS AU CALENDRIER JUDICIAIRE DANS LES PLUS PETITS PALAIS DE JUSTICE.

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D’AUDIENCE	TAUX D’UTILISATION (%)
Rimouski	4	59,6%
Amqui	1	36,5%
Matane	1	75,8%
Mont-Joli	1	26,5%
Rivière-du-Loup	5	51,1%
Chicoutimi	9	47,9%
Roberval	3	56,3%
Alma	4	32,8%
Chibougamau	2	13,6%
Dolbeau – Mistassini	1	17,0%
Québec	37	65,5%
Québec - Cour d’appel	3	30,2%
La Malbaie	2	40,0%
Trois-Rivières	9	62,7%
Shawinigan	5	35,0%
La Tuque	1	44,8%
Sherbrooke	12	52,8%
Cowansville	2	32,1%
Granby	6	47,8%
Lac-Mégantic	1	31,0%
Montréal (¹)	91	70,7%
Montréal - Cour d'appel	4	35,6%
Montréal - Ch. de la jeunesse	18	39,7%
Gatineau	13	63,7%
Campbell's Bay	2	10,5%
Maniwaki	2	30,0%
Rouyn-Noranda	3	46,4%
Amos	5	23,0%
Ville-Marie	2	37,8%
Val-d'Or	4	69,0%
La Sarre	1	37,8%
Sept-Îles	4	23,3%
Baie-Comeau	4	38,6%
Forestville	1	15,3%
New Carlisle	3	40,1%
Percé	3	23,8%
Havre-Aubert	1	27,0%
Sainte-Anne-des-Monts	1	72,5%
Carleton	1	8,8%
Thetford Mines	4	33,1%
Montmagny	3	35,3%
Saint-Joseph-de-Beauce	5	47,0%
Laval	13	52,6%
Joliette	12	61,0%
Saint-Jérôme	17	65,5%
Mont-Laurier	3	45,4%
Sainte-Agathe-des-Monts	1	7,5%
Lachute	1	3,8%
Longueuil	20	66,7%
Saint-Hyacinthe	6	63,8%
Saint-Jean-sur-Richelieu	5	50,6%
Salaberry-de-Valleyfield	10	58,1%

PALAIS DE JUSTICE	NOMBRE DE SALLES D'AUDIENCE	TAUX D'UTILISATION (%)
Sorel – Tracy	5	42,7%
Drummondville	4	59,2%
Victoriaville	4	53,5%

1) INCLUANT LES DEUX SALLES DU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN.

P.89 NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2016. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC QUÉBEC BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	45 11 13 16 1 4	90
CHARLEVOIX LA MALBAIE	0	0
MONTMAGNY MONTMAGNY	2	2
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	3
RIMOUSKI AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 3 0 4 1 3	11
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	5 1	6
GASPÉ PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3 1 1	5
BONAVENTURE CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE	0 3	3
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	4 1	5
MINGAN COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES	0 4	4
ROBERVAL ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	6
CHICOUTIMI SAGUENAY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 1 3	13
ALMA ALMA	3	3

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	11 2 1 2 1	17
ARTHABASKA VICTORIAVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4 1	5
SAINT-AURICE LA TUQUE SHAWINIGAN	1 7	8
DRUMMOND DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	6
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 3 2	19
BEDFORD COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 4 1 1	6
FRONTENAC THETFORD MINES	2	2
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	37 4 2 6	49
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	5
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	10 2 1	13
RICHELIEU SOREL-TRACY	5	5
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	8 2	10
MONTRÉAL MONTRÉAL BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	114 4 8 6 1 18 63	214
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	26 1 2 5	34

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE	0	0
ABITIBI AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	12 0 1 0 0 0 6 0 2	21
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	4
PONTIAC CAMPBELL'S BAY	0	0
GATINEAU GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	24 2 3	29
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	6
LAVAL LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	14 3 2	19
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	17 2 3	22
GRAND TOTAL		645

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 4 MARS 2016.

P.90 POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ.
INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2015-2016, QUATORZE PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

P.91 POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES PROCUREURS-CADRES AYANT FAIT L’OBJET D’UNE RÉAFFECTATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 4 MARS 2016, 14 PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L’OBJET D’UNE AFFECTATION. LA RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE A OCCASIONNÉ L’AFFECTATION DE 12 D’ENTRE EUX. LES 2 AUTRES AFFECTATIONS SONT LE RÉSULTAT D’AFFICHAGES DE POSTES.

P.92 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2014-2015 ET 2015-2016. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2015-2016

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
QUÉBEC QUÉBEC BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	2	4	5 1 1	6	3
CHARLEVOIX LA MALBAIE					
MONTMAGNY MONTMAGNY					
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE					
RIMOUSKI AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI					
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP					
GASPÉ PERCÉ SAINTÉ-ANNE-DES-MONTS					
BONAVENTURE CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE					
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU					
MINGAN COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES					
ROBERVAL ROBERVAL					
CHICOUTIMI SAGUENAY					
ALMA ALMA					
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES			1	1	1
ARTHABASKA VICTORIAVILLE					
SAINT-AURICE LA TUQUE SHAWINIGAN					1

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
DRUMMOND DRUMMONDVILLE					
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE		1	1		
BEDFORD COWANSVILLE GRANBY			1		
FRONTENAC THETFORD MINES					
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	1 1	4		4
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU					
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		1			
RICHELIEU SOREL-TRACY			1		
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE		1			
MONTRÉAL MONTRÉAL BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	13 1	5 2	4 1 1 1 23	8 35	10
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME		3	3	2	
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE					
ABITIBI AMOS GRAND NORD KUUJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU					
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER					
PONTIAC CAMPBELL'S BAY					
GATINEAU GATINEAU	1	1	2		2
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA					
LAVAL LAVAL	1			1	

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES	VIOLENCE CONJUGALE
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	2 1	1		
GRAND TOTAL	22	23	51	53	21

NOTA BENE : LES DONNÉES SONT AU 4 MARS 2016.

À NOTER QUE LA MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR 2015-2016 DIFFÈRE DE CELLE EMPLOYÉE POUR LES ANNÉES PRÉCÉDENTES. AUPARAVANT, UNE MÊME PERSONNE POUVAIT ÊTRE COMPILÉE DANS PLUS D'UNE CATÉGORIE (EX. GANGS DE RUE ET CRIME ORGANISÉ, OU CRIME ORGANISÉ ET CRIMES ÉCONOMIQUES), CE QUI N'EST PLUS LE CAS POUR 2015-2016.

MENTIONNONS ÉGALEMENT QUE PLUSIEURS PROCUREURS INCLUS DANS LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES » TRAITENT DES DOSSIERS DE CRIMINALITÉ ORGANISÉE, TEL QUE DES DOSSIERS LIÉS À DES STRATAGÈMES DE CORRUPTION ET DE MALVERSATION, À DES FRAUDES FINANCIÈRES, À DES FRAUDES FISCALES, À DU BLANCHIMENT D'ARGENT, ETC. AINSI, PARMI LES 53 PROCUREURS DE LA CATÉGORIE « CRIMES ÉCONOMIQUES », 35 PROVIENNENT DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES.

ENFIN, IL S'AGIT D'UNE PHOTO DES EFFECTIFS SUR LA PAIE PRISE AU 4 MARS 2016, DONC LE NOMBRE DE PROCUREURS PEUT DIFFÉRER AU COURS DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE, COMME PAR EXEMPLE, LORSQU'UN POSTE DE PROCUREUR VACANT EST EN COURS DE DOTATION.

P.93 NOMBRE DE DOSSIER TRAITÉS RELATIFS AUX GANGS DE RUE EN 2014-2015 ET 2015-2016. PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATION NON DISPONIBLE.

MINISTÈRE

DÉLAI D’AUDITION (ANNÉE CIVILE 2015)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 01			
RIMOUSKI	43,3	119,5	145,8
AMQUI	21,7	21,7	116,8
MATANE	42,3	70,3	70,3
MONT-JOLI	25,9	87,3	127,5
RIVIÈRE-DU-LOUP	56,4	87,3	164,4
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	42,1	92,0	103,6
ROBERVAL	42,9	76,7	117,3
ALMA	37,9	111,0	119,2
CHIBOUGAMAU	43,7	43,7	43,7
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	18,2	48,2	48,2
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	65,1	44,0	233,9
SHAWINIGAN	30,0	150,0	212,8
LA TUQUE	45,8	83,4	83,4
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	38,1	47,4
COWANSVILLE	35,0	34,8	121,8
GRANBY	35,0	34,9	121,8
LAC MÉGANTIC	50,3	76,4	160,9
RÉGION 06			
MONTRÉAL	137,2	282,5	347,5
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	220,4	220,4
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	75,9	117,0	111,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	56,1	101,6	101,6
AMOS	47,3	154,8	154,8
VILLE-MARIE	17,6	129,5	129,5
VAL D’OR	86,7	169,8	169,8
LA SARRE	71,2	139,7	139,7
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	79,7	107,8	155,2
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	134,9	136,1	140,3
BAIE-COMEAU	52,5	181,8	182,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	20,6	20,6	20,6
PERCÉ	36,9	45,7	64,3
HAVRE-AUBERT	19,9	19,9	43,7
STE-ANNE-DES-MONTS	17,4	92,1	103,8
CARLETON**	56,3	N/A	N/A

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
RÉGION 12			
THETFORD-MINES	138,3	215,8	208,3
MONTMAGNY	31,3	79,6	117,5
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	60,0	102,5	125,0
RÉGION 13			
LAVAL	92,8	156,9	186,6
RÉGION 14			
JOLIETTE	61,5	83,8	179,3
RÉGION 15			
ST-JÉROME	60,0	118,6	131,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	197,6	211,7
ST-HYACINTHE	29,4	232,8	163,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	58,3	161,3	219,5
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	41,3	172,5	215,0
SOREL-TRACY	66,6	204,0	215,5
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	102,8	102,8
VICTORIAVILLE	46,5	108,3	109,3

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
RÉGION 01		
RIMOUSKI	44,8	47,3
AMQUI	60,9	60,9
MATANE	38,1	302,3
MONT-JOLI	64,7	57,0
RIVIÈRE-DU-LOUP	137,8	108,9
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	85,3	85,3
ROBERVAL	103,8	103,8
ALMA	89,0	83,8
CHIBOUGAMAU	90,6	90,6
DOLBEAU-MISTASSINI	75,0	75,0
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	72,9	84,6
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	90,9	136,2
SHAWINIGAN	142,5	157,5
LA TUQUE	48,2	48,2
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	64,5
COWANSVILLE	79,8	89,6
GRANBY	124,3	124,6
LAC MÉGANTIC	68,8	77,0
RÉGION 06		
MONTRÉAL	108,9	81,7
RÉGION 07		
GATINEAU	90,0	156,7

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	109,1	109,1
RÉGION 08		
ROUYN	106,8	106,8
AMOS	95,2	95,2
VILLE-MARIE	28,4	28,4
VAL D’OR	102,6	102,6
LA SARRE	62,3	62,3
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	132,2	162,3
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	137,8	141,7
BAIE-COMEAU	100,4	158,6
RÉGION 11		
NEW-CARLISLE	52,3	49,7
PERCÉ	60,0	66,8
HAVRE-AUBERT	26,3	57,9
STE-ANNE-DES-MONTS	95,8	95,8
CARLETON	48,8	0,0
RÉGION 12		
THETFORD-MINES	102,0	99,0
MONTMAGNY	35,0	82,5
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	80,0	65,0
RÉGION 13		
LAVAL	116,8	136,4
RÉGION 14		
JOLIETTE	60,00	61,6
RÉGION 15		
ST-JÉROME	60,0	132,7
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
RÉGION 16		
LONGUEUIL	63,8	237,0
ST-HYACINTHE	101,1	92,6
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	218,2	218,2
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	120,9	172,5
SOREL-TRACY	108,4	108,4
RÉGION 17		
DRUMMONDVILLE	27,5	96,3
VICTORIAVILLE	86,9	264,6

* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2015 : (DÉLAI D'AUDITION MOYEN)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2015	2015	2015
RÉGION 01			
RIMOUSKI	43,3	119,5	145,8
AMQUI	21,7	21,7	116,8
MATANE	42,3	70,3	70,3
MONT-JOLI	25,9	87,3	127,5
RIVIÈRE-DU-LOUP	56,4	87,3	164,4
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	42,1	92,0	103,6
ROBERVAL	42,9	76,7	117,3
ALMA	37,9	111,0	119,2
CHIBOUGAMAU	43,7	43,7	43,7
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	18,2	48,2	48,2
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	65,1	44,0	233,9
SHAWINIGAN	30,0	150,0	212,8
LA TUQUE	45,8	83,4	83,4
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	38,1	47,4
COWANSVILLE	35,0	34,8	121,8
GRANBY	35,0	34,9	121,8
LAC MÉGANTIC	50,3	76,4	160,9
RÉGION 06			
MONTRÉAL	137,2	282,5	347,5
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	220,4	220,4
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	120,0
MONT-LAURIER	75,9	117,0	111,3
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	56,1	101,6	101,6
AMOS	47,3	154,8	154,8
VILLE-MARIE	17,6	129,5	129,5
VAL D’OR	86,7	169,8	169,8
LA SARRE	71,2	139,7	139,7
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	79,7	107,8	155,2
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	134,9	136,1	140,3
BAIE-COMEAU	52,5	181,8	182,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	20,6	20,6	20,6
PERCÉ	36,9	45,7	64,3
HÂVRE-AUBERT	19,9	19,9	43,7
STE-ANNE-DES-MONTS	17,4	92,1	103,8

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2015	2015	2015
CARLETON**	56,3	N/A	N/A
RÉGION 12			
THEDFORD-MINES	138,3	215,8	208,3
MONTMAGNY	31,3	79,6	117,5
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	60,0	102,5	125,0
RÉGION 13			
LAVAL	92,8	156,9	186,6
RÉGION 14			
JOLIETTE	61,5	83,8	179,3
RÉGION 15			
ST-JÉROME	60,0	118,6	131,8
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45,0	197,6	211,7
ST-HYACINTHE	29,4	232,8	163,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	58,3	161,3	219,5
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	41,3	172,5	215,0
SOREL-TRACY	66,6	204,0	215,5
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	102,8	102,8
VICTORIAVILLE	46,5	108,3	109,3

*LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

** SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2015	2015
RÉGION 01		
RIMOUSKI	44,8	47,3
AMQUI	60,9	60,9
MATANE	38,1	302,3
MONT-JOLI	64,7	57,0
RIVIÈRE-DU-LOUP	137,8	108,9
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	85,3	85,3
ROBERVAL	103,8	103,8
ALMA	89,0	83,8
CHIBOUGAMAU	90,6	90,6
DOLBEAU-MISTASSINI	75,0	75,0
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	72,9	84,6
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	90,9	136,2
SHAWINIGAN	142,5	157,5
LA TUQUE	48,2	48,2
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	64,5
COWANSVILLE	79,8	89,6
GRANBY	124,3	124,6
LAC MÉGANTIC	68,8	77,0

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2015	2015
RÉGION 06		
MONTREAL	108,9	81,7
RÉGION 07		
GATINEAU	90,0	156,7
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	109,1	109,1
RÉGION 08		
ROUYN	106,8	106,8
AMOS	95,2	95,2
VILLE-MARIE	28,4	28,4
VAL D’OR	102,6	102,6
LA SARRE	62,3	62,3
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	132,2	162,3
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	137,8	141,7
BAIE-COMEAU	100,4	158,6
RÉGION 11		
NEW-CARLISLE	52,3	49,7
PERCÉ	60,0	66,8
HAVRE-AUBERT	26,3	57,9
STE-ANNE-DES-MONTS	95,8	95,8
CARLETON	48,8	0,0
RÉGION 12		
THEDFORD-MINES	102,0	99,0
MONTMAGNY	35,0	82,5
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	80,0	65,0
RÉGION 13		
LAVAL	116,8	136,4
RÉGION 14		
JOLIETTE	60,00	61,6
RÉGION 15		
ST-JÉROME	60,0	132,7
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
RÉGION 16		
LONGUEUIL	63,8	237,0
ST-HYACINTHE	101,1	92,6
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	218,2	218,2
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	120,9	172,5
SOREL-TRACY	108,4	108,4
RÉGION 17		
DRUMMONDVILLE	27,5	96,3
VICTORIAVILLE	86,9	264,6

*LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

P.96 EN 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DES PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION
2015-2016

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	334 B)	2 171	41,15
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	1 990	37,72
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	314	5,95
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)	264	5,00
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	32	0,61
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	171	3,24
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)B)	4	0,08
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)B)	73	1,38
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 A)	8	0,15
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	355 B)	43	0,82
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	0	0,00
INFRACTIONS DIVERSES	-	206	3,90
TOTAL		5 276	100,00

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 29 FÉVRIER 2016

STATISTIQUES RELATIVES À LA NON JUDICIARISATION
2015-2016

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	21	
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	13	
	170	CHIBOUGAMAU	14	
	640	GRAND NORD	23	
	620	LA SARRE	14	
	635	LG-2	28	
	625	SENNETERRE	9	
	615	VAL D’OR	34	
				156
ALMA	160	ALMA	48	
				48
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	168	
				168
BAIE COMEAU	655	BAIE COMEAU	38	
				38
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	96	
				96
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	133	
				133
BEDFORD	455	COWANSVILLE	29	
	460	GRANBY	51	
				80
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	30	
				30
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	35	
				35
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	185	

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
				185
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	90	
				90
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	43	
				43
GASPÉ	115	HAVRE AUBERT	4	
	110	PERCÉ	19	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	15	
				38
GATINEAU	550	GATINEAU	377	
				377
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	102	
				102
JOLIETTE	705	JOLIETTE	396	
				396
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	58	
				58
LABELLE	565	MANIWAKI	10	
	560	MONT LAURIER	35	
				45
LAVAL	540	LAVAL	412	
				412
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	239	
				239
MÉGANTIC	480	LAC MÉGANTIC	6	
				6
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	0	
	650	SEPT-ÎLES	0	
				0
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	29	
				29
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	68	
	850	VILLE DE MONTRÉAL	616	
				684
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	11	
				11
QUÉBEC	200	QUÉBEC	621	
				621
RICHELIEU	765	SOREL	32	
				32
RIMOUSKI	120	AMQUI	12	
	125	MATANE	23	
	135	MONT JOLI	10	
	100	RIMOUSKI	34	
				79
ROBERVAL	155	ROBERVAL	78	
				78
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	22	
				22
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	160	
				160
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	80	
				80
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	17	
	410	SHAWINIGAN	63	
				80
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	10	
				10
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	520	
				520
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	95	
				95
GRAND TOTAL :				5 276

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 29 FÉVRIER 2016

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III
2015-2016 :	
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS:	4 241 553 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	35 385 \$

MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES :

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ASSURE, DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE 2010 EN VERTU DU CHAPITRE III DE LA LOI, LA GESTION DES HONORAIRES DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE QUI AGISSENT DANS LES MÉGAPROCÈS ET DONT LES CLIENTS SONT ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE OU QUI ONT OBTENU UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE ENJOIGNANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ASSUMER LES ÉMOLUMENTS DE CES PROCUREURS. DE PLUS, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES GÈRE LES HONORAIRES DES AVOCATS QUI AGISSENT DANS LE CADRE D'UNE DÉSIGNATION D'AVOCAT ORDONNÉE EN VERTU DU CODE CRIMINEL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME INFORMATIQUE PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

P.98 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016. INDiquer LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2015-2016

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
R. C. LESLIE GREENWOOD	DOUBLE MEURTRE – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 9 DÉCEMBRE 2015.
R. C. NORMAND CHAREST	CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 10 JUIN 2015.
R. C. LAWRENCE STEVENS	VIOL, RAPPORTS SEXUELS AVEC UNE PERSONNE DE SEXE FÉMININ ÂGÉE DE 14 À 16 ANS, ATTENTAT À LA PUDEUR CONTRE UNE PERSONNE DE SEXE FÉMININ, SÉDUCTION D'UNE PERSONNE DE SEXE FÉMININ ÂGÉE DE 16 ANS OU PLUS, MAIS DE MOINS DE 18 ANS, RAPPORTS SEXUELS ILLICITES AVEC UNE PERSONNE DE SEXE FÉMININ ÂGÉE DE MOINS DE 21 ANS – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 4 MAI 2015.
R. C. JEAN DESORMEAUX	AGRESSION SEXUELLE – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 27 NOVEMBRE 2015.

P.99 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2014-2015 ET 2015-2016. INDICQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDICQUER LES RENCONTRES INSCRITES A L’AGENDA POUR 2016-2017.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOMBRE DE RENCONTRES EN 2015-2016 : 2

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
LES 29 ET 30 AVRIL 2015	GATINEAU (QUÉBEC)	M ^E SABIN OUELLET	950 \$
Du 27 AU 29 OCTOBRE 2015	VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	M ^E ANNICK MURPHY ET M ^E SABIN OUELLET	5 672 \$

P.100 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DEPUIS DÉCEMBRE 2013, DES TRAVAUX ONT ÉTÉ AMORCÉS PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP) DU MJQ EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (PMR), DE NATURE GÉNÉRALE ET S'ADRESSANT AUX ADULTES, SUIVANT L'ART. 717 (1) DU *CODE CRIMINEL*, À L'EXEMPLE DE LA PLUPART DES JURIDICTIONS CANADIENNES QUI ONT ADOPTÉ DE TELS PROGRAMMES. DANS LE COURS DE CES TRAVAUX ET SELON LES MODALITÉS QUI RESTENT À DÉFINIR, DES ÉLÉMENTS DE JUSTICE RÉPARATRICE POURRAIENT ÉGALEMENT ÊTRE ÉLABORÉS EN FAVORISANT LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU À LA SOCIÉTÉ. LES PROGRAMMES AINSI ÉLABORÉS TIENDRAIENT COMPTE DES LEURS BESOINS. À CE STADE DES TRAVAUX, UNE PERSONNE RESSOURCE DE LA DOP A ÉTÉ DÉSIGNÉE AFIN D'EXPLORER LES DONNÉES FINANCIÈRES DE L'ÉVENTUEL PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE APPLICABLE AU QUÉBEC. PLUSIEURS RÉUNIONS DE TRAVAIL ONT ÉTÉ TENUES EN 2015-2016 EN VUE DU DÉMARRAGE DU PROJET DE PMR.

À NOTER QU'EN NOVEMBRE 2015 LA MINISTRE DE LA JUSTICE A CONFIRMÉ LE DÉMARRAGE D'UN PROGRAMME PARTICULIER S'ADRESSANT AUX AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN RÉMUNÉRATION ET EN FONCTIONNEMENT POUR LES PROCÈS RELIÉS À SHARQC :

DÉPENSES DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
RÉMUNÉRATION	90 487 \$
FONCTIONNEMENT	87 065 \$
ETC	1.67

DÉPENSES DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
FONCTIONNEMENT – IMMOBILIER	1 440 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DÉPENSES EN RÉMUNÉRATION ET EN FONCTIONNEMENT POUR LES PROCÈS RELIÉS À SHARQC :

DÉPENSES DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
RÉMUNÉRATION	84 808 \$
FONCTIONNEMENT	1 971 \$
ETC	1

DÉPENSES DU 1 ^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016	
FONCTIONNEMENT – IMMOBILIER	NIL\$

L’AVOCAT AFFECTÉ À TEMPS PLEIN À SHARQC A TERMINÉ SON MANDAT LE 14 AOÛT 2015.

	SHARQC. I	SHARQC. II
2015-2016 :		
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS :	168 700 \$	2 122 685 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	0 \$	1 966 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

OPÉRATION SHARQC	
2015-2016	
DÉPENSES	MONTANT (\$)
RÉMUNÉRATION	1 432 517
COTISATIONS PROFESSIONNELLES	18 551
FRAIS DE DÉPLACEMENT	33 565
LOCATION DE STATIONNEMENTS	250
LOYER ET AMÉNAGEMENT	320 319
MATÉRIEL ET FOURNITURE	11 807
MESURES DE SÉCURITÉ	9 502
SERVICES AUXILIAIRES	875
SERVICES PROFESSIONNELS	28 573
TOTAL	1 855 959

AU TOTAL, 14 PROCUREURS ET 2 TECHNICIENS EN DROIT ONT TRAVAILLÉ À L’OPÉRATION SHARQC AU COURS DE L’EXERCICE 2015-2016.

P.102 LE RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMITÉ SPÉCIAL, NOTAMMENT FORMÉ DE L'EX-JUGE PIERRE DALPHOND, CHARGÉ DE REVOIR LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE INDÉPENDANTE (DÉCISION DU DPCP) MENÉE SUR LA MORT D'UN GARÇON DE 5 ANS, LE 13 FÉVRIER 2014 A LONGUEUIL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EXPOSÉ DES MOTIFS D'UNE DÉCISION DE PORTER OU NON UNE ACCUSATION CONSTITUE UNE OPINION JURIDIQUE QUI DEMEURE EN PRINCIPE CONFIDENTIELLE. LES TRIBUNAUX CONSIDÈRENT QUE LA CONFIDENTIALITÉ DES OPINIONS JURIDIQUES RENDUES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DÉCISIONNEL AU SEIN DU DPCP EST ESSENTIELLE AU BON FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION ET QUE L'INTÉRÊT PUBLIC COMMANDE EN GÉNÉRAL LE RESPECT DE CE PRINCIPE DE CONFIDENTIALITÉ. LES *LIGNES DIRECTRICES DU DPCP CONCERNANT LA PUBLICATION DES MOTIFS D'UNE DÉCISION DE NE PAS PORTER D'ACCUSATION* PERMETTENT DE DÉROGER À CE PRINCIPE LORSQUE L'INTÉRÊT PUBLIC LE JUSTIFIE, NOTAMMENT LORSQU'UNE DÉCISION **DE NE PAS PORTER D'ACCUSATION** EST RENDUE À LA SUITE D'UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE.

DANS LE DOSSIER DE LONGUEUIL, PUISQU'UNE ACCUSATION A ÉTÉ PORTÉE ET QUE LE DOSSIER EST MAINTENANT DEVANT LES TRIBUNAUX, LES DÉTAILS DU DOSSIER ET LE CONTENU DU RAPPORT NE PEUVENT ÊTRE RENDUS PUBLICS AFIN DE NE PAS NUIRE À L'ÉQUITÉ ET À L'INTÉGRITÉ DU PROCESSUS JUDICIAIRE. L'ENSEMBLE DE LA PREUVE ADMISSIBLE SERA CONNU DU PUBLIC AU COURS DU PROCÈS.

LE DPCP S'ÉTAIT ENGAGÉ À RENDRE PUBLIQUES LES DEUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LE COMITÉ SPÉCIAL, SOIT :

1. QU'UNE ACCUSATION DE CONDUITE DANGEREUSE CAUSANT LA MORT SOIT DÉPOSÉE CONTRE LE CONDUCTEUR DU VÉHICULE TOYOTA EN RELATION AVEC LA COLLISION MORTELLE SURVENUE LE 13 FÉVRIER 2014;
2. QUE M^E LUCIE JONCAS BÉNÉFICIE DE LA PLEINE ASSISTANCE DU DPCP DANS L'EXÉCUTION DE SON MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.

P.103 CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), INDiquer :

- A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI ET DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASSIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;
- B. LE NOMBRE DE DÉMISSION POUR 2015-2016;
- C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS;
- D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE;
- E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS;
- F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. LE NOMBRE DE PERTE D’EMPLOI ET DE RELOCALISATION D’EMPLOI EN 2015-2016 CONCERNANT LA RESTRUCTURATION AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, VENTILÉ PAR TYPE D’EMPLOI (OCCASSIONNEL, TEMPS PLEIN, PERMANENT, ETC.) ET PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS :**

PERTE D’EMPLOI : 1 PROCUREUR OCCASSIONNEL AU BUREAU DE L’OUEST DU QUÉBEC (GATINEAU)

RELOCALISATION D’EMPLOI: 2 PROCUREURS OCCASSIONNELS : 1 AU BUREAU DE QUÉBEC (QUÉBEC) ET 1 AU BUREAU DE L’OUEST DU QUÉBEC (GATINEAU)

- B. LE NOMBRE DE DÉMISSIONS POUR 2015-2016 LIÉES À LA RESTRUCTURATION :**

1 PERSONNE

- C. LE NOMBRE DE TRANSFERTS CONSENSUELS ET FORCÉS AINSI QUE LEURS COÛTS :**

NOMBRE : 149 EMPLOYÉS ONT CHANGÉ D’UNITÉ ADMINISTRATIVE

NOTE: NOUS N’AVONS PAS DE DONNÉES PERMETTANT D’IDENTIFIER LES TRANSFERTS CONSENSUELS VERSUS FORCÉS.

COÛT : 3 269 \$

- D. LES COÛTS TOTAUX DE LA RESTRUCTURATION DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE :**

AUCUN COÛT

- E. PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS PAR BUREAUX SPÉCIALISÉS :**

BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES				
CLASSIFICATION DES EMPLOIS	TEMPORAIRE	PERMANENT	OCCASSIONNEL PLUS D'UN AN	TOTAL
PROCUREUR EN CHEF		1		1
PROCUREUR EN CHEF ADJOINT		4		4
PROCUREUR	9	43	6	58
PROFESSIONNEL		4		4
TECHNICIEN	2	7	2	11
PERSONNEL DE BUREAU		2		2
TOTAL	11	61	8	80

NOTE: LE PORTRAIT ACTUEL DES AFFECTATIONS AU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES NE COMPREND PAS LES POSTES VACANTS.

LES DONNÉES SONT EN DATE DU 4 MARS 2016.

- F. L’ÉTAT D’AVANCEMENT DE LA RESTRUCTURATION :**

LES TRAVAUX SONT TERMINÉS. IL RESTE À DÉMÉNAGER TOUS LES EMPLOYÉS DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES AU CENTRE DE COMMERCE MONDIAL À MONTRÉAL ET FINALISER LE DÉMÉNAGEMENT DE CERTAINS PROCUREURS DU BUREAU DE QUÉBEC QUI SONT DEMEURÉS TEMPORAIREMENT AU COMPLEXE JULES-DALLAIRE, SIÈGE SOCIAL DU DPCP.

MINISTÈRE

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
9128-1683 QUÉBEC INC. c. PGQ (CAFÉ BEYROUTH) 500-09-025664-152	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN IRRECEVABILITÉ D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT L'INTERPRÉTATION DE LA NOTION DE DROITS ACQUIS DE L'ARTICLE 8.1 DE LA <i>LOI SUR LE TABAC</i> SUITE A UNE RELOCALISATION DU SALON DE CIGARES.	INTIMÉE					DOSSIER SUSPENDU EN ATTENTE DU JUGEMENT SUR UN AUTRE DOSSIER DE MÊME NATURE.
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC c. 9060-1766 QUÉBEC INC. 200-10-003161-150	OBLIGATION POUR LE POURSUIVANT D'INSCRIRE, DANS UN CONSTAT D'INFRACTION, LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES PAR SUITE D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ (NOTAMMENT L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ENTREPRISES NON ADMISSIBLES).	INTERVENANTE	16-10-2015 (PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE)	04-12-2015	RENONCIATION	08-04-2016	AUDITION PRÉVUE POUR LE 20-05-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
AIR CANADA C. PGQ 500-09-023371-131	RESPECT DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D’AIR CANADA. MAINTIEN DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN À MONTREAL. JUGEMENT FAVORABLE AU PGQ RENDU LE 03-11-2015	INTIMÉE	27-02-2013	27-06-2013	25-10-2013	25-09-2013	DEMANDE DE SUSPENSION DE L'ÉTUDE DE LA PERMISSION D'APPELER EN COUR SUPRÊME DU CANADA DEMANDÉE PAR AIR CANADA LE 30 DÉCEMBRE 2015.
ALEX BOUDREAU C. LA PGQ ET LA REINE 500-10-006031-155	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES SURAMENDES COMPENSATOIRES.	INTIMÉE				29-03-2016	
ANGÈLE GRENIER C. R.M.A.Q. ET F.P.A.Q. ET PGQ 200-09-008754-142	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC CONCLUANT À SA COMPÉTENCE SUR LE COMMERCE INTERPROVINCIAL D'UNE PRODUCTRICE EXPORTATRICE DE SIROP D'ÉRABLE.	INTIMÉE	08-10-2014	19-12-2014	23-02-2015		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 26-01-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ARCHAMBAULT ET GROUPE ENICO INC. C. AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ET PGQ	<p>APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE CONdamnANT L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC ET LA PGQ À PAYER PRÈS DE 4M \$ SUITE À UNE POURSUITE EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DÉCOULANT D'UNE VÉRIFICATION FISCALE, DE MESURES DE PERCEPTION QUI S'EN ONT SUIVIES DE MÊME QUE DE LA RETENUE DE CRÉDITS D'IMPÔT DUS À L'ENTREPRISE.</p> <p>LA COUR D'APPEL A MAINTENU LE JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE SUR LES FAUTES ET ABUS DES PRÉPOSÉS DU REVENU ET LES DOMMAGES EN DÉCOULANT. PAR CONTRE, ELLE A CASSÉ LA CONdamnATION DE 1 000 000 \$ POUR DOMMAGES PUNITIFS ET DE 50 000 \$ POUR DOMMAGES MORAUX ACCORDÉS PAR LE JUGE DE PREMIÈRE INSTANCE À ARCHAMBAULT.</p>	APPELANTE					PERMISSION D'EN APPELER À LA COUR SUPRÊME PAR ARCHAMBAULT LE 30-03-2016
ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT C. PGQ 200-09-009147-155	<p>APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DÉCLINANT SA COMPÉTENCE AU SUJET D'UNE DEMANDE D'ACTUALISATION DE L'ACCRÉDITATION DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT. L'ASSOCIATION DÉSIRAIT INCLURE 56 ATTACHÉS JUDICIAIRES À L'UNITÉ DE NÉGOCIATION.</p>	INTIMÉE	PERMISSION D'EN APPELER ACCORDÉE LE 15 JANVIER 2016				

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
BELVAL C. TAQ ET BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE ET PGQ	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DU TAQ CONFIRMANT LE REFUS DU BUREAU DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE D'ACCORDER UN PERMIS DE GARDIENNAGE. INAPPLICATION DE L'ARTICLE 18 (2) DE LA CHARTE VU L'ARTICLE 19 (3) DE LA LOI SUR LA SÉCURITÉ PRIVÉE.	MISE EN CAUSE					EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 09-03-2016
CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC ET ALS C. PGQ ET ALS 500-09-024742-140	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE 38 DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE. ÉQUITÉ SALARIALE, ENTREPRISES SANS CATÉGORIE D'EMPLOI À PRÉDOMINANCE MASCULINE - COMPARATEUR MASCULIN ÉTABLI PAR RÈGLEMENT - REDRESSEMENT SALARIAL REPORTÉ DE DEUX ANS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT, DISCRIMINATION BASÉE SUR LE SEXE. JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU LE 08-03-2016.	INTIMÉE	29-09-2014	27-01-2015			LE DÉLAI POUR PERMISSION D'EN APPELER EXPIRE LE 06-06-2016
CHEMIN DE FER QUÉBEC- GATINEAU C. PGQ 500-17-082420-145	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL CONCLUANT QUE LES RELATIONS DE TRAVAIL DE L'ENTREPRISE RELEVENT DE LA COMPÉTENCE PROVINCIALE.	MISE EN CAUSE		23-03-2016			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
DANIELLE DURANSEAU C. DPCP ET PGQ	APPEL D'UNE CONDAMNATION PÉNALE A 104 CONSTATS D'INFRACTION POUR ACHAT ET VENTE ILLÉGALE DE POISSON- DÉFENSE FONDÉE SUR LA <i>CHARTÉ CANADIENNE</i> ET LES DROITS DES AUTOCHTONES À PRATIQUER LA PÊCHE À DES FINS DE SUBSISTANCE.	INTERVENANTE	REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER SIGNIFIÉE LE 31-03-2016				
DISTRIBUTIONS PERCOURS ET AL. C. PGQ 500-09-025524-158	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT ACCORDÉ UNE INJONCTION ENJOIGNANT L'ENTREPRISE À RESPECTER LA LOI SUR LES HEURES ET LES JOURS D'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX DANS SON ÉTABLISSEMENT DE VENTE DE PRODUITS ÉROTIQUES.	INTIMÉE			16-01-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC ET PGQ 200-09-008738-145	APPEL D'UN JUGEMENT ÉMETTANT UNE INJONCTION PERMANENTE CONTRE UN PRODUCTEUR ACÉRIQUE QUI EFFECTUE COMMERCE INTERPROVINCIAL DE SIROP D'ÉRABLE.	MISE EN CAUSE	03-09-2014	05-01-2015	07-04-2015	07-04-2015	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 26-01-2016
ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET PGQ 500-10-005314-123 ET AL.	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL.	INTIMÉE	23-11-2012	23-03-2013 NON PRODUIT			GESTION DE DOSSIER PAR LE JUGE SEUL À FIXER.

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
FMSQ ET PGQ c. GUÉRIN	DROIT D'UN MÉDECIN SPÉCIALISTE SOUMIS A UNE ENTENTE ENTRE LA FMSQ ET LE MSSS DE LOGER LUI-MÊME UN DIFFÉREND A L'ARBITRAGE.	REQUÉRANTE SUR UNE DEMANDE D'INTERVENTION A LA COUR SUPRÊME DU CANADA					JUGEMENT DÉFAVORABLE RENDU LE 21-10-2015. PERMISSION D'APPEL EN COUR SUPRÊME DU CANADA DEMANDÉE PAR LA PGQ LE 21- 12-2015.
G. CORNEAU c. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES) 200-09-008957-158 ET 9 AUTRES # C.A.	RECOURS JUDICIAIRE VISANT À FAIRE RECONNAÎTRE DES COMMUNAUTÉS MÉTIS ET LEURS DROITS ANCESTRAUX. JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 10-02-2015.	INTIMÉE	11-03-2015	11-07-2015	11-10-2015		DÉCEMBRE 2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
GENEVIÈVE MOTARD ET PATRICK TAILLON C. PGC ET AL.	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16-02-2016, REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DE G. MOTARD ET P. TAILLON, DANS LAQUELLE ILS DEMANDAIENT AU TRIBUNAL DE DÉCLARER LA LOI SUR LA SUCCESSION AU TRÔNE ADOPTÉE PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET SANCTIONNÉE LE 27 MARS 2013 INCONSTITUTIONNELLE AU MOTIF QU'ELLE N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉE SELON LA PROCÉDURE DE MODIFICATION CONSTITUTIONNELLE APPROPRIÉE.	INTERVENANTE ACTE D'INTERVENTION DÉPOSÉ PAR LA PGQ LE 18-03-2016.					
GROUPE CRH C. PGQ 500-17-082043-145	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE REJETÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE. NÉCESSITÉ D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR L'AGRANDISSEMENT D'UNE AIRE D'EXPLOITATION POUR UNE CARRIÈRE AYANT DES DROITS ACQUIS. INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT SUR LES CARRIÈRES ET SABLIERES.	INTIMÉE		15-06-2016	14-09-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
GUICHET UNIQUE D'INSCRIPTION DES L'ENFANCE C. PGQ 500-09-025238-155	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN NULLITÉ DU CONTRAT DÉCOULANT DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES POUR L'IMPLANTATION D'UN GUICHET UNIQUE D'ATTRIBUTION DES PLACES EN GARDERIE EN RAISON DU NON-RESPECT DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.	INTIMÉE		28-08-2015	26-11-2015		
GUY LAFLEUR C. PGQ 500-09-025692-153	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE ACTION EN DOMMAGE RÉSULTANT D'UNE ARRESTATION ET D'UNE ACCUSATION INJUSTIFIÉE.	INTIMÉE		10-06-2016	08-09-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC C. PGQ 200-09-009085-157	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ DE LA MAIRESSE DE PREISSAC POUR LE MOTIF D'INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ.	INTIMÉE					
IMPERIAL TOBACCO, ROTHMANS, BENSON & HEDGES ET JTI - MacDONALDS C. PGQ 500-09-024341-141	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI SUR LE RECouvreMENT DU COÛT DES SOINS DE SANTÉ ET DES DOMMAGES-INTÉRÊTS LIÉS AU TABAC. LA COUR SUPÉRIEURE A DÉCLARÉ LA LOI CONSTITUTIONNELLE DANS UN JUGEMENT RENDU LE 5 MARS 2014. JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR D'APPEL LE 28-09-2015			31-07-2014	29-10-2014		PERMISSION D'APPEL DEMANDÉE PAR JTI MacDONALD LE 27-11-2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
INTER-CITÉ CONSTRUCTION C. PGQ 500-09-025672-155	APPEL D'UN JUGEMENT CONDAMNANT LE MTQ A VERSER LA SOMME DE 1, 3M\$ EN DOMMAGES RÉSULTANT DU DÉFAUT DE NE PAS AVOIR DONNÉ SUITE A UN APPEL D'OFFRES PAR LA SIGNATURE D'UN CONTRAT DE CONSTRUCTION.	APPELANTE		18-02-2016			
JEAN-PIERRE LEBLANC C. MRC DE LA HAUTE YAMASKA ET PGQ 500-09-025184-151	APPEL D'UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE DEMANDANT AU TRIBUNAL DE DÉTERMINER QUE LES LITS D'ÉCOULEMENT SONT DES FOSSES ET NON DES COURS D'EAU EN VUE D'UN DÉVELOPPEMENT DOMICILIAIRE.	INTERVENANTE		10-09-2015	07-12-2015	07-12-2015	

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
JOHN LOUIS STEVEN RICE ET AL C. ARQ ET AL 500-09-024124-133	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 5 DÉCEMBRE 2013 REJETANT UNE REQUÊTE POUR JUGEMENT DÉCLARATOIRE PAR LES DEMANDEURS (MOHAWKS DE KAHNAWAKE) EN VUE D'OBTENIR UNE DÉCLARATION JUDICIAIRE CONFIRMANT QU'EN TANT QU'INDIENS, ILS NE SONT PAS ASSUJETTIS AUX EXIGENCES DES LOIS FISCALES QUÉBÉCOISES EN RAISON DU FAIT, NOTAMMENT, QU'ILS BÉNÉFICIENT DE DROITS ANCESTRAUX, DE LA PROTECTION CONSTITUTIONNELLE QUE LEUR CONFÉRERAIT LA PROCLAMATION ROYALE DE 1763 ET DE L'EXEMPTION FISCALE PRÉVUE À L'ARTICLE 87 DE LA LOI SUR LES INDIENS.	DÉFENDERESSE	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DES 9 ET 10 NOVEMBRE 2015				
LES CONSULTANTS S.M. ET AL. C. PGQ 500-09-024896-144 DOSSIER LIÉ: 500-09-024895-146	APPLICATION DE L'ARTICLE 42 DU TARIF DES HONORAIRES JUDICIAIRES DES AVOCATS PRÉVOYANT UN HONORAIRE ADDITIONNEL DE 1% SUITE À UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE VISANT LA NULLITÉ D'UN APPEL D'OFFRES.	INTIMÉE	09-12-2015	08-04-2015	07-07-2015		AUDITION LE 27-04-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
LESSARD c. PGQ 200-09-008912-153	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU DEMANDEUR QUI ALLÈGUE UN CONGÉDIEMENT DÉGUISÉ.	INTIMÉE	21-01-2015	21-02-2015	23-03-2015		AUDITION LE 26-04-2016
MARC VOLLANT ET AL. c. LES UASHAUNNUAT, PGQ ET AL. 500-17-050868-093	APPEL D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 23-02-2016 ACCUEILLANT UNE REQUÊTE EN REJET DE LA PGQ – PROJET HYDROÉLECTRIQUE LA ROMAINE – ENTENTE DE PRINCIPE ENTRE LA BANDE ET HYDRO-QUÉBEC – OPPOSITION DE CERTAINS DEMANDEURS À CETTE ENTENTE.	INTIMÉE	24-03-2016				
MARIE-ÈVE ÉTHIER c. C.L.P ET PGQ 200-09-008261-148	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA C.L.P. (CONFIRMANT LA DÉCISION DE LA C.S.S.T.). JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 02-12-2015	MISE EN CAUSE		30-07-2014	01-11-2014		DEMANDE D'AUTORISATION D'EN APPELER À LA COUR SUPRÊME DU CANADA LE 29- 01-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
MICHEL CARON- BARRETTE C. LA REINE ET PGQ 200-10-003177-156	APPEL D'UNE DÉCISION AYANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE LA PEINE MINIMALE PRÉVUE À L'ART. 151 DU CODE CRIMINEL (1 AN) POUR CONTACTS SEXUELS AVEC UN ENFANT DE MOINS DE 16 ANS.	MISE EN CAUSE	16-10-2015 PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE	29-02-2016		29-04 2016	AUDITION LE 10-06-2016
MOHAWK COUNCIL OF KANESATAKE C. PGQ ET PGC 500-09-025759-150	RECOURS DE L'APPELANTE REJETÉ SUR REQUÊTE EN VERTU DE L'ARTICLE 165 (4) DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE POUR LE MOTIF QUE CELUI-CI EST PRESCRIT.	INTIMÉE			08-04-2016		
PGQ c. 3563308 CANADA INC (HÉRITAGE TERREBONNE) 500-09-025420-159	DÉTERMINATION DE LA SUPERFICIE DES MILIEUX HUMIDES SITUÉS AU NORD DE L'ÉCHANGEUR DES PIONNIERS.	APPELANTE		20-11-2015	18-02-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. AVERS 500-09-024363-145	APPEL D'UNE DÉCISION DÉTERMINANT LE CARACTÈRE NON FLOTTABLE ET NON NAVIGABLE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD, ATTRIBUANT LA PROPRIÉTÉ DU LIT ET DES RIVES DE LA RIVIÈRE ET PAR CONSÉQUENT LA PROPRIÉTÉ D'UN BARRAGE ET DES FORCES HYDRAULIQUES À AYERS.	APPELANTE	15-04-2014	13-08-2014	12-11-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 08-12-2015
PGQ c. ÉMILIO DUMAIS ET JOSÉE DENIS ET AL 200-09-008357-144	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE LEQUEL CASSE UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC QUI AVAIT DÉCIDÉ QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TAQ. LE BARREAU DU QUÉBEC INTERVIENT AU DOSSIER POUR SOUTENIR LA POSITION DES INTIMÉS. JUGEMENT FAVORABLE RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE À LA PGQ.	APPELANTE	24-07-2014	29-10-2014	19-01-2015		DÉLAI POUR DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL EXPIRE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA 30-05-2016

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. MRC DE BELLECHASSE 200-09-008899-152	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER LA SOMME DE 353 214,98 \$ À LA MRC DE BELLECHASSE POUR DES DOMMAGES SUBIS SUITE À L'ÉMISSION FAUTIVE D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION.	APPELANTE	05-01-2015	05-05-2015	03-08-2015		AUDITION LE 07-06-2016
PGQ c. PGC 500-09-025430-158	RENOVI RELATIF À LA CONSTITUTIONNALITÉ DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION PANCANADIENNE DES VALEURS MOBILIÈRES SOUS LA GOUVERNE D'UN ORGANISME UNIQUE.	REQUÉRANTE					AUDITION PROBABLE EN NOVEMBRE 2016
PGQ c. SOLANGE ALLEN ET AL.	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AUTORISANT L'EXERCICE D'UNE ACTION COLLECTIVE CONTRE LA CSQ, LE CIUSSCN ET LE MSSS DANS LE DOSSIER DE LA LÉGIONELLOSE À QUÉBEC.	APPELANTE					LA REQUÊTE SUR PERMISSION D'EN APPELER SERA PLAIDÉE LE 12-04-2016.

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
PGQ c. SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC ET AL. 200-09-008264-142	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE EN VERTU DE L'ART. 15 DE LA CHARTE CANADIENNE ET DE L'ART. 10 DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES MODIFICATIONS APPORTÉES À LA <i>Loi sur l'équité salariale</i> EN 2009 CONCERNANT L'OBLIGATION DE PROCÉDER, À TOUS LES 5 ANS, À UN EXERCICE D'ÉVALUATION DE MAINTENIR L'ÉQUITÉ SALARIALE AU SEIN DES ENTREPRISES VISÉES.	APPELANTE					EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 27-10-2015.
PGQ c. TALON SEBEQ	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER 1 592 780\$ À UN ENTREPRENEUR EN CONSTRUCTION POUR DES TRAVAUX DE PAVAGE REFAITS.	APPELANTE	22-07-2015	01-02-2016	01-05-2016		
PGQ c. VILLE DE MONTREAL ET FONDS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOLE RUDOLPH STEINER DE MONTREAL 500-09-025563-156	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DÉCIDANT DE L'APPLICATION D'UNE EXEMPTION PRÉVUE À L'ARTICLE 204 (15) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE VISANT LE TITULAIRE DU PERMIS D'ENSEIGNEMENT.	APPELANTE		15-10-2015			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
R.c. JAVANMARDI ET PGQ 500-10-005886-153	DANS LE CADRE D'UNE ACCUSATION DE NÉGLIGENCE AYANT CAUSÉ LA MORT, LA NATUROPATHE QUI A FAIT UNE INJECTION INTRAVEINEUSE (ACTE RÉSERVÉ AUX MEMBRES DU COLLÈGE DES MÉDECINS) SOULÈVE L'INVALIDITÉ DES ARTICLES 220 (B), 234 ET 236 DU CODE CRIMINEL, POUR LE MOTIF QU'IL NE PEUT Y AVOIR NÉGLIGENCE ÉTANT DONNÉ QUE DANS D'AUTRES PROVINCES LES NATUROPATHES SÉRAIENT AUTORISÉS POSER CE GENRE D'ACTES. L'ACCUSÉE A ÉTÉ ACQUITTÉE EN PREMIÈRE INSTANCE ET LE PRINCIPE DE LA RETENUE JUDICIAIRE A ÉTÉ RESPECTÉ.	MISE EN CAUSE				03-06-2016	
SARTO LANDRY C., PIERRE-GABRIEL GUIMONT ET ALS 200-09-008873-140	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS ET NOTAMMENT CONCLU À LA VALIDITÉ DE L'ART. 149.1 DU CODE DES PROFESSIONS.	MISE EN CAUSE	08-12-2014				PERMISSION D'APPELER REFUSÉE POUR CE QUI EST DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES.

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RICHMOND C. PGQ 500-09-025115-155	APPEL D'UN JUGEMENT REJETANT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE RECHERCHANT UNE INTERPRÉTATION DE LA DÉFINITION MILIEUX HUMIDES ET DES NOTIONS DE MARAIS ET MARÉCAGES EN VUE D'UN DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL.	INTIMÉE	06-03-2015	06-07-2015	05-10-2015		
SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUÉBEC C. PGQ	COMPÉTENCE DE L'ARBITRE À DÉCIDER D'UN GRIEF PORTANT SUR LE NON-RESPECT D'UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ.	INTIMÉE		31-03-2016	17-05-2016		
TREMBLAY C. COUR DU QUÉBEC (CAI) 500-09-025330-150	APPEL SUR LA QUESTION DE LA PORTÉE ET DE L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 33(2) DE LA <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics</i> À LA SUITE D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE RENDU LE 7 MAI 2015 CONCLUANT QUE L'ENSEMBLE D'UN MÉMOIRE AU CONSEIL DES MINISTRES EST ACCESSIBLE À L'EXCEPTION DES RECOMMANDATIONS DE LA PARTIE CONFIDENTIELLE, SOUS RÉSERVE DE LA PROTECTION DU SECRÉT PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT ET D'AUTRES	APPELANTE		13-10-2015	12-12-2015		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
	RESTRICTIONS D'ACCÈS POUVANT ÊTRE APPLICABLES.						
PGQ c. COUR DU QUÉBEC ET NORMAN MONTCALM ET LAMARRE L INTEAU & MONTCALM	IDEM (VOIR TREMBLAY c. COUR DU QUÉBEC (CAI))	APPELANTE					REQUÊTE POUR PERMISSION D'EN APPELER PRÉSENTABLE LE 15-04-2016
TRÉPANIER ET FMSQ c. PGQ 500-09-025442-153	CONTESTATION DE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DES ARTICLES 333.1, 333.3 ET 333.6 DE LA <i>LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX</i> , DES ARTICLES 34 ET 35 DE LA <i>LOI CONCERNANT LES CENTRES MÉDICAUX SPÉCIALISÉS</i> ET DE L'ARTICLE 3 DU <i>RÈGLEMENT SUR LES TRAITEMENTS MÉDICAUX SPÉCIALISÉS</i> . LES DEMANDEURS CONTESTENT L'EXIGENCE LÉGISLATIVE QUI FAIT EN SORTE QUE NE PEUVENT EXERCER DANS UN CENTRE MÉDICAL SPÉCIALISÉ À LA FOIS DES MÉDECINS PARTICIPANTS ET DES MÉDECINS NON PARTICIPANTS AU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE.	INTIMÉE		16-12-2015	08-04-2016		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ULRICK CHARBONNEAU C. LA REINE 500-10-005088-123 DANY MOUREAU C. LA REINE 500-10-005089-121	DANS LE CADRE D'ACCUSATIONS D'AVOIR PROFÉRÉ DES MENACES AYANT CAUSÉ LA MORT D'UNE PERSONNE, LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 222(5)c) DU CODE CRIMINEL EST SOULEVÉE EN REGARD DE L'ARTICLE 7 DE LA CHARTE CANADIENNE, EU ÉGARD À LA SUFFISANCE DES EXIGENCES DE MENS REA.	INTIMÉE	06-02-2012		23-02-2013		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10-09-2014
Y.B. c. M.J. ET PGQ	APPLICATION DE LA <i>Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfant</i> . EXAMEN DES QUATRE MOYENS DE DÉFENSE PRÉVUS À LA LOI SAVOIR NOTION D'ACQUIESCEMENT AU NON-RETOUR, RISQUE GRAVE, SITUATION INTOLÉRABLE ET VIOLATION DES DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX EN CAS DE RETOUR À LA RÉSIDENCE HABITUELLE.	MISE EN CAUSE		12-04-2016	29-04-2016	29-04-2016	
YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET PGQ 500-09-024961-153	APPEL D'UNE DÉCISION PORTANT SUR UN DROIT DE PASSAGE ET D'ACCÈS AU LAC AYLMER, IMPLIQUANT LA DÉLIMITATION DU DOMAINE PUBLIC EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD- OUEST, CANTON DE STRATFORD.	MISE EN CAUSE/APPELANTE INCIDENTE	08-01-2015 APPEL INCIDENT PRODUIT LE 16-01-2015	03-08-2015	02-10-2015 02-11-2015		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES (ORDRE ALPHABÉTIQUE)	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
YVES DENIS ET DENIS LEFEBVRE C. LA REINE ET PGQ 200-10-003088-148 200-10-003092-140	APPEL D'UNE DÉCISION AVANT CONCLU À LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ART. 5 DE LA LOI SUR L'ADÉQUATION DE LA PEINE ET DU CRIME PAR CERTAINS DES ACCUSÉS DANS LE DOSSIER ÉCREVISSE (CALCUL DE LA DÉTENTION PRÉSENTENCIELLE).	MISE EN CAUSE	27-01-2015 PERMISSION D'APPEL ACCUEILLIE			22-03-2016	
Z*. c. PGQ * LE NOM DES PARTIES EN MATIÈRE FAMILIALE NE PEUT ÊTRE PUBLIÉ.	DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE DE DIVORCE, MONSIEUR SOUHAITE QUE SON MARIAGE QUI A ÉTÉ CÉLÉBRÉ PAR UN MINISTRE DU CULTÉ AUTORISÉ SOIT DÉCLARÉ NUL, CE QUI LE LIBÉRERAIT DES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DU MARIAGE (PARTAGE DU PATRIMOINE FAMILIAL ET SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS). IL INVOQUE SA LIBERTÉ DE RELIGION ET SON DROIT À L'ÉGALITÉ. JUGEMENT FAVORABLE À LA PGQ RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 02-02-2016.	MISE EN CAUSE		29-07-2016 (MÉMOIRE SUR AUTORISATION ET AU FOND)	30-09-2016	30-11-2016 (MIS EN CAUSE)	

COUR SUPRÊME DU CANADA

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
B.C. FREEDOM OF INFORMATION AND PRIVACY ASSOCIATION C. PROCUREUR GENERAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE 36495	DÉPENSES ÉLECTORALISTES DES TIERS – LIBERTÉ D'EXPRESSION – OBLIGATION D'ENREGISTREMENT AUPRÈS DU DGE – MESSAGES SPONTANÉS OU MOINS DE 500 \$.	INTERVENANTE							DATE D'AUDITION PROVISOIRE 11-10-2016
CONFÉRENCE DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS DU QUÉBEC, ET AL. C. PROCUREUR GÉNÉRALE DU QUÉBEC, ET AL. 36165	SÉCURITÉ FINANCIÈRE DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS DÉCOULANT DU PRINCIPE DE L'INDÉPENDANCE JUDICIAIRE.	INTIMÉE			04-06-2015	20-10-2015	08-12-2015	04-01-2016	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 18-01-2016

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DE MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
DANIEL LAFOREST C. ARQ ET PGQ 36785	REQUÊTES EN IRRECEVABILITÉ DE L'ARQ ET DE LA PGQ ACCUEILLIES EN PREMIÈRE INSTANCE ET CONFIRMÉES PAR LA COUR D'APPEL.	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL 29-12-2015
GILLES GARGANTIEL C. PGQ 36388	UNE VICTIME D'ACCIDENT PEUT-ELLE POURSUIVRE UN TIERS À LA SUITE DE SON INTERVENTION NÉGLIGENTE APRÈS UN ACCIDENT, LORSQUE L'INTERVENTION CAUSE DES BLESSURES NOUVELLES OU AGGRAVÉES À LA VICTIME, DANS DES CAS OÙ L'ACCIDENT EST COUVERT PAR UN RÉGIME PUBLIC D'ASSURANCE AUTOMOBILE SANS ÉGARD À LA RESPONSABILITÉ? – LA RÉCEPTION ET L'ENCAISSEMENT D'INDEMNITÉS REÇUES DE LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC CONSTITUENT-ILS UNE RENONCIATION À POURSUIVRE LE TIERS POUR SON INTERVENTION NÉGLIGENTE? – LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE, ART. 83.57.	INTIMÉE				29-03-2016			

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DE MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
(DOSSIER CONNEXE À GARGENTIEL C. PGQ) THÉRÈSE GODBOUT ET AUTRE C. JEAN-MAURICE PAGÉ ET AUTRES 36385	LA COUR D'APPEL A-T-ELLE ERRÉ EN DROIT EN CONCLUANT QUE L'ARTICLE 83.57 DE LA LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE FAIT OBSTACLE AU RECOURS EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DES DEMANDEURS COMPTE TENU DU PRÉJUDICE DISTINCT DU PRÉJUDICE CAUSÉ PAR L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE? – LA COUR D'APPEL A-T-ELLE ERRÉ EN CONCLUANT QUE L'ENCAISSEMENT DES INDEMNITÉS DE LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ÉCARTE TOUT DROIT DE RÉCLAMER D'AUTRUI POUR DES DOMMAGES CAUSÉS PAR UN FAIT AUTONOME ET DISTINCT DE L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE?	INTERVENANTE				24-03-2016			
GOLDMAN C. JACQUES HOULE ET PGQ 36714	ARRÊT DE LA COUR D'APPEL REJETANT UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL HORS DÉLAI D'UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UN DÉCISION DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS SOULEVANT EN OUTRE LA VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DE L'ARTICLE	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL 05-10-2015

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
	116(4) DU CODE DES PROFESSIONS								
GROUPE HEXAGONE SEC C. PGQ ET AL 36748	DÉTERMINATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR UN CHANTIER DE CONSTRUCTION DE ROUTES.	INTIMÉE							DEMANDE D'AUTORISATION D'APPEL 01-12-2015
JESSICA ERNST C. ALBERTA ENERGY REGULATOR 36167	IL A ÉTÉ JUGÉ QU'UNE DISPOSITION LÉGISLATIVE ACCORDANT L'IMMUNITÉ EMPECHAIT DE TRANCHER UNE ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS FONDÉE SUR UNE VIOLATION DE LA CHARTE CENSEMENT COMMISE PAR L'ORGANISME DE RÉGLEMENTATION – UNE DISPOSITION ACCORDANT UNE PROTECTION GÉNÉRALE CONTRE LES ACTIONS PRÉVUE DANS LA LOI REND-ELLE IRRECEVABLE UNE DEMANDE DE RÉPARATION PERSONNELLE FAITE EN APPLICATION DU PAR. 24(1) DE LA CHARTE? – UNE LOI PEUT-ELLE RESTREINDRE CE QUI EST CONSIDÉRÉ COMME UNE RÉPARATION «	INTERVENANTE							EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DU 11-01-2016

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
	CONVENABLE ET JUSTE » AU SENS DU PAR. 24(1) DE LA CHARTE?								
DIANNA LOUISE PARSONS, ET AL. C. SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DE L'ONTARIO, ET AL. 36456	APPEL D'UN JUGEMENT PERMETTANT DANS LE CADRE UN RECOURS COLLECTIF MULTIJURIDICTIONNEL QUE DES JUGES PEUVENT TENIR DES AUDITIONS COMMUNES ET AINSI SIÉGER A L'EXTÉRIEUR DE LA PROVINCE OÙ ILS SONT NOMMÉS.	INTERVENANTE						04-05-2016	
R. c. CAWTHORNE 36466 R. c. GAGNON 36844	VALIDITÉ CONSTITUTIONNELLE DU PARAGRAPHE 245(2) DE LA <i>Loi sur la Défense Nationale</i> CAR IL EST SOUTENU QUE CETTE DISPOSITION CONTREVIENT AU PRINCIPE DE JUSTICE FONDAMENTALE DE L'INDÉPENDANCE DU POURSUIVANT (ARTICLES 7 ET 11D) DE LA <i>CHARTÉ CANADIENNE</i>).	INTERVENANTE						15-04-2016	AUDITION LE 25-04-2016

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET PGQ 36027	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEU CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION?	INTIMÉE	02-03-2015	22-06-2015			17-08-2015		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS L'AUDITION DU 09-10-2015

P.105 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<u>LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ) CONTRE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON ET LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC</u>	<p>LA SÉPAQ DEMANDE L'ANNULATION DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ADOPTÉS PAR LA MUNICIPALITÉ ET LA TARIFANT ABUSIVEMENT POUR LES IMMEUBLES DONT ELLE EST PROPRIÉTAIRE DANS LE « PARC NATIONAL DE LA POINTE-TAILLON » POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 95 DU CPC, LA SÉPAQ A MIS EN CAUSE LA PGQ.</p> <p>LA PGQ A REÇU LE MANDAT DU MAMOT DE DEMANDER AUSSI LA NULLITÉ DES RÈGLEMENTS VISÉS. LE MAMOT PAIE DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES QUI INCLUENT AUSSI DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DES MODES DE TARIFICATION. PUISQUE L'ÉTAT POSSÈDE DES IMMEUBLES DANS LE PARC, LE MAMOT PAIE DONC DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE CETTE TARIFICATION QUI, EN L'OCCURRENCE, EST ABUSIVE. LE MAMOT DEMANDE LE REMBOURSEMENT D'UN MONTANT D'ENVIRON 30 000 \$ QUI N'AURAIT PAS DÙ ÊTRE RÉCLAMÉ PAR LA MUNICIPALITÉ ET PAYÉ À CELLE-CI.</p> <p>LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON INVOQUE LA TARDIVETÉ DU RECOURS ET DEMANDE QUE LES REQUÊTES DU MAMOT ET DE LA SÉPAQ SOIENT REJETÉES.</p>	

P.106 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.107 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

MINISTÈRE

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME CHANTAL ARNOLD ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT</u></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 14 JANVIER 2014 PAR LE PGQ CONTRE MME CHANTAL ARNOLD, CONSEILLÈRE À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT.</p>	<p>ARTICLE 304 ET PARAGRAPHE 2° DU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 303 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>JUGEMENT RENDU : MME ARNOLD DÉCLARÉE INHABILE, POUR 5 ANS, LE 10 JUILLET 2015.</p> <p>MME ARNOLD EST DÉCLARÉE INHABILE :</p> <p>✓ ELLE A UN INTÉRÊT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. L’ENTREPRISE DE SON CONJOINT, M. SYLVAIN BOUCHARD, A OBTENU DES CONTRATS MUNICIPAUX D’UNE VALEUR DE 155 064,97 \$;</p> <p>✓ ELLE N’A PAS DIVULGUÉ LA NATURE GÉNÉRALE DE CET INTÉRÊT AVANT LE DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS PORTANT SUR UN DE CES CONTRATS LORS D’UNE SÉANCE DU CONSEIL ET NE S’EST PAS ABSTENUE DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS SUR CETTE QUESTION ET DE VOTER OU DE TENTER D’INFLUENCER LE VOTE.</p> <p>DÉLAIS D’APPEL ÉCOULÉS. AUCUNE PERMISSION D’APPELER N’A ÉTÉ PRÉSENTÉE.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC</u></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012 PAR LE PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC.</p>	<p>ARTICLE 304 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>MME SAUCIER SERAIT INHABILE CAR ELLE AURAIT UN INTÉRÊT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. SON CONJOINT, M. JEAN-MARC DESROSIER, A RÉALISÉ CONTRE RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX POUR LA MUNICIPALITÉ TOTALISANT AU MOINS 30000 \$ SUR UNE PÉRIODE DE PLUS DE 5 ANS.</p> <p>JUGEMENT RENDU LE 29 JUIN 2015. LA REQUÊTE DU PGQ A ÉTÉ REJETÉE.</p> <p>APPEL EN COUR D’APPEL A ÉTÉ INSCRIT LE 28 JUILLET 2015. UNE REQUÊTE EN REJET D’APPEL A ÉTÉ PRÉSENTÉE PAR MME SAUCIER LE 10 AOÛT 2015 ET A ÉTÉ REJETÉE.</p> <p>CAUSE EN ATTENTE D’AUDITION.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
<p><u>PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN</u></p> <p>REQUÊTE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL PRÉSENTÉE LE 24 MAI 2011 PAR LE PGQ CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON, CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, DANS LA MRC DU GOLFE-DU-SAINT-LAURENT.</p>	<p>ARTICLE 304 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>M. MCKINNON EST INHABILE CAR IL AVAIT UN INTÉRÊT DANS UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ. M. MCKINNON EST ADMINISTRATEUR, DIRIGEANT ET ACTIONNAIRE DE 3920216 CANADA INC., COMPAGNIE AYANT UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ.</p> <p>LE PGQ A PERDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE LE 7 DÉCEMBRE 2012.</p> <p>LA COUR D'APPEL A RENVERSÉ CETTE DÉCISION LE 25 FÉVRIER 2015 ET DÉCLARÉ MONSIEUR MCKINNON, ALORS MAIRE, INHABILE POUR 5 ANS.</p> <p>REQUÊTE POUR AUTORISATION D'EN APPELER DEVANT LA COUR SUPRÊME, PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR MCKINNON, REJETÉE LE 3 DÉCEMBRE 2015.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>
<p><u>LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC c. JEAN-CLAUDE GINGRAS ET VILLE DE L'ASSOMPTION</u></p> <p>REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL SIGNIFIÉE LE 25 JUIN 2015.</p>	<p>ARTICLE 306 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i>.</p> <p>M. GINGRAS SERAIT INHABILE AU MOTIF QU'IL A SCIEMMENT PROFITÉ DE SON POSTE POUR COMMETTRE UN ABUS DE CONFIANCE OU UNE INCONDUITE.</p> <p>CONTEXTE : LE 22 OCTOBRE 2014, LE DPCP A DÉPOSÉ CONTRE M. GINGRAS, DES ACCUSATIONS D'ABUS DE CONFIANCE RELATIVEMENT AUX FONCTIONS DE SA CHARGE ENTRE LE 14 NOVEMBRE 2013 ET LE 21 OCTOBRE 2014, COMMETTANT AINSI L'ACTE CRIMINEL PRÉVU À L'ARTICLE 122 DU CODE CRIMINEL. AU TERME DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE TERMINÉE LE 27 JANVIER 2016, DE NOUVELLES ACCUSATIONS D'ENTRAVE, DE MENACES DE REPRÉSAILLES ET D'INTIMIDATION ONT ÉTÉ AJOUTÉES. LE DOSSIER A ÉTÉ REMIS AU 7 AVRIL 2016 POUR FIXER UNE DATE DE PROCÈS.</p> <p>AUSSI, LE 30 MAI 2015, LE GOUVERNEMENT A MIS LA VILLE DE L'ASSOMPTION EN TUTELLE, À LA SUITE D'UNE RECOMMANDATION EN CE SENS DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC.</p>	<p>LE RECOURS CONSTITUE LA MESURE.</p>

P.108 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.109 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

P.110 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA *LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS* AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2015 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	137	33	0	3	173	2 %
BAS-SAINT-LAURENT	172	35	0	0	207	2,4 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	412	84	1	4	501	5,9 %
CÔTE-NORD	23	13	0	1	37	0,4 %
ESTRIE	851	187	0	5	1 043	12,2 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	50	5	0	0	55	0,6 %
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 419	285	1	13	1 715	20,1 %
LANAUDIÈRE	448	82	1	2	533	6,2 %
LAURENTIDES	442	118	1	6	567	6,6 %
LAVAL	211	44	0	4	259	3 %
LONGUEUIL	384	69	1	3	457	5,4 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	601	92	0	1	694	8,1 %
OUTAOUAIS	245	45	0	2	292	3,4 %
QUÉBEC	690	123	1	1	815	9,5 %
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	198	43	0	1	242	2,8 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	236	46	2	2	286	3,3 %
VALLEYFIELD	154	38	0	1	193	2,3 %
YAMASKA	347	52	0	2	401	4,7 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	45	14	0	1	60	0,7 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	8	2	0	0	10	0,1 %
TOTAL	7 7073	1 407	8	52	8 540	100 %
POURCENTAGE	82,8 %	16,5 %	0,1 %	0,6 %?	100 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2015 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2015	PRESTATIONS VERSÉES EN 2015
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	205	2 918 097,55 \$
BAS-SAINT-LAURENT	243	2 751 016,60 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	552	4 538 032,51 \$
CÔTE-NORD	41	837 036,66 \$
ESTRIE	1142	6 626 340,00 \$
GASPÉSIE - ÎLES DE LA MADELEINE	61	1 171 294,42 \$
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 913	24 098 068,88 \$
LANAUDIÈRE	596	9 056 831,94 \$
LAURENTIDES	651	9 757 649,59 \$
LAVAL	285	4 093 789,05 \$
LONGUEUIL	496	6 847 289,88 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2015	PRESTATIONS VERSÉES EN 2015
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	785	7 818 813,37 \$
OUTAOUAIS	320	4 078 708,16 \$
QUÉBEC	919	10 025 355,25 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	267	3 253 352,10 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	333	3 655 255,78 \$
VALLEYFIELD	232	3 275 846,17 \$
YAMASKA	440	4 473 473,68 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	57	483 937,54 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	9	1 498 648,21 \$
TOTAL	9 547	111 258 837,34 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D’ADMINISTRATION (EN \$)	
TYPES DE PRESTATIONS	2015
ASSISTANCE MÉDICALE	22 631 826,71 \$
RÉADAPTATION	14 330 077,94 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	33 548 240,18 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	81 770,00 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	81 770,00
FRAIS FUNÉRAIRES	181 144,05 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	38 293 507,65 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	111 154 873,66 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	15 166 139,11 \$
TOTAL	126 321 012,77 \$

DÉTAIL	2015
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	9 676 068,52 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	172 955,11 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2015

	2015		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	6		10 895,49 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	19 588,14 \$
MÈRE ENFANT À CHARGE		2	34 924,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		3	31 959,16 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	15 563,00 \$
VEUF AVEC ENFANTS	1		5 636,00 \$
VEUF SANS ENFANT	1		3 923,00 \$
VEUVE AVEC ENFANTS	2		9 842,25 \$
VEUVE SANS ENFANT			
TOTAL	10	8	132 331,04 \$

P.111 BILAN AU 31 MARS 2016 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2015-2016

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	14	913 040
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	17	1 067 410
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	11	713 340
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	13	770 900
CRI	JANVIER 2008	3	272 760
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	14	873 150
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	9	695 280
LANAUDIÈRE	MARS 1998	16	1 089 120
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	16	981 950
LAVAL	MARS 1991	11	749 780
MAURICIE	FÉVRIER 1990	20	1 339 090
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	25	1 490 890
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	36	2 595 560
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	829 930
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	17	1 159 680
QUÉBEC	JUIN 1988	23	1 319 840
SAGUENAY	JANVIER 1989	17	1 304 910

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2015-2016

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	22	23
MONTRÉAL	1	35	36
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	16	17
OUTAOUAIS	1	16	17
BAS-SAINT-LAURENT	1	16	17
MAURICIE	1	19	20
MONTÉRÉGIE	1	24	25
LAVAL	1	10	11
ESTRIE	1	13	14
LAURENTIDES	1	15	16
LANAUDIÈRE	1	15	16
CÔTE-NORD	1	12	13
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	8	9
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	10	11
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	253	270

P.112 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2015-2016 (EN \$)
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	860 320
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER/VICTIMES (AQPV)	150 000
CENTRE D’EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	755 841
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD)	185 000
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 371 861
PROJETS SPÉCIAUX	
IL N’Y A PAS EU D’APPEL DE PROJETS EN 2015-2016	0
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	0
GRAND TOTAL	2 371 861

P.113 LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D’UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2016 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES (770 M\$ EN 2009 ET 804,2 M\$ EN 2013).

MINISTÈRE

LE RÉGIME N’EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ. L’ÉVALUATION PLUS RÉCENTE DE L’IVAC INDIQUE QU’IL EN COÛTERAIT 803,5 M\$ AU 31 DÉCEMBRE 2013 S’IL FALLAIT RACHETER L’ENSEMBLE DES RENTES.

P.114 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

	2015		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	6		10 895,49 \$
MÈRE ENFANT MINEUR		2	19 588,14 \$
MÈRE ENFANT À CHARGE		2	34 924,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		3	31 959,16 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		1	15 563,00 \$
VEUF AVEC ENFANTS	1		5 636,00 \$
VEUF SANS ENFANT	1		3 923,00 \$
VEUVE AVEC ENFANTS	2		9 842,25 \$
VEUVE SANS ENFANT			0,00 \$
TOTAL			132 331,04 \$

P.115 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L’ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU’AU 31 MARS 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDIQUER S’IL S’AGIT D’UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.

MINISTÈRE

L'INFORMATION À L'EFFET QU'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE LE MONTANT ET LE NOMBRE DE SURAMENDE PAR DISTRICT JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016.

NOTE : DONNÉES AU 22 MARS 2016

Montant et nombre de suramende par district judiciaire et par mois 2015-2016														
		mois												
NM_DISTR_JUDC	Données	avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total général
ABITIBI	Montant peine	76 048 \$	57 911 \$	53 885 \$	62 747 \$	47 682 \$	49 578 \$	78 281 \$	130 057 \$	51 115 \$	76 630 \$	126 085 \$	97 207 \$	907 224 \$
	Nombre de dossiers	369	276	207	357	271	245	404	617	242	336	593	462	4 379
ALMA	Montant peine	21 065 \$	17 265 \$	8 805 \$	19 795 \$	7 755 \$	25 345 \$	14 990 \$	25 570 \$	16 310 \$	19 130 \$	15 295 \$	7 205 \$	198 530 \$
	Nombre de dossiers	94	61	40	92	32	83	58	85	68	72	51	29	765
ARTHABASKA	Montant peine	6 015 \$	24 740 \$	10 793 \$	23 848 \$	4 895 \$	18 838 \$	16 953 \$	16 813 \$	21 800 \$	13 820 \$	26 545 \$	28 015 \$	213 073 \$
	Nombre de dossiers	34	118	55	108	23	97	75	82	89	64	91	146	982
BAIE-COMEAU	Montant peine	10 910 \$	16 813 \$	6 925 \$	11 190 \$	3 705 \$	8 485 \$	23 630 \$	8 470 \$	23 460 \$	37 000 \$	28 825 \$	16 300 \$	195 713 \$
	Nombre de dossiers	44	58	20	38	13	31	92	33	68	99	92	65	653
BEAUCE	Montant peine	13 263 \$	24 868 \$	25 810 \$	6 293 \$	27 310 \$	38 440 \$	6 360 \$	52 245 \$	17 068 \$	19 975 \$	100 \$	37 003 \$	268 733 \$
	Nombre de dossiers	60	118	107	29	107	151	26	205	66	83	1	145	1 098
BEAUHARNOIS	Montant peine	21 855 \$	101 163 \$	44 373 \$	22 645 \$	61 585 \$	84 248 \$	50 970 \$	2 105 \$	74 426 \$	50 185 \$	64 360 \$	62 450 \$	640 364 \$
	Nombre de dossiers	91	432	191	113	244	356	196	10	288	202	260	254	2 637
BEDFORD	Montant peine	28 180 \$	26 768 \$	18 462 \$	25 277 \$	31 262 \$	22 263 \$	21 635 \$	12 655 \$	44 630 \$	24 475 \$	34 780 \$	24 705 \$	315 091 \$
	Nombre de dossiers	149	108	91	128	150	132	105	61	204	107	168	121	1 524
BONAVENTURE	Montant peine	5 175 \$	9 790 \$	12 363 \$	5 620 \$	5 325 \$	8 153 \$	6 180 \$	8 140 \$	12 870 \$	13 911 \$	7 128 \$	11 285 \$	105 939 \$
	Nombre de dossiers	23	42	50	23	18	36	21	39	54	62	32	54	454
CHARLEVOIX	Montant peine		5 810 \$	5 825 \$	1 515 \$	1 515 \$	900 \$	5 303 \$	6 703 \$	7 650 \$	5 945 \$	11 408 \$		52 573 \$
	Nombre de dossiers		30	26	11	8	3	19	37	25	24	50		233
CHICOUTIMI	Montant peine	61 528 \$	37 760 \$	78 405 \$	48 490 \$	37 463 \$	47 794 \$	38 415 \$	33 890 \$	49 133 \$	47 837 \$	65 494 \$	28 875 \$	575 082 \$
	Nombre de dossiers	241	169	292	190	159	183	165	141	202	190	282	129	2 343
DRUMMOND	Montant peine	26 815 \$	19 060 \$	13 685 \$	30 915 \$	17 780 \$	22 295 \$	14 403 \$	16 775 \$	31 362 \$	22 470 \$	21 285 \$	22 015 \$	258 860 \$
	Nombre de dossiers	119	84	68	145	82	121	70	77	140	113	76	85	1 180
FRONTENAC	Montant peine	8 725 \$	19 625 \$	14 410 \$	9 590 \$	6 343 \$	10 850 \$	23 030 \$	26 885 \$	12 928 \$	5 128 \$	14 305 \$	16 845 \$	168 663 \$
	Nombre de dossiers	47	81	59	36	30	39	94	110	53	26	53	67	695
GASPE	Montant peine	14 110 \$	10 585 \$	18 475 \$	5 170 \$	19 805 \$	5 200 \$	19 760 \$	15 435 \$	12 345 \$	15 575 \$	19 785 \$	10 135 \$	166 380 \$
	Nombre de dossiers	60	55	70	22	80	26	82	74	47	79	73	53	721
GATINEAU	Montant peine	64 410 \$	64 445 \$	46 580 \$	91 065 \$	70 450 \$	65 166 \$	85 790 \$	68 772 \$	50 267 \$	110 460 \$	96 603 \$	55 580 \$	869 589 \$
	Nombre de dossiers	359	393	258	485	379	342	479	391	227	506	491	295	4 605
IBERVILLE	Montant peine	5 205 \$	59 840 \$	1 400 \$	46 663 \$	18 490 \$	28 140 \$	28 453 \$	18 780 \$	17 088 \$	30 023 \$	23 735 \$	15 175 \$	292 990 \$
	Nombre de dossiers	34	328	11	249	94	163	154	113	102	123	118	88	1 577
JOUETTE	Montant peine	54 840 \$	16 748 \$	63 223 \$	39 295 \$	98 574 \$	55 988 \$	37 855 \$	54 695 \$	70 740 \$	97 000 \$	57 235 \$	44 143 \$	690 334 \$
	Nombre de dossiers	250	81	257	167	417	258	199	235	318	412	238	192	3 024
KAMOURASKA	Montant peine	33 198 \$	25 898 \$	13 267 \$	16 845 \$	1 085 \$	18 345 \$	14 895 \$	26 723 \$	14 905 \$	13 228 \$	29 674 \$	7 670 \$	215 731 \$
	Nombre de dossiers	129	116	69	81	9	91	63	111	54	70	138	34	965
LABELLE	Montant peine	21 575 \$	15 351 \$	18 598 \$	11 085 \$	8 083 \$	13 081 \$	14 668 \$	24 930 \$	13 025 \$	22 315 \$	19 285 \$	17 198 \$	199 193 \$
	Nombre de dossiers	122	78	92	60	51	62	90	103	65	115	103	90	1 031
LAVAL	Montant peine	49 042 \$	30 858 \$	39 725 \$	30 705 \$	36 718 \$	40 222 \$	42 695 \$	52 237 \$	41 098 \$	34 945 \$	49 603 \$	31 010 \$	478 857 \$
	Nombre de dossiers	245	174	195	96	207	195	203	221	197	161	267	144	2 305
LONGUEUIL	Montant peine	118 986 \$	96 820 \$	89 038 \$	93 788 \$	2 850 \$	159 054 \$	51 795 \$	61 235 \$	52 471 \$	128 558 \$	99 481 \$	74 000 \$	1 028 073 \$
	Nombre de dossiers	500	423	375	417	27	736	251	275	256	630	485	366	4 741
MEGANTIC	Montant peine	1 590 \$	2 778 \$	2 290 \$	1 700 \$	1 300 \$	3 075 \$	4 575 \$	2 110 \$	2 410 \$	1 960 \$	3 060 \$	5 323 \$	32 170 \$
	Nombre de dossiers	11	16	13	7	3	13	20	10	13	7	13	20	146
MINGAN	Montant peine	17 234 \$	37 334 \$	2 350 \$	14 380 \$			23 323 \$	14 063 \$	49 121 \$	16 430 \$	200 \$	17 708 \$	192 141 \$
	Nombre de dossiers	109	192	8	63			121	69	230	73	1	74	940
MONTMAGNY	Montant peine	8 810 \$	9 461 \$	19 515 \$	21 980 \$	6 505 \$	9 915 \$	13 660 \$	13 320 \$	5 550 \$	12 383 \$	19 265 \$	3 700 \$	144 063 \$
	Nombre de dossiers	38	34	77	57	29	43	41	49	29	47	62	11	517
MONTREAL	Montant peine	1 076 161 \$	363 963 \$	425 495 \$	391 227 \$	157 419 \$	92 733 \$	241 430 \$	290 649 \$	150 167 \$	94 097 \$	260 608 \$	183 988 \$	3 727 936 \$
	Nombre de dossiers	725	391	732	1 776	694	401	556	1 091	574	434	1 158	765	9 297
PONTIAC	Montant peine	600 \$	1 500 \$	340 \$	3 510 \$	200 \$	2 190 \$	1 600 \$	3 255 \$	1 075 \$	1 500 \$	18 800 \$	2 465 \$	37 035 \$
	Nombre de dossiers	3	14	2	16	1	16	6	15	8	8	18	19	126
QUEBEC	Montant peine	130 484 \$	117 820 \$	118 995 \$	139 945 \$	112 735 \$	148 418 \$	128 995 \$	125 488 \$	145 027 \$	144 042 \$	138 196 \$	116 600 \$	1 566 743 \$
	Nombre de dossiers	514	488	480	562	397	543	487	490	602	521	551	504	6 139
RICHELIEU	Montant peine	15 575 \$	14 955 \$	26 013 \$	16 090 \$	11 248 \$	13 975 \$	10 440 \$	28 095 \$	10 060 \$	26 490 \$	27 660 \$	13 725 \$	214 325 \$
	Nombre de dossiers	73	69	134	44	65	76	53	129	46	103	119	64	975
RIMOUSKI	Montant peine	37 425 \$	25 955 \$	16 828 \$	28 668 \$	10 135 \$	53 450 \$	28 955 \$	31 785 \$	3 900 \$	56 565 \$	54 875 \$	32 180 \$	380 720 \$
	Nombre de dossiers	157	106	60	119	48	184	128	124	14	213	197	109	1 459
ROBERVAL	Montant peine	17 465 \$	34 508 \$	22 505 \$	31 895 \$	18 520 \$	18 450 \$	4 433 \$	36 080 \$	16 690 \$	31 365 \$	16 880 \$	15 630 \$	264 420 \$
	Nombre de dossiers	66	144	83	132	66	71	26	126	84	123	57	63	1 041
ROUYN-NORANDA	Montant peine	3 615 \$	11 493 \$	4 185 \$	6 372 \$	6 600 \$	6 720 \$	1 800 \$	18 025 \$	13 100 \$	5 085 \$	12 350 \$	13 225 \$	102 570 \$
	Nombre de dossiers	10	52	19	27	32	27	6	77	31	22	46	52	401
SAINT-FRANCOIS	Montant peine	60 178 \$	48 898 \$	35 155 \$	93 705 \$	57 600 \$	47 438 \$	55 748 \$	62 408 \$	29 675 \$	65 227 \$	80 895 \$	69 233 \$	706 157 \$
	Nombre de dossiers	310	255	180	465	297	273	292	316	150	363	423	355	3 679
SAINT-HYACINTHE	Montant peine	24 960 \$	49 883 \$	21 980 \$	21 975 \$	35 948 \$	40 275 \$	20 405 \$	39 425 \$	29 053 \$	19 405 \$	53 525 \$	18 690 \$	375 522 \$
	Nombre de dossiers	131	209	109	93	179	176	68	189	134	90	245	80	1 703
SAINT-MAURICE	Montant peine	14 405 \$	22 493 \$	23 045 \$	19 286 \$	12 940 \$	22 611 \$	30 958 \$	14 886 \$	15 909 \$	17 207 \$	24 622 \$	15 463 \$	233 823 \$
	Nombre de dossiers	58	121	83	105	54	102	113	93	73	93	119	70	1 084
TEMISCAMINGUE	Montant peine	6 385 \$	3 660 \$	4 365 \$	300 \$	10 485 \$	3 870 \$	2 855 \$	5 465 \$	2 945 \$	7 490 \$	5 978 \$	665 \$	54 463 \$
	Nombre de dossiers	24	16	23	3	46	22	20	25	16	25	14	3	237
TERREBONNE	Montant peine	40 910 \$	122 063 \$	111 301 \$	117 110 \$	32 800 \$	74 950 \$	140 953 \$	31 115 \$	78 303 \$	91 443 \$	95 708 \$	91 012 \$	1 027 666 \$
	Nombre de dossiers	196	624	547	571	185	391	694	160	333	458	506	463	5 128
TROIS-RIVIERES	Montant peine	51 217 \$	40 680 \$	59 152 \$	27 230 \$	47 094 \$	56 900 \$	43 821 \$	56 075 \$	17 858 \$	72 250 \$	44 534 \$	42 378 \$	559 187 \$
	Nombre de dossiers	200	174	258	135	209	246	210	248	98	301	192	156	2 427
Total Montant peine		2 147 955 \$	1 589 556 \$	1 477 556 \$	1 537 910 \$	1 030 201 \$	1 317 350 \$	1 350 008 \$	1 435 356 \$	1 205 529 \$	1 451 543 \$	1 668 163 \$	1 248 798 \$	17 459 925 \$
Total Nombre de dossiers		5 595	6 130	5 341	7 022	4 706	5 934	5 687	6 231	5 200	6 355	7 383	5 627	71 211

P.116 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2014-2015 ET 2015-2016 :

- A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATIONS;
- B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;
- C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.

MINISTÈRE

STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE *

	2015-2016
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION <u>DE GROUPE</u> **	--
• NOMBRE DE SÉANCES	405
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	4 124
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION <u>DE COUPLE</u> ***	1 075
NOMBRE DE DISPENSES POUR MOTIF SÉRIEUX ****	337
EXEMPTION DE PARTICIPATION À LA SÉANCE D’INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE	5
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	13 687

- * À NOTER QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE AVANT LE 24 MARS 2016.
- ** LES SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE ONT REMPLACÉ LES SÉANCES D’INFORMATION DE GROUPE SUR LA MÉDIATION. CES SÉANCES SONT OFFERTES PAR VISIOCONFÉRENCE DANS LES 43 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE.
- *** LA SÉANCE D’INFORMATION DE COUPLE À ÉTÉ ABOLIE AU 1 JANVIER 2016.
- **** LE MOTIF SÉRIEUX À ÉTÉ ABOLI AU 1 JANVIER 2016. IL EXISTE MAINTENANT UNE EXEMPTION À PARTICIPER A UNE SÉANCE D’INFORMATION SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE SI UNE PERSONNE INVOQUE ÊTRE VICTIME DE VIOLENCE CONJUGALE. CETTE ATTESTATION D’EXEMPTION PEUT ÊTRE ÉMISE PAR UN SERVICE D’AIDE AUX VICTIMES RECONNU PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE.

P.117 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016 PAR LE DPCP RELATIVEMENT A DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

2015-2016 (DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 29 FÉVRIER 2016)
CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	6
57	1
58	9
63	1
TOTAL	17

- ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS
- ARTICLE 57 : FACTURE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS
- ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC
- ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	1
PROCÈS	0
EXPÉDIÉ	12
PRÊT À TRANSFÉRER	4
TOTAL	17

P.118 EN 2014-2015 ET 2015-2016, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDICHER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.

MINISTÈRE

2015-2016
(DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016)
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 32

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PCQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 29 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
2.	2014 SAS-M-227086-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 4 MAI 2015 RECOURS REJETÉ CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
3.	2014 SAS-M-227994-1408	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 8 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
4.	2014 SAS-M-228780-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAQ - RENDUE LE 19 JUIN 2015 RECOURS REJETÉ CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 A)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
5.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAO – PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
6.	2014 SAS-Q-205779-1411	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 15 AVRIL 2015	ART. 81
7.	2014 SAS-M-232216-1412	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION - TAO - RENDUE LE 12 MAI 2015 RECOURS REJETÉ CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
8.	2015 SAS-Q-206593-1501	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 2 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
9.	2015 SAS-M-234072-1502	CONTESTATION AU TAO DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ART. 85.1 DE LA <i>CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 4 JUIN 2015	ART. 85.1
10.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAO - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
11.	2015 SAS-M-236832-1504	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAO - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (1°)
12.	2015 SAS-M-236862-1504	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAO - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (1°)
13.	2015 SAS-M-237960-1506	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAO - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
14.	2015 SAS-Q-209379-1506	CONTESTATION AU TAO DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
15.	2015 SAS-Q-209767-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 25 AVRIL 2016 POUR TRANCHER UN MOYEN D'IRRECEVABILITÉ DE LA PGQ	ART. 73 (1°)
16.	2015 SAS-Q-209905-1506	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
17.	2015 SAS-Q-210129-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ – PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (2°)
18.	2015 SAS-Q-210331-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (2°)
19.	2015 SAS-M-239284-1507	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
20.	2015 SAS-M-239616-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 4 AVRIL 2016	ART. 73 (1°)
21.	2015 SAS-M-239940-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 5 AVRIL 2016	ART. 81
22.	2015 SAS-Q-211281-1508	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
23.	2015 SAS-M-240914-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 6 AVRIL 2016	ART. 81
24.	2015 SAS-M-241038-1509	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 6 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
25.	2015 SAS-Q-212277-1510	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION – TAQ - PRÉVUE LE 7 AVRIL 2016	ART. 76 ET 73 (2°)
26.	2015 SAS-M-243092-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 85
27.	2015 SAS-M-214421-1512	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73(2°)
28.	2015 SAS-M-242556-1511	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AVIS DE FIN DE LITIGE - TAQ 23 MARS 2016	ART. 76 ET 73(2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
29.	2016 SAS-M-246554-1603	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE AVIS SELON L'ARTICLE 76 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> - ALLÉGATION D'UNE VIOLATION DU DROIT À L'ÉGALITÉ PROTÉGÉ PAR L'ARTICLE 10 DE LA CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 81
30.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE DEUX FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
31.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE CINQ FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
32.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008 (RECOURS D'UNE SEULE FAMILLE REPRÉSENTÉE PAR M ^E BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DU PGQ, M ^E TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

P.119 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, AVEC VENTILATION PAR TYPE D'INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20	
	Année 2015-2016
Nombre de constats émis	9298
Amendes (1)	5 324 888 \$
Frais (2)	1 683 016 \$
Total amendes et frais	7 007 904 \$
Montant payé (3)	2 183 907 \$
Plaidoyers de culpabilité	2992
% Plaidoyers de culpabilité	32,18%

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.120 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

	2015-2016
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	860 320 \$

	2015-2016
FRAIS DE LA LIGNE 1-800- VIOLENCE CONJUGALE	5 646 \$ (NOTE 1)

	2015-2016
RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	4 924 973 \$ POUR LES PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS COMMIS EN CONTEXTE CONJUGAL (NOTE 2)

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS CE PLAN D'ACTION. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER DAVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU DÉLAI DE PRESCRIPTION DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME ET AU DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

NOTE 1 : POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2015 À DÉCEMBRE 2015. LE MONTANT POUR LES MOIS DE JANVIER, FÉVRIER ET MARS 2016 SERONT CONNUS AU COURS D'AVRIL 2016. CE MONTANT NE PEUT TOUTEFOIS DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$.

NOTE 2 : 2 826 727 \$ SÉRAIENT ÉGALEMENT INVESTIS POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS COMMIS EN CONTEXTE FAMILIAL.

RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	50 000 \$
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
TOTAL	57 311 470 \$

MINISTÈRE

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJO)

	2015-2016
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	755 841 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	3 373 543 \$ POUR LES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE :

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D’AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L’IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D’ORIENTER LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L’ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D’AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L’INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D’UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D’UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS.
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D’INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D’ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES*;
- LA DIFFUSION D’INFORMATIONS CONCERNANT L’OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D’UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU’IL A ÉTÉ VICTIME D’UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER DAVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D’INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L’OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L’ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L’AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D’ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D’UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D’EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D’ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU’AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVAC, CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D’ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.

AFIN D'ASSURER LA POURSUITE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE, LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 A ÉTÉ PROLONGÉE JUSQU'À L'ADOPTION DE NOUVELLES MESURES PRÉVUE AU COURS DE 2016.

P.122 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS
TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2014-2015 ET
2015-2016, VENTILÉ PAR RÉGION.

MINISTÈRE

AUCUN.

P.123 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

EN 2015-2016, 1 755 382 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

P.124 NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2014-2015 ET 2015-2016.
INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIE UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES
PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES A L’AGENDA POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2015-2016	17 SEPTEMBRE 2015	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTESS M ^{ME} MARIE-CLAUDE BILODEAU, EN REMPLACEMENT DE M. ROBERT LAVERTUE, MSP M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MEESR M ^{ME} JULIE MARTEL, MCE, SAA M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MIDI
2015-2016	17 NOVEMBRE 2015	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTESS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M ^{ME} ANNIK LEMIEUX, MEESR M. ROGER NOËL, MJQ M. OLIVIER ROY, MIDI M ^{ME} SOLANGE MATTE, MFA M ^{ME} MARIA FERNANDES (MFA, SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS) M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M. JONATHAN BOISVERT, DEC M ^{ME} AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS

P.125 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2015-2016 (EN \$)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PRÉVUES – 2015-2016			
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSE DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	47 859 \$	324 464 \$	61 735 \$
RIMOUSKI	16 467 \$	215 728 \$	62 165 \$
MONTRÉAL	67 500 \$	331 236 \$	79 505 \$
OUTAOUAIS	38 861 \$	223 684 \$	50 731 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	20 000 \$	223 684 \$	58 581 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	30 932 \$	223 684 \$	45 600 \$
TOTAL 2 122 416 \$	221 619 \$	1 542 480 \$	358 317 \$

IL S'AGIT DE L'ENTIÈRETÉ DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT QUI EST PLUS ÉLEVÉ QUE LE MONTANT ACCORDÉ, PUISQUE CE DERNIER TIENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

P.126 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2014-2015 ET 2015-2016, ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

2015-2016

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	0	7
QUÉBEC	6	1	16
MONTRÉAL	7	3	18
OUTAOUAIS	4	1	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	1	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	1	10
TOTAL	29	7	78

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 DÉCEMBRE 2016

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
RIMOUSKI	2 896
QUÉBEC	4 908
MONTREAL	4 726
OUTAOUAIS	2 146
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA- MADELEINE	1 181
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 268
TOTAL	17 125

LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ OFFRENT À TOUS LES CITOYENS DES SERVICES D’INFORMATION JURIDIQUE, DE SOUTIEN ET D’ORIENTATION, MAIS NE PEUVENT PAS DONNER DE CONSEILS, D’OPINIONS OU D’AVIS JURIDIQUES.

L’INFORMATION JURIDIQUE CONSISTE À VOUS DONNER UNE EXPLICATION GÉNÉRALE DU DROIT, À VOUS PRÉSENTER LES DIFFÉRENTES OPTIONS QUI S’OFFRENT À VOUS OU ENCORE À VOUS RÉFÉRER AUX LOIS OU AUX RÈGLEMENTS SUSCEPTIBLES D’ÊTRE PERTINENTS POUR VOUS AIDER.

L’AVIS JURIDIQUE CONSISTE À APPLIQUER LE DROIT À VOTRE SITUATION PARTICULIÈRE, À VOUS CONSEILLER SUR LES ACTIONS À ENTREPRENDRE OU SUR L’OPTION QUE VOUS DEVRIEZ PRIVILÉGIER, OU ENCORE À VOUS DONNER UNE OPINION SUR VOS CHANCES DE SUCCÈS.

MINISTÈRE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2015-2016		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 191 600 \$
MONTÉRÉGIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$
MONTRÉAL (POUR TOUTE LA PROVINCE)	ÉDUCALOI	53 000 \$
QUÉBEC (WENDAKE)	REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	20 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	100 000 \$
SAINT-LAURENT (QUÉBEC)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	30 000 \$
LA TUQUE (QUÉBEC)	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	95 600 \$
KAHNAWAKE (QUÉBEC)	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
CORNWALL (ONTARIO)	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
KAWAWACHIKAMACH (QUÉBEC)	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	15 220 \$
LISTUGUJ (QUÉBEC)	MI'GMAQ DE LISTUGUJ	33 447 \$
OPITCIWAN (QUÉBEC)	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	31 076 \$
MANIWAKI (QUÉBEC)	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	22 000 \$
QUÉBEC (QUÉBEC)	MAISON COMMUNAUTAIRE MISSINAK	10 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2015-2016		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	286 558 \$
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	409 815 \$
GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES-DE-LA-MADELEINE	238 612 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	383 722 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	278 070 \$
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN	159 928 \$

- P.129 POUR 2014-2015 ET 2015-2016, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
 - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
-

MINISTÈRE

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.94.

- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

- P.130 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES ÉLABORÉ AVEC LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer :
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-2016;
 - B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
 - C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;
 - D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017;
 - E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.
-

MINISTÈRE

- A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE ***

66 717 \$
- B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE ***

64 043 \$
- C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE ***

AUCUNE ÉCONOMIE – OBLIGATION LÉGALE
- D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2015-2016 ***

0.89 ETC
- E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR DU QUÉBEC**

25

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE) ET LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

- P.131 CONCERNANT LE REGISTRE PUBLIC DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES DE LA COUR SUPÉRIEURE ACCESSIBLE EN LIGNE DEPUIS LE 1^{ER} OCTOBRE, INDIQUER :**
- A. TOUS LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE (ÉLABORATION, MISE EN SERVICE DU PROGRAMME INFORMATIQUE, CONSULTANTS, ETC.) POUR L'ANNÉE 2015-2016;
 - B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE;
 - C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE;
 - D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017;
 - E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES.
-

MINISTÈRE

A. LES COÛTS RELIÉS À SA MISE EN ŒUVRE *

66 717 \$

B. LE COÛT ANNUEL ESTIMÉ RELATIF À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE *

64 043 \$

C. LES ÉCONOMIES ESTIMÉES PAR LA MISE EN PLACE DE CE REGISTRE *

AUCUNE ÉCONOMIE – OBLIGATION LÉGALE

D. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2015-2016 *

0.89 ETC

E. LE NOMBRE DE PERSONNES OU ENTREPRISES DÉCLARÉES QUÉRULENTES PAR LA COUR SUPÉRIEURE

185

*LE REGISTRE DES PLAIDEURS SUJETS À AUTORISATION (COUR SUPÉRIEURE) ET LE REGISTRE DES PERSONNES DÉCLARÉES QUÉRULENTES (COUR DU QUÉBEC) ONT ÉTÉ RÉALISÉS À L'INTÉRIEUR D'UN SEUL PROJET. LES COÛTS DE DÉVELOPPEMENT, D'ENTRETIEN ET D'ADMINISTRATION DE CES REGISTRES SONT DONC REGROUPÉS.

P.132 CONCERNANT LE REGISTRE DES VENTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, INDICER :

- A. LES COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DE CE REGISTRE DES VENTES;
- B. LES RECETTES ANNUELLES DE CES VENTES;
- C. LES RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN « ETC » POUR L'ANNÉE 2015-2016 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017;
- D. LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS À DES FIRMES EXTERNES POUR LA MISE SUR PIED DE CE REGISTRE (CONTRAT, COÛTS, ETC.).

MINISTÈRE

FONDS DES REGISTRES

A) COÛTS RELATIFS À L'ADMINISTRATION DU REGISTRE DES VENTES

LES COÛTS RÉELS POUR L'EXERCICE 2015-2016 NE SONT PAS ENCORE CONNUS.

LE BUDGET TOTAL DE DÉPENSES POUR L'EXERCICE 2015-2016 EST DE 1 034,5 K\$ INCLUANT LES DÉPENSES NON CAPITALISABLES LIÉES À LA MISE SUR PIED DU REGISTRE, L'AMORTISSEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES AINSI QUE LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE DÉBUT DES OPÉRATIONS DU REGISTRE (1^{ER} JANVIER 2016).

B) RECETTES ANNUELLES

POUR L'EXERCICE 2015-2016, LES REVENUS SONT DE 320 460 \$ (DONNÉE PRÉLIMINAIRE). NOTONS QUE LE REGISTRE EST EN OPÉRATION DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2016.

C) RESSOURCES HUMAINES ALLOUÉES EN ETC 2015-2016 ET PRÉVISIONS POUR 2016-2017

AUCUN ETC ADDITIONNEL N'A ÉTÉ ALLOUÉ AU FONDS DES REGISTRES POUR LA MISE SUR PIED ET LA TENUE DU REGISTRE DES VENTES.

D) LISTE DES CONTRATS ALLOUÉS POUR LA MISE SUR PIED DU REGISTRE

LA MISE SUR PIED DU REGISTRE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LES RESSOURCES SUIVANTES :

- EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (RÉMUNÉRATION);
- FOURNISSEUR TECHNOLOGIQUE (GROUPE CGI INC.) DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION : À MÊME LE *CONTRAT RELATIF À L'EXPLOITATION, AU DÉVELOPPEMENT, À L'ENTRETIEN ET AU SUPPORT À LA GESTION DES SYSTÈMES ET DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION*;
- FOURNISSEUR RETENU (AXON INTÉGRATION ET DÉVELOPPEMENT INC.) SUITE À UN APPEL D'OFFRES PUBLIC : *CONTRAT RELATIF À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE PROGRAMMATION ET D'ESSAIS DU REGISTRE DES VENTES*. CE CONTRAT EST D'UNE VALEUR MAXIMALE DE 1 284 750 \$.

P.133 CONCERNANT LE RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION DU NUNAVIK PUBLIÉ LE 18 FÉVRIER 2016, VEUILLEZ FOURNIR LES BUDGETS ET LES ETC PRÉVUS POUR 2016-2017 POUR METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS. VEUILLEZ ÉGALEMENT FOURNIR LE PLAN D’ACTION ET L’ÉCHÉANCIER DU GOUVERNEMENT EN CETTE MATIÈRE.

MINISTÈRE

CONFORMÉMENT AU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN PRÉVOYANT NOTAMMENT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FASSE PARVENIR D’ICI LE 31 MAI 2016, UN PLAN DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS TOUT EN FAISANT RAPPORT QUANT À L’AVANCEMENT DE CE PLAN, LE MINISTÈRE EST À L’ÉLABORER. CECI ÉTANT, LES DISCUSSIONS ONT ÉTÉ AMORCÉES AVEC LE MILIEU INUIT ET DIVERS PARTENAIRES DU MILIEU JUDICIAIRE ET CORRECTIONNEL POUR ÉVALUER LES DIVERS SCÉNARIOS POUR RÉALISER LES OBJECTIFS PROPOSÉS AU SEIN DES DIVERSES MESURES.

UN PLAN D’ACTION À COURT TERME A PAR AILLEURS ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 7 MARS 2016.

P.134 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2014-2015 ET 2015-2016. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2015-2016
ÂGE	51	9	7	5	0	72
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	41	0	4	0	0	45
AUTRES	0	0	0	0	11	11
CONDITION SOCIALE	5	5	5	1	1	17
CONVICTIONS POLITIQUES	5	0	0	5	0	10
ÉTAT CIVIL	12	2	6	0	0	20
EXPLOITATION	0	2	0	0	57	59
GROSSESSE	31	0	1	0	0	32
HANDICAP	143	23	63	58	2	289
LANGUE	5	0	2	1	0	8
ORIENTATION SEXUELLE	5	0	0	0	0	5
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	77	21	22	28	3	151
RELIGION	8	4	10	1	1	24
SEXE	19	0	11	2	1	33
TOTAL	403	66	131	101	76	776
% 2015-2016	52 %	9 %	17 %	13 %	10 %	100 %

L’ANNÉE 2015-2016 SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DE 10% EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LE NOMBRE DE FOIS OÙ LE MOTIF DE DISCRIMINATION « HANDICAP » A ÉTÉ INVOQUÉ EST TOUTEFOIS EN HAUSSE DE 2 %, SOIT DANS 37 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. IL EST IMPORTANT DE PRÉCISER QUE 52% DE CES PLAINTES SONT LIÉES AU SECTEUR DE L’EMPLOI.

AU DEUXIÈME RANG, ON RETROUVE LES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE DANS 19 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES. LE NOMBRE DE PLAINTES LIÉES À CES MOTIFS EST EN BAISSSE DE 16%, EN COMPARAISON AVEC L’ANNÉE PRÉCÉDENTE.

LES MOTIFS ÂGE (72) ET EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES (47) ENSEMBLES REPRÉSENTENT 15% DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LES PLAINTES CONCERNANT LE MOTIF RELIGION DEMEURENT STABLES À 3,09%.

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	22
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	35
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	181
CÔTE-NORD	12
ESTRIE	46
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	166
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	91
MONTÉRÉGIE	213
MONTRÉAL ET LAVAL	649
OUTAOUAIS	57
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	27
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS	49
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE	1548

LES 1548 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 776 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 50%.

LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	11
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	16
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	94
CÔTE-NORD	9
ESTRIE	19
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	98
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	41
MONTÉRÉGIE	116
MONTRÉAL ET LAVAL	320
OUTAOUAIS	30
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	11
NE S’APPLIQUE PAS	11
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	776

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	13
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	101
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	14
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	94
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	35
MONTÉRÉGIE	144
MONTRÉAL ET LAVAL	420
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	14
NE S’APPLIQUE PAS	9
TOTAL DOSSIERS FERMÉS CHARTE	894

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU SUR LA BASE D'UN SIGNALEMENT. DANS CE DERNIER CAS L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU COURS DE L'ANNÉE, LA COMMISSION A INITIÉ 42 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 32 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES, UNE DIMINUTION DE 30% COMPARÉE À L'ANNÉE DERNIÈRE.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2015-2016
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	32
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	10
TOTAL	42

LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 30 MARS 2016 EST DE 58.

IL N'Y A PAS DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CÉPENDANT, LES DEMANDES REÇUES À CE SUJET SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. L'ANNÉE 2016 SE TERMINE AVEC UNE DIMINUTION DE 30% DE CES DEMANDES. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 68% DES CAS, LE HANDICAP ET DANS 22%, LA RELIGION.

NOMBRE DE DEMANDES D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2015-2016
ÂGE	1
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	0
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	1
ÉTAT CIVIL	3
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	1
HANDICAP	56
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	18
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	2
TOTAL	82

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS (2015-2016)	
<div>○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 42, LOI REGROUPANT LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE, LA COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL ET LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL ET INSTITUANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 6 MAI 2015 MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE</div>	2
<div>○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS D'INSCRIPTION D'UN TECHNICIEN AMBULANCIER AU REGISTRE NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 31 JUILLET 2015 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div>	2
<div>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT SUR LE DÉROULEMENT DES ENQUÊTES DONT EST CHARGÉ LE BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 27 AOÛT 2015 MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE</div>	1
<div>○ LETTRE - RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE SUIVIE PAR LA COMMISSION SUR LES SOINS DE FIN DE VIE AFIN DE VÉRIFIER LE RESPECT DES CONDITIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR ET SUR LES RENSEIGNEMENTS DEVANT LUI ÊTRE TRANSMIS À CETTE FIN</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 28 AOÛT 2015 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</div>	2
<div>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE DOCUMENT D'ORIENTATION INTITULÉ « PLUS DE TRANSPARENCE, POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE : ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES POUR UN GOUVERNEMENT PLUS TRANSPARENT, DANS LE RESPECT DU DROIT À LA VIE PRIVÉE ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS »</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 2 SEPTEMBRE 2015 – PRÉSENTATION LE 17 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DES INSTITUTIONS</div>	1
<div>○ RAPPORT DE SUIVI – L'ACCOMMODEMENT DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EN SITUATION DE HANDICAP DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL</div> <div>▪ INITIATIVE ENVOI LE 9 SEPTEMBRE 2015 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE</div>	1
<div>○ LETTRE – COMMENTAIRES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE SUR LE PROJET DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE</div> <div>▪ DEMANDE ENVOI LE 15 SEPTEMBRE 2015 TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE</div>	2
<div>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 59, LOI ÉDICTIONNANT LA LOI CONCERNANT LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES DISCOURS HAINEUX ET LES DISCOURS INCITANT À LA VIOLENCE ET APPORTANT DIVERSES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POUR RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES</div> <div>▪ DEMANDE PRÉSENTATION LE 15 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DES INSTITUTIONS</div>	1
<div>○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 492, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL AFIN DE PROTÉGER LES DROITS DES LOCATAIRES AÎNÉS</div> <div>▪ DEMANDE ENVOI LE 21 SEPTEMBRE 2015 – PRÉSENTATION LE 22 SEPTEMBRE 2015 COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU TERRITOIRE</div>	1

<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 51, LOI VISANT NOTAMMENT À RENDRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PLUS EFFICACE ET LES AMENDES AUX MINEURS PLUS DISSUASIVES <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2015 MINISTÈRE DE LA JUSTICE; COMMISSIONS DES INSTITUTIONS 	3
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « ENSEMBLE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES. POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LA JEUNESSE » <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 30 SEPTEMBRE 2015 SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – CONSULTATIONS RELATIVES À L'ACTUALISATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DANS LE SECTEUR PRIVÉ <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE ENVOI LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2015 COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 76, LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU TRANSPORT COLLECTIF DANS LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 3 DÉCEMBRE 2015 MINISTÈRE DES TRANSPORTS; COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET DE LOI N° 77, LOI SUR L'IMMIGRATION AU QUÉBEC <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE ENVOI LE 29 JANVIER 2016 – PRÉSENTATION LE 2 FÉVRIER 2016 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION INTITULÉ « SOLIDARITÉ ET INCLUSION SOCIALE. VERS UN TROISIÈME PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL » <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 4 FÉVRIER 2016 MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE DU TRAVAIL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROJET DE LOI N° 70, LOI VISANT À PERMETTRE UNE MEILLEURE ADEQUATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI AINSI QU'À FAVORISER L'INTÉGRATION À L'EMPLOI <ul style="list-style-type: none"> ▪ DEMANDE ENVOI LE 5 FÉVRIER 2016 – PRÉSENTATION LE 9 FÉVRIER 2016 COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DANS LES COMMISSIONS SCOLAIRES ET SITUATION DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE (EHDAA) <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 26 FÉVRIER 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 83, LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE MUNICIPALE CONCERNANT NOTAMMENT LE FINANCEMENT POLITIQUE <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 2 MARS 2016 MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE PROJET LOI N° 86, LOI MODIFIANT L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DES COMMISSIONS SCOLAIRES EN VUE DE RAPPROCHER L'ÉCOLE DES LIEUX DE DÉCISION ET D'ASSURER LA PRÉSENCE DES PARENTS AU SEIN DE L'INSTANCE DÉCISIONNELLE DE LA COMMISSION SCOLAIRE <ul style="list-style-type: none"> ▪ INITIATIVE ENVOI LE 11 MARS 2016 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT; COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION 	1

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2015-2016
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	10 330
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	990
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	3 181
TOTAL	14 501

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 548

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	776

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	894

4. DOSSIERS ACTIFS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 187

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L’ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. LE CONTRÔLE DU DÉLAI N’ÉTANT PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION UNE FOIS CETTE DÉCISION RENDUE, LE CALCUL DU DÉLAI EXCLUT LES ÉTAPES DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER.

POUR LA DERNIÈRE ANNÉE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS SANS JUDICIARISATION ATTEINT 450 JOURS.

SANS JUDICIARISATION	2015-2016
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	450

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 31 MARS 2016

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
LA SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DE RESSOURCES DE LA VALLÉE INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE
TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN
TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
BPR INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP
ENTREPRISES JULIEN INC.
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.
GÉNIVARINC.
GFS QUÉBEC INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
IRONMOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NEXINNOVATIONS INC.
NURUN INC.
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
WSP CANADA IMC.
TOTAL : 22

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
G.A. BOULET INC.
MEUBLES CANADEL INC
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC
TOTAL : 4

RA05 : ESTRIE

SÉCURITÉ GENTELINC.
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
CAISSE CENTRALE DESJARDINS
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
CORPORATION KOMUNIK
DOMTAR INC.
DOUBLET
ÉQUIPEMENT SMS INC.

RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
GL & V CANADA INC.
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FX INNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
INSPEC-SOL INC.
JOHNSON & JOHNSON INC.
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT
LE GARDE-MANGER POUR TOUS
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MECHTRONIX SYSTEMS INC.
MÉDISOLUTION INC.
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
QUEBECOR WORLD INC. QUEBECOR WORLD MONTRÉAL
R3D CONSEIL INC
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SHELL CANADA LIMITÉE
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC.
VEOLIA ES CANADA SERVICE INDUSTRIELS INC.
XEROX CANADA LTÉE
TOTAL : 61

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.
UNIBOARD CANADA INC.
TOTAL : 5

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
GROUPE CANAM INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES (SUITE)

IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON
TOTAL : 12

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRANSELECT/COMMUN INC.
TOTAL : 8

RA14 : LANAUDIÈRE

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
GROUPE ABS INC.
KILDAIR SERVICE LTÉE
LES SERVICES EXP INC.
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL
PG SOLUTIONS INC.
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP
SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTERTEXTRON
TOTAL : 6

RA16 : MONTÉRÉGIE

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC
ALIMPLUSINC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUALTÉE
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.
GOODFELLOWINC.
GROUPE LACASSE INC.
IMPRIMERIE INTERWEB INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE INC.
SICO INC.
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC
UNI-SELECT INC.
TOTAL : 15

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CONSULTANTS MESAR INC.
FAFARD& FRÈRES LTÉE
P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 3

GRAND TOTAL : 150

LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2016

ÉDUCATION - CÉGEPs

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

CÉGEP DE LIMOILLOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE
JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE
TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD
TOTAL : 3

ÉDUCATION – CÉGEPS (SUITE)

RA13 : LAVAL
COLLÈGE MONTMORENCY
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT
TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

ÉDUCATION – COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC
CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI
TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
COLLÈGE LAFLÈCHE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE
TOTAL : 4

ÉDUCATION – COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS
TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN
COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS
TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF
COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS
COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES
TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE
COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS
TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS
TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC
TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA
TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE
COMMISSION SCOLAIRE DU FER
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL
TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE
TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHÉMIN
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS
TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4

RA16 : MONTÉRÉGIE
COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION – UNIVERSITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7

RA07 : OUTAOUAIS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION – ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES - SECONDAIRES

RA03 : QUÉBEC
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
ACADÉMIE SOLOMONSCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MARIE DE FRANCE
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA
TOTAL : 17

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS
TOTAL : 4

ÉDUCATION – MUNICIPALITÉS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2

RA03 : QUÉBEC
VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

RA07 : OUTAOUAIS

VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI

VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD

VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

ÉDUCATION – MUNICIPALITÉS (SUITE)

RA16 : MONTÉRÉGIE
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION
TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

RA15 : LAURENTIDES
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
TOTAL : 2

SANTÉ – AGENCES SSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
TOTAL : 1

SANTÉ – AGENCES SSS (SUITE)

RA14 : LANAUDIÈRE
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE
TOTAL : 1

SANTÉ – CENTRE DE SANTÉ

RA06 : MONTRÉAL
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES
TOTAL : 1

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CRDITED DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CRDITED DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUÉBEC
INSTITUT DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL
CRDITED DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
CENTRE DE RÉADAPTATION ESTRIE INC.
CRDITED DE L'ESTRIE
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE
CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL
CENTRE DE RÉADAPTATION MAB-MACKAY
CRDITED DE MONTRÉAL
INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL
INSTITUT RAYMOND-DEWAR
LA CORPORATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU
VILLA MÉDICA INC.
TOTAL : 10

RA07 : OUTAOUAIS
CENTRE RÉGIONAL DE RÉADAPTATION LA RESSOURCE
PAVILLON DU PARC
TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MAISON
CLAIR FOYER INC.
TOTAL : 2

RA09 : CÔTE-NORD
CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

SANTÉ – CENTRES DE RÉADAPTATION (SUITE)

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
LE CENTRE DE RÉADAPTATION DE LA GASPÉSIE
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE CHAUDIÈRE-APPALACHES
CRDITED DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 2

RA13 : LAVAL
CRDITED DE LAVAL
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION
TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE
CENTRE DE RÉADAPTATION LE BOUCLIER
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
CENTRE DU FLORES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
CENTRE MONTÉRÉGIEN DE RÉADAPTATION
CRDITED DE LA MONTÉRÉGIE-EST
INSTITUT NAZARETH & LOUIS-BRAILLE
LES SERVICES DE RÉADAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT
TOTAL : 4

SANTÉ – CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC
CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC
TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL
HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL MONT-SINAI
HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES
HÔPITAL SANTA CABRINI
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS
L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963)
L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAÏMONIDES
TOTAL : 20

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
LES CENTRES JEUNESSE DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
CENTRE JEUNESSE DE QUÉBEC
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
LES CENTRES JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL
LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW
LES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL
TOTAL : 2

RA07 : OUTAOUAIS
LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CJAT)
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CENTRE JEUNESSE GASPÉSIE/LES ÎLES
TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CENTRE JEUNESSE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
LES CENTRES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE
TOTAL : 1

SANTÉ – CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 3

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.
CENTRE LE CARDINAL INC.
CENTRE MIRIAM
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD CHANOINE-AUDET
CHSLD JUIF DE MONTRÉAL
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE INC.
PAVILLON STE-MARIE INC.
RÉSIDENCE ANGELICA
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
VILLA SOLEIL
TOTAL : 20

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ SAINT-LAMBERT INC.
TOTAL : 1

SANTÉ – CSSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPÉDIA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TÉMISCOUATA
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES
TOTAL : 8

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CLÉOPHAS-CLAVEAU
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIÈRE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE
TOTAL : 6

RA03 : QUÉBEC

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORTNEUF
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC-NORD
- TOTAL : 4**

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ÉRABLE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BÉCANCOUR-NICOLET-YAMASKA
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-BATISCAN
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÉNERGIE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGÉ
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIÈRES
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE
- TOTAL : 8**

RA05 : ESTRIE

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MRC-DE-COATICOOK
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHRÉMAGOG
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANÇOIS
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX — INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE SHERBROOKE
- TOTAL : 9**

RA06 : MONTRÉAL

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE — SAINT-LAURENT
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ÎLE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ÎLE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST — VERDUN
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE
- TOTAL : 12**

RA07 : OUTAOUAIS

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC
- TOTAL : 5**

RA08 : ABITIBI

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-L'OR
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES AUBORES-BORÉALES
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU TÉMISCAMINGUE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI
- TOTAL : 5**

RA09 : CÔTE-NORD

- CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-CÔTE-NORD
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MANGANINE
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ÎLES
 - CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-CÔTE-NORD-MANICOUAGAN
- TOTAL : 5**

SANTÉ – CSSS (SUITE)

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC
CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-DE-GASPÉ
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCÉ
TOTAL : 5

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ALPHONSE-DESJARDINS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THEDFORD
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS
TOTAL : 5

RA13 : LAVAL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 2

RA15 : LAURENTIDES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JÉRÔME
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN-CHARLES-LE MOYNE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PIERRE-DE-SAUREL
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROÏT
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU — ROUVILLE
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER
CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA
TOTAL : 9

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT (SUITE)

RA13 : LAVAL
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

RA03 : QUÉBEC
AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
MUSÉE DE LA CIVILISATION
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
TOTAL : 10

RA06 : MONTRÉAL
AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
HÉMA-QUÉBEC
HYDRO-QUÉBEC
INVESTISSEMENT QUÉBEC
RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
SOQUIJ
TOTAL : 16

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
TOTAL : 1

SÛRETÉ DU QUÉBEC

RA06 : MONTRÉAL
QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 489

ÉTAT DE SITUATION DES ORGANISMES
AU 31 MARS 2016*

269 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	0.7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
3	1.1%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
0	0.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
2	0.7%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
7	2.6%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
57	21.2%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
194	72.1 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	0.7%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
3	1.1%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
54	20.1%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	1.1%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
197	73.2%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
0	0.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
6	2.2%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

197 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS		
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS		
0.0	0.0%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
4	2.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
193	98.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

* AVERTISSEMENT : LES VALEURS FIGURANT DANS CET ÉTAT DE SITUATION SONT ARRONDIES POUR LES POURCENTAGES.

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)

TOTAL POUR 48 CÉGEPS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
48	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
47	98.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
70	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
70	100.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 7 COLLÈGES PRIVÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	14.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	14.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES ET SECONDAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	6.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
0	0.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
29	94.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	3.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
28	90.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	3.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
1	3.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
18	95.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	5.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
18	95.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	5.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 27 SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	7.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	7.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
2	7.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
21	78.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	7.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
24	89.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	4.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	2.0%	ÉLABORATION DU PROGRAMME
5	9.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME
2	4.0%	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
47	85.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	4.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
48	87.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
5	9.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 8 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	25.0%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	75.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	25.0%	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	75.0%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 3 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
3	100.0%	ÉLABORATION D'UN PROGRAMME
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
3	100.0%	ÉLABORATION D'UN PROGRAMME

--

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	100.0%	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 197 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS

1 CENTRE DE SANTÉ		
1	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

35 CENTRES DE RÉADAPTATION		
35	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

24 CENTRES HOSPITALIERS		
3	13.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
21	88.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

15 CENTRES JEUNESSE		
15	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

30 CLSC-CHSLD		
1	3.0%	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
29	97.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

92 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX		
92	100.0%	IMPLANTATION DU PROGRAMME

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS DÈS SON DÉBUT AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, SI CELA S'APPLIQUE À DIFFÉRENTS DEGRÉS POUR L'ENSEMBLE DES DOSSIERS, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN JEU. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QUE PEUT ÊTRE UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE REMETTRE EN CONTACT LES DEUX PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS CONCOMITANTES AVEC LES FAITS LITIGIEUX SONT CERTES DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, NOTAMMENT RACIALE, ET À LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE LA MISE EN LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2015-2016, 66 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 23 SOULEVAIENT LE HANDICAP ET 21 LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION DISPOSE TOUJOURS DU DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION » QUI EST DISPONIBLE POUR LE PUBLIC ET DONT L'INFORMATION EST ACCESSIBLE SUR LE SITE WEB DE LA COMMISSION.

EN 2015-2016, LA COMMISSION A OFFERT UNE SEULE FORMATION QUI EXAMINE LA NOTION DE DISCRIMINATION ET DES DROITS DE LA PERSONNE DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT.

P.139 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2014-2015 ET 2015-2016.
NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDE D'INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2015-2016
APPLICATION D'UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	11
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	2
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	0
AUTRE	9
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	45
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT	85
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (LSJPA)	2
PROJET DE VIE PERMANENT	6
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT	31
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (LSJPA)	0
TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT	31
TOTAL	222

ENTRE LE 1ER AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 222 DOSSIERS, CE QUI CONSTITUE UNE BAISSSE DE 23% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST DE LOIN LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (38,2%), SUIVIE DE L'ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION (20,2%) ET DU TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT (13,9%) ET DES SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (13,9%). À NOTER QUE LA COMMISSION A ÉTÉ INTERPELLÉE EN 2015-16 À QUELQUES REPRISES POUR L'APPLICATION D'UNE MESURE DE PROTECTION IMMÉDIATE (5%) AINSI QUE POUR DES PROJETS DE VIE PERMANENTS (2,7%).

DEMANDE D'ENQUÊTE JEUNESSE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	15
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	15
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	11
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	17
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	28
MONTÉRÉGIE	14
MONTRÉAL ET LAVAL	65
OUTAOUAIS	6
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	7
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE	222

DU 1ER AVRIL 2015 AU 31 MARS 2016, LES RÉGIONS POUR LESQUELLES IL Y A EU LE PLUS GRAND NOMBRE DE DEMANDES D'ENQUÊTE SONT MONTRÉAL ET LAVAL (29,3%), SUIVIES DE LA MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC (12,6%). LES RÉGIONS DU BAS-SAINT-LAURENT ET DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE ONT VU LEURS DEMANDES AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT PUISQU'ELLES SONT PASSÉES DE 5 À 15.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	15
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	11
CÔTE-NORD	5
ESTRIE	6
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	10
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	17
MONTÉRÉGIE	14
MONTRÉAL ET LAVAL	56
OUTAOUAIS	4
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	179

ON REMARQUE UNE BAISSSE DE 21,2% DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS AU COURS DE L'ANNÉE 2015-16 PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. DES 222 DEMANDES REÇUES POUR L'ANNÉE 2015-16, 179 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 65%. CE TAUX EST INFÉRIEUR À CELUI DE L'ANNÉE 2014-15, QUI ÉTAIT DE 79%.

DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

	2015-2016
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUÉBEC	40
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	11
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	2
ESTRIE	6
LANAUDIÈRE ET LAURENTIDES	10
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	29
MONTÉRÉGIE	13
MONTRÉAL ET LAVAL	40
OUTAOUAIS	3
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	10
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	177

ENTRE LE 1ER AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016, 177 DOSSIERS ONT ÉTÉ FERMÉS, CE QUI CONSTITUE UNE DIMINUTION DE 33,8% PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2014-15. CETTE DIMINUTION S'EXPLIQUE PAR LA BAISSSE DU NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET PAR L'ENQUÊTE DANS LE DOSSIER DE STE-JUSTINE.

LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 0.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

RECOMMANDATIONS FIGURANT DANS LA CONCLUSION GÉNÉRALE SUR LES ENQUÊTES CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE STE-JUSTINE :

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE DEMANDER AUX DIRECTIONS DES NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS CISSS-CIUSSS DE S'ASSURER, DE FAÇON CONTINUE, QUE LEUR PERSONNEL SOIT INFORMÉ DE LEURS RESPONSABILITÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 39 DE LA LPJ;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MOYENS MIS EN PLACE POUR RESPECTER LA PRÉCÉDENTE RECOMMANDATION;

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE RAPPELER À TOUS LES DPJ QU'ILS ONT LA RESPONSABILITÉ EXCLUSIVE D'EFFECTUER L'ÉVALUATION DES SIGNALEMENTS CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 32 DE LA LPJ ET SELON LES STANDARDS PRÉVUS NOTAMMENT AU *MANUEL DE RÉFÉRENCE*;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

LA COMMISSION RECOMMANDE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- DE RAPPELER À L'ENSEMBLE DES DPJ DU QUÉBEC QUE LORS DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE, ILS SONT RESPONSABLES D'EN ASSURER LA COORDINATION ET D'ÉTABLIR UNE STRATÉGIE COMMUNE D'INTERVENTION;
- DE RAPPELER AUX DPJ L'IMPORTANCE DE RESPECTER LA VOCATION DES MILIEUX CHOISIS POUR RENCONTRER LES ENFANTS ET LEURS PARENTS ET DE RESPECTER LA CONFIDENTIALITÉ DES PERSONNES ET DES ÉCHANGES EFFECTUÉS;
- D'INFORMER LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 20 MAI 2016, DES MESURES PRISES POUR SE CONFORMER À LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

LA COMMISSION PROPOSE ÉGALEMENT AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX:

- D'ÉVALUER LA PERTINENCE DE DÉVELOPPER LE MÊME TYPE DE PROTOCOLE ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET LES DPJ D'AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC.

RECOMMANDATION FIGURANT DANS LA CONCLUSION D'ENQUÊTE CONCERNANT L'ENQUÊTE RESSOURCE BAS-SAINT-LAURENT :

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX :

- D'IMPLANTER, AU PLUS TARD LE 31 MARS 2016, UN SYSTÈME CENTRALISÉ PERMETTANT DE VÉRIFIER SI LES PERSONNES DÉSIRANT DEVENIR FAMILLE D'ACCUEIL DANS UNE RÉGION DONNÉE ONT DÉJÀ VU LEUR CONTRAT DE FAMILLE D'ACCUEIL RÉSILIÉ POUR CAUSE DANS UNE AUTRE RÉGION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	222

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	179

DOSSIERS FERMÉS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	177

DOSSIERS ACTIFS

	2015-2016
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	88

LES DÉLAIS

	2015-2016
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT EN JOURS	199

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2015-2016	
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	82
* ENQUÊTE ÉTAPE 1	35	80
** ENQUÊTE ÉTAPE 2	130	161

* ANCIENNEMENT ÉVALUATION

** ANCIENNEMENT ENQUÊTE

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE *

	2015-2016
SITUATION CORRIGÉE	390
DROIT NON LÉSÉ	604
TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	276
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	149
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	342 JOURS

* POUR LES DOSSIERS FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2015-2016	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2016 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	9	10
PROFESSIONNELS		
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	3	3
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	0
AGENT D'INFORMATION	3	3
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	1	2
BIBLIOTHÉCAIRE	0	1
CHERCHEUR	1	2
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	8
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	12	10
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	8	5
CONSEILLER JURIDIQUE - ENQUÊTES	0	1
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	3
CONSEILLER JURIDIQUE – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	3	2
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	2	2
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	0	0
ENQUÊTEUR CHARTE	16	14
ENQUÊTEUR JEUNESSE	2	4
MÉDIATEUR	3	2
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
TOTAL	84	78

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2015-2016	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2016 (POSTES OCCUPÉS)
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E)S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	6	7
BIBLIOTECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	2	2
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	5
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	15	16
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	4
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	38	40
GRAND TOTAL	131	128

P.143 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2011-2012 ET 2015-2016, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS. IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE DE COMPILENT PAS D'INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE* A ÉTÉ ADOPTÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CETTE QUESTION N’EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. IL EST POSSIBLE D’OBTENIR CES DONNÉES AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI COMPILE CES DONNÉES.

P.145 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET 2015-2016:

- A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ;
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- C. L’OBJET DE LA POURSUITE;
- D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- E. LES SUITES ACCORDÉES.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AU COURS DE L'ANNÉE 2015-2016, ONZE (11) CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE QUATRE (4) DOSSIERS RELATIFS À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., C. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME. LE TABLEAU SUIVANT PRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS PAR ARTICLE DE LOI.

NOMBRE DE CONSTATS PAR ARTICLE DE LOI SELON L’ANNÉE DE DÉLIVRANCE

	2015-2016
ARTICLE 8	1
ARTICLE 15	1
ARTICLE 25	9
Total	11

ARTICLE 8: TOUT LOBBYISTE VISÉ PAR LA PRÉSENTE LOI DOIT ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES CONFORMÉMENT AUX RÈGLES DE LA PRÉSENTE SECTION.

L'INSCRIPTION EST FAITE, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE-CONSEIL, PAR LE LOBBYISTE LUI-MÊME ET, DANS LE CAS D'UN LOBBYISTE D'ENTREPRISE OU D'UN LOBBYISTE D'ORGANISATION, PAR LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPEMENT POUR LE COMPTE DUQUEL LE LOBBYISTE EXERCE SES ACTIVITÉS.

ARTICLE 15: TOUT CHANGEMENT AU CONTENU DE LA DÉCLARATION RELATIVE À UN LOBBYISTE, Y COMPRIS CELUI RÉSULTANT DE LA FIN DE SON ENGAGEMENT ET CELUI RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE NOUVELLES ACTIVITÉS DE LOBBYISME, DOIT, AU PLUS TARD LE TRENTIÈME JOUR SUIVANT LE CHANGEMENT, FAIRE L'OBJET D'UN AVIS DE MODIFICATION PRÉSENTÉ AU REGISTRE.

ARTICLE 25: NUL NE PEUT EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE S'IL N'EST INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES RELATIVEMENT À CES ACTIVITÉS.